Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXXXVII **1933** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Page

N° 3145. — Union Sud-Africaine, Allemagne, Commonwealth d'Australie, Autriche, Belgique, etc. :

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international avec protocole additionnel, signés à Varsovie, le 12 octobre 1929; et
Protocole final de la deuxième Conférence internationale de droit privé aérien, signé à Varsovie, le 12 octobre 1929 11

N° 3146. — Brésil et Lettonie :

Echange de notes comportant un accord commercial. Paris, le 21 septembre 1932 61

N° 3147. — Allemagne et Autriche :

Echange de notes comportant un accord relatif à la réglementation de l'expulsion des sujets indésirables. Berlin, le 7 décembre 1932 69

N° 3148. — France et Italie :

Convention relative à la délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille avec annexes. Signée à Paris, le 8 juillet 1930 93

N° 3149. — Belgique et Espagne :

Convention générale de navigation aérienne. Signée à Madrid, le 27 février 1932... 111

N° 3150. — Belgique et Espagne :

Arrangement concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de leurs territoires respectifs. Signé à Madrid, le 27 février 1932 129

N° 3151. — Pologne et Tchécoslovaquie :

Protocole modifiant certaines dispositions de la Convention du 30 mai 1927, concernant la réglementation du tarif ferroviaire entre les deux pays, avec protocole de signature. Signés à Prague, le 18 juin 1930 137

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CXXXVII **1933** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 3145. — Union of South Africa, Germany, Commonwealth of Australia, Austria, Belgium, etc. :

Convention for the Unification of certain Rules regarding International Transport, with Additional Protocol, signed at Warsaw, October 12, 1929; and
Final Protocol of the Second International Conference on Private Law affecting Aerial Questions, signed at Warsaw, October 12, 1929... 11

No. 3146. — Brazil and Latvia :

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Paris, September 21, 1932 ... 61

No. 3147. — Germany and Austria :

Exchange of Notes constituting an Agreement regulating the Expulsion of Undesirable Persons. Berlin, December 7, 1932 69

No. 3148. — France and Italy :

Convention regarding the Delimitation of the Frontier on the Railway Line Coni-Vintimille with Annexes. Signed at Paris, July 8, 1930... 93

No. 3149. — Belgium and Spain :

General Convention on Air Navigation. Signed at Madrid, February 27, 1932 111

No. 3150. — Belgium and Spain :

Agreement regarding the Establishment and Operation of Air Lines passing over their respective Territories. Signed at Madrid, February 27, 1932... 129

No. 3151. — Poland and Czechoslovakia :

Protocol modifying certain Provisions of the Convention of May 30, 1927, for the Regulation of Railway Traffic between the two Countries, with Protocol of Signature. Signed at Prague, June 18, 1930 137

Page

N° 3152. — Espagne et Pays-Bas :

Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Madrid, le 14 février 1930 149

N° 3153. — Espagne et Pays-Bas :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à La Haye, le 30 mars 1931 161

N° 3154. — Etats-Unis d'Amérique et Italie :

Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats d'inspection des navires destinés au transport des personnes. Washington, les 1er juin, 5 et 17 août 1931 175

N° 3155. — Estonie et Perse :

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Moscou, le 3 octobre 1931 183

N° 3156. — Belgique et Bulgarie :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre les deux pays. Signé à Sofia, le 23 juin 1931 191

N° 3157. — Etats-Unis d'Amérique et Italie :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la navigation aérienne. Washington, les 13 et 14 octobre 1931 209

N° 3158. — Belgique et Lithuanie :

Echange de notes relatif à la protection réciproque des marques de fabrique dans les deux pays. Riga, le 10 juillet 1931, et Kaunas, le 21 juillet 1931... 225

N° 3159. — Guatémala et Honduras :

Traité d'arbitrage avec Convention additionnelle signés à Washington, le 16 juillet 1930, et spécification de la frontière définitive entre les deux pays, déterminée par la sentence arbitrale du tribunal spécial de délimitation constitué en exécution dudit traité, signée à Washington, le 23 janvier 1933 231

N° 3160. — Belgique et Pays-Bas :

Convention concernant l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi de la Convention d'extradition entre la Belgique et les Pays-Bas du 31 mai 1889 et des Conventions additionnelles à cette convention des 14 février 1895 et 25 octobre 1927. Signée à La Haye, le 1er novembre 1932 261

N° 3161. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de garantir l'assistance réciproque des deux pays pour le recouvrement de ces impôts, avec protocole de clôture. Signés à Bruxelles, le 9 mars 1931 267

N° 3162. — Belgique et France :

Convention pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne la circulation des automobiles, additionnelle à la Convention du 16 mai 1931, avec protocole final. Signés à Paris, le 23 décembre 1931 277

Page

No. 3152. — Spain and the Netherlands :

Convention regarding Air Navigation. Signed at Madrid, February 14, 1930 149

No. 3153. — Spain and the Netherlands :

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at The Hague, March 30, 1931 161

No. 3154. — United States of America and Italy :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning reciprocal Recognition of Certificates of Inspection of Vessels assigned to the Transportation of Passengers. Washington, June 1 and August 5 and 17, 1931 175

No. 3155. — Estonia and Persia :

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Moscow, October 3, 1931 183

No. 3156. — Belgium and Bulgaria :

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement between the two Countries. Signed at Sofia, June 23, 1931. 191

No. 3157. — United States of America and Italy :

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Air Navigation. Washington, October 13 and 14, 1931 209

No. 3158. — Belgium and Lithuania :

Exchange of Notes regarding the reciprocal Protection of Trade Marks in the two Countries. Riga, July 10, 1931 and Kaunas, July 21, 1931 225

No. 3159. — Guatemala and Honduras :

Treaty of Arbitration, with Additional Convention, signed at Washington, July 16, 1930, and Description of the Definitive Boundary between the two Countries, as settled by the Arbitral Award of the Special Boundary Tribunal constituted in virtue of the said Treaty, signed at Washington, January 23, 1933 231

No. 3160. — Belgium and the Netherlands :

Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Convention between Belgium and the Netherlands of May 31, 1889 and of the Additional Conventions to that Convention of February 14, 1895 and October 25, 1927. Signed at The Hague, November 1, 1932 261

No. 3161. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :

Convention for the Prevention of Double Taxation as regards Direct Taxes and to guarantee reciprocal Co-Operation between the two Countries in the Collection of such Taxes, with Protocol of Closure. Signed at Brussels, March 9, 1931 267

No. 3162. — Belgium and France :

Convention for the Avoidance of Double Taxation as regards the Circulation of Motor Vehicles, Additional to the Convention of May 16, 1931, with Final Protocol. Signed at Paris, December 23, 1931 277

Page

N° 3163. — Belgique et France :

Convention pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière de taxe de transmission et d'impôt sur le chiffre d'affaires, avec protocole final. Signés à Paris, le 18 juin 1932 289

N° 3164. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord:

Convention relative à la frontière entre l'Archipel des Philippines et l'Etat du Bornéo du Nord, signée à Washington, le 2 janvier 1930, et échange de notes y relatif, Washington, les 2 janvier 1930 et 6 juillet 1932 297

N° 3165. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :

Accord relatif à l'échange des colis postaux entre la Chine et Ceylan, avec règlement d'exécution. Signés à Colombo, le 21 décembre 1931, et à Nankin, le 28 avril 1932 319

N° 3166. — République Argentine et Belgique :

Convention sur l'hospitalisation et l'assistance médicale. Signée à Buenos-Aires, le 22 octobre 1924 381

N° 3167. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'une des parties des certificats de navigabilité des aéronefs importés comme marchandise du territoire de l'autre partie. Bruxelles, le 22 octobre 1932 389

N° 3168. — Allemagne et Norvège :

Protocole portant réglementation des paiements au titre des engagements commerciaux entre les deux pays. Signé à Berlin, le 9 janvier 1933 395

N° 3169. — Grèce et Italie :

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Athènes, le 15 janvier 1932 ... 397

N° 3170. — Autriche et Norvège :

Echange de notes relatif à un accord de « clearing ». Vienne, le 15 juillet 1932 et Berlin, le 3 septembre 1932 403

N° 3171. — Belgique et Pays-Bas :

Convention relative à l'assimilation de leurs sujets quant à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne l'assurance-invalidité-vieillesse et quant à la réglementation des suites résultant pour ces sujets du fonctionnement des législations des deux pays l'une à côté de l'autre. Signée à La Haye, le 16 octobre 1931... 411

N° 3172. — Egypte et Etat Libre d'Irlande :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Le Caire, les 25 et 28 juillet 1930, prorogé en dernier lieu jusqu'au 16 février 1934 par des échanges de notes successifs en dates des 14 et 22 février 1931, 23 et 26 janvier 1932, 16 et 19 février 1933 421

Page

No. 3163. — Belgium and France :

Convention to avoid, on Importation, Double Taxation in the matter of Transfer and Turnover Taxes, with Final Protocol. Signed at Paris, June 18, 1932 289

No. 3164. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :

Convention regarding the Boundary between the Philippine Archipelago and the State of North Borneo, signed at Washington, January 2, 1930, and Exchange of Notes relating thereto, Washington, January 2, 1930, and July 6, 1932 297

No. 3165. — Great Britain and Northern Ireland and China :

Parcel Post Agreement between China and Ceylon, with Detailed Regulations. Signed at Colombo, December 21, 1931 and at Nanking, April 28, 1932 319

No. 3166. — Argentine Republic and Belgium :

Convention regarding Hospital Treatment and Medical Relief. Signed at Buenos Aires, October 22, 1924 381

No. 3167. — United States of America and Belgium :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Acceptance by one of the Parties of Certificates of Airworthiness for Aircraft imported as Merchandise from the Territory of the other Party. Brussels, October 22, 1932 389

No. 3168. — Germany and Norway :

Protocol embodying Regulations for Payments relating to Commercial Contracts between the two Countries. Signed at Berlin, January 9, 1933 395

No. 3169. — Greece and Italy :

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of certain Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Athens, January 15, 1932 397

No. 3170. — Austria and Norway :

Exchange of Notes concerning a Clearing Agreement. Vienna, July 15, 1932 and Berlin, September 3, 1932 403

No. 3171. — Belgium and the Netherlands :

Convention respecting Equality of Treatment for the Nationals of each Country under the Legislation of the other in relation to Invalidity and Old Age Insurance and in respect of the Consequences to the said Nationals of the Operation of these Co-Existent Systems of Legislation. Signed at The Hague, October 16, 1931 411

No. 3172. — Egypt and the Irish Free State :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Cairo, July 25 and 28, 1930, recently prolonged until February 16, 1934, by successive Exchanges of Notes dated February 14 and 22, 1931 ; January 23 and 26, 1932, and February 16 and 19, 1933 421

Page

N° 3173. — Belgique et Lithuanie :

Convention additionnelle à la Convention d'extradition du 17 mai 1927 étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi l'application de cette Convention et des protocoles final et additionnel des 17 mai 1927 et 17 février 1928. Signée à Kaunas, le 16 juin 1932 ... 439

N° 3174. — Afghanistan et Estonie :

Traité d'amitié. Signé à Tallinn, le 6 décembre 1930 ... 445

N° 3175. — Allemagne et Tchécoslovaquie :

Convention concernant l'échange de renseignements relatifs à l'apparition de maladies contagieuses dans les régions frontières des deux pays, avec annexe. Signée à Praha, le 19 septembre 1932 ... 453

Page

No. 3173. — Belgium and Lithuania :

Additional Convention to the Extradition Convention of May 17, 1927, extending to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi the Application of that Convention and of the Final Protocol and Additional Protocol of May 17, 1927, and February 17, 1928. Signed at Kaunas, June 16, 1932... 439

No. 3174. — Afghanistan and Estonia :

Treaty of Friendship. Signed at Tallinn, December 6, 1930 445

No. 3175. — Germany and Czechoslovakia :

Convention concerning the Exchange of Information of the Outbreak of Infectious Diseases in the Frontier Districts of the two Countries, with Annex. Signed at Prague, September 19, 1932... 453

N° 3145.

UNION SUD-AFRICAINE, ALLEMAGNE, COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international avec protocole additionnel, signés à Varsovie, le 12 octobre 1929; et

Protocole final de la deuxième Conférence internationale de droit privé aérien, signé à Varsovie, le 12 octobre 1929.

UNION OF SOUTH AFRICA, GERMANY, COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, AUSTRIA, BELGIUM, etc.

Convention for the Unification of certain Rules regarding International Transport, with Additional Protocol, signed at Warsaw, October 12, 1929; and

Final Protocol of the Second International Conference on Private Law affecting Aerial Questions, signed at Warsaw, October 12, 1929.

N° 3145. — CONVENTION[1] POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Pologne et de la Yougoslavie auprès de la Société des Nations, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne et le chargé d'Affaires a. i. *des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 13 *février* 1933.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONALISTE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF D'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA, SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

---

[1] *Dépôt des ratifications à Varsovie :*

ESPAGNE	31 mars 1930.
BRÉSIL	2 mai 1931.
YOUGOSLAVIE	27 mai 1931.
ROUMANIE	8 juillet 1931.
FRANCE LETTONIE POLOGNE	15 novembre 1932.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ITALIE	14 février 1933.
PAYS-BAS, y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao	1er juillet 1933.

Adhésion :

MEXIQUE	14 février 1933.

La convention est entrée en vigueur le 13 février 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3145. — CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Poland and Yugoslavia accredited to the League of Nations, by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and by the Chargé d'Affaires a. i. *of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Convention took place February* 13, 1933.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS, THE PRESIDENT OF THE NATIONALIST GOVERNMENT OF THE CHINESE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE HEAD OF THE STATE OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, THE SWISS FEDERAL COUNCIL, THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA, HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique, à l'exception du préambule, qui a été traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office, with the exception of the Preamble, which was translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] *Deposit of ratifications at Warsaw :*

SPAIN	March 31, 1930.
BRAZIL	May 2, 1931.
YUGOSLAVIA	May 27, 1931.
ROUMANIA	July 8, 1931.
FRANCE LATVIA POLAND	November 15, 1932.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND ITALY	February 14, 1933.
The NETHERLANDS, including Netherlands Indies, Surinam and Curaçao	July 1st, 1933,

Accession :

MEXICO	February 14, 1933.

The Convention came into force February 13, 1933.

Ayant reconnu l'utilité de régler d'une manière uniforme les conditions du transport aérien international en ce qui concerne les documents utilisés pour ce transport et la responsabilité du transporteur.

A cet effet ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs lesquels, dûment autorisés, ont conclu et signé la convention suivante :

CHAPITRE PREMIER

OBJET — DÉFINITIONS.

Article premier.

1. La présente convention s'applique à tout transport international de personnes, bagages ou marchandises, effectué par aéronef contre rémunération. Elle s'applique également aux transports gratuits effectués par aéronef par une entreprise de transports aériens.

2. Est qualifié « transport international », au sens de la présente convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des Parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie contractante, si une escale est prévue dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une autre Puissance même non contractante. Le transport sans une telle escale entre les territoires soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité de la même Haute Partie contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente convention.

3. Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de cette convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les Parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une même Haute Partie contractante.

Article 2.

1. La convention s'applique aux transports effectués par l'Etat ou les autres personnes juridiques de droit public, dans les conditions prévues à l'article premier.

2. Sont exceptés de l'application de la présente convention les transports effectués sous l'empire de conventions postales internationales.

CHAPITRE II

TITRE DE TRANSPORT.

SECTION I. — BILLET DE PASSAGE.

Article 3.

1. Dans le transport de voyageurs, le transporteur est tenu de délivrer un billet de passage qui doit contenir les mentions suivantes :

a) Le lieu et la date de l'émission ;

b) Les points de départ et de destination ;

Recognising the desirability of regulating in a uniform manner the conditions of international carriage by air, so far as may concern the documents of carriage and the responsibility of the carrier,

Have, for this purpose, appointed their respective Plenipotentiaries who, being duly authorised, have concluded and signed the following Convention :

CHAPTER I.

SCOPE. — DEFINITIONS.

Article 1.

1. This Convention applies to all international carriage of persons, luggage or goods performed by aircraft for reward. It applies equally to gratuitous carriage by aircraft performed by an air transport undertaking.

2. For the purpose of this Convention the expression " international carriage " means any carriage in which, according to the contract made by the parties, the place of departure and the place of destination, whether or not there be a break in the carriage or a transhipment, are situated either within the territories of two High Contracting Parties, or within the territory of a single High Contracting Party, if there is an agreed stopping place within a territory subject to the sovereignty, suzerainty, mandate or authority of another Power, even though that Power is not a party to this Convention. A carriage without such an agreed stopping place between territories subject to the sovereignty, suzerainty, mandate or authority of the same High Contracting Party is not deemed to be international for the purposes of this Convention.

3. A carriage to be performed by several successive air carriers is deemed, for the purposes of this Convention, to be one undivided carriage, if it has been regarded by the parties as a single operation, whether it had been agreed upon under the form of a single contract or of a series of contracts, and it does not lose its international character merely because one contract or a series of contracts is to be performed entirely within a territory subject to the sovereignty, suzerainty, mandate or authority of the same High Contracting Party.

Article 2.

1. This Convention applies to carriage performed by the State or by legally constituted public bodies provided it falls within the conditions laid down in Article 1.

2. This Convention does not apply to carriage performed under the terms of any international postal Convention.

CHAPTER II.

DOCUMENTS OF CARRIAGE.

SECTION 1. — PASSENGER TICKET.

Article 3.

1. For the carriage of passengers the carrier delivers a passenger ticket which shall contain the following particulars :

(a) The place and date of issue ;
(b) The place of departure and of destination ;

c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté pour le transporteur de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international ;

d) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;

e) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

2. L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention. Toutefois, si e transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION II. — BULLETIN DE BAGAGES.

Article 4.

1. Dans le transport de bagages, autres que les menus objets personnels dont le voyageur conserve la garde, le transporteur est tenu de délivrer un bulletin de bagages.

2. Le bulletin de bagages est établi en deux exemplaires, l'un pour le voyageur, l'autre pour le transporteur.

3. Il doit contenir les mentions suivantes :

a) Le lieu et la date de l'émission ;

b) Les points de départ et de destination ;

c) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;

d) Le numéro du billet de passage ;

e) L'indication que la livraison des bagages est faite au porteur du bulletin ;

f) Le nombre et le poids des colis ;

g) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2 ;

h) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

4. L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention. Toutefois, si le transporteur accepte les bagages sans qu'il ait été délivré un bulletin ou si le bulletin ne contient pas les mentions indiquées sous les lettres *d), f), h),* le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION III. — LETTRE DE TRANSPORT AÉRIEN.

Article 5.

1. Tout transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement et la remise d'un titre appelé : « lettre de transport aérien » ; tout expéditeur a le droit de demander au transporteur l'acceptation de ce document.

2. Toutefois, l'absence, l'irrégularité ou la perte de ce titre n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention, sous réserve des dispositions de l'article 9.

(c) The agreed stopping places, provided that the carrier may reserve the right to alter the stopping places in case of necessity, and that if he exercises that right, the alteration shall not have the effect of depriving the carriage of its international character;

(d) The name and address of the carrier or carriers ;

(e) A statement that the carriage is subject to the rules relating to liability established by this Convention.

2. The absence, irregularity or loss of the passenger ticket does not affect the existence or the validity of the contract of carriage, which shall none the less be subject to the rules of this Convention. Nevertheless, if the carrier accepts a passenger withtout a passenger ticket having been delivered he shall not be entitled to avail himself of those provisions of this Convention which exclude or limit his liability.

SECTION 2. — LUGGAGE TICKET.

Article 4.

1. For the carriage of luggage, other than small personal objects of which the passenger takes charge himself, the carrier must deliver a luggage ticket.

2. The luggage ticket shall be made out in duplicate, one part for the passenger and the other part for the carrier.

3. The luggage ticket shall contain the following particulars :

(a) The place and date of issue ;

(b) The place of departure and of destination ;

(c) The name and address of the carrier or carriers ;

(d) The number of the passenger ticket ;

(e) A statement that delivery of the luggage will be made to the bearer of the luggage ticket ;

(f) The number and weight of the packages ;

(g) The amount of the value declared in accordance with Article 22 (2) ;

(h) A statement that the carriage is subject to the rules relating to liability established by this Convention.

4. The absence, irregularity or loss of the luggage ticket does not affect the existence or the validity of the contract of carriage, which shall none the less be subject to the rules of this Convention. Nevertheless, if the carrier accepts luggage without a luggage ticket having been delivered, or if the luggage ticket does not contain the particulars set out at *(d)* *(f)* and *(h)* above, the carrier shall not be entitled to avail himself of those provisions of the Convention which exclude or limit his liability.

SECTION 3. — AIR CONSIGNMENT NOTE.

Article 5.

1. Every carrier of goods has the right to require the consignor to make out and over to him a document called an " air consignment note " ; every consignor has the right to require the carrier to accept this document.

2. The absence, irregularity or loss of this document does not affect the existence or the validity of the contract of carriage which shall, subject to the provisions of Article 9, be none the less governed by the rules of this Convention.

Article 6.

1. La lettre de transport aérien est établie par l'expéditeur en trois exemplaires originaux et remise avec la marchandise.

2. Le premier exemplaire porte la mention « pour le transporteur » ; il est signé par l'expéditeur. Le deuxième exemplaire porte la mention « pour le destinataire » ; il est signé par l'expéditeur et le transporteur et il accompagne la marchandise. Le troisième exemplaire est signé par le transporteur et remis par lui à l'expéditeur après acceptation de la marchandise.

3. La signature du transporteur doit être apposée dès l'acceptation de la marchandise.

4. La signature du transporteur peut être remplacée par un timbre ; celle de l'expéditeur peut être imprimée ou remplacée par un timbre.

5. Si, à la demande de l'expéditeur, le transporteur établit la lettre de transport aérien, il est considéré jusqu'à preuve contraire, comme agissant pour le compte de l'expéditeur.

Article 7.

Le transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement de lettres de transport aérien différentes lorsqu'il y a plusieurs colis.

Article 8.

La lettre de transport aérien doit contenir les mentions suivantes :

a) Le lieu où le document a été créé et la date à laquelle il a été établi ;

b) Les points de départ et de destination ;

c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté, pour le transporteur, de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international ;

d) Le nom et l'adresse de l'expéditeur ;

e) Le nom et l'adresse du premier transporteur ;

f) Le nom et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu ;

g) La nature de la marchandise ;

h) Le nombre, le mode d'emballage, les marques particulières ou les numéros des colis ;

i) Le poids, la quantité, le volume ou les dimensions de la marchandise ;

j) L'état apparent de la marchandise et de l'emballage ;

k) Le prix du transport, s'il est stipulé, la date et le lieu de paiement et la personne qui doit payer ;

l) Si l'envoi est fait contre remboursement, le prix des marchandises et, éventuellement, le montant des frais ;

m) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2 ;

n) Le nombre d'exemplaires de la lettre de transport aérien ;

o) Les documents transmis au transporteur pour accompagner la lettre de transport aérien ;

p) Le délai de transport et l'indication sommaire de la voie à suivre *(via)* s'ils ont été stipulés ;

q) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

Article 6.

1. The air consignment note shall be made out by the consignor in three original parts and be handed over with the goods.

2. The first part shall be marked " for the carrier, " and shall be signed by the consignor. The second part shall be marked " for the consignee " ; it shall be signed by the consignor and by the carrier and shall accompany the goods. The third part shall be signed by the carrier and handed by him to the consignor after the goods have been accepted.

3. The carrier shall sign on acceptance of the goods.

4. The signature of the carrier may be stamped ; that of the consignor may be printed or stamped.

5. If, at the request of the consignor, the carrier makes out the air consignment note, he shall be deemed, subject to proof to the contrary, to have done so on behalf of the consignor.

Article 7.

The carrier of goods has the right to require the consignor to make out separate consignment notes when there is more than one package.

Article 8.

The air consignment note shall contain the following particulars :

(a) The place and date of its execution ;

(b) The place of departure and of destination ;

(c) The agreed stopping places, provided that the carrier may reserve the right to alter the stopping places in case of necessity, and that if he exercises that right the alteration shall not have the affect of depriving the carriage of its international character ;

(d) The name and address of the consignor ;

(e) The name and address of the first carrier ;

(f) The name and address of the consignee, if the case so requires ;

(g) The nature of the goods ;

(h) The number of the packages, the method of packing and the particular marks or numbers upon them ;

(i) The weight, the quantity and the volume or dimensions of the goods ;

(j) The apparent condition of the goods and of the packing ;

(k) The freight, if it has been agreed upon, the date and place of payment, and the person who is to pay it ;

(l) If the goods are sent for payment on delivery, the price of the goods, and, if the case so requires, the amount of the expenses incurred ;

(m) The amount of the value declared in accordance with Article 22 (2) ;

(n) The number of parts of the air consignment note ;

(o) The document handed to the carrier to accompany the air consignment note ;

(p) The time fixed for the completion of the carriage and a brief note of the route to be followed, if these matters have been agreed upon ;

(q) A statement that the carriage is subject to the rules relating to liability established by this Convention.

Article 9.

Si le transporteur accepte des marchandises sans qu'il ait été établi une lettre de transport aérien. ou si celle-ci ne contient pas toutes les mentions indiquées par l'article 8 [*a)* à *i)* inclusivement et *q)*], le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Article 10.

1. L'expéditeur est responsable de l'exactitude des indications et déclarations concernant la marchandise qu'il inscrit dans la lettre de transport aérien.

2. Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou toute autre personne à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes.

Article 11.

1. La lettre de transport aérien fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion du contrat, de la réception de la marchandise et des conditions du transport.

2. Les énonciations de la lettre de transport aérien, relatives au poids, aux dimensions et à l'emballage de la marchandise ainsi qu'au nombre des colis font foi jusqu'à preuve contraire ; celles relatives à la quantité, au volume et à l'état de la marchandise ne font preuve contre le transporteur qu'autant que la vérification en a été faite par lui en présence de l'expéditeur, et constatée sur la lettre de transport aérien, ou qu'il s'agit d'énonciations relatives à l'état apparent de la marchandise.

Article 12.

1. L'expéditeur a le droit sous la condition d'exécuter toutes les obligations résultant du contrat de transport, de disposer de la marchandise, soit en la retirant à l'aérodrome de départ ou de destination, soit en l'arrêtant en cours de route lors d'un atterrissage, soit en la faisant délivrer au lieu de destination ou en cours de route à une personne autre que le destinataire indiqué sur la lettre de transport aérien, soit en demandant son retour à l'aérodrome de départ, pour autant que l'exercice de ce droit ne porte préjudice ni au transporteur, ni aux autres expéditeurs et avec l'obligation de rembourser les frais qui en résultent.

2. Dans le cas où l'exécution des ordres de l'expéditeur est impossible, le transporteur doit l'en aviser immédiatement.

3. Si le transporteur se conforme aux ordres de disposition de l'expéditeur, sans exiger la production de l'exemplaire de la lettre de transport aérien délivré à celui-ci, il sera responsable, sauf son recours contre l'expéditeur, du préjudice qui pourrait être causé par ce fait à celui qui est régulièrement en possession de la lettre de transport aérien.

4. Le droit de l'expéditeur cesse au moment où celui du destinataire commence, conformément à l'article 13 ci-dessous. Toutefois, si le destinataire refuse la lettre de transport ou la marchandise, ou s'il ne peut être atteint, l'expéditeur reprend son droit de disposition.

Article 13.

1. Sauf dans les cas indiqués à l'article précédent, le destinataire a le droit, dès l'arrivée de la marchandise au point de destination, de demander au transporteur de lui remettre la lettre de trans-

Article 9.

If the carrier accepts goods without an air consignment note having been made out, or if the air consignment note does not contain all the particulars set out in Article 8 *(a)* to *(i)* inclusive and *(q)*, the carrier shall not be entitled to avail himself of the provisions of this Convention which exclude or limit his liability.

Article 10.

1. The consignor is responsible for the correctness of the particulars and statements relating to the goods which he inserts in the air consignment note.

2. The consignor will be liable for all damage suffered by the carrier or any other person by reason of the irregularity, incorrectness or incompleteness of the said particulars and statements.

Article 11.

1. The air consignment note is *prima facie* evidence of the conclusion of the contract, of the receipt of the goods and of the conditions of carriage.

2. The statements in the air consignment note relating to the weight, dimensions and packing of the goods, as well as those relating to the number of packages, are *prima facie* evidence of the facts stated ; those relating to the quantity, volume and condition of the goods do not constitute evidence against the carrier except so far as they both have been, and are stated in the air consignment note to have been, checked by him in the presence of the consignor, or relate to the apparent condition of the goods.

Article 12.

1. Subject to his liability to carry out all his obligations under the contract of carriage, the consignor has the right to dispose of the goods by withdrawing them at the aerodrome of departure or destination, or by stopping them in the course of the journey on any landing, or by calling for them to be delivered at the place of destination or in the course of the journey to a person other than the consignee named in the air consignment note, or by requiring them to be returned to the aerodrome of departure. He must not exercise this right of disposition in such a way as to prejudice the carrier or other consignors and he must repay any expenses occasioned by the exercise of this right.

2. If it is impossible to carry out the orders of the consignor the carrier must so inform him forthwith.

3. If the carrier obeys the orders of the consignor for the disposition of the goods without requiring the production of the part of the air consignment note delivered to the latter, he will be liable, without prejudice to his right of recovery from the consignor, for any damage which may be caused thereby to any person who is lawfully in possession of that part of the air consignment note.

4. The right conferred on the consignor ceases at the moment when that of the consignee begins in accordance with Article 13. Nevertheless, if the consignee declines to accept the consignment note or the goods, or if he cannot be communicated with, the consignor resumes his right of disposition.

Article 13.

1. Except in the circumstances set out in the preceding Article, the consignee is entitled, on arrival of the goods at the place of destination, to require the carrier to hand over to him the air-

port aérien et de lui livrer la marchandise contre le paiement du montant des créances et contre l'exécution des conditions de transport indiquées dans la lettre de transport aérien.

2. Sauf stipulation contraire, le transporteur doit aviser le destinataire dès l'arrivée de la marchandise.

3. Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de sept jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits résultant du contrat de transport.

Article 14.

L'expéditeur et le destinataire peuvent faire valoir tous les droits qui leur sont respectivement conférés par les articles 12 et 13, chacun en son propre nom, qu'il agisse dans son propre intérêt ou dans l'intérêt d'autrui, à condition d'exécuter les obligations que le contrat impose.

Article 15.

1. Les articles 12, 13 et 14 ne portent aucun préjudice ni aux rapports de l'expéditeur et du destinataire entre eux, ni aux rapports des tiers dont les droits proviennent, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

2. Toute clause dérogeant aux stipulations des articles 12, 13 et 14 doit être inscrite dans la lettre de transport aérien.

Article 16.

1. L'expéditeur est tenu de fournir les renseignements et de joindre à la lettre de transport aérien les documents qui, avant la remise de la marchandise au destinataire, sont nécessaires à l'accomplissement des formalités de douane, d'octroi ou de police. L'expéditeur est responsable envers le transporteur de tous dommages qui pourraient résulter de l'absence, de l'insuffisance ou de l'irrégularité de ces renseignements et pièces, sauf le cas de faute de la part du transporteur ou de ses préposés.

2. Le transporteur n'est pas tenu d'examiner si ces renseignements et documents sont exacts ou suffisants.

CHAPITRE III.

Responsabilité du transporteur.

Article 17.

Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de mort, de blessure ou de toute autre lésion corporelle subie par un voyageur lorsque l'accident qui a causé le dommage s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement et de débarquement.

Article 18.

1. Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de destruction, perte ou avarie de bagages enregistrés ou de marchandises lorsque l'événement qui a causé le dommage s'est produit pendant le transport aérien.

consignment note and to deliver the goods to him, on payment of the charges due and on complying with the conditions of carriage set out in the air consignment note.

2. Unless it is otherwise agreed, it is the duty of the carrier to give notice to the consignee as soon as the goods arrive.

3. If the carrier admits the loss of the goods, or if the goods have not arrived at the expiration of seven days after the date on which they ought to have arrived, the consignee is entitled to put into force against the carrier the rights which flow from the contract of carriage.

Article 14.

The consignor and the consignee can respectively enforce all the rights given them by Articles 12 and 13, each in his own name, whether he is acting in his own interest or in the interest of another, provided that he carries out the obligations inposed by the contract.

Article 15.

1. Articles 12, 13 and 14 do not affect either the relations of the consignor or the consignee with each other or the mutual relations of third parties whose rights are derived either from the consignor or from the consignee.

2. The provisions of Articles 12, 13 and 14 can only be varied by express provision in the air consignment note.

Article 16.

1. The consignor must furnish such information and attach to the air consignment note such documents as are necessary to meet the formalities of customs, octroi or police before the goods can be delivered to the consignee. The consignor is liable to the carrier for any damage occasioned by the absence, insufficiency or irregularity of any such information or documents, unless the damage is due to the fault of the carrier or his agents.

2. The carrier is under no obligation to enquire into the correctness or sufficiency of such information or documents.

CHAPTER III.

LIABILITY OF THE CARRIER.

Article 17.

The carrier is liable for damage sustained in the event of the death or wounding of a passenger or any other bodily injury suffered by a passenger, if the accident which caused the damage so sustained took place on board the aircraft or in the course of any of the operations of embarking or disembarking.

Article 18.

1. The carrier is liable for damage sustained in the event of the destruction or loss of, or of damage to, any registered luggage or any goods, if the occurrence which caused the damage so sustained took place during the carriage by air.

2. Le transport aérien, au sens de l'alinéa précédent, comprend la période pendant laquelle les bagages ou marchandises se trouvent sous la garde du transporteur, que ce soit dans un aérodrome ou à bord d'un aéronef, ou dans un lieu quelconque, en cas d'atterrissage en dehors d'un aérodrome.

3. La période du transport aérien ne couvre aucun transport terrestre, maritime ou fluvial effectué en dehors d'un aérodrome. Toutefois, lorsqu'un tel transport est effectué dans l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, de la livraison ou du transbordement, tout dommage est présumé, sauf preuve contraire, résulter d'un événement survenu pendant le transport aérien.

Article 19.

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien de voyageurs, bagages ou marchandises.

Article 20.

1. Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage ou qu'il leur était impossible de les prendre.

2. Dans les transports de marchandises et de bagages, le transporteur n'est pas responsable, s'il prouve que le dommage provient d'une faute de pilotage, de conduite de l'aéronef ou de navigation, et que, à tous autres égards, lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage.

Article 21.

1. Dans le cas où le transporteur fait la preuve que la faute de la personne lésée a causé le dommage ou y a contribué, le tribunal pourra, conformément aux dispositions de sa propre loi, écarter ou atténuer la responsabilité du transporteur.

Article 22.

1. Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de cent vingt-cinq mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois, par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

3. En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par voyageur.

4. Les sommes indiquées ci-dessus sont considérées comme se rapportant au franc français constitué par soixante-cinq et demi milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

2. The carriage by air within the meaning of the preceding paragraph comprises the period during which the luggage or goods are in charge of the carrier, whether in an aerodrome or on board an airicraft, or, in the case of a landing outside an aerodrome, in any place whatsoever.

3. The period of the carriage by air does not extend to any carriage by land, by sea or by river performed outside an aerodrome. If, however, such a carriage takes place in the performance of a contract for carriage by air, for the purpose of loading, delivery or trans-shipment, any damage is presumed, subject to proof to the contrary, to have been the result of an event which took place during the carriage by air.

Article 19.

The carrier is liable for damage occasioned by delay in the carriage by air of passengers, luggage or goods.

Article 20.

1. The carrier is not liable if he proves that he and his agents have taken all necessary measures to avoid the damage or that it was impossible for him or them to take such measures.

2. In the carriage of goods and luggage the carrier is not liable if he proves that the damage was occasioned by negligent pilotage or negligence in the handling of the aircraft or in navigation and that, in all other respects, he and his agents have taken all necessary measures to avoid the damage.

Article 21.

If the carrier proves that the damage was caused by or contributed to by the negligence of the injured person the Court may, in accordance with the provisions of its own law, exonerate the carrier wholly or partly from his liability.

Article 22.

1. In the carriage of passengers the liability of the carrier for each passenger is limited to the sum of 125,000 francs. Where, in accordance with the law of the Court seised of the case, damages may be awarded in the form of periodical payments, the equivalent capital value of the said payments shall not exceed 125,000 francs. Nevertheless, by special contract, the carrier and the passenger may agree to a higher limit of liability.

2. In the carriage of registered luggage and of goods, the liability of the carrier is limited to a sum of 250 francs per kilogram, unless the consignor has made, at the time when the package was handed over to the carrier, a special declaration of the value at delivery and has paid a supplementary sum if the case so requires. In that case the carrier will be liable to pay a sum not exceeding the declared sum, unless he proves that that sum is greater than the actual value to the consignor at delivery.

3. As regards objects of which the passenger takes charge himself the liability of the carrier is limited to 5000 francs per passenger.

4. The sums mentioned above shall be deemed to refer to the French franc consisting of 65 ½ milligrams gold of millesimal fineness 900. These sums may be converted into any national currency in round figures.

Article 23.

Toute clause tendant à exonérer le transporteur de sa responsabilité ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente convention.

Article 24.

1. Dans les cas prévus aux articles 18 et 19 toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée que dans les conditions et limites prévues par la présente convention.

2. Dans les cas prévus à l'article 17, s'appliquent également les dispositions de l'alinéa précédent, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs.

Article 25.

1. Le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de la présente convention qui excluent ou limitent sa responsabilité, si le dommage provient de son dol ou d'une faute qui, d'après la loi du tribunal saisi, est considérée comme équivalente au dol.

2. Ce droit lui sera également refusé si le dommage a été causé dans les mêmes conditions par un de ses préposés agissant dans l'exercice de ses fonctions.

Article 26.

1. La réception des bagages et marchandises sans protestation par le destinataire constituera présomption, sauf preuve contraire, que les marchandises ont été livrées en bon état et conformément au titre de transport.

2. En cas d'avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et, au plus tard, dans un délai de trois jours pour les bagages et de sept jours pour les marchandises à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les quatorze jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition.

3. Toute protestation doit être faite par réserve inscrite sur le titre de transport ou par un autre écrit expédié dans le délai prévu pour cette protestation.

4. A défaut de protestation dans les délais prévus, toutes actions contre le transporteur sont irrecevables, sauf le cas de fraude de celui-ci.

Article 27.

En cas de décès du débiteur, l'action en responsabilité, dans les limites prévues par la présente convention, s'exerce contre ses ayants droit.

Article 28.

1. L'action en responsabilité devra être portée, au choix du demandeur, dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, soit devant le tribunal du domicile du transporteur, du

Article 23.

Any provision tending to relieve the carrier of liability or to fix a lower limit than that which is laid down in this Convention shall be null and void, but the nullity of any such provision does not involve the nullity of the whole contract, which shall remain subject to the provisions of this Convention.

Article 24.

1. In the cases covered by Articles 18 and 19 any action for damages, however founded, can only be brought subject to the conditions and limits set out in this Convention.

2. In the cases covered by Article 17 the provisions of the preceding paragraph also apply, without prejudice to the questions as to who are the persons who have the right to bring suit and what are their respective rights.

Article 25.

1. The carrier shall not be entitled to avail himself of the provisions of this Convention which exclude or limit his liability, if the damage is caused by his wilful misconduct or by such default on his part as, in accordance with the law of the Court seised of the case, is considered to be equivalent to wilful misconduct.

2. Similarly the carrier shall not be entitled to avail himself of the said provisions, if the damage is caused as aforesaid by any agent of the carrier acting within the scope of his employment.

Article 26.

1. Receipt by the person entitled to delivery of luggage or goods without complaint is *prima facie* evidence that the same have been delivered in good condition and in accordance with the document of carriage.

2. In the case of damage, the person entitled to delivery must complain to the carrier forthwith after the discovery of the damage, and, at the latest, within three days from the date of receipt in the case of luggage and seven days from the date of receipt in the case of goods. In the case of delay the complaint must be made at the latest within fourteen days from the date on which the luggage or goods have been placed at his disposal.

3. Every complaint must be made in writing upon the document of carriage or by separate notice in writing despatched within the times aforesaid.

4. Failing complaint within the times aforesaid, no action shall lie against the carrier, save in the case of fraud on his part.

Article 27.

In the case of the death of the person liable, an action for damages lies in accordance with the terms of this Convention against those legally representing his estate.

Article 28.

1. An action for damages must be brought, at the option of the plaintiff, in the territory of one of the High Contracting Parties, either before the Court having jurisdiction where the carrier is

siège principal de son exploitation ou du lieu où il possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu, soit devant le tribunal du lieu de destination.

2. La procédure sera réglée par la loi du tribunal saisi.

Article 29.

1. L'action en responsabilité doit être intentée, sous peine de déchéance, dans le délai de deux ans à compter de l'arrivée à destination ou du jour où l'aéronef aurait dû arriver, ou de l'arrêt du transport.

2. Le mode du calcul du délai est déterminé par la loi du tribunal saisi.

Article 30.

1. Dans les cas de transport régis par la définition du troisième alinéa de l'article premier à exécuter par divers transporteurs successifs, chaque transporteur acceptant des voyageurs, des bagages ou des marchandises est soumis aux règles établies par cette convention, et est censé être une des Parties contractantes du contrat de transport, pour autant que ce contrat ait trait à la partie du transport effectuée sous son contrôle.

2. Au cas d'un tel transport, le voyageur ou ses ayants droit ne pourront recourir que contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel l'accident ou le retard s'est produit, sauf dans le cas où, par stipulation expresse, le premier transporteur aura assuré la responsabilité pour tout le voyage.

3. S'il s'agit de bagages ou de marchandises, l'expéditeur aura recours contre le premier transporteur et le destinataire qui a le droit à la délivrance contre le dernier, et l'un et l'autre pourront en outre, agir contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel la destruction, la perte, l'avarie ou le retard se sont produits. Ces transporteurs seront solidairement responsables envers l'expéditeur et le destinaire.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives aux transports combinés.

Article 31.

1. Dans le cas de transports combinés effectués en partie par air et en partie par tout autre moyen de transport, les stipulations de la présente convention ne s'appliquent qu'au transport aérien et si celui-ci répond aux conditions de l'article premier.

2. Rien dans la présente convention n'empêche les Parties, dans le cas de transports combinés, d'insérer dans le titre de transport aérien des conditions relatives à d'autres modes de transport, à condition que les stipulations de la présente convention soient respectées en ce qui concerne le transport par air.

CHAPITRE V

Dispositions générales et finales.

Article 32.

Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les Parties dérogeraient aux règles de la présente convention

ordinarily resident, or has his principal place of business, or has an establishment by which the contract has been made or before the Court having jurisdiction at the place of destination.

2. Questions of procedure shall be governed by the law of the Court seised of the case.

Article 29.

1. The right to damages shall be extinguished if an action is not brought within two years, reckoned from the date of arrival at the destination, or from the date on which the aircraft ought to have arrived, or from the date on which the carriage stopped.

2. The method of calculating the period of limitation shall be determined by the law of the Court seised of the case.

Article 30.

1. In the case of carriage to be performed by various successive carriers and falling within the definition set out in the third paragraph of Article 1, each carrier who accepts passengers, luggage or goods is subjected to the rules set out in this Convention, and is deemed to be one of the contracting parties to the contract of carriage in so far as the contract deals with that part of the carriage which is performed under his supervision.

2. In the case of carriage of this nature, the passenger or his representative can take action only against the carrier who performed the carriage during which the accident or the delay occurred, save in the case where, by express agreement, the first carrier has assumed liability for the whole journey.

3. As regards luggage or goods, the passenger or consignor will have a right of action against the first carrier, and the passenger or consignee who is entitled to delivery will have a right of action against the last carrier, and further, each may take action against the carrier who performed the carriage during which the destruction, loss, damage or delay took place. These carriers will be jointly and severally liable to the passenger or to the consignor or consignee.

CHAPTER IV.

PROVISIONS RELATING TO COMBINED CARRIAGE.

Article 31.

1. In the case of combined carriage performed partly by air and partly by any other mode of carriage, the provisions of the Convention apply only to the carriage by air, provided that the carriage by air falls within the terms of Article 1.

2. Nothing in this Convention shall prevent the parties in the case of combined carriage from inserting in the document of air carriage conditions relating to other modes of carriage, provided that the provisions of this Convention are observed as regards the carriage by air.

CHAPTER V.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 32.

Any clause contained in the contract and all special agreements entered into before the damage occurred by which the parties purport to infringe the rules laid down by this Convention, whether

soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article 28, alinéa 1.

Article 33.

Rien dans la présente convention ne peut empêcher un transporteur de refuser la conclusion d'un contrat de transport ou de formuler des règlements qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Article 34.

La présente convention n'est applicable ni aux transports aériens internationaux exécutés à titre de premiers essais par des entreprises de navigation aérienne en vue de l'établissement de lignes régulières de navigation aérienne ni aux transports effectués dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne.

Article 35.

Lorsque dans la présente convention il est question de jours, il s'agit de jours courants et non de jours ouvrables.

Article 36.

La présente convention est rédigée en français en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Pologne, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement polonais au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 37.

1. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Pologne, qui en notifiera le dépôt au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

2. Dès que la présente convention aura été ratifiée par cinq des Hautes Parties contractantes, elle entrera en vigueur entre elles le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de la cinquième ratification. Ultérieurement elle entrera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ratifiée et la Haute Partie contractante qui déposera son instrument de ratification le quatre-vingt dixième jour après son dépôt.

3. Il appartiendra au Gouvernement de la République de Pologne de notifier au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que la date du dépôt de chaque ratification.

Article 38.

1. La présente convention, après son entrée en vigueur, restera ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

2. L'adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement de la République de Pologne, qui en fera part au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

3. L'adhésion produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour après la notification faite au Gouvernement de la République de Pologne.

by deciding the law to be applied, or by altering the rules as to jurisdiction, shall be null and void. Nevertheless for the carriage of goods arbitration clauses are allowed, subject to this Convention, if the arbitration is to take place within one of the jurisdictions referred to in the first paragraph of Article 28.

Article 33.

Nothing contained in this Convention shall prevent the carrier either from refusing to enter into any contract of carriage, or from making regulations which do not conflict with the provisions of this Convention.

Article 34.

This Convention does not apply to international carriage by air performed by way of experimental trial by air navigation undertakings with the view to the establishment of a regular line of air navigation, nor does it apply to carriage performed in extraordinary curcumstances outside the normal scope of an air carrier's business.

Article 35.

The expression " days " when used in this Convention means current days not working days.

Article 36.

The Convention is drawn up in French in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Ministry for Foreign Affairs of Poland and of which one duly certified copy shall be sent by the Polish Government to the Government of each of the High Contracting Parties.

Article 37.

1. This Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Ministry for Foreign Affairs of Poland, which will notify the deposit to the Government of each of the High Contracting Parties.

2. As soon as this Convention shall have been ratified by five of the High Contracting Parties it shall come into force as between them on the ninetieth day after the deposit of the fifth ratification. Thereafter it shall come into force between the High Contracting Parties who shall have ratified and the High Contracting Party who deposits his instrument of ratification on the ninetieth day after the deposit.

3. It shall be the duty of the Government of the Republic of Poland to notify to the Government of each of the High Contracting Parties the date on which this Convention comes into force as well as the date of the deposit of each ratification.

Article 38.

1. This Convention shall, after it has come into force, remain open for accession by any State.

2. The accession shall be effected by a notification addressed to the Government of the Republic of Poland, which will inform the Government of each of the High Contracting Parties thereof.

3. The accession shall take effect as from the ninetieth day after the notification made to the Government of the Republic of Poland.

Article 39.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention par une notification faite au Gouvernement de la République de Pologne, qui en avisera immédiatement le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

Article 40.

1. Les Hautes Parties contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications, ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas à tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou à tout autre territoire sous suzeraineté.

2. En conséquence, elles pourront ultérieurement adhérer séparément au nom de tout ou partie de leur colonies, protectorats, territoire sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout territoire sous suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originelle.

3. Elles pourront aussi, en se conformant à ses dispositions, dénoncer la présente convention séparément ou pour tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout autre territoire sous suzeraineté.

Article 41.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté au plus tôt deux ans après la mise en vigueur de la présente convention de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention. Elle s'adressera dans ce but au Gouvernement de la République française qui prendra les mesures nécessaires pour préparer cette conférence.

La présente convention, faite à Varsovie le 12 octobre 1929, restera ouverte à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

Pour l'Allemagne :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr A. WEGERDT.
(—) Dr E. ALBRECHT.
(—) Dr iur. Otto RIESE.

Pour l'Autriche :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

Pour la Belgique :

(—) Bernard DE L'ESCAILLE.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

Article 39.

1. Any one of the High Contracting Parties may denounce this Convention by a notification addressed to the Government of the Republic of Poland, which will at once inform the Government of each of the High Contracting Parties.

2. Denunciation shall take effect six months after the notification of denunciation, and shall operate only as regards the Party who shall have proceeded to denunciation.

Article 40.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature or of deposit of ratification or of accession declare that the acceptance which he gives to this Convention does not apply to all or any of his colonies, protectorates, territories under mandate, or any other territory subject to his sovereignty or his authority, or any territory under his suzerainty.

2. Accordingly any High Contracting Party may subsequently accede separately in the name of all or any of his colonies, protectorates, territories under mandate or any other territory subject to his sovereignty or to his authority or any territory under his suzerainty which has been thus excluded by his original declaration.

3. Any High Contracting Party may denounce this Convention, in accordance with its provisions separately or for all or any of his colonies, protectorates, territories under mandate or any other territory subject to his sovereignty or to his authority, or any other territory under his suzerainty.

Article 41.

Any High Contracting Party shall be entitled not earlier than two years after the coming into force of this Convention to call for the assembling of a new international Conference in order to consider any improvements which may be made in this Convention. To this end he will communicate with the Government of the French Republic which will take the necessary measures to make preparations for such Conference.

This Convention done at Warsaw on the 12th October, 1929, shall remain open for signature until the 31st January, 1930.

For Germany :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr. A. WEGERDT.
(—) Dr. E. ALBRECHT.
(—) Dr. iur. Otto RIESE.

For Austria :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

For Belgium :

(—) Bernard DE L'ESCAILLE.

For the United States of Brazil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

Pour la Bulgarie :

Pour la Chine :

Pour le Danemark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

(—) Silvio FERNANDEZ VALLIN.

Pour l'Estonie :

Pour la Finlande :

Pour la France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) Georges RIPERT.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour le Commonwealth d'Australie :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour l'Union Sud-Africaine :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour la République hellénique :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

Pour la Hongrie :

Pour l'Italie :

(—) A. GIANNINI.

For Bulgaria :

For China :

For Denmark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

For Egypt :

For Spain :

(—) Silvio FERNANDEZ VALLIN.

For Estonia :

For Finland :

For France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) Georges RIPERT.

For Great Britain and Northern Ireland :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Commonwealth of Australia :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Union of South Africa :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Hellenic Republic :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

For Hungary :

For Italy :

(—) A. GIANNINI.

Pour le Japon :

(—) Kazuo NISHIKAWA.

Pour la Lettonie :

(—) M. NUKŠA.

Pour le Luxembourg :

(—) E. ARENDT.

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :

(—) N. Ch. DITLEFF.

Pour les Pays-Bas :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

Pour la Pologne :

(—) August ZALESKI.
(—) Alfons KÜHN.

Pour la Roumanie :

(—) G. CRETZIANO.

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr F. HESS.

Pour la Tchécoslovaquie :

(—) Dr V. GIRSA.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

(—) KOCIUBINSKY.

Pour le Venezuela :

Pour la Yougoslavie :

(—) IVO DE GIULLI.

For Japan :

(—) Kazuo NISHIKAWA.

For Latvia :

(—) M. NUKŠA.

For Luxemburg :

(—) E. ARENDT.

For Mexico :

For Norway :

(—) N. Ch. DITLEFF.

For the Netherlands :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

For Poland :

(—) August ZALESKI.
(—) Alfons KÜHN.

For Roumania :

(—) G. CRETZIANO.

For Sweden :

For Switzerland :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr. F. HESS.

For Czechoslovakia :

(—) Dr. V. GIRSA.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

(—) KOCIUBINSKY.

For Venezuela :

For Yugoslavia :

(—) Ivo DE GIULLI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Ad Article 2.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de déclarer au moment de la ratification ou de l'adhésion que l'article 2, alinéa premier, de la présente convention, ne s'appliquera pas aux transports internationaux aériens effectués directement par l'Etat, ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tout autre territoire sous sa souveraineté, sa suzeraineté ou son autorité.

Pour l'Allemagne :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr A. WEGERDT.
(—) Dr E. ALBRECHT.
(—) Dr iur. Otto RIESE.

Pour l'Autriche :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

Pour la Belgique :

(—) Bernard DE L'ESCAILLE.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

Pour la Bulgarie :

Pour la Chine :

Pour le Danemark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

(—) Silvio FERNANDEZ VALLIN.

Pour l'Estonie :

Pour la Finlande :

ADDITIONAL PROTOCOL.

(With reference to Article 2.)

The High Contracting Parties reserve to themselves the right to declare at the time of ratification or of accession that the first paragraph of Article 2 of this Convention shall not apply to international carriage by air performed directly by the State, its colonies, protectorates or mandated territories or by any other territory under its sovereignty, suzerainty or authority.

For Germany :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr. A. WEGERDT.
(—) Dr. E. ALBRECHT.
(—) Dr. iur. Otto RIESE.

For Austria :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

For Belgium :

(—) Bernard DE L'ESCAILLE.

For the United States of Brazil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

For Bulgaria :

For China :

For Denmark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

For Egypt :

For Spain :

(—) Silvio FERNANDEZ VALLIN.

For Estonia :

For Finland :

Pour la France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) G. RIPERT.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour le Commonwealth d'Australie :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour l'Union Sud-Africaine :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Pour la République hellénique :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

Pour la Hongrie :

Pour l'Italie :

(—) A. GIANNINI.

Pour le Japon :

(—) Kazuo NISHIKAWA.

Pour la Lettonie :

(—) M. NUKŠA.

Pour le Luxembourg :

(—) E. ARENDT.

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :

(—) N. Ch. DITLEFF.

Pour les Pays-Bas :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

For France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) G. RIPERT.

For Great Britain and Northern Ireland :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Commonwealth of Australia :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Union of South Africa :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

For the Hellenic Republic :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

For Hungary :

For Italy :

(—) A. GIANNINI.

For Japan :

(—) Kazuo NISHIKAWA.

For Latvia :

(—) M. NUKŠA.

For Luxemburg :

(—). E. ARENDT.

For Mexico :

For Norway :

(—) N. Ch. DITLEFF.

For the Netherlands :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

Pour la Pologne :

(—) August ZALESKI.
(—) Alfons KÜHN.

Pour la Roumanie :

(—) G. CRETZIANO.

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr F. HESS.

Pour la Tchécoslovaquie :

(—) Dr V. GIRSA.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

(—) KOCIUBINSKY.

Pour le Venezuela :

Pour la Yougoslavie :

(—) IVO DE GIULLI.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 15 novembre 1932,

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :
W. C. Beucker Andreae.

For Poland :

(—) August ZALESKI.
(—) Alfons KÜHN.

For Roumania :

(—) G. CRETZIANO.

For Sweden :

For Switzerland :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr. F. HESS.

For Czechoslovakia :

(—) Dr. V. GIRSA.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

(—) KOCIUBINSKY.

For Venezuela :

For Yugoslavia :

(—) IVO DE GIULLI.

PROTOCOLE FINAL

DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ AÉRIEN.

Les délégués à la Deuxième Conférence internationale de Droit privé aérien se sont réunis à Varsovie du 4 au 12 octobre 1929 dans le but de discuter le projet de convention relative aux documents de transport aérien et à la responsabilité du transporteur dans les transports internationaux par éronefs, élaboré par le Comité international technique d'experts juridiques aériens, constitué en vertu d'une motion de la Première Conférence internationale de Droit privé aérien réunie à Paris du 27 octobre au 6 novembre 1925.

Les délégations réunies à Varsovie ont été composées comme suit :

ALLEMAGNE :

Chef de la délégation : M. Reinhold RICHTER, conseiller intime de Régence, chef de département au Ministère de la Justice du Reich ;
Délégué : M. le Dr Alfred WEGERDT, conseiller ministériel au Ministère des Communications ;
Délégué : M. le Dr Erich ALBRECHT, conseiller au Tribunal, conseiller intime de Justice, adjoint au Ministère des Affaires étrangères ;
Délégué : M. le Dr Otto RIESE, conseiller supérieur de Régence au Ministère de la Justice du Reich.

AUTRICHE :

Chef de la délégation : M. le Dr Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère de la Justice ;
Délégué : M. le Dr Rainer REINOEHL, conseiller ministériel au Ministère des Communications.

BELGIQUE :

Délégué : M. DE VOS, inspecteur général, chef adjoint au Cabinet du ministre de la Marine.

BRÉSIL :

Délégué : S. Exc. M. Alcibiades PEÇANHA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

BULGARIE :

Délégué : S. E. M. Vladimir ROBEFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

CHINE :

Délégué : M. Wang YATSE, secrétaire de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations.

DANEMARK :

Chef de la délégation : M. L. INGERSLEV, directeur de la Chambre des Tutelles au Ministère de la Justice ;
Délégué : M. K. GREGERSEN, du Ministère des Travaux publics.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

FINAL PROTOCOL

OF THE SECOND INTERNATIONAL CONFERENCE ON PRIVATE LAW AFFECTING AIR QUESTIONS.

The delegates to the Second International Conference on Private Law affecting Air Questions met at Warsaw from October 4 to 12, 1929, with the object of discussing the draft Convention relating to documents of air carriage and the responsibility of the carrier in international carriage by air, drawn up by the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions appointed under a motion of the First International Conference on Private Law affecting Air Questions which met in Paris from October 27 to November 6, 1925.

The delegations which met at Warsaw were as follows.:

GERMANY :

Head of the Delegation : M. Reinhold RICHTER, Privy Councillor of State, Head of Department in the Reich Ministry of Justice ;
Delegate : Dr. Alfred WEGERDT, Ministerial Councillor in the Ministry of Communications ;
Delegate : Dr. Erich ALBRECHT, Councillor to the Courts, Privy Councillor of Justice, Assistant in the Ministry of Foreign Affairs ;
Delegate : Dr. Otto RIESE, Higher Councillor of State in the Reich Ministry of Justice.

AUSTRIA :

Head of the Delegation : Dr. Guido STROBELE, Ministerial Councillor in the Ministry of Justice ;
Delegate : Dr. Rainer REINOEHL, Ministerial Councillor in the Ministry of Communications.

BELGIUM :

Delegate : M. DE VOS, Inspector General, Assistant Chief of the Cabinet of the Ministry of the Marine.

BRAZIL :

Delegate : H. E. M. Alcibiades PEÇANHA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw.

BULGARIA :

Delegate : H. E. M. Vladimir ROBEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw.

CHINA :

Delegate : M. Wang YATSE, Secretary of the Chinese Delegation accredited to the League of Nations.

DENMARK :

Head of the Delegation : M. L. INGERSLEV, Director of the Chamber of Wards in the Ministry of Justice ;
Delegate : M. K. GREGERSEN, of the Ministry of Public Works.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EGYPTE :

Délégué : M. Aboul Enein SALIM, secrétaire de légation.

ESPAGNE :

Délégué : M. R. DE MUGUIRO Y PIERRARD, secrétaire de légation.

ESTONIE :

Délégué : M. C. SCHMIDT, chargé d'Affaires *a. i.* à Varsovie.

FINLANDE :

Délégué : S. E. M. le Dr Gustave IDMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

FRANCE :

Chef de la délégation : M. Pierre-Etienne FLANDIN, vice -président de la Chambre des députés. ancien ministre ;
Délégué : M. Georges RIPERT, professeur à la Faculté de droit de Paris et expert du Gouvernement français au C.I.T.E.J.A.

Délégué : M. Jacques VIVENT, sous-directeur de l'Aéronautique marchande au Ministère de l'Air ;
Délégué : M. le vicomte Bertrand DU PLESSIX, attaché commercial et attaché de l'air à l'ambassade de France à Varsovie ;
M. Edmond SUDRE, secrétaire général du Comité international technique d'experts juridiques aériens.

GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, UNION SUD-AFRICAINE :

Chef de la délégation : sir Alfred DENNIS, K.B.E., C.B. ;
Délégué : M. Orme CLARKE ;
Délégué : M. R. L. MEGARRY.

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Chef de la délégation : S. Exc. M. Georges LAGOUDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;
Délégué : M. J. YOUPIS, conseiller à la cour d'Athènes, juge au Tribunal arbitral mixte.

HONGRIE :

Délégué : M. Bèla DE SZENT-ISTVÀNY, conseiller de section au Ministère des Affaires étrangères.

ITALIE :

Chef de la délégation : S. Exc. M. Amedeo GIANNINI, membre du Conseil d'Etat, ministre plénipotentiaire ;
Délégué : M. Manlio MOLFESE, chef de l'Office d'Aviation civile et de Communication aérienne ;
Délégué : M. Antonio AMBROSINI, professeur à l'Université de Rome ;
Délégué : M. Felice PANIÈ, avocat, ancien député ;
Délégué : M. Salvatore CACOPARDO, chef de section au Ministère de l'Air ;

JAPON :

Chef de la délégation : M. Kazuo NISHIKAWA, président à la Cour d'appel ;
Délégué : M. S. IWAI, secrétaire au Ministère des Communications ;
Délégué : M. le vicomte MOTONO, secrétaire d'ambassade.

EGYPT :

Delegate : M. Aboul Enein SALIM, Secretary of Legation.

SPAIN :

Delegate : M. R. DE MUGUIRO Y PIERRARD, Secretary of Legation.

ESTONIA :

Delegate : M. C. SCHMIDT, Acting Chargé d'Affaires at Warsaw.

FINLAND :

Delegate : H. E. Dr. Gustave IDMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw.

FRANCE :

Head of the Delegation : M. Pierre-Etienne FLANDIN, Vice-President of the Chamber of Deputies, Former Minister.
Delegate : M. Georges RIPERT, Professor in the Faculty of Law of Paris and Expert of the French Government on the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions ;
Delegate : M. Jacques VIVENT, Deputy Director of Commercial Aviation in the Air Ministry ;

Delegate : Viscount Bertrand DU PLESSIX, Commercial Attaché and Air Attaché at the French Embassy at Warsaw ;
Mè Edmond SUDRE, Secretary-General of the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions.

GREAT BRITAIN, AUSTRALIA, UNION OF SOUTH AFRICA :

Head of the Delegation : Sir Alfred DENNIS, K.B.E., C.B. ;
Delegate : Mr. Orme CLARKE ;
Delegate : Mr. R. L. MEGARRY.

HELLENIC REPUBLIC :

Head of the Delegation : H. E. M. Georges LAGOUDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw ;
Delegate : M. J. YOUPIS, Councillor in the Court of Athens, Judge of the Mixed Arbitral Tribunal.

HUNGARY :

Delegate : M. Bèla DE SZENT-ISTVÀNY, Councillor of Section in the Ministry of Foreign Affairs.

ITALY :

Head of the Delegation : H. E. M. Amedeo GIANNINI, Member of the Council of State, Minister Plenipotentiary ;
Delegate : M. Manlio MOLFESE, Head of the Civil Aviation and Air Communication Office ;

Delegate : M. Antonio AMBROSINI, Professor at Rome University ;
Delegate : M. Felice PANIÈ, Advocate, former Deputy ;
Delegate : M. Salvatore CACOPARDO, Chief of Section in the Air Ministry.

JAPAN :

Head of the Delegation : M. Kazuo NISHIKAWA, President of the Court of Appeal ;
Delegate : M. S. IWAI, Secretary in the Ministry of Communications ;
Delegate : Viscount MOTONO, Secretary of Embassy.

LETTONIE :

Délégué : S. Exc. M. NUKSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

LUXEMBOURG :

Délégué : M. Ernest ARENDT, conseiller d'Etat, président honoraire de la Cour supérieure de Justice.

MEXIQUE :

Délégué : M. RODRIGUEZ DUARTE, consul à Varsovie.

NORVÈGE :

Délégué : M. N. Chr. DITLEFF, chargé d'Affaires à Varsovie.

PAYS-BAS :

Chef de la délégation : S. Exc. M. W. B. ENGELBRECHT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;
Délégué : M. J. WOLTERBEEK-MÜLLER, avocat ;
Délégué : M. J. F. SCHÖNFELD, chef de section au Ministère du Waterstaat.

POLOGNE :

Chef de la délégation : M. Karol LUTOSTAŃSKI, doyen de la Faculté de Droit à l'Université de Varsovie ;
Délégué : M. Witold CZAPSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Communications ;
Délégué : M. Leon BABIŃSKI, jurisconsulte au Ministère des Affaires étrangères ;
Délégué : M. Juljan MAKOWSKI, docteur en droit, chef de la Section des Traités au Ministère des Affaires étrangères ;
Expert : M. Czesław FIŁIPOWICZ, chef de l'Aéronautique civile au Ministère des Communications ;
Expert : M. Tadeusz ŁEBIŃSKI, agent adjoint du Gouvernement polonais auprès du Tribunal mixte polono-allemand à Paris ;
Expert : M. Bronisław PIERZCHAŁA, docteur en droit, conseiller au Ministère des Communications ;
Expert : M. Waclaw ŁACIŃSKI, rapporteur et chef de service au Ministère des Affaires étrangères ;
Expert : M. Zygfryd PIĄTKOWSKI, rapporteur au Ministère des Communications ;
Expert : M. Andrzej MARCHWIŃSKI, rapporteur au Ministère des Affaires étrangères.

ROUMANIE :

Délégué : M. G. DAVIDESCU, chargé d'Affaires *a. i.*

SUÈDE :

Délégué : S. Exc. M. C. D'ANCKARSVÄRD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

SUISSE :

Chef de la délégation : M. Edmond PITTARD, conseiller juridique de l'Office aérien fédéral ;
Délégué : M. Fritz HESS, adjoint du chef du Contentieux et du Secrétariat du Département fédéral des Chemins de fer.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Délégué : M. Josef NETIK, conseiller au Ministère des Travaux publics, docteur en droit ;
Expert : M. Charles WENDL, docteur en droit, secrétaire de première classe au Ministère des Affaires étrangères.

LATVIA :

Delegate : H. E. M. NUKSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw.

LUXEMBURG :

Delegate : M. Ernest ARENDT, Councillor of State, Honorary President of the Higher Court of Justice.

MEXICO :

Delegate : M. RODRIGUEZ DUARTE, Consul at Warsaw.

NORWAY :

Delegate : M. N. Chr. DITLEFF, Chargé d'Affaires at Warsaw.

NETHERLANDS :

Head of the Delegation : H. E. M. W. B. ENGELBRECHT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw ;
Delegate : M. J. WOLTERBEEK-MÜLLER, Advocate ;
Delegate : M. J. F. SCHÖNFELD, Chief of Section in the Ministry of Waterstaat.

POLAND :

Head of the Delegation : M. Karol LUTOSTAŃSKI, Dean of the Faculty of Law at Warsaw University ;
Delegate : M. Witold CZAPSKI, Under-Secretary of State in the Ministry of Communications ;
Delegate : M. Leon BABIŃSKI, Jurisconsult in the Ministry of Foreign Affairs ;
Delegate : M. Juljan MAKOWSKI, Doctor of Laws, Chief of the Treaty Section in the Ministry of Foreign Affairs ;
Expert : M. Czesław FIŁIPOWICZ, Head of Civil Aviation in the Ministry of Communications ;

Expert : M. Tadeusz ŁEBIŃSKI, Deputy Agent of the Polish Government accredited to the Mixed Polish-German Court in Paris ;
Expert : M. Bronisław PIERZCHAŁA, Doctor of Laws, Councillor in the Ministry of Communications ;
Expert : M. Wacław ŁACIŃSKI, Rapporteur and Chief of Service in the Ministry of Foreign Affairs ;
Expert : M. Zygfryd PIĄTKOWSKI, Rapporteur in the Ministry of Communications ;
Expert : M. Andrzej MARCHWIŃSKI, Rapporteur in the Ministry of Foreign Affairs.

ROUMANIA :

Delegate : M. G. DAVIDESCU, Acting Chargé d'Affaires.

SWEDEN :

Delegate : H. E. M. C. D'ANCKARSVÄRD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw.

SWITZERLAND :

Head of the Delegation : M. Edmond PITTARD, Legal Councillor of the Federal Air Office ;
Delegate : M. Fritz HESS, Deputy Chief of the Disputed Claims Section and of the Secretariat of the Federal Railways Department.

CZECHOSLOVAKIA :

Delegate : M. Josef NETIK, Councillor in the Ministry of Public Works, Doctor of Laws ;
Expert : M. Charles WENDL, Doctor of Laws, First Class Secretary in the Ministry of Foreign Affairs.

UNION DES RÉPUBLIQUE SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Chef de la délégation : M. G. KOTZUBIŃSKI, conseiller de légation, chargé d'Affaires *a. i.* ;
Délégué : M. A. SABANINE, directeur de Département.

VENEZUELA :

Délégué : M. le Dr Carlos SISO, avocat.

YOUGOSLAVIE :

Chef de la délégation : M. Ivo DE GIULLI, chargé d'affaires *a. i.* à Varsovie ;
Délégué : M. T. SIMOVITCH, général ;
Délégué : M. DRAKOULITCH, chef de la section de l'Aviation civile près le Ministère de la Guerre et de la Marine ;
Expert : M. PRJITCH, assistant à la Faculté de Droit de Belgrade.

I.

A la suite de leurs délibérations, les délégués susindiqués sont tombés d'accord de soumettre à la signature des plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes, le texte d'un projet de Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, qui restera ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

II.

La conférence a émis les vœux et résolutions suivants :

A. La conférence, considérant que la Convention de Varsovie ne règle que certaines questions relatives au transport aérien et que la navigation aérienne internationale soulève beaucoup d'autres questions qu'il serait désirable de régler par des ententes internationales,

Emet le vœu :

Que, par les soins du Gouvernement français, qui a pris l'initiative de la réunion de ces conférences, et après étude de ces questions, soient réunies ultérieurement de nouvelles conférences qui poursuivront cette œuvre d'unification.

B. La conférence considérant l'importance au point de vue international d'un règlement uniforme des transports aériens de toute nature,

Emet le vœu :

Que le Comité international technique d'experts juridiques aériens prépare, le plus tôt possible, un avant-projet de convention sur la matière.

C. La conférence, considérant l'opportunité d'avoir une rédaction uniforme des documents de transport pour toutes les compagnies de navigation aérienne.

Emet le vœu :

Qu'elles adoptent des modèles préparés par le Comité international technique d'experts juridiques aériens.

D. La conférence, ayant pris connaissance de la proposition faite par la Délégation brésilienne, en ce qui concerne la définition du transporteur, sous l'article premier estimant que la question ne doit pas être réglée dans cette convention,

Renvoie au Comité international technique d'experts juridiques aériens la proposition avec le mémoire préparé par ladite délégation afin qu'il utilise ce travail préparatoire.

E. La conférence, ayant pris connaissance de la proposition de la Délégation brésilienne d'ajouter à la convention un article concernant l'obligation pour le transporteur de

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Head of the Delegation: M. G. KOTZUBIŃSKI, Councillor of Legation, Acting Chargé d'Affaires;
Delegate : M. A. SABANINE, Director of Department.

VENEZUELA :

Delegate : Dr. Carlos SISO, Advocate.

YUGOSLAVIA :

Head of the Delagation : M. Ivo DE GIULLI, Acting Chargé d'Affaires at Warsaw ;
Delegate : M. T. SIMOVITCH, General ;
Delegate : M. DRAKOULITCH, Chief of the Civil Aviation Section in the Ministry of War and Marine ;
Expert : M. PRJITCH, Assistant in the Faculty of Law at Belgrade.

I.

As a result of their deliberation, the above-mentioned delegates agreed to submit for the signature of the respective Plenipotentiaries of the High Contracting Parties the text of a draft Convention for the unification of certain rules relating to international carriage by air, which will remain open for signature until January 31, 1930.

II.

The Conference adopted the following recommendations and resolutions :

A. Whereas the Warsaw Convention regulates only certain questions relating to carriage by air and whereas international air navigation raises many other questions which it would be desirable to regulate by international agreement,

The Conference recommends :

That, through the good offices of the French Government, which has taken the initiative in convening these conferences, and after these questions have been studied, further conferences should be convened subsequently to continue this work of unification.

B. In view of the importance from an international stand point of a uniform regulation of all kinds of air carriage,

The Conference recommends :

That the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions should, as soon as possible, prepare a preliminary draft convention on the subject.

C. In view of the desirability of having uniform wording for documents of carriage for all air navigation companies:

The Conference recommends :

That they should adopt models prepared by the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions.

D. The Conference, having taken note of the Brazilian delegation's proposal regarding the definition of carrier, in Article 1, and being of opinion that the question should not be regulated in this Convention,

Refers the proposal to the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions, together with the momorandum prepared by the said delegation, in order that the Committee may make use of this preparatory work.

E. The Conference, having noted the Brazilian delegation's proposal to add to the Convention an article relating to a stipulation whereby the carrier is required to keep the

conserver pendant deux ans les documents de transport selon les dispositions déjà adoptées par la loi italienne, considérant que la question ne doit pas être envisagée dans cette convention,

Attire sur la proposition l'attention du Comité international technique d'experts juridiques aériens pour qu'il puisse utiliser la proposition brésilienne dans ses travaux.

En foi de quoi les délégués ont signé le présent Protocole final.

Fait à Varsovie, le douze octobre mil neuf cent vingt-neuf en une seule expédition, qui restera déposée aux archives du Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à toutes les délégations prenant part à la conférence.

Allemagne :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr A. WEGERDT.
(—) Dr E. ALBRECHT.
(—) Dr iur. Otto RIESE.

Autriche :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

Belgique :

(—) Henry DE VOS.

Brésil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

Bulgarie :

(—) V. ROBEFF.

Chine :

(—) Yates WANG.

Danemark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

Egypte :

(—) A. E. SALIM.

Espagne :

(—) Rafael DE MUGUIRO Y PIERRARD.

documents of carriage for two years in accordance with the provisions already adopted by Italian legislation, and considering that the question should not be dealt with in this Convention,

Directs the attention of the International Technical Committee of Legal Experts on Air Questions to the proposal in order that it may make use of the Brazilian proposal in its work.

In faith whereof the delegates have signed the present Final Protocol.

Done at Warsaw on October 12, 1929, in one copy, which will remain in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the Polish Republic, a certified copy being forwarded to each of the delegations taking part in the Conference.

Germany :

(—) R. RICHTER.
(—) Dr. A. WEGERDT.
(—) Dr. E. ALBRECHT.
(—) Dr. iur. Otto RIESE.

Austria :

(—) STROBELE.
(—) REINOEHL.

Belgium :

(—) Henry DE VOS.

Brazil :

(—) Alcibiades PEÇANHA.

Bulgaria :

(—) V. ROBEFF.

China :

(—) Yates WANG.

Denmark :

(—) L. INGERSLEV.
(—) Knud GREGERSEN.

Egypt :

(—) A. E. SALIM.

Spain :

(—) Rafael DE MUGUIRO Y PIERRARD.

Estonie :

(—) SCHMIDT.

Finlande :

(—) G. IDMAN.

France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) G. RIPERT.
(—) VIVENT.
(—) PLESSIX.
(—) E. SUDRE.

Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Commonwealth d'Australie :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Union Sud-Africaine :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

République hellénique :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.
(—) J. YOUPIS.

Hongrie :

(—) B. SZENT-ISTVÁNY.

Italie :

(—) A. GIANNINI.
(—) MOLFESE.
(—) Salvatore CACOPARDO.

Estonia :

(—) SCHMIDT.

Finland :

(—) G. IDMAN.

France :

(—) Pierre Etienne FLANDIN.
(—) G. RIPERT.
(—) VIVENT.
(—) PLESSIX.
(—) E. SUDRE.

Great Britain and Northern Ireland :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Commonwealth of Australia :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Union of South Africa :

(—) A. H. DENNIS.
(—) Orme CLARKE.
(—) R. L. MEGARRY.

Hellenic Republic :

(—) G. C. LAGOUDAKIS.
(—) J. YOUPIS.

Hungary :

(—) B. SZENT-ISTVÁNY.

Italy :

(—) A. GIANNINI.
(—) MOLFESE.
(—) Salvatore CACOPARDO.

Japon :

(—) Kazuo NISHIKAWA.
(—) S. IWAI.
(—) G. MOTONO.

Lettonie :

(—) M. NUKŠA.

Luxembourg :

(—) E. ARENDT.

Mexique :

(—) RODRIGUEZ DUARTE.

Norvège :

(—) N. Chr. DITLEFF.

Pays-Bas :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

Pologne :

(—) Karol LUTOSTAŃSKI.
(—) Witold CZAPSKI.
(—) Leon BABIŃSKI,
(—) Juljan MAKOWSKI.
(—) Czesław FILIPOWICZ.
(—) Tadeusz ŁEBIŃSKI.
(—) Dr Bronisław PIERZCHAŁA.
(—) Wacław ŁACIŃSKI.
(—) Zygfryd PIĄTKOWSKI.
(—) Andrzej MARCHWIŃSKI.

Roumanie :

(—) G. DAVIDESCU.

Suède :

(—) D'ANCKARSVÄRD.

Suisse :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr F. HESS.

Japan :

(—) Kazuo NISHIKAWA.
(—) S. IWAI.
(—) G. MOTONO.

Latvia :

(—) M. Nukša.

Luxemburg :

(—) E. ARENDT.

Mexico :

(—) RODRIGUEZ DUARTE.

Norway :

(—) N. Chr. DITLEFF.

Netherlands :

(—) W. B. ENGELBRECHT.

Poland :

(—) Karol LUTOSTAŃSKI.
(—) Witold CZAPSKI.
(—) Leon BABIŃSKI.
(—) Juljan MAKOWSKI.
(—) Czesław FILIPOWICZ.
(—) Tadeusz ŁEBIŃSKI.
(—) Dr. Bronisław PIERZCHALA.
(—) Wacław ŁACIŃSKI.
(—) Zygfryd PIĄTKOWSKI.
(—) Andrzej MARCHWIŃSKI.

Roumania :

(—) G. DAVIDESCU.

Sweden :

(—) D'ANCKARSVÄRD.

Switzerland :

(—) Edm. PITTARD.
(—) Dr. F. HESS.

Tchécoslovaquie :

(—) Jur. Dr Josef NETIK.
(—) Dr K. WENDL.

Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

(—) KOTZUBINSKI.
(—) A. SABANINE.

sous réserves des déclarations faites à la séance de clôture.

Venezuela :

Yougoslavie :

(—) IVO DE GUILLI.
(—) D. T. SIMOVITCH.
(—) Dr iur. S. DRAKULITCH.
(—) PRJITCH.

Pour copie certifiée conforme :
Beograd, le 29 mai 1931.

D'ordre du Ministre,
pour le chef de section, secrétaire,
Miloch P. Kitchévatz.

É copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F., em 28 de Setembro de 1932.

C. de. Freitas Valle,
Chefe de Serviço dos Limites e Actos Internacionaes p. i.

Czechoslovakia :

(—) Jur. Dr. Josef NETIK.
(—) Dr. K. WENDL.

Union of Soviet Socialist Republics :

(—) KOTZUBINSKI.
(—) A. SABANINE.

subject to declaratoins made at the final meeting.

Venezuela :

Yugoslavia :

(—) IVO DE GIULLI.
(—) D. T. SIMOVITCH.
(—) Dr. iur. S. DRAKULITCH.
(—) PRJITCH.

N° 3146.

BRÉSIL ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord commercial. Paris, le 21 septembre 1932.

BRAZIL AND LATVIA

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Paris, September 21, 1932.

Nº 3146. — TROCA DE NOTAS[1] ENTRE O GOVERNO DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E O GOVERNO DA LETTONIA, CONSTITUINDO UM ACCORDO COMMERCIAL. PARIS, 21 DE SETEMBRO DE 1932.

Nº 3146. — TIRDZNIECIBAS[1] NOLIGUMS STARP LATVIJAS REPUBLIKU UN BPAZILIJAS SAVIENOTAM VALSTIM. PARIZE, 1932. GADA 21. SEPTEMBRI.

Textes officiels portugais et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1933.

Portuguese and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1933.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

I.

EMBAIXADA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL.

PARIS, 21 *de Setembro de* 1932.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de communicar a Vossa Excellencia que, no intuito de regular e de desenvolver as relações commerciaes entre os nossos dois paizes, o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil me autorisou a concluir com o Governo da Lettonia um accôrdo commercial nas seguintes bases :

a) As altas partes contractantes concordam em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação as regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

b) Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, não serão em caso algum sujeitos nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos differentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades differentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

c) Da mesma fórma, os productos naturaes ou fabricados exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão em caso algum sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos differentes ou

[1] Entré en vigueur le 7 janvier 1933.

[1] Came into force January 7, 1933.

mais elevados nem a regras ou formalidades mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

d) Todas as vantagens, favores, privilegios e immunidades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das partes contractantes, na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz ; serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

e) Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos acima formulados, os favores, actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a paizes limitrophes, com o fim de se facilitar o tráfico de fronteiras, os que resultem de uma união aduaneira já concluida ou que possa ser concluida, de futuro, por uma das partes contractantes, assim como os favores concedidos ou que possam ser concedidos, de futuro, pela Lettonia á Estonia, á Finlandia, á Lithuania ou á União das Republicas Socialistas Sovieticas.

f) O presente accôrdo obedecerá, no tocante á sua ratificação, ás normas de cada uma das partes contractantes, e entrará em vigor, pelo prazo de tres annos, no dia seguinte ao da data em que o Governo da Lettonia notificar ao do Brasil a sua ratificação. Expirado esse prazo, continuará o accôrdo em vigôr, até que uma das partes contractantes o denuncie com três mezes de antecedencia.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

O Embaixador do Brasil em França :
L. M. DE SOUZA DANTAS.

A Son Excellence Monsieur W. Schumans,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République de Lettonie en France,
Paris.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

II.

LATVIJAS SŪTNIECĪBA
FRANCIJĀ.

PARĪZĒ, 1932. *gada* 21. *septembrī.*

AUGSTI GODĀTAIS VĒSTNIEKA KUNGS,

Pagodinos astiprināt Jūsu Exscelences 1932. gada 21. septembŗa notas saņemšanu līdz ar tās tulkojumu franču valodā un paziņot Jūsu Exscelencei, ka savas valdības vārdā es piekrītu Tirdzniecības Nolīgumam starp Latvijas Republiku un Brazilijas Savienotām Valstīm uz sekošiem pamatiem :

a) Augstās Līdzējas Puses vienojas viena otrai piemērot vislielākās labvēlības principu bez nosacījumiem un ierobežojumiem attiecībā uz visu, kas zīmējas uz muitas nodokļiem un uz visiem papildu nodokļiem, uz nodokļu ņemšanas veidu, kā arī uz noteikumiem, formālitātēm un nodevām, kuŗiem varētu būt padotas nomuitošanas operācijas.

b) Sakarā ar to, dabas un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies katrā no Līdzējām Pusēm, nekādā gadījumā augšā minētā ziņā nebūs padoti nodokļiem, taksēm vai nodevām, kas būtu citādi vai augstāki, nedz arī noteikumiem vai formālitātēm, kas būtu citādi

vai apgrūtinošāki nekā tie, kuŗiem padoti vai varētu būt padoti jebkuŗas trešās valsts tās pašas katēgorijas ražaojumi.

c) Tāpat dabas vai rūpniecības ražojumi, ko no vienas Līdzējas Puses territorijas izved uz otras Puses territoriju, nekādā gadījumā tādā pašā ziņā nebūs padoti nodokļiem, taksēm vai nodevām, kas būtu citādi vai augstāki, nedz arī apgrūtinošākiem noteikumiem un formālitātēm nekā tie, kuŗiem padoti vai varētu būt padoti tie paši ražojumi, kas nolemti izvešanai uz jebkuŗas citas valsts territoriju.

d) Visas priekšrocības, labvēlības, privilēģijas, neaizkaŗamības, kuŗas jau piešķirtas, vai kuŗas viena Līdzēja Puse augšminētā ziņā nākotnē piešķirtu dabas vai rūpniecības ražojumiem, kas cēlušies jebkuŗā citā valstī vai nolemti jevešanai jebkuŗas citas valsts territorijā, nekavējoši un bezkompensācijas jāpiemēro tās pašas katēgorijas ražojumiem, kas cēlušies otrā Līdzējā Pusē vai nolemti ievešanai šās Puses territorijā.

e) No iepriekšējos pantos apzīmētām saistībām tomēr ir izslēgtas tās priekšrocības, kuŗas jau piešķirtas vai kuŗas varētu nākotnē piešķirt :

1. Citām robežvalstīm, ar nolūku atvieglot pierobežas tirdzniecību ;

2. Priekšrocības, kuŗas izriet no jau noslēgtas muitas ūnijas vai ko viena no Līdzējām Pusēm varētu noslēgt nākotnē ;

3. Kā arī prieksrocības, kuŗas Latvija jau piešķīrusi vai nākotnē varētu piešķirt Igaunijai, Somijai, Lietavai vai Padomju Sociālistiko Republiku Savienībai.

f) Šis nolīgums ratificējams saskaņā ar katras Augstās Līdzējas Puses likumdošanu. Tas noslēgts uz trim gadiem un stāsies spēkā dienu pēc tam, kad Saeimas (Latvijas Parlamenta) ratifikācija būs paziņota Brazilijas Savienoto Valstu Valdībai. Pēc triju gadu termiņa notecēšanas nolīgums, klusu ciešot, paliks spēkā, kamēr viena no Augstām Līdzējām Pusēm to neuzteiks, paziņojot par to trīs mēnešus iepriekš.

Izlietoju šo gadījumu, augsti godātais Vēstnieka kungs, lai atjaunotu Jūsu Ekscelencei manas augstās cieņas apliecinājumus.

W. SCHUMANS,
Latvijas sūtnis Francijā.

Viņa Ekscelencei L. M. de Souza Dantas kungam,
Brazilijas Slvienoto Valstu ārkārtējam
vēstniekam un pilnvarotam,
Parīzē.

Pour copie certifiée conforme :
G. Albat,
Secrétaire général.

Riga, le 7 février 1933.

[1] TRADUCTION.

N° 3146. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET LETTON COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. PARIS, LE 21 SEPTEMBRE 1932.

I.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL.

PARIS, *le* 21 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, désireux de régler et de développer les relations commerciales entre nos deux pays, le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement de la Lettonie un accord commercial sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3146. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. PARIS, SEPTEMBER 21, 1932.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.

PARIS, *September* 21, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, the Government of the Republic of the United States of Brazil desirous of regulating and developing commercial relations between our two countries, has authorised me to conclude with the Latvian Government a commercial agreement on the following basis :

(a) The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all Customs duties and all accessory duties, the method of collection of such duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à ces droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées toutefois, des engagements formulés aux articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes, ainsi que celles que la Lettonie a accordées ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

f) Le présent accord sera ratifié conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes. Il entrera en vigueur, pour une période de trois ans, le jour qui suivra la date à laquelle le Gouvernement letton notifiera au Brésil sa ratification. A l'expiration de ce délai, il restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes moyennant préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, etc.

L'Ambassadeur du Brésil en France :
L. M. DE SOUZA DANTAS.

A Son Excellence Monsieur W. Schumans,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République de Lettonie en France,
Paris.

territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which products of the same nature intended for the territory of any other country are or hereafter be subject.

(d) All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

(e) Privileges which are at present or may hereafter be granted to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic, together with those arising out of any Customs union which has already been or may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties and those which Latvia has granted or may grant to Estonia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics are, however, excluded from the undertakings mentioned in the above Articles.

(f) The present Agreement shall be ratified in accordance with the legislation of each of the High Contracting Parties. It shall enter into force for a period of three years on the day following the date on which the Latvian Government shall have notified Brazil of its ratification. On the expiry of this period it shall remain in force until it is denounced by either of the High Contracting Parties subject to three months' notice.

I have the honour, etc.

L. M. DE SOUZA DANTAS.
Brazilian Ambassador in France.

His Excellency
Monsieur W. Schumans,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Latvian Republic in France,
Paris.

[1] TRADUCTION.

II.

LÉGATION DE LETTONIE
EN FRANCE.

PARIS, *le* 21 *septembre* 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 21 septembre 1932 avec sa traduction en français, et de porter à la connaissance de Votre Excellence que j'accepte, au nom de mon gouvernement, l'Accord de commerce entre la République de Lettonie et les Etats-Unis du Brésil, sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contrac-

[1] Traduction du Gouvernement letton.

[1] TRANSLATION.

II.

LATVIAN LEGATION
IN FRANCE.

PARIS, *September* 21, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note dated September 21, 1932, with its translation in French, and to inform Your Excellency that I accept on behalf of my Government the Commercial Agreement between the Republic of Latvia and the United States of Brazil on the following bases :

(a) The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory duties, the method of collection of such duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more onerous, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities more onerous, than those to which products of the same nature intended for the territory of any other country are or may hereafter be subject.

(d) All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the

[1] Translation of the Latvian Government.

tantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées toutefois, des engagements formulés aux articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement :

1. A d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;

2. Celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes ;

3. Ainsi que celles que la Lettonie a accordées ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

f) Le présent accord sera ratifié conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes. Il entrera en vigueur, pour la période de trois ans, le jour qui suivra la date à laquelle la ratification de la Saeima (Parlement de Lettonie) aura été notifié au Gouvernement des Etats-Unis du Brésil. Après l'expiration du délai de trois ans l'accord restera en vigueur par voie de tacite reconduction tant qu'il ne sera pas dénoncé par une des deux Hautes Parties contractantes, moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Le ministre de Lettonie en France :
W. SCHUMANS.

A Son Excellence
Monsieur L. M. de Souza Dantas,
Ambassadeur extraordinaire et
Plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil,
Paris.

Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

(e) Privileges which are at present or may hereafter be granted :

(1) To contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic,

(2) Those arising out of any Customs union which has already been or may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties ;

(3) Those which Latvia has granted or may grant to Estonia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics

are, however, excluded from the undertakings mentioned in the above Articles.

(f) The present Agreement shall be ratified in accordance with the legislation of each of the High Contracting Parties. It shall enter into force for a period of three years on the day following the date on which the ratification of the Saeima (Latvian Parliament) has been notified to the Government of the United States of Brazil. On the expiry of the period of three years the Agreement shall remain in force by tacit consent until it has been denounced by either the two High Contracting Parties subject to three months' notice.

I have the honour to be, etc.

W. SCHUMANS,
Latvian Minister in France.

His Excellency
Monsieur L. M. de Souza Dantas,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the United States
of Brazil,
Paris.

N° 3147.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Echange de notes comportant un accord relatif à la réglementation de l'expulsion des sujets indésirables. Berlin, le 7 décembre 1932.

GERMANY AND AUSTRIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regulating the Expulsion of Undesirable Persons. Berlin, December 7, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3147. — NOTENWECHSEL[1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER ÖSTERREICHISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DIE REGELUNG DES SCHUBVERKEHRES ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH. BERLIN, DEN 7. DEZEMBER 1932.

Texte officiel allemand communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1933.

German official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1933.

I.

Zu Z. 248.536-15.
Z. 8370/Res.

BERLIN, *am 7. Dezember* 1932.

HERR REICHSMINISTER,

Mit Bezug auf die Unterhandlungen, welche zwischen der österreichischen Gesandtschaft in Berlin und dem deutschen Auswärtigen Amte über die Regelung des Schubverkehres im Verhältnis zwischen der Republik Österreich und dem Deutschen Reiche geführt wurden, gereicht es mir zum Vergnügen, Euer Exzellenz im Auftrage meiner Regierung mitzuteilen, dass die Bundesregierung der Republik Österreich mit nachstehenden Vereinbarungen einverstanden ist :

Artikel I.

1. Jeder der beiden Teile verpflichtet sich, seine Staatsangehörigen, die von dem anderen Teil ausgewiesen worden sind oder sonst aus dem Staat entfernt werden sollen, jederzeit zu übernehmen.

2. Die im Absatz 1 ausgesprochene Verpflichtung gilt auch für Personen, die früher die Staatsangehörigkeit eines der beiden Teile besessen, sie jedoch auf Grund der innerstaatlichen Gesetzgebung verloren haben, soweit sie nicht Angehörige des anderen Teiles oder eines dritten Staates geworden sind.

3. Ausserdem wird die Republik Österreich staatenlose Personen übernehmen, die die altösterreichische oder altungarische Staatsangehörigkeit besessen haben, sofern sie unmittelbar vor Eintritt der Staatenlosigkeit in einer zur Republik Österreich gehörenden Gemeinde heimatberechtigt waren. Deutschland wird in gleicher Weise Staatenlose, die früher die Reichsangehörigkeit besessen haben, insoweit übernehmen, als sie im jetzigen Gebiete des Deutschen Reiches von Eltern geboren sind, die zur Zeit der Geburt daselbst ihren Wohnsitz hatten.

[1] Entré en vigueur le 1er janvier 1933.

[1] Came into force January 1st, 1933.

4. Ferner werden von den beiden vertragschliessenden Teilen alle jene seit Geburt Staatenlosen übernommen, die von einer der im ersten, zweiten und dritten Absatz bezeichneten Personen abstammen.

5. Leben die Ehefrau des Abzuschiebenden oder seine oder seiner Ehefrau Kinder unter 16 Jahren mit ihm an einem Orte zusammen, so sind diese Personen gleichzeitig zu übernehmen, sofern sie nicht Angehörige des anderen Teiles sind.

Artikel II.

1. Die Überführung abzuschiebender Personen soll auf Grund eines unmittelbaren Schriftwechsels der die Abschiebung anordnenden Behörde und der zur Anerkennung der Staatsangehörigkeit zuständigen Heimatsbehörde erfolgen.

2. Nach Anerkennung der Übernahmepflicht und rechtzeitiger Benachrichtigung werden die abzuschiebenden Personen gegen Aushändigung der Urschrift oder einer beglaubigten Abschrift des die Übernahmepflicht anerkennenden Schriftstückes von der zuständigen Grenzbehörde des Heimatlandes übernommen.

Artikel III.

1. Eines vorherigen Schriftwechsels bedarf es nicht, wenn die abzuschiebende Person mit gültigen, durch (die) Vereinbarung der beiden Teile näher zu bestimmenden Papieren versehen ist. In diesem Falle sollen die Grenzbehörden die abzuschiebende Person ohne weitere Förmlichkeit übernehmen.

2. Die Bestimmungen des Absatzes 1 finden keine Anwendung, wenn es sich um die Übernahme einer wegen jugendlichen Alters, Gebrechlichkeit oder Krankheit hilflosen Person oder um die Übernahme alleinstehender Frauen mit Kindern handelt. In diesen Fällen verbleibt es bei den Bestimmungen des Artikels II.

Artikel IV.

Eine diplomatische Vermittlung soll stattfinden in den Fällen, in denen die beiderseitigen Behörden über die Übernahmepflicht sich nicht einigen können, oder wenn die Rückübernahme einer den Behörden eines der beiden vertragschliessenden Teile auf Grund der Artikel II und III übergebenen Person begehrt werden muss, weil der Mangel der im Artikel I für die Übernahme aufgestellten Voraussetzungen erst nachträglich sich herausgestellt hat.

Artikel V.

Über die bei der Übernahme zu beobachtenden Regeln, insbesondere über die Grenzorte, wo die Übernahme stattzufinden hat, werden sich die beiden Teile besonders verständigen.

Artikel VI.

1. Beide Teile verpflichten sich, ihre Behörden anzuweisen, alle Übernahmeanträge mit tunlichster Beschleunigung zu erledigen.

2. Die Übernahme darf nicht aus dem Grunde verzögert oder abgelehnt werden, weil unter den Behörden des Heimatlandes über die für die Unterstützung zuständige Behörde Zweifel bestehen.

Artikel VII.

Die Kosten der Beförderung abzuschiebender Personen bis zum Übernahmeorte werden von dem abschiebenden Teile getragen.

Artikel VIII.

Jeder Teil ist berechtigt, Angehörige des anderen Teiles oder keinem der beiden Teile angehörende Personen, die abgeschoben worden waren oder bei denen die Voraussetzungen für die Abschiebung vorliegen, ohne das in den Artikeln II und III vorgesehene Verfahren unverzüglich in das Gebiet des anderen Teiles zurückzuschaffen, wenn sie innerhalb dreier Tage, bevor sie angetroffen werden, unmittelbar aus dem Gebiete des anderen Teiles in das des abschiebenden Teiles gelangt sind (z. B. fremde Zigeuner).

Artikel IX.

Jeder Teil verpflichtet sich, Angehörige oder frühere Angehörige eines dritten Staates, die sich in dem Gebiet des anderen Teiles aufhalten und von dort abgeschoben werden sollen, auf Antrag dieses Teiles durch sein Gebiet nach ihrem Heimatlande zu befördern, wenn der Nachweis erbracht wird, dass der dritte Staat zur Übernahme der abzuschiebenden Person bereit ist und dass etwaige Zwischenländer mit der Durchbeförderung durch ihr Gebiet einverstanden sind. Ferner muss der Antrag eine ausreichende Erklärung darüber enthalten, dass dem den Durchtransport gestattenden Teile daraus keinerlei Kosten entstehen. Der Antrag soll mit Angaben über den Grund der Abschiebung und über die Persönlichkeit des Abzuschiebenden versehen sein. Der Antrag ist im unmittelbaren Schriftverkehr der beiderseitigen Behörden zu stellen. Wird die Übernahme von dem dritten Staat oder die Durchbeförderung von einem etwaigen Zwischenlande verweigert, so ist der andere Teil zur Rückübernahme und zum Ersatz der durch die Rückbeförderung entstehenden Kosten verpflichtet.

Artikel X.

Dieses Abkommen tritt am 1. Jänner 1933 in Kraft. Es soll solange in Kraft bleiben, als es nicht von einem der beiden Teile gekündigt wird. In diesem Falle soll es noch drei Monate über den Tag hinaus bestehen, an dem die Kündigung dem anderen Teile zugegangen ist.

Zur Ergänzung der Artikel II, III, V und IX des vorstehenden Abkommens beehre ich mich, namens der österreichischen Regierung noch Folgendes mitzuteilen :

1. *Zu Artikel* II. — Zur Anerkennung der Staatsangehörigkeit sind als zuständige Heimatbehörden in Österreich die Ämter der Landesregierungen in den einzelnen Bundesländern, bezw. der Magistrat der Bundeshauptstadt Wien als Amt der Wiener Landesregierung berufen.

2. *Zu Artikel* III, *Absatz* 1. — Als giltige Ausweispapiere, die die Verpflichtung zur Übernahme ohne vorherigen Schriftenwechsel begründen, sind anzusehen : für österreichische Staatsbürger : Reisepässe, in denen der Inhaber als österreichischer Bundesbürger bezeichnet oder die Angabe der in Österreich gelegenen Heimatsgemeinde enthalten ist, Heimatscheine, die in der Regel nicht älter als fünf Jahre sein sollen, jedenfalls aber bereits aus der Zeit nach Errichtung der Republik stammen, ferner Dekrete über Verleihung der Landesbürgerschaft, Optionsdekrete, sowie die im Sinne der Verordnung des Bundeskanzlers vom 1. Oktober 1925, B. G. Bl. Nr. 378, ausgefertigten Bescheinigungen der Landes- und Bundesbürgerschaft (Staatsangehörigkeitsnachweise).

3. *Zu Artikel* V. — Als Grenzbehörden, bezw. Grenzorte zur Übernahme der abzuschiebenden Personen kommen österreichischerseits in Betracht : In Vorarlberg : die Bezirkshauptmannschaft Bregenz, als Grenzort die Stadt Bregenz ; in Tirol : die Bezirkshauptmannschaft Kufstein, als Grenzort die Stadt Kufstein ; in Salzburg : die Polizeiexpositur am Bahnhof in Salzburg, als

Grenzort die Stadt Salzburg ; in Oberösterreich : die Bezirkshauptmannschaften Braunau am Inn und Schärding, als Grenzorte die Städte Braunau a. I. u. Schärding.

Die Vereinbarungen über die sonstigen, bei der Übernahme zu beobachtenden Regeln, insbesondere über die für die Übernahme bezw. Übergabe zu wählenden Tagesstunden, bleiben den in Betracht kommenden Grenzbehörden überlassen.

4. *Zu Artikel* IX. — Die Beistellung der für den Durchtransport durch Österreich erforderlichen Begleitpersonen kann nur für die Beförderung von Häftlingen, nicht aber für die Beförderung der im Artikel III, Absatz 2, erwähnten Personenkategorien begehrt werden ; in diesen letzteren Fällen wird — wenn Österreich sich nicht schon von vornherein bereit erklärt, die notwendige Begleitung beizustellen — Deutschland hierfür vorzusorgen haben.

Indem ich Euer Exzellenz bitte, mit zum formellen Abschlusse dieser Vereinbarungen eine der vorliegende analoge Note zukommen zu lassen, benütze ich auch diesen Anlass, um Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

MEINDL, *m. p.*
Österreichischer Geschäftsträger.

Seiner Exzellenz
dem Herrn Reichsminister des Auswärtigen
Freiherrn von Neurath,
Berlin.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.
V. 15. 292.

BERLIN, *am 7. Dezember* 1932.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Indem ich den Empfang Ihres Schreibens vom 7. Dezember — Z. 8370/Res. — bestätige, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass auch die Deutsche Regierung der nachstehenden Vereinbarung über die Regelung des Schubverkehres zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Österreich zustimmt :

Artikel I.

1. Jeder der beiden Teile verpflichtet sich, seine Staatsangehörigen, die von dem anderen Teil ausgewiesen worden sind oder sonst aus dem Staate entfernt werden sollen, jederzeit zu übernehmen.

2. Die im Absatz 1 ausgesprochene Verpflichtung gilt auch für Personen, die früher die Staatsangehörigkeit eines der beiden Teile besessen, sie jedoch auf Grund der innerstaatlichen Gesetzgebung verloren haben, soweit sie nicht Angehörige des anderen Teiles oder eines dritten Staates geworden sind.

3. Ausserdem wird die Republik Österreich staatenlose Personen übernehmen, die die altösterreichische oder altungarische Staatsangehörigkeit besessen haben, sofern sie unmittelbar vor Eintritt der Staatenlosigkeit in einer zur Republik Österreich gehörenden Gemeinde heimatberechtigt waren. Deutschland wird in gleicher Weise Staatenlose, die früher die Reichsangehörigkeit besessen haben, insoweit übernehmen, als sie im jetzigen Gebiete des Deutschen Reiches von Eltern geboren sind, die zur Zeit der Geburt daselbst ihren Wohnsitz hatten.

4. Ferner werden von den beiden vertragschliessenden Teilen alle jene seit Geburt Staatenlosen übernommen, die von einer der im ersten, zweiten und dritten Absatz bezeichneten Personen abstammen.

5. Leben die Ehefrau des Abzuschiebenden oder seine oder seiner Ehefrau Kinder unter 16 Jahren mit ihm an einem Ort zusammen, so sind diese Personen gleichzeitig zu übernehmen, sofern sie nicht Angehörige des anderen Teiles sind.

Artikel II.

1. Die Überführung abzuschiebender Personen soll auf Grund eines unmittelbaren Schriftwechsels der die Abschiebung anordnenden Behörde und der zur Anerkennung der Staatsangehörigkeit zuständigen Heimatbehörde erfolgen.

2. Nach Anerkennung der Übernahmspflicht und rechtzeitiger Benachrichtigung werden die abzuschiebenden Personen gegen Aushändigung der Urschrift oder einer beglaubigten Abschrift des die Übernahmepflicht anerkennenden Schriftstückes von der zuständigen Grenzbehörde des Heimatlandes übernommen.

Artikel III.

1. Eines vorherigen Schriftwechsels bedarf es nicht, wenn die abzuschiebende Person mit gültigen, durch Vereinbarung der beiden Teile näher zu bestimmenden Papieren versehen ist. In diesem Falle sollen die Grenzbehörden die abzuschiebende Person ohne weitere Förmlichkeiten übernehmen.

2. Die Bestimmungen des Absatzes 1 finden keine Anwendung, wenn es sich um die Übernahme einer wegen jugendlichen Alters, Gebrechlichkeit oder Krankheit hilflosen Person oder um die Übernahme alleinstehender Frauen mit Kindern handelt. In diesen Fällen verbleibt es bei den Bestimmungen des Artikels II.

Artikel IV.

Eine diplomatische Vermittlung soll stattfinden in den Fällen, in denen die beiderseitigen Behörden über die Übernahmepflicht sich nicht einigen können, oder wenn die Rückübernahme einer den Behörden eines der beiden vertragschliessenden Teile auf Grund der Artikel II und III übergebenen Personen begehrt werden muss, weil der Mangel der im Artikel I für die Übernahme aufgestellten Voraussetzungen erst nachträglich sich herausgestellt hat.

Artikel V.

Über die bei der Übernahme zu beobachtenden Regeln, insbesondere über die Grenzorte, wo die Übernahme stattzufinden hat, werden sich die beiden Teile besonders verständigen.

Artikel VI.

1. Beide Teile verpflichten sich, ihre Behörden anzuweisen, alle Übernahmeanträge mit tunlichster Beschleunigung zu erledigen.

2. Die Übernahme darf nicht aus dem Grunde verzögert oder abgelehnt werden, weil unter den Behörden des Heimatlandes über die für die Unterstützung zuständige Behörde Zweifel bestehen.

Artikel VII.

Die Kosten der Beförderung abzuschiebender Personen bis zum Übernahmeorte werden von dem abschiebenden Teile getragen.

Artikel VIII.

Jeder Teil ist berechtigt, Angehörige des anderen Teiles oder keinem der beiden Teile angehörende Personen, die abgeschoben worden waren oder bei denen die Voraussetzungen für die Abschiebung vorliegen, ohne das in den Artikeln II und III vorgesehene Verfahren unverzüglich in das Gebiet des anderen Teiles zurückzuschaffen, wenn sie innerhalb dreier Tage, bevor sie angetroffen werden, unmittelbar aus dem Gebiete des anderen Teiles in das des abschiebenden Teiles gelangt sind (z.B. fremde Zigeuner).

Artikel IX.

Jeder Teil verpflichtet sich, Angehörige oder frühere Angehörige eines dritten Staates, die sich in dem Gebiet des anderen Teiles aufhalten und von dort abgeschoben werden sollen, auf Antrag dieses Teiles durch sein Gebiet nach ihrem Heimatland zu befördern, wenn der Nachweis erbracht wird, dass der dritte Staat zur Uebernahme der abzuschiebenden Person bereit ist und dass etwaige Zwischenländer mit der Durchbeförderung durch ihr Gebiet einverstanden sind. Ferner muss der Antrag eine ausreichende Erklärung darüber enthalten, dass dem den Durchtransport gestattenden Teile daraus keinerlei Kosten entstehen. Der Antrag soll mit Angaben über den Grund der Abschiebung und über die Persönlichkeit des Abzuschiebenden versehen sein. Der Antrag ist im unmittelbare Schriftverkehr der beiderseitigen Behörden zu stellen. Wird die Übernahme von dem dritten Staat oder die Durchbeförderung von einem etwaigen Zwischenlande verweigert, so ist der andere Teil zur Rückübernahme und zum Ersatz der durch die Rückbeförderung entstehenden Kosten verpflichtet.

Artikel X.

Dieses Abkommen tritt am 1. Jänner 1933 in Kraft. Es soll solange in Kraft bleiben, als es nicht von einem der beiden Teile gekündigt wird. In diesem Falle soll es noch drei Monate über den Tag hinaus bestehen, an dem die Kündigung dem anderen Teile zugegangen ist.

Zur Ergänzung der Artikel II, III, V und IX des vorstehenden Abkommens beehre ich mich namens der Deutschen Regierung noch Folgendes mitzuteilen :

Zu Art. II. — Zur Anerkennung der Staatsangehörigkeit zuständige Heimatbehörden sind im Deutschen Reich die nachstehend aufgeführten Behörden :

Preussen : Die Regierungspräsidenten ; für Berlin und bis auf weiteres auch für Altona, Frankfurt am Main, Hannover, Kassel, Kiel, Köln, Königsberg, Stettin und Wiesbaden die Pölizeipräsidenten.

Bayern : Die Bezirksämter und die Stadträte der unmittelbaren Städte sowie die Polizeidirektionen in München, Nürnberg und Fürth.

Sachsen : Die Amtshauptmannschaften und die Stadträte in Städten, denen die Geschäfte der unteren Staatsverwaltungsbehörden übertragen sind.

Württemberg : Die Oberämter und das Polizeipräsidium in Stuttgart.

Baden : Die Bezirksämter.

Thüringen : Die Kreisämter ; die Stadtvorstände der Landkreise und unmittelbaren Gemeinden.

Hessen : Die Kreisämter.

Hamburg : Die Polizeibehörde.

Mecklenburg : Das Ministerium des Innern in Schwerin.

Braunschweig : Die Kreisdirektionen und das Polizeipräsidium in Braunschweig.

Oldenburg : Die Ämter und die Magistrate der Städte erster Klasse, die Regierung in Eutin und der Stadtmagistrat daselbst, die Regierung in Birkenfeld.

Anhalt : Die Regierung, Abteilung des Innern, in Dessau.

Bremen : Die Polizeidirektion Bremen (für die Hafenstadt Bremerhaven das Amt daselbst).

Lippe : Die Lippische Regierung in Detmold.

Lübeck : Das Stadt- und Landamt in Lübeck.

Mecklenburg-Strelitz : Das Ministerium in Neustrelitz, Abteilung des Innern.

Schaumburg-Lippe : Die Landesregierung in Bückeburg.

Zu Artikel III. — Als gültiges Ausweispapier, die die Verpflichtung zur Übernahme ohne vorherigen Schriftwechsel begründen, werden im Deutschen Reich angesehen :

Ein gültiger Heimatschein,
Ein gültiger Reisepass (nur Heimatpass, nicht Fremdenpass).

Zu Artikel V. — Grenzorte für die Übernahme der abzuschiebenden Personen sind auf deutscher Seite :

a) An der deutsch-österreichischen Grenze :

1. Lindau (Bezirksamt Lindau, Grenzpolizeistelle Lindau).
2. Kufstein (Bezirksamt Rosenheim, Grenzpolizeistelle Kufstein).
3. Salzburg (Bezirksamt Laufen, Grenzpolizeistelle Salzburg).
4. Passau (Bezirksamt Passau, Grenzpolizeistelle Passau).
5. Mittenwald (Bezirksamt Garmisch, Gendarmeriestation Mittenwald).
6. Simbach (Bezirksamt Pfarrkirchen, Gendarmeriestation Simbach).

— letztere beiden Stellen nur für den Übernahmeverkehr innerhalb des Grenzgebietes.

b) An der deutsch-tschechoslowakischen Grenze :

1. Bodenbach-Tetschen (Gendarmeriegrenzkommissariat Bodenbach-Tetschen).
2. Ratibor (Polizeiverwaltung Ratibor).

Die Vereinbarungen über die sonstigen bei der Übernahme zu beobachtenden Regeln, insbesondere über die für die Übernahme oder Übergabe zu wählenden Tagestunden bleiben den beiderseitigen beteiligten Grenzbehörden überlassen.

Zu Artikel IX.—Die Mitgabe von Begleitpersonen zur Beförderung durch Deutschland kann nur zum Zwecke der sicherheitspolizeilichen Überwachung, nicht aber für die fürsorgerische Betreuung (vgl. die im Artikel III, Abs. 2 erwähnten Personengruppen) begehrt werden ; in diesem letzteren Falle werden, wenn die deutschen Behörden sich nicht schon im voraus bereit erklären, die notwendige Begleitung zu stellen, die österreichischen Behörden hierfür vorzusorgen haben.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

VON BÜLOW eh.

An den
österreichischen Geschäftsträger
Herrn Legationsrat Meindl.

[1] TRADUCTION.

N° 3147. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET AUTRICHIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉGLEMENTATION DE L'EXPULSION DES SUJETS INDÉSIRABLES. BERLIN, le 7 DÉCEMBRE 1932.

I.

Zu Z. 248.536 - 15.
Z. 8370/Res.

BERLIN, *le 7 décembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre la légation d'Autriche à Berlin et le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne en vue de réglementer le rapatriement des étrangers entre la République d'Autriche et l'Allemagne, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche accepte les dispositions suivantes :

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à recevoir, en tout temps, ses ressortissants qui auront été expulsés par l'autre Partie ou qui auront dû quitter le territoire de cette dernière.

2. L'obligation stipulée au paragraphe premier est également applicable aux personnes qui possédaient autrefois la nationalité de l'une des deux Parties, mais l'ont perdue par l'effet de la législation interne, à moins qu'elles ne soient devenues des ressortissants de l'autre Partie ou d'un Etat tiers.

3. En outre, la République d'Autriche recevra les apatrides qui ont possédé l'ancienne nationalité autrichienne ou hongroise, à condition qu'ils aient possédé l'indigénat de l'une des communes qui font actuellement partie de la République d'Autriche, immédiatement avant de devenir apatrides. De même, l'Allemagne recevra les apatrides qui possédaient autrefois la nationalité allemande à condition qu'ils soient nés sur le territoire actuel du Reich, de parents qui y étaient domiciliés à l'époque de leur naissance.

4. En outre, les deux Parties contractantes recevront toutes les personnes, apatrides depuis leur naissance, qui descendent d'une des personnes visées aux paragraphes 1, 2 et 3.

5. Devront être reçus, en même temps que l'intéressé, sa femme légitime, ainsi que ses enfants et les enfants de son épouse âgés de moins de seize ans, habitant avec lui, à moins que ces personnes ne soient ressortissantes de l'autre Partie.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3147. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND AUSTRIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGULATING THE EXPULSION OF UNDESIRABLE PERSONS. BERLIN, DECEMBER 7, 1932.

I.

Zu Z. 248.536 - 15.
Z. 8370/Res.

BERLIN, *December* 7, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations conducted between the Austrian Legation at Berlin and the German Ministry of Foreign Affairs concerning the regulation of repatriation questions between the Austrian Republic and the German Reich, I am instructed by my Government to notify Your Excellency that the Federal Government of the Austrian Republic agrees to the following provisions :

Article 1.

1. Each of the two Parties undertakes to receive at all times its own nationals who have been deported by the other Party or for other reasons have to leave that country.

2. The obligation laid down in paragraph 1 shall also apply to persons who formerly possessed the nationality of either Party but have lost it on the grounds of domestic legislation, provided they have not become nationals of the other Party or of a third State.

3. The Austrian Republic shall further receive stateless persons who were former Austrian or Hungarian nationals, provided that, immediately before becoming stateless, they belonged to one of the communes forming part of the Austrian Republic. Germany shall similarly receive stateless persons who formerly possessed German nationality, provided they were born in the present territory of the Reich of parents who were domiciled there at the time of their birth.

4. The Contracting Parties shall, in addition, receive all persons who have been stateless since birth and are the descendants of any of the persons referred to in paragraphs 1, 2 and 3.

5. The deported or repatriated person's legitimate wife, and his own or his wife's children under sixteen years of age shall, provided they reside with him in the same place and, are not nationals of the other Party, be admitted simultaneously.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

1. Les rapatriements auront lieu à la suite d'un échange de lettres effectué directement entre l'autorité qui aura ordonné le rapatriement et l'autorité nationale compétente pour constater la nationalité.

2. Lorsque l'obligation de recevoir les intéressés aura été reconnue, et après notification donnée en temps utile, les intéressés seront remis, à la frontière, à l'autorité compétente de leur pays, sur présentation de l'original ou d'une copie certifiée de l'acte constatant l'obligation de recevoir lesdits intéressés.

Article 3.

1. Aucun échange de lettres préalable ne sera nécessaire lorsque l'intéressé sera muni de papiers valables qui seront fixés par un accord entre les deux Parties contractantes. Dans ce cas, les autorités de la frontière devront recevoir les intéressés sans aucune autre formalité.

2. Les dispositions du paragraphe premier ne sont pas applicables aux personnes sans ressources en raison de leur jeune âge ou pour cause d'infirmité ou de maladie ni aux femmes seules ayant des enfants. Dans ces cas, les dispositions de l'article 2 seront applicables.

Article 4.

Une médiation diplomatique devra avoir lieu lorsque les autorités des deux Parties n'auront pu se mettre d'accord sur l'obligation de recevoir les intéressés ou que l'une des deux Parties contractantes aura dû être priée de reprendre une personne remise à l'autre Partie en vertu des articles 2 et 3, l'absence des conditions exigées par l'article premier n'ayant été constatée qu'ultérieurement.

Article 5.

Les deux Parties s'entendront, par un accord spécial, sur les règles à observer lors de la remise des intéressés, notamment sur les localités-frontière où la remise devra avoir lieu.

Article 6.

1. Les deux Parties s'engagent à prescrire à leurs autorités de statuer, avec toute la diligence possible, sur les demandes de reprise qui leur seront adressées.

2. La reprise ne pourra être différée ou refusée sous prétexte qu'il existe un doute, dans le pays de l'intéressé, sur l'autorité compétente pour le secourir.

Article 7.

Les frais de transport des intéressés jusqu'au lieu de remise seront supportés par la Partie qui procède au rapatriement.

Article 2.

1. Persons to be deported shall be handed over on the basis of a direct exchange of correspondence between the authorities ordering deportation and the national authority competent to acknowledge their nationality.

2. When the obligation to receive the persons in question has been admitted and due notice given, the persons to be deported shall be taken over by the competent frontier authorities of the country of origin on presentation of the original or a certified copy of the document acknowledging the obligation to receive them.

Article 3.

1. No previous correspondence shall be required if the person to be deported is the holder of valid papers to be more specifically defined by agreement between the two Parties. In such case the frontier authorities shall receive the persons to be deported without further formality.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to persons in need of assistance by reason of youth, infirmity or sickness or of unsupported women with children. In such cases the provisions of Article 2 shall apply.

Article 4.

Diplomatic mediation shall be resorted to in cases where the authorities of the two Parties fail to agree on the obligation to receive repatriated persons or when a request has had to be lodged for a person handed over to the authorities of one Contracting Party in virtue of Articles 2 and 3 to be taken back, because it has only subsequently been discovered that the conditions for admission as laid down in Article 1 were not fulfilled.

Article 5.

The two Parties shall make a special agreement as to the rules to be observed on reception and, in particular, as to the frontier points where the reception is to take place.

Article 6.

1. Both Parties undertake to instruct their authorities to deal as promptly as possible with all requests for reception submitted.

2. Reception may not be postponed or refused because the authorities of the country of origin are uncertain which of them is responsible for maintenance.

Article 7.

The cost of conveying persons to be deported or repatriated to the place of reception shall be borne by the deporting Party.

Article 8.

Chacune des Parties est en droit de renvoyer immédiatement sur le territoire de l'autre Partie, sans observer la procédure prévue par les articles 2 et 3, les ressortissants de celle-ci ou les personnes qui ne possèdent la nationalité d'aucune des deux Parties, lorsque lesdites personnes ont été ou peuvent être rapatriées ou expulsées, qu'elles sont passées directement du territoire de l'autre Partie sur le territoire de la Partie qui les rapatrie ou les expulse et ont été découvertes dans les trois jours qui ont suivi leur arrivée (par exemple, tziganes étrangers).

Article 9.

Chacune des Parties s'engage, à la requête de l'autre Partie, à transporter à travers son territoire, à destination de leur pays, les ressortissants ou les anciens ressortissants d'un Etat tiers qui séjournent sur le territoire de la Partie requérante et qui doivent en être renvoyés, à condition qu'il soit établi que l'Etat tiers est disposé à recevoir les intéressés et que les autres Etats intermédiaires éventuels acceptent que ces intéressés traversent leur territoire. En outre, la requête doit déclarer explicitement que la Partie qui autorise le transport à travers son territoire ne supportera aucun frais de ce chef. La requête devra indiquer le motif du rapatriement et l'identité des intéressés ; elle devra être adressée directement par l'autorité compétente de l'une des Parties à l'autorité compétente de l'autre Partie. Au cas où l'Etat tiers refuserait de reprendre les intéressés ou qu'un Etat intermédiaire éventuel refuserait de les laisser traverser son territoire, l'autre Partie sera tenue de reprendre lesdits intéressés et de rembourser les frais résultant du transport de retour.

Article 10.

Le présent accord aura effet le premier janvier 1933 et restera en vigueur jusqu'à ce qu'une des deux Parties l'ait dénoncé. Dans ce cas, il restera encore en vigueur pendant trois mois, à compter du jour où la dénonciation sera parvenue à l'autre Partie.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement autrichien, de compléter comme suit les articles 2, 3, 5 et 9 de l'accord ci-dessus :

1. *Ad article* 2. — Ont qualité pour constater la nationalité en Autriche les Offices des gouvernements des diverses provinces et la municipalité de la capitale fédérale, Vienne, en sa qualité d'Office du Gouvernement de la Province de Vienne.

2. *Ad article* 3, *paragraphe premier.* — Doivent être considérés comme pièces d'identité valables, motivant l'obligation de reprendre les intéressés sans échange préalable de correspondance : pour les ressortissants autrichiens, les passeports où le titulaire est qualifié de ressortissant autrichien, ou qui indiquent comme commune d'origine une commune située en Autriche ; les actes d'origine qui ne remontent pas, en principe, à plus de cinq ans et qui doivent, en tout cas, être postérieurs à l'avènement de la République ; enfin, les décrets conférant la qualité de citoyen d'une province, les décrets d'option, ainsi que les certificats constatant la qualité de citoyen d'une province et de la Confédération (titres de nationalité) et délivrés en vertu du décret du chancelier fédéral du 1er octobre 1925 (*Bundesgesetzblatt* N° 378).

3. *Ad article* 5. — Sont considérés comme autorités ou localités qualifiées, en Autriche, pour recevoir, aux frontières, les personnes rapatriées : dans le Vorarlberg, la capitainerie de Bregenz et, comme localité frontière, la ville de Bregenz ; dans le Tirol, la capitainerie de Kufstein et, comme localité frontière, la ville de Kufstein ; à Salzbourg, le commissariat de police de la gare de Salzbourg et, comme localité frontière, la ville de Salzbourg ; en Haute-Autriche : les capitaineries de Braunau sur l'Inn et de Schärding et, comme localités frontières, les villes de Braunau sur l'Inn et de Schärding.

Il appartiendra aux autorités compétentes des frontières de s'entendre sur les autres règles à observer lors de la remise des intéressés, notamment sur les heures de réception et de remise.

Article 8.

Each Party shall be entitled without applying the procedure laid down in Articles 2 and 3, to send back immediately to the territory of the other Party nationals of the latter Party or persons not nationals of either Party who have prevously been subjected to, deportation or repatriation, or fulfil the conditions therefor if they have passed direct from the territory of the other Party into the territory of the deporting Party within three days of being discovered (e. g. foreign gipsies).

Article 9.

Each of the Parties undertakes at the request of the other Party to transport across its territory to their native country nationals or former nationals of a third State who are staying in the territory of the other Party and are to be deported therefrom, provided it is proved that the third State is prepared to receive the deported person and that any countries through which they have to pass agree to the person being transported through their territory. Furthermore, the application shall state explicitly that the Party permitting the transport will not thereby be involved in any expense. The application shall give the reason for rapatriation of deportation and a description of the person concerned ; it shall be forwarded direct by the competent authority of the one Party to the competent authority of the other Party. If a third country should refuse to receive the deportees or if through transport should be refused by any of the countries to be crossed, the other Party shall be bound to take back the deported persons and to refund the cost of the return journey.

Article 10.

This Agreement shall come into force on January 1st, 1933, and shall remain in force until denounced by one of the two Parties. In such case it shall remain in force for three months after the day on which the notification to that effect has been received by the other Party.

I have the honour on behalf of the Austrian Government to communicate the following additions to Articles 2, 3, 5 and 9 of the above Agreement :

1. *Ad Article* 2. — The Austrian authorities responsible for deciding nationality shall be the *Landesregierungen* of the various provinces and the Municipality of the Federal Capital of Vienna as the administrative authority of the Vienna *Landesregierung*.

2. *Ad Article* 3, *paragraph* 1. — The following shall be regarded as valid identity documents establishing the obligation to admit deported persons without previous exchange of correspondence in the case of Austrian nationals; passports describing the holder as an Austrian subject or giving as the commune or origin a commune situated in Austria ; certificates of origin *(Heimatscheine)* which shall not as a rule be more than five years old and must in any case have been issued since the creation of the Republic, and, lastly, provincial nationalisation certificates or certificates of option, as well as certificates of nationality of a province or of the Confederation (nationality papers) issued in virtue of the Federal Chancellor's Decree of October 1st, 1925 *(Bundesgesetzblatt* No. 378).

3. *Ad Article* 5. — The following shall be regarded as the Austrian frontier authorities or points for the reception of persons to be deported : in the Vorarlberg, the Bregenz *Bezirkshauptmannschaft* and as frontier point the town of Bregenz ; in the Tyrol, the Kufstein *Bezirkshauptmannschaft* and as frontier point the town of Kufstein ; in Salzburg, the Police Commissariat at Salzburg railway station and as frontier point the town of Salzburg ; in Upper Austria, the *Bezirkshauptmannschaften* of Braunau-am-Inn and Schärding and as frontier points the towns of Braunau-am-Inn and Schärding.

It shall be the duty of the competent frontier authorities to agree upon any other rules to be observed in receiving repatriated persons, particularly as regards the hours to be fixed for reception and transfer.

4. *Ad article* 9. — La désignation de personnes chargées d'accompagner les transports à travers l'Autriche ne pourra être demandée que pour le transport de détenus, mais non pour celui des catégories de personnes mentionnées à l'article 3, paragraphe 2 ; dans ces derniers cas et à moins que l'Autriche ne se déclare d'avance disposée à fournir le personnel nécessaire, l'Allemagne devra prendre elle-même toutes dispositions utiles à cet effet.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente note, afin que le présent accord soit formellement conclu, je saisis cette occasion, etc.

MEINDL, *m. p.*
Chargé d'Affaires de la République d'Autriche.

A Son Excellence
Monsieur le baron von Neurath,
Ministre des Affaires étrangères du Reich,
Berlin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
V. 15. 292.

BERLIN, *le 7 décembre* 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 7 décembre — Z.8370/Res. — et de vous faire savoir que le Gouvernement allemand accepte l'accord suivant qui règle le rapatriement des étrangers entre l'Allemagne et l'Autriche.

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à recevoir, en tout temps, ses ressortissants qui auront été expulsés par l'autre Partie ou qui auront dû quitter le territoire de cette dernière.

2. L'obligation stipulée au paragraphe premier est également applicable aux personnes qui possédaient autrefois la nationalité de l'une des deux Parties, mais l'ont perdue par l'effet de la législation interne, à moins qu'elles ne soient devenues des ressortissants de l'autre Partie ou d'un Etat tiers.

3. En outre, la République d'Autriche recevra les apatrides qui ont possédé l'ancienne nationalité autrichienne ou hongroise, à condition qu'ils aient possédé l'indigénat de l'une des communes qui font actuellement partie de la République d'Autriche, immédiatement avant de devenir apatrides. De même, l'Allemagne recevra les apatrides qui possédaient autrefois la nationalité allemande à condition qu'ils soient nés sur le territoire actuel du Reich, de parents qui y étaient domiciliés à l'époque de leur naissance.

4. En outre, les deux Parties contractantes recevront toutes les personnes, apatrides depuis leur naissance, qui descendent d'une des personnes visées aux paragraphes 1, 2 et 3.

5. Devront être reçus, en même temps que l'intéressé, sa femme légitime, ainsi que ses enfants et les enfants de son épouse âgés de moins de seize ans, habitant avec lui, à moins que ces personnes ne soient ressortissants de l'autre Partie.

4. *Ad Article* 9. — The provision of the necessary escort for the journey across Austria may be requested only in the case of the transport of prisoners but not in that of the classes of persons mentioned in Article 3, paragraph 2 ; in the latter cases, unless Austria declares beforehand that she is prepared to provide the requisite escort, Germany must make the necessary arrangements.

Requesting Your Excellency to be good enough to send me a note of similar tenor to the present note as a formal confirmation of these Agreements.

I have the honour, etc.

MEINDL, *m. p.*
Austrian Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Baron von Neurath,
Reich Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
V. 15. 292.

BERLIN, *December* 7 1932.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of December 7 — Z.8370/Res. — and to inform you that the German Government accepts the following Agreement for the regulation of repatriation questions between the German Reich and the Austrian Republic :

Article 1.

1. Each of the two Parties undertakes to receive at all times its own nationals who have been deported by the other Party or for other reasons have to leave that country.

2. The obligation laid down in paragraph 1 shall also apply to persons who formerly possessed the nationality of either Party but have lost it on the grounds of domestic legislation, provided they have not become nationals of the other Party or of a third State.

3. The Austrian Republic shall further receive stateless persons who were former Austrian or Hungarian nationals, provided that, immediately before becoming stateless, they belonged to one of the communes forming part of the Austrian Republic. Germany shall similarly receive stateless persons who formerly possessed German nationality, provided they were born in the present territory of the Reich of parents who were domiciled there at the time of their birth.

4. The Contracting Parties shall, in addition, receive all persons who have been stateless since birth and are the descendants of any of the persons referred to in paragraphs 1, 2 and 3.

5. The deported or repatriated person's legitimate wife, and his own or his wife's children under sixteen years of age shall, provided they reside with him in the same place and are not nationals of the other Party, be admitted simultaneously.

Article 2.

1. Les rapatriements auront lieu à la suite d'un échange de lettres effectué directement entre l'autorité qui aura ordonné le rapatriement et l'autorité nationale compétente pour constater la nationalité.

2. Lorsque l'obligation de recevoir les intéressés aura été reconnue et après notification donnée en temps utile, les intéressés seront remis, à la frontière, à l'autorité compétente de leur pays, sur présentation de l'original ou d'une copie certifiée de l'acte constatant l'obligation de recevoir lesdits intéressés.

Article 3.

1. Aucun échange de lettres préalable ne sera nécessaire lorsque l'intéressé sera muni de papiers valables qui seront fixés par un accord entre les deux Parties contractantes. Dans ce cas, les autorités de la frontière devront recevoir les intéressés sans aucune autre formalité.

2. Les dispositions du paragraphe premier ne sont pas applicables aux personnes sans ressources en raison de leur jeune âge ou pour cause d'infirmité ou de maladie ni aux femmes seules ayant des enfants. Dans ces cas, les dispositions de l'article 2 seront applicables.

Article 4.

Une médiation diplomatique devra avoir lieu lorsque les autorités des deux Parties n'auront pu se mettre d'accord sur l'obligation de recevoir les intéressés ou que l'une des deux Parties contractantes aura dû être priée de reprendre une personne remise à l'autre Partie en vertu des articles 2 et 3, l'absence des conditions exigées par l'article premier n'ayant été constatée qu'ultérieurement.

Article 5.

Les deux Parties s'entendront, par un accord spécial, sur les règles à observer lors de la remise des intéressés, notamment sur les localités frontières où la remise devra avoir lieu.

Article 6.

1. Les deux Parties s'engagent à prescrire à leurs autorités de statuer, avec toute la diligence possible, sur les demandes de reprise qui leur seront adressées.

2. La reprise ne pourra être différée ou refusée sous prétexte qu'il existe un doute, dans le pays de l'intéressé, sur l'autorité compétente pour le secourir.

Article 7.

Les frais de transport des intéressés jusqu'au lieu de remise seront supportés par la Partie qui procède au rapatriement.

Article 8.

Chacune des Parties est en droit de renvoyer immédiatement sur le territoire de l'autre Partie, sans observer la procédure prévue par les articles 2 et 3, les ressortissants de celle-ci ou les personnes qui ne possèdent la nationalité d'aucune des deux Parties, lorsque lesdites personnes ont été ou

Article 2.

1. Persons to be deported shall be handed over on the basis of a direct exchange of correspondence between the authorities ordering deportation and the national authority competent to acknowledge their nationality.

2. When the obligation to receive the persons in question has been admitted and due notice given, the persons to be deported shall be taken over by the competent frontier authorities of the country of origin on presentation of the original or a certified copy of the document acknowledging the obligation to receive them.

Article 3.

1. No previous correspondence shall be required if the person to be deported is the holder of valid papers to be more specifically defined by agreement between the two Parties. In such case the frontier authorities shall receive the persons to be deported without further formality.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to persons in need of assistance by reason of youth, infirmity or sickness or of unsupported women with children. In such cases the provisions of Article 2 shall apply.

Article 4.

Diplomatic mediation shall be resorted to in cases where the authorities of the two Parties fail to agree on the obligation to receive repatriated persons or when a request has had to be lodged for a person handed over to the authorities of one Contracting Party in virtue of Articles 2 and 3 to be taken back, because it has only subsequently been discovered that the conditions for admission laid down in Article 1 were not fulfilled.

Article 5.

The two Parties shall make a special agreement as to the rules to be observed on reception and, in particular, as to the frontier points where the reception is to take place.

Article 6.

1. Both Parties undertake to instruct their authorities to deal as promptly as possible with all requests for reception submitted.

2. Reception may not be postponed or refused because the authorities of the country of origin are uncertain which of them is responsible for maintenance.

Article 7.

The cost of conveying persons to be deported or repatriated to the point of reception shall be borne by the deporting Party.

Article 8.

Each Party shall be entitled without applying the procedure laid down in Articles 2 and 3, to send back immediately to the territory of the other Party nationals of the latter Party or persons not nationals of either Party who have previously been subjected to deportation or repatriation, or

peuvent être rapatriées ou expulsées, qu'elles sont passées directement du territoire de l'autre Partie sur le territoire de la Partie qui les rapatrie ou les expulse et ont été découvertes dans les trois jours qui ont suivi leur arrivée (par exemple, tziganes étrangers).

Article 9.

Chacune des Parties s'engage, à la requête de l'autre Partie, à transporter à travers son territoire, à destination de leur pays, les ressortissants ou les anciens ressortissants d'un Etat tiers qui séjournent sur le territoire de la Partie requérante et qui doivent en être renvoyés, à condition qu'il soit établi que l'Etat tiers est disposé à recevoir les intéressés et que les autres Etats intermédiaires éventuels acceptent que ces intéressés traversent leur territoire. En outre, la requête doit déclarer explicitement que la Partie qui autorise le transport à travers son territoire ne supportera aucuns frais de ce chef. La requête devra indiquer le motif du rapatriement et l'identité des intéressés ; elle devra être adressée directement par l'autorité compétente de l'une des Parties à l'autorité compétente de l'autre Partie. Au cas où l'Etat tiers refuserait de reprendre les intéressés ou qu'un Etat intermédiaire éventuel refuserait de les laisser traverser son territoire, l'autre Partie sera tenue de reprendre lesdits intéressés et de rembourser les frais résultant du transport de retour.

Article 10.

Le présent accord aura effet le premier janvier 1933 et restera en vigueur jusqu'à ce qu'une des deux Parties l'ait dénoncé. Dans ce cas, il restera encore en vigueur pendant trois mois à compter du jour où la dénonciation sera parvenue à l'autre Partie.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement allemand, de compléter comme suit les articles 2, 3, 5 et 9 de l'accord ci-dessus :

Ad. Article 2. — Ont qualité pour constater la nationalité, en Allemagne, les autorités ci-après mentionnées :

Prusse : Les préfets *(Regierungspräsidenten)* ; pour Berlin et, jusqu'à nouvel ordre, pour Altona, Francfort-sur-le-Main, Hanovre, Cassel, Kiel, Cologne, Königsberg, Stettin et Wiesbaden, les préfets de police *(Polizeipräsidenten)*.

Bavière : les offices de district et les conseils municipaux des villes autonomes ainsi que les préfectures de police de Münich, Nüremberg et Fürth.

Saxe : les capitaineries et les conseil municipaux des villes qui sont chargées des affaires des autorités administratives subalternes de l'Etat.

Würtemberg : les offices supérieurs et la préfecture de police *(Polizeipräsidium)* de Stuttgart.

Baden : les offices de district.

Thuringe : les offices de cercle ; les maires des cercles ruraux et des communes autonomes.

Hesse : les offices de cercle.

Hambourg : l'autorité de police.

Mecklembourg : le ministère de l'intérieur, à Schwerin.

Brunswick : les directions de cercle et la préfecture de police *(Polizeipräsidium)*, à Brunswick.

Oldenbourg : les offices et les municipalités des villes de première classe, la préfecture *(Regierung)* à Eutin et le maire *(Stadtmagistrat)* de cette ville, la préfecture *(Regierung)* à Birkenfeld.

Anhalt : le département de l'intérieur, à Dessau.

Brême : la préfecture de police *(Poizeidirektion)* à Brême (pour le port de Bremerhaven, l'office de cette ville).

Lippe : le Gouvernement de Lippe, à Detmold.

fulfil the conditions therefor if they have passed direct from the territory of the other Party into the territory of the deporting Party within three days of being discovered (e. g. foreign gipsies).

Article 9.

Each of the Parties undertakes at the request of the other Party to transport across its territory to their native country nationals or former nationals of a third State who are staying in the territory of the other Party and are to be deported therefrom, provided it is proved that the third State is prepared to receive the deported person and that any countries through which they have to pass agree to the person being transported through their territory. Furthermore, the application shall state explicitly that the Party permitting the transport will not thereby be involved in any expense. The application shall give the reason for repatriation or deportation and a description of the person concerned ; it shall be forwarded direct by the competent authority of the one Party to the competent authority of the other Party. If a third State should refuse to receive the deportees or if through transport should be refused by any of the countries to be crossed, the other Party shall be bound to take back the deported persons and to refund the cost of the return journey.

Article 10.

This Agreement shall come into force on January 1st, 1933, and shall remain in force until denounced by one of the two Parties. In such case it shall remain in force for three months after the day on which the notification to that effect has been received by the other Party.

I have the honour on behalf of the German Government to communicate the following additions to Articles 2, 3, 5 and 9 of the above Agreement :

Ad Article 2. — The following shall be the competent authorities in Germany for deciding nationality :

Prussia : the *Regierungspräsidenten* ; in the case of Berlin and also, until further notice, of Altona, Frankfort-on-Main, Hanover, Cassel, Kiel, Cologne, Königsberg, Stettin and Wiesbaden, the *Polizeipräsidenten.*

Bavaria : the *Bezirksämter* and the Municipal Councils of the towns forming separate *Bezirke* and also the Police Headquarters *(Polizeidirektionen)* at Munich, Nürnberg and Fürth.

Saxony : the *Amtshauptmannschaften* and the Municipal Councils in towns invested with the powers of subordinate State administrative authorities.

Würtemberg : the *Oberämter* and the Stuttgart *Polizeipräsidium.*

Baden : the *Bezirksämter.*

Thuringia : the *Kreisämter* ; the mayors of rural divisions *(Landkreise)* and independent communes.

Hesse : the *Kreisämter.*

Hamburg : the police authorities.

Mecklenburg : The Ministry of the Interior at Schwerin.

Brunswick : the *Kreisdirektionen* and the Brunswick *Polizeipräsidium.*

Oldenburg : the *Stadt—ämter* and Municipal Councils of towns of the first category, the *Regierung* at Eutin, and the Town Council of that place, the *Regierung* at Birkenfeld.

Anhalt : the *Regierung*, Department of the Interior, Dessau.

Bremen : the Bremen Police Headquarters (for the Port of Bremerhaven, the *Stadtamt*).

Lippe : the Lippe *Regierung* at Detmold.

Lübeck : l'office urbain et rural de Lübeck.
Mecklembourg-Strelitz : le ministère de Neustrelitz, département de l'intérieur.
Schaumburg-Lippe : le gouvernement du pays à Bückeburg.

Ad. Article 3. — Sont considérés, en Allemagne, comme titres d'identité valables motivant l'obligation de recevoir les intéressés sans échange préalable de correspondance :

Un acte d'origine valable ;
Un passeport valable (passeport national, à l'exclusion des passeports pour étrangers).

Ad. Article 5. — Les localités frontières ci-après sont qualifiées en Allemagne pour recevoir les personnes rapatriées :

a) A la frontière austro-allemande :

1° Lindau (Office de district de Lindau, bureau de police frontière de Lindau).

2° Kufstein (Office de district de Rosenheim, bureau de police frontière de Kufstein).

3° Salzbourg (Office de district de Laufen, bureau de police frontière de Salzbourg).

4° Passau (Office de district de Passau, bureau de police frontière de Passau).

5° Mittenwald (Office de district de Garmisch, poste de gendarmerie de Mittenwald).

6° Simbach (Office de district de Pfarrkirchen, poste de gendarmerie de Simbach).

— Ces deux derniers lieux seulement pour recevoir les personnes rapatriées à l'intérieur de la zone frontière.

b) A la frontière germano-tchécoslovaque :

1° Bodenbach-Tetschen (commissariat de gendarmerie frontière).

2° Ratibor (administration de la police de Ratibor).

Il appartiendra aux autorités compétentes des deux parties de s'entendre sur les autres règles à observer lors de la remise des intéressés, notamment sur les heures de réception et de remise.

Ad. Article 9. — La désignation de personnes chargées d'accompagner les transports à travers l'Allemagne ne pourra être requise qu'en vue d'une surveillance de police et de sûreté et non pour prendre soin des intéressés (cf. les catégories de personnes mentionnées à l'article 3, paragraphe 2). Dans ce dernier cas et à moins que les autorités allemandes ne se déclarent d'avance disposées à fournir le personnel nécessaire, il appartiendra aux autorités autrichiennes de prendre toutes dispositions utiles à cet effet.

Je saisis cette occasion, etc.

VON BÜLOW.

A Monsieur Meindl,
Conseiller de Légation,
Chargé d'Affaires de la République d'Autriche.

Lübeck : the *Stadtamt* and *Landamt* at Lubeck.
Mecklenburg-Strelitz : the *Ministerium* at Neu-Strelitz, Department of the Interior.
Schaumburg-Lippe : the *Landesregierung* at Bückeburg.

Ad Article 3. — The following shall be regarded in Germany as valid identity documents establishing the obligation to receive deported persons without previous exchange of correspondence:

A valid certificate of origin,
A valid passport (national passport, not foreign passport).

Ad Article 5. — The frontier points for the reception of persons to be deported shall be in Germany :

(a) On the German-Austrian frontier :

(1) Lindau (*Bezirksamt* Lindau, Frontier police station, Lindau).
(2) Kufstein (*Bezirksamt* Rosenheim, Frontier police station, Kufstein).
(3) Salzburg (*Bezirksamt* Laufen, Frontier police station, Salzburg).
(4) Passau (*Bezirksamt* Passau, Frontier police station, Passau).
(5) Mittenwald (*Bezirksamt* Garmisch, *Gendarmerie station*, Mittenwald).
(6) Simbach (*Bezirksamt* Pfarrkirchen, *Gendarmerie station*, Simbach).

—The last two points being only for the reception of persons repatriated within the frontier zone ;

(b) On the German-Czechoslovak frontier :

(1) Bodenbach-Tetschen (*Gendarmerie frontier commissariat*, Bodenbach-Tetschen)
(2) Ratibor (*Polizeiverwaltung*, Ratibor).

It shall be the duty of the competent authorities of both Parties to agree upon the remaining rules to be observed in receiving repatriated persons, particularly as regards the hours to be fixed for reception and transfer.

Ad Article 9. — The provision of an escort for the journey across Germany may only be demanded for police custody purposes and not for purposes of individual attention (cf. the categories of persons mentioned in Article 3, paragraph 2). In the latter case, and unless the German authorities declare beforehand their readiness to provide the requisite escort, the Austrian authorities must make the necessary arrangements.

I have the honour, etc.

VON BÜLOW.

M. Meindl,
Counsellor of Legation,
Austrian Chargé d'Affaires.

N° 3148.

FRANCE ET ITALIE

Convention relative à la délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille avec annexes. Signée à Paris, le 8 juillet 1930.

FRANCE AND ITALY

Convention regarding the Delimitation of the Frontier on the Railway Line Coni-Vintimille with Annexes. Signed at Paris, July 8, 1930.

N° 3148. — CONVENTION [1] ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE, RELATIVE A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE SUR LA LIGNE CONI-VINTIMILLE. SIGNÉE A PARIS, LE 8 JUILLET 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1933.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 14, 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ayant reconnu l'utilité d'une vérification de la frontière franco-italienne, sur la ligne du chemin de fer Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin et sur le viaduc du Riou, ont résolu de consacrer par une convention les résultats de ces travaux.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le comte MANZONI, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, près le Président de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Sont approuvés :

1° Le rapport de la Commission internationale chargée de la vérification de la frontière franco-italienne sur la ligne de Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin et

[1] Entré en vigueur le 26 octobre 1932.

[1] Came into force October 26, 1932.

sur le viaduc du Riou, signé le 27 juillet 1929 à Breil (France) et dont les copies sont ci-annexées.

2° Les plans joints audit rapport du 27 juillet 1929, et dont les copies sont ci-annexées.

3° Les cessions réciproques de territoires telles qu'elles ont été arrêtées de commun accord par les délégués des deux pays dans le rapport précité.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 juillet 1930.

(Signé) A. BRIAND.
(Signé) G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

Le ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

Per copia conforme :

p. il Ministro degli Affari esteri
Suvich.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE SUR LA LIGNE CONI-VINTIMILLE

PROCÈS-VERBAL

DES TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR LA COMMISSION LES 25 ET 26 JUILLET 1930.

Textes officiels français et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce procès-verbal a eu lieu le 14 *février* 1933.

I. Réunion de la commission a Breil.

Le 25 juillet 1929, conformément aux instructions de leurs gouvernements respectifs, se sont réunis à Breil, les membres de la Commission franco-italienne de délimitation, chargée de repérer le tracé de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin (frontière nord) et sur le viaduc du Riou (frontière sud).

La délégation italienne comprenait :

1° M. le colonel Gerbino-Promis Pierre, commandant le premier régiment alpin, président, délégué du Ministère de la Guerre ;

2° M. Galli Ugo, ingénieur, délégué du Ministère des Travaux publics ;

3° M. Carmine Michelangelo, ingénieur, délégué du Ministère des Communications ;

4° M. Ciuti, lieutenant topographe de l'Institut géographique militaire.

La délégation française comprenait :

1° M. le lieutenant-colonel de Fontanges Géraud, du Service géographique de l'Armée, président de la délégation française ;

2° M. Augier Adolphe, ingénieur des Travaux publics de l'Etat, attaché au contrôle de la construction de la Compagnie P. L. M. (désigné par le Ministère des Travaux publics pour remplacer M. Israel Albert, en congé régulier ;

3° Le commandant Mathieu Georges, du Service géographique de l'Armée.

Après avoir vérifié leurs pouvoirs et précisé le but de la réunion de la commission, les chefs des deux délégations ont décidé de commencer le jour même les opérations à effectuer au viaduc du Riou.

II. Opérations au viaduc du Riou (25 juillet).

En cet endroit, la voie ferrée côtoie la route nationale de Breil à Vintimille ; la frontière est signalée sur cette route par une ancienne borne, conservée par la Commission d'abornement de 1926-1927 sous le N° 112-1.

L'ancien lit du ruisseau du Riou ne pouvant être exactement délimité sous le viaduc par suite des travaux exécutés lors de la construction de cet ouvrage, les présidents des deux délégations, après avis des membres de leurs délégations, décidèrent de définir la frontière en ce point par le plan perpendiculaire à la route et à la voie ferrée passant par la borne 112-1 (il est bien entendu qu'à

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

COMMISSIONE PER LA DELIMITAZIONE DELLA FRONTIERA FRANCO-ITALIANA SULLA LINEA CUNEO-VENTIMIGLIA.

PROCESSO VERBALE

DEI LAVORI ESEGUITI DALLA COMMISSIONE IL 25 E 26 LUGLIO 1929.

French and Italian official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Procès-Verbal took place February 14, 1933.

I. RIUNIONE DELLA COMMISSIONE A BREGLIO.

Il 25 luglio 1929, in conformità degli orditi dei rispettivi Governi si sono riuniti a Breglio i membri della Commissione franco italiana incaricata di individuare il confine sulla linea ferroviaria Cuneo-Ventimiglia in corrispondenza del Rio Paganin (frontiera nord) e sul viadotto del Rio (frontiera sud).

La Delegazione Italiana era composta dal :

Colonnello GERBINO-PROMIS Cav. Pietro, Comandante il primo Reggimento Alpini, Delegato del Ministero della Guerra, Presidente.

Ingegnere GALLI Ugo, Delegato del Ministero dei Lavori Pubblici.

Ingegnere CARMINA Comm. Michelangelo, Delegato del Ministero delle Comunicazioni.

Tenente signor CIUTI, Topografo dell'Istituto Geografico militare.

La Delegazione francese era composta dal :

Tenente Colonnello DE FONTANGES Geraud, del Servizio Geografico dell'Esercito, Presidente.

Signor AUGIER Adolfo, Ingegnere dei Lavori Pubblici dello Stato, incaricato del controllo delle costruzioni della compagnia P. L. M. incaricato dal Ministero dei Lavori Pubblici di sostituire il sig. ISRAEL Alberto in regolare congedo.

Comandante MATHIEU Giorgio, del Servizio Geografico dell'Esercito.

Dopo aver verificato i rispettivi poteri e precisato lo scopo della riunione della Commissione i capi delle due Delegazioni hanno deciso di iniziare il giorno stesso le operazioni al viadotto sul Rio.

II. OPERAZIONI AL VIADOTTO SUL RIO (25 luglio).

In questa località la ferrovia costeggia la strada nazionale Breglio-Ventimiglia ; il confine è individuato su detta strada con un vecchio cippo mantenuto dalla Commissione di confinazione 1926-1927 col numero 112-1.

I Presidenti delle due Delegazioni, constatato che il vecchio letto del Rio non poteva essere, sotto il viadotto, esattamente delimitato per i lavori eseguiti durante la costruzione dell'opera, sentiti i membri delle rispettive Delegazioni, hanno deciso di segnare il confine con un piano perpendicolare alla strada ed alla ferrovia passante per il cippo 112-1.

partir du front ouest du viaduc la frontière reste définie par le lit du ruisseau du Riou) description de la frontière entre les bornes 112 et 113 établie le 1er octobre 1927 par la Commission franco-italienne d'abornement).

Le tracé de la ligne frontière sur le viaduc a été matérialisé par deux traits gravés sur les deux plinthes du pont ; de part et d'autre de chaque trait, ont été gravées les lettres F et I. (Voir croquis annexe N° 1.)

III. Opérations au ravin de Paganin (26 juillet).

La commission disposait pour l'étude sur le terrain de cette région de deux documents :

Plan de construction des Chemins de fer italiens (au 1/200) ;

Plan de construction des Chemins de fer du P. L. M. (au 1/1000) ;

Ces deux documents étant parfaitement d'accord aussi bien pour le terrain même que pour le tracé de la ligne frontière, la commission a pris pour base de ses travaux, le plan italien à plus grande échelle.

Avant la réunion de la commission, le lieutenant Ciuti membre de la délégation italienne, avait jalonné sur le terrain au moyen de mesures topographiques précises le tracé de la ligne frontière correspondant à l'ancien lit du ruisseau de Paganin ; ces mesures avaient pour la plus grande partie été vérifiées par M. Puisillieux, chef de section de la construction de la ligne Nice-Coni (Compagnie P. L. M.).

La délégation française ayant elle-même procédé aux vérifications utiles, a décidé d'homologuer les opérations topographiques effectuées.

Deux bornes ont été construites pour définir la frontière dans sa première partie, en amont de la borne 107 ; l'abornement n'a pas été poursuivi pour la raison suivante :

La ligne de l'ancienne frontière de part et d'autre de la voie ferrée suit un tracé irrégulier ne tenant compte ni des sentiers ni des constructions actuels ; le maintien de ce tracé pourrait être de nature à créer incidents entre les ressortissants des deux gouvernements.

La délégation italienne a donc proposé d'apporter au tracé actuel des corrections de détail évitant l'inconvénient signalé ci-dessus ; le tracé proposé est indiqué exactement sur le calque joint au présent procès-verbal (annexe 2).

Il résulte de l'examen de ce traité que les superficies gagnées et perdues par chaque nation sont équivalentes (126 M. 2) le terrain correspondant est du reste sans valeur.

La délégation française, après étude de la question sur le terrain, a reconnu que la proposition de la délégation italienne était logique et paraissait avantageuse pour les deux nations puisqu'elle favorisait pour l'une comme pour l'autre l'accès indépendant sur la partie de la ligne qui lui appartient : la commission est donc d'accord pour proposer cette solution à l'approbation des deux gouvernements.

Au cas où cette solution serait adoptée, il y aurait lieu de compléter l'abornement par l'établissement de signes démarcatifs aux points A. I. et L. (ces deux derniers points sur le couronnement du ponceau de Paganin suivant l'axe de ce ponceau) G. H. E. La description générale du tracé de la frontière et les croquis des signes démarcatifs seraient établis par la Commission lorsque seront terminées les opérations d'abornement, conformément au tracé définitivement adopté.

IV. Procès-verbal des opérations de la commission (26 juillet).

La commission s'est réunie le 26 juillet à Fontan pour rédiger le présent procès-verbal auquel sont jointes les pièces annexes suivantes :

1° Croquis du signe démarcatif du viaduc du Riou ;

2° Calque au 1/200 du tracé de la ligne Coni-Vintimille dans la région du ruisseau de Paganin ; sur ce calque est porté en A, B, C, D, E, le tracé de la ligne frontière actuelle et en A, F, I, L, G, H, E, celui de la nouvelle ligne proposée par la commission.

Resta però inteso che a partire dalla fronte ovest del viadotto la linea di confine è determinata dal letto del Rio (descrizione del confine per i cippi 112 e 113 stabilita il 1 ottobre 1927 dalla Commissione franco-italiana di delimitazione).

Il confine sul viadotto, è stato materialmente indicato con due linee incise sui due coronamenti in pietra da taglio del manufatto. Da una parte e dall'altra di queste linee sono state incise le lettere F e I come risulta dallo schizzo annesso (allegato 1).

III. Operazioni al Rio Paganin (26 luglio).

Per lo studio sul terreno in tetta località la Commissione disponeva di due documenti : piano delle costruzioni delle FF. SS Italiane (1/200), piano delle Costruzioni delle ferrovie P. L. M. (1/1000). Poichè i due documenti risultavano perfettamente rispondenti in tutte le loro parti, la Commissione ha preso per base dei lavori il piano italiano perchè a maggiore scala.

Prima della riunione della Commissione il Tenente signor Ciuti, membro della Delegazione Italiana, aveva picchettato sul terreno, mediante misure topografiche precise, il confine corrispondente al vecchio andamento del Rio Paganin.

Queste misure sono state verificate in massima parte dal signor Puisillieux Capo Sezione delle Costruzioni della Linea Nizza-Cuneo (Compagnia P. L. M.) e trovate precise. La Delegazione Francese, dopo aver proseguito alle opportune verifiche, ha deciso di convalidare le operazioni topografiche compiute.

Sono stati costruiti due cippi per individuare la linea di frontiera, in questa prima parte, a monte del cippo n. 107.

Il collocamento degli altri cippi non è stato compiuto per le seguenti ragioni :

Il tracciato del vecchio confine segue, a monte ed a valle della ferrovia, un andamento irregolare che non tiene conto nè dei sentieri nè delle costruzioni attuali, ed il conservarlo potrebbe dar motivo a incidenti tra i dipendenti dei due Stati.

La Delegazione Italiana ha quindi proposto di apportare all'attuale tracciato una correzione di dettaglio al fine di evitare l'inconveniente segnalato. Il tracciato proposto esattamente indicato nel processo verbale) allegato 2). Dall'esame di questo tracciato è risultato chela superficie acquistata e ceduta da ognuna delle due nazioni è equivalente (126 mp). D'altra parte il terreno di permuta non ha alcun valore.

La Delegazione francese, dopo lo studio della questione sul terreno, ha riconosciuto che la proposta della Delegazione italiana era logica ed anche vantaggiosa per entrambe le nazioni perchè favoriva tanto per l'una quanto per l'altra parte l'accesso indipendente al proprio tratto di ferrovia. La Commissione di pieno accordo, ha deciso di sottoporre questa soluzione all'approvazione dei due Governi.

Se la proposta in oggetto verrà approvatao ccorrerà completare la posa dei cippi per stabilire il confine nei punti A. I. L. (questi due ultimi punti sono situati sul coronamento del ponticello del Paganin in corrispondenza dell'asse del ponticello stesso) G. H. E. La descrizione generale della linea di frontiera e gli schizzi dei segnali di confine verranno eseguiti dalla Commissione appena ultimate le operazioni di confinazione secondo il tracciato definitivamente adottato.

IV. Processo verbale delle operazioni della Commissione (26 luglio).

La Commissione si è riunita il 26 luglio a Fontan per redigere il processo verbale al quale sono stati annessi i seguenti disegni :

1. Schizzo dei segnali di confine apposti sul viadotto del Rio ;

2. Lucido al 1/200 del tracciato della linea Cuneo-Ventimiglia Regione Paganin, sul quale è riportato il vecchio confine (A. B. C. D. E.) ed il nuovo (A. F. I. L. G. H. E.) proposto dalla Commissione.

Le présent procès-verbal a été rédigé en français et traduit ensuite en italien ; il en a été tiré quatre exemplaires en chaque langue — deux pour chaque nation — numérotés et signés par les chefs et les membres des deux délégations.

Le présent procès-verbal a été signé à Breil, le 27 juillet 1929.

La Délégation française :

DE FONTANGES.
AUGIER.
MATHIEU.

La Délégation italienne :

Col. GERBINO-PROMIS.
Ugo GALLI.
M. CARMINA.
Renato CIUTI.

Copie certifiée conforme :

C. Chauvenat.

Il presente processo verbale viene redatto in francese e tradotto in italiano in quattro esemplari due per ciascuna nazione, numerati e firmati dai Capi e dai membri delle due Delegazioni.

Il presente processo verbale è stato firmato a Breglio il 27 luglio 1929.

La Delegazione italiana :

Col. GERBINO-PROMIS
Ugo GALLI.
M. CARMINA.
Renato CIUTI.

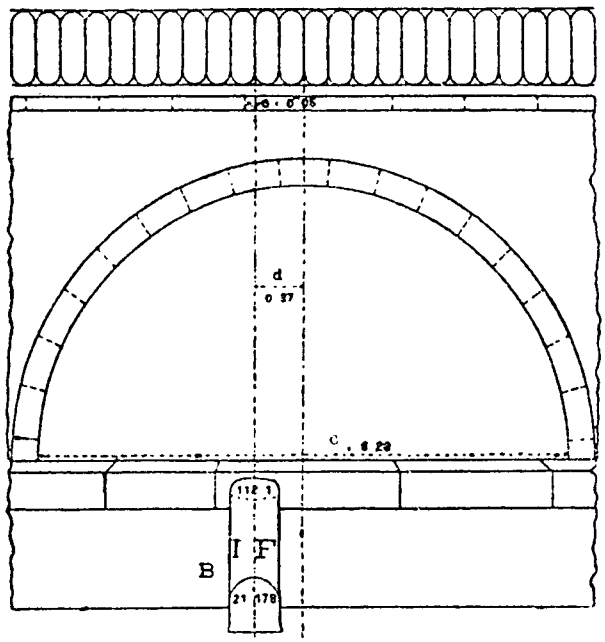
La Delegazione francese :

DE FONTANGES
AUGIER.
MATHIEU.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE
SUR LA LIGNE CONI-VINTIMILLE

PROCÈS-VERBAL DES TRAVAUX EXÉCUTÉS LES 25 ET 26 JUILLET 1929.

ANNEXE I
CROQUIS DU VIADUC DU RIO

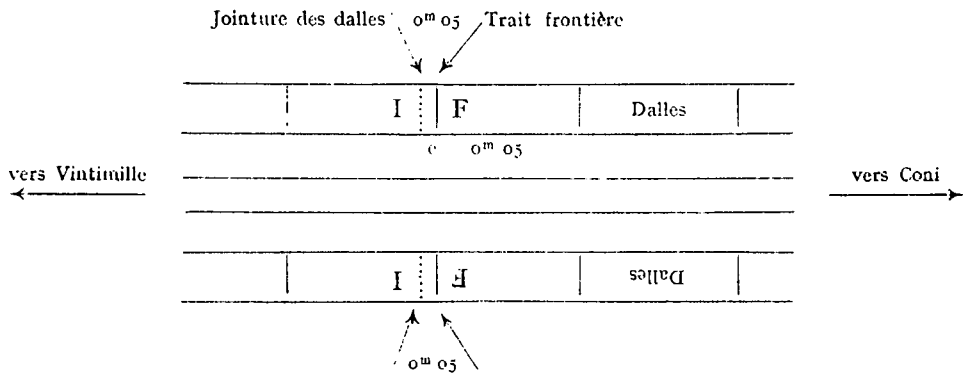


e — intervalle entre le trait frontière et la jointure voisine des dalles.

d — distance de l'axe transversal du viaduc au plan vertical définissant la ligne frontière sur le viaduc.

c — ouverture de l'arche du viaduc.

B — Borne frontière 112-1.



BREIL, le 27 juillet 1929.

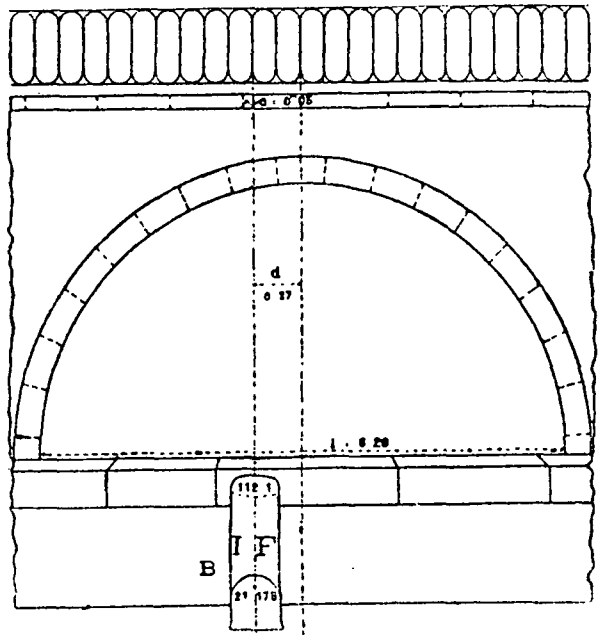
Le Lt Colonel de Fontanges,
Président de la délégation française :
(Signé) G. DE FONTANGES.

Le Colonel Gerbino Promis,
Président de la délégation italienne :
(Signé) GERBINO PROMIS.

COMMISSIONE PER LA DELIMITAZIONE DELLA FRONTIERA FRANCO-ITALIANA. DELLA LINEA CUNEO-VENTIMIGLIA.

PROCESSO VERBALE DEI LAVORI ESEGUITI IL 25 E 26 LUGLIO 1929-VII.

ALLEGATO I.
SCHIZZO DEL VIADOTTO DEL RIO

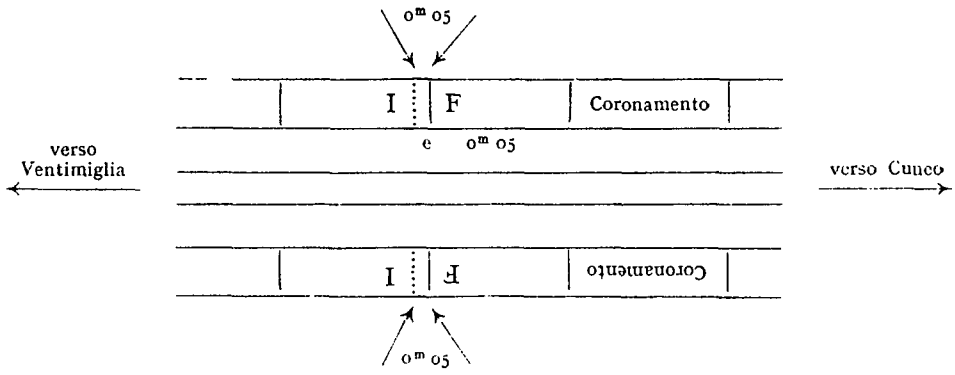


e distanza fra la traccia di frontiera ed il giunto vicino del coronamento.

d distanza dell'asse trasversale del viadotto dal piano verticale passante per il cippo di confine del viadotto.

l luce dell'arcata del viadotto.

B cippo di confine 112-1.



BREGLIO, 27 Luglio 1929-VII.

Il Ten. Colonnello de Fontanges,
Presidente della delegazione Francese,

Firmato : G. DE FONTANGÈS.

Il Colonnello Gerbino Promis,
Presidente della delagazione Italiana,

Firmato : GERBINO PROMIS.

No. 3148

BREIL, *le 27 juillet* 1929.

Le Lt Colonel de Fontanges,
Président de la délégation française :
(Signé) G. DE FONTANGES.

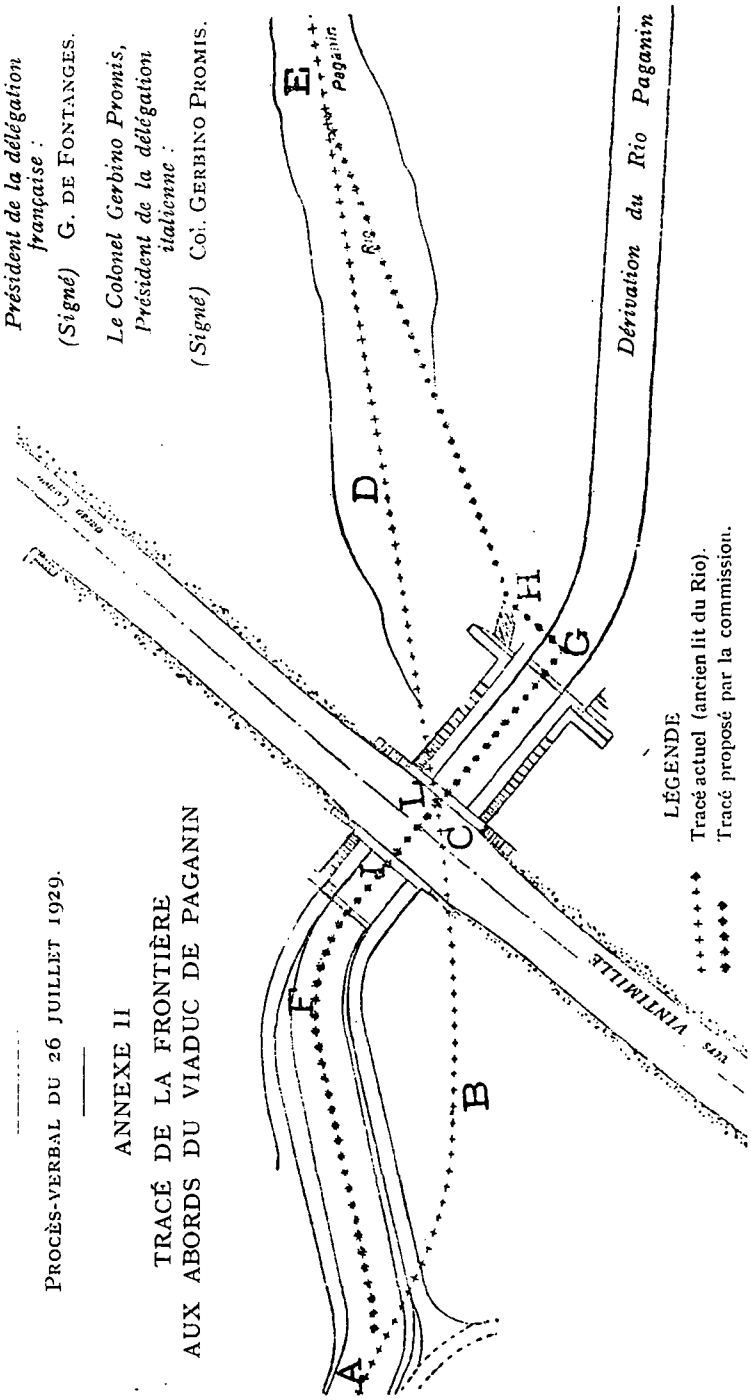
Le Colonel Gerbino Promis,
Président de la délégation italienne :
(Signé) Col. GERBINO PROMIS.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DE LA LIGNE CONI-VINTIMILLE

PROCÈS-VERBAL DU 26 JUILLET 1929.

ANNEXE II

TRACÉ DE LA FRONTIÈRE AUX ABORDS DU VIADUC DE PAGANIN



BREGLIO,
25 e 26 *Luglio* 1929-VII.

Il Colonnello Gerbino Promis,
Presidente della delegazione
Italiana,
(Firmato) GERBINO PROMIS.

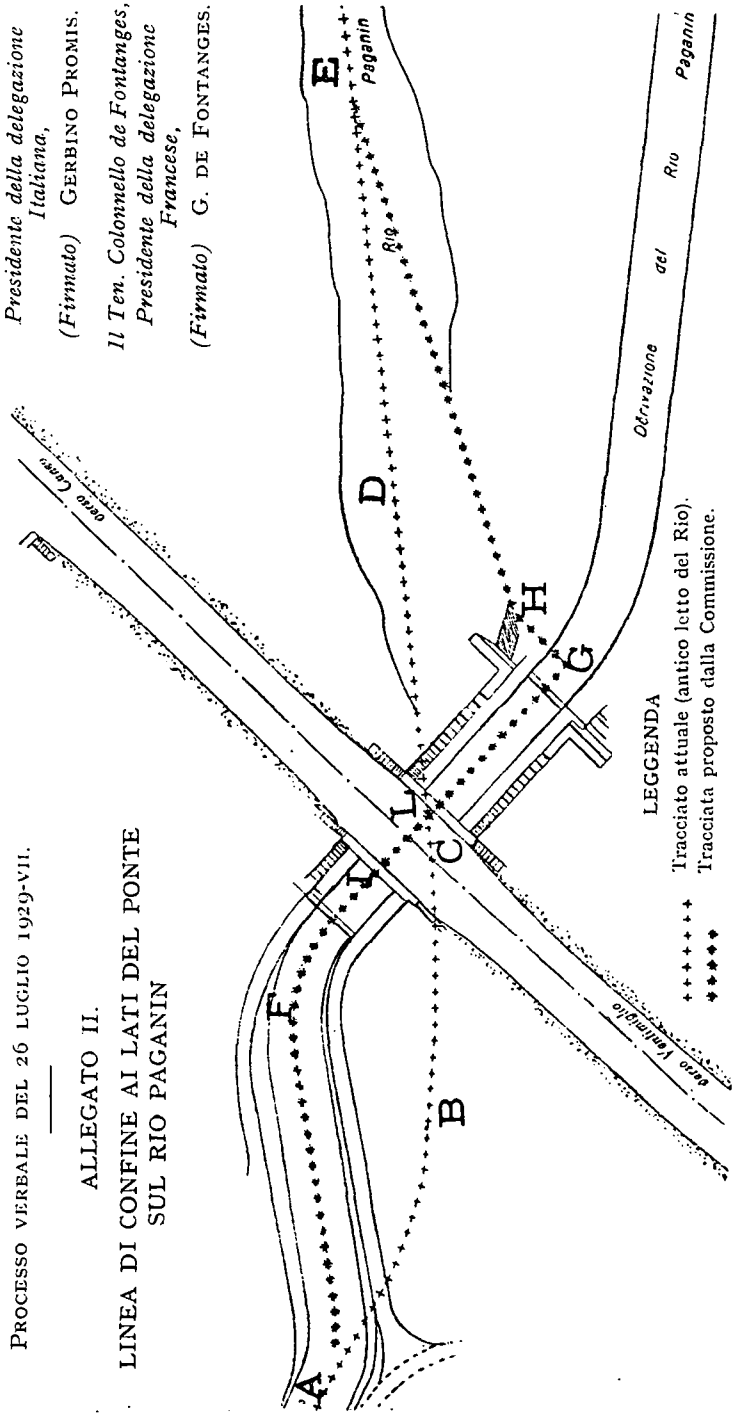
Il Ten. Colonnello de Fontanges,
Presidente della delegazione
Francese,
(Firmato) G. DE FONTANGES.

COMMISSIONE PER LA DELIMITAZIONE
DELLA LINEA CUNEO-VENTIMIGLIA

PROCESSO VERBALE DEL 26 LUGLIO 1929-VII.

ALLEGATO II.

LINEA DI CONFINE AI LATI DEL PONTE
SUL RIO PAGANIN



[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3148. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND ITALY, REGARDING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER ON THE RAILWAY LINE CONI-VINTIMILLE. SIGNED AT PARIS JULY 8, 1930.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, having recognised the desirability of a new survey of the Franco-Italian frontier along the Coni-Vintimille railway line, in the vicinity of the Paganin brook and on the Riou Viaduct, have decided to embody the results of these investigations in a Convention.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs,

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Count MANZONI, His Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the President of the French Republic,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. The report of the International Commission entrusted with the new survey of the Franco-Italian frontier along the Coni-Vintimille line in the vicinity of the Paganin brook and on the Riou Viaduct, signed at Breil (France) on July 27, 1929, copies of which are annexed hereto ;

2. The charts appended to the aforesaid report of July 27, 1929, copies of which are annexed hereto ;

3. The reciprocal cessions of territory as agreed on mutually between the delegates of the two countries in the aforesaid report

are hereby approved.

Article 2.

The present Convention shall be ratified and ratifications exchanged in Paris as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, July 8, 1930.

(Signed) A. BRIAND.
(Signed) G. MANZONI.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

DELIMITATION COMMISSION FOR THE FRANCO-ITALIAN FRONTIER ON THE CONI-VINTIMIGLIA LINE.

PROCÈS-VERBAL

OF THE WORK CARRIED OUT BY THE COMMISSION ON JULY 25 AND 26, 1930.

I. MEETING OF THE COMMISSION AT BREIL.

On July 25, 1929, in accordance with the instructions of their respective Governments the members of the Franco-Italian Delimitation Commission appointed to trace the frontier line on the Coni-Ventimiglia railway in the neighbourhood of the Paganin brook (northern frontier) and on the Riou Viaduct (southern frontier) met at Breil.

The Italian delegation consisted of :

1. Colonel GERBINO-PROMIS Pierre, commanding the first Alpine regiment, President, representing the Ministry of War ;
2. M. GALLI Ugo, Engineer, representing the Ministry of Public Works ;
3. M. CARMINE Michelangelo, Engineer, representing the Ministry of Communications ;
4. M. CIUTI, Lieutenant in the Topographical Service of the Military Geographical Institute.

The French delegation consisted of :

1. Lieutenant-Colonel DE FONTANGES Géraud, of the Army Geographical Service, President of the French Delegation ;
2. M. AUGIER Adolphe, Engineer of the State Public Works Service attached to the Construction Supervision Service of the P. L. M. Company (appointed by the Ministry of Public Works to replace M. ISRAEL Albert, who is on ordinary leave) ;
3. Major MATHIEU (Georges) of the Army Geographical Service.

After verifying their powers and defining the object of the meeting of the Commission, the heads of the two delegations decided to begin their work at the Riou Viaduct, on the same day.

II. OPERATIONS AT THE RIOU VIADUCT (July 25).

At this place the railway line runs alongside the national road from Breil to Ventimiglia ; the frontier is marked on this road by an old boundary-stone which was retained by the Frontier Marking Commission of 1926-7 as No. 112-1.

Since the former bed of the Riou brook cannot be accurately traced under the viaduct by reason of the works carried out when the viaduct was built, the Presidents of the two delegations, after consulting the members of their delegations, decided to define the frontier at this point by the plane perpendicular to the road and to the railway line passing through boundary-stone 112-1 (it is quite understood that as from the western front of the viaduct the frontier remains defined by the bed of the Riou brook) (description of the frontier between boundary-stones 112 and 113 which was fixed on October 1st, 1927, by the Franco-Italian Frontier Marking Commission).

The position of the frontier on the viaduct has been shown by two lines engraved on the two plinths of the bridge ; on either side of each line the letters F and I have been engraved (see sketch Annex I).

III. OPERATIONS IN THE PAGANIN RAVINE (July 26).

For purposes of investigation of the ground in this neighbourhood, the Commission had two documents at its disposal :

Construction plans of the Italian railways (scale 1/200) ;
Construction plans of the P. L. M. railway (scale 1/1000) ;

Since these two documents were in full agreement both in respect of the ground itself and as regards the position of the frontier line, the Committee took the larger scale Italian plan as a basis of its work.

Before the Commission met, Lieutenant Ciuti, member of the Italian delegation had traced on the ground by means of exact topographical measurements the frontier line corresponding to the former bed of the Paganin brook. The greater part of these measurements had been verified by M. Puisillieux, chief of Section for the Construction of the Nice-Coni line (P. L. M. Company).

The French delegation, having itself made the necessary verifications, decided to approve the topographical operations which had been carried out.

Two boundary-stones were set up to mark the frontier in its first part upstream from boundary-stone 107 ; the marking out was not continued for the following reason :

> The line of the former frontier on either side of the railway follows an irregular course, and does not take account of existing paths or constructions ; if this outline were kept, incidents might arise between the nationals of the two Governments.

The Italian delegation therefore proposed to correct the present line in certain details so as to avoid the difficulty mentioned above ; the proposed outline is shown exactly on the tracing attached to the present procès-verbal (annex 2).

It follows from the examination of this line that the areas gained and lost by each nation are the same (126 sq. metres) and in any case this land is without any value.

The French delegation, after considering the question on the ground, recognised that the Italian delegation proposal was a logical one and would seem to be to the advantage of the two nations since in both cases it made independent access to the part of the land belonging to them easier ; the Commission therefore agreed to propose this solution for approval by the two Governments.

Should this solution be adopted, the marking of the frontier should be completed by setting up signs of demarcation at points A. I and L (these last 2 points are on the crown of the culvert of Paganin following the axis of the said culvert) G. H. E. The general description of the frontier line and the sketches of the signs of demarcation will be prepared by the Commission when the operations of marking out the frontier have been completed in accordance with the line which is finally adopted.

IV. Procès-Verbal of the Commissions' operations (July 26).

The Commission met on July 26 at Fontan to draw up the present procès-verbal to which the following documents are attached as annexes :

1. Sketch of the demarcation sign on the Riou viaduct ;
2. Tracing on a scale of 1/200 of the Coni-Ventimiglia line in the neighbourhood of the Paganin brook ; on this tracing the present frontier line is shown as A, B, C, D, E, and the new line proposed by the Commission as A, F, I, L, G, H, E.

The present procès-verbal has been drawn up in French and then translated into Italian ; four copies have been prepared in each language, two for each nation, which have been numbered and signed by the heads and members of the two delegations.

The present Procès-Verbal was signed at Breil on July 27, 1929.

de Fontanges.
Augier
Mathieu.
For the French delegation.

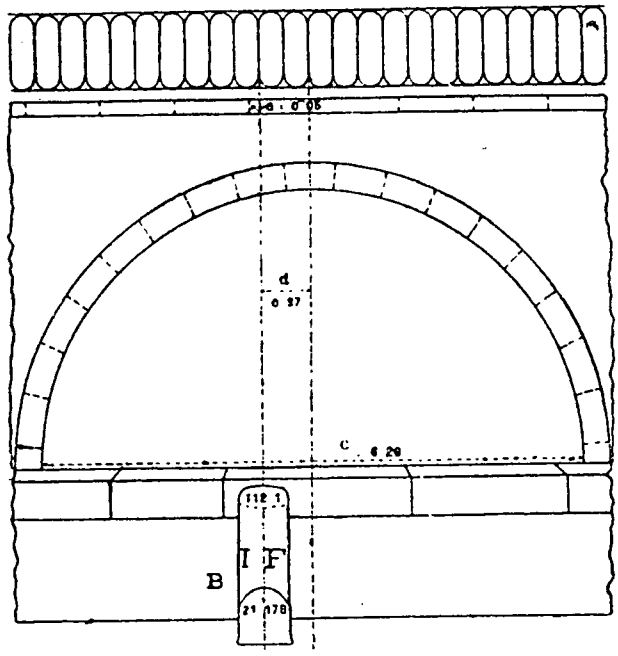
Colonel Gerbino-Promis.
Ugo Galli.
M. Carmina.
Renato Ciuti.
For the Italian delegation.

DELIMITATION COMMISSION FOR THE FRANCO-ITALIAN FRONTIER ON THE CONI-VINTIMILLE LINE.

PROCÈS-VERBAL OF THE WORK CARRIED OUT BY THE COMMISSION ON JULY 25 AND 26, 1929.

ANNEX 1.

SKETCH OF THE RIOU VIADUCT.

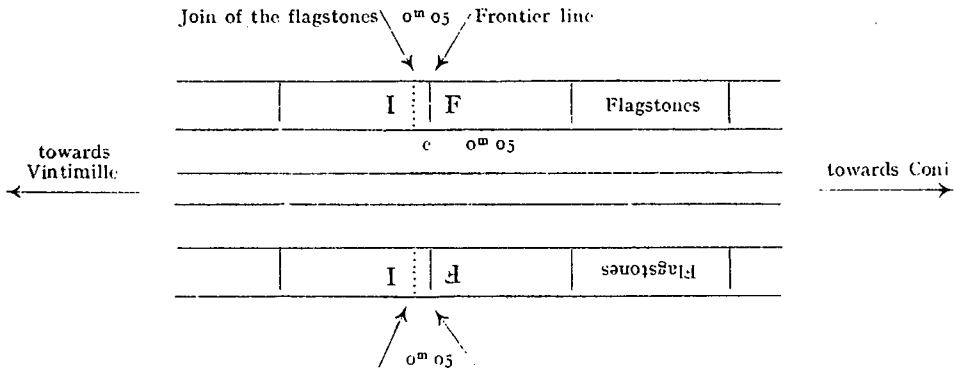


e — interval between the frontier line and the neighbouring flagstone joint.

d —— distance from the transversal axis of the viaduct to the vertical plane defining the frontier line on the viaduct.

c - opening of the arch of the viaduct.

B - Boundary-stone 112-1.



BREIL, *July* 27, 1929.

Lt-Colonel de Fontanges,
President of the French Delegation,
(Signed) G. de FONTANGES.

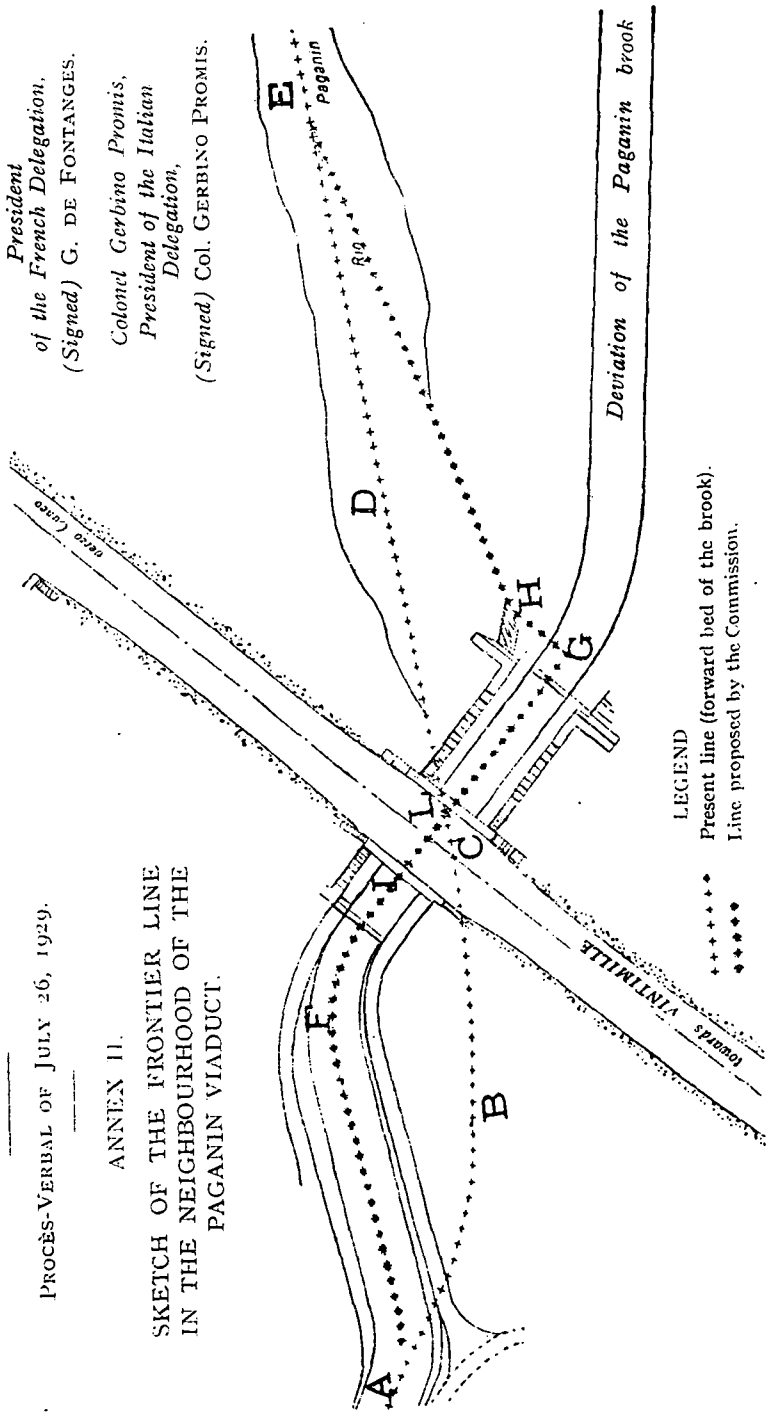
Colonel Gerbino Promis,
President of the Italian Delegation.
(Signed) GERBINO PROMIS.

DELIMITATION COMMISSION
FOR THE CONI-VENTIMILLE LINE.

PROCÈS-VERBAL OF JULY 26, 1929.

ANNEX II.

SKETCH OF THE FRONTIER LINE
IN THE NEIGHBOURHOOD OF THE
PAGANIN VIADUCT.



BREIL, *July 27th*, 1929.

Lt-Colonel de Fontanges,
President
of the French Delegation,
(Signed) G. DE FONTANGES.

Colonel Gerbino Promis,
President of the Italian
Delegation,
(Signed) Col. GERBINO PROMIS.

N° 3149.

BELGIQUE ET ESPAGNE

Convention générale de navigation aérienne. Signée à Madrid, le 27 février 1932.

BELGIUM AND SPAIN

General Convention on Air Navigation. Signed at Madrid, February 27, 1932.

N° 3149. — CONVENTION[1] GÉNÉRALE DE NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LA BELGIQUE ET L'ESPAGNE. SIGNÉE A MADRID, LE 27 FÉVRIER 1932.

Textes officiels français et espagnol, communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 février 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, animés du désir de faciliter le développement par l'air des communications entre la Belgique et l'Espagne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence le baron DE BORCHGRAVE ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence Luis DE ZULUETA Y ESCOLANO ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes d'une ligne aérienne régulière passant au-dessus du territoire de l'autre Haute Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à la conclusion d'arrangements spéciaux entre les deux Etats. Ces arrangements spéciaux pourront préciser les conditions d'application de la présente convention générale et, éventuellement, les extensions apportées à certaines de ses dispositions.

Pour le fonctionnement des lignes aériennes ainsi autorisées, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

Au sens de la présente convention, le « territoire » signifie les territoires métropolitains et coloniaux, ainsi que les territoires à mandat et de protectorat, y compris les eaux territoriales.

Par aéronefs, on comprend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 9 janvier 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3149. — CONVENIO[1] GENERAL DE NAVEGACIÓN AÉREA ENTRE BÉLGICA Y ESPAÑA. FIRMADO EN MADRID, EL 27 DE FEBRERO DE 1932.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 17, 1933.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA, animados del deseo de facilitar el desarrollo por el aire de las comunicaciones entre Bélgica y España, han resuelto celebrar un convenio a este efecto y nombrado como Plenipotenciarios suyos, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

al excelentísimo señor Barón DE BORCHGRAVE ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA :

al excelentísimo señor Don Luis DE ZULUETA Y ESCOLANO ;

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido los artículos siguientes :

Artículo 1º.

Cada una de las Altas Partes contratantes concederá en tiempo de paz a las aeronaves de la otra parte contratante que estén debidamente matriculadas en ella, la libertad de paso por encima de sus territorios con tal que se observen las condiciones del presente convenio.

Queda entendido, sin embargo, que el establecimiento o la explotación, por una empresa súbdita de una de las Altas Partes contratantes, de una línea aérea regular que pase por encima del territorio de la otra Alta Parte contratante (con escala o sin ella) se subordinará a la conclusión de arreglos especiales entre los dos Estados. Estos arreglos especiales podrán precisar las condiciones de aplicación del presente convenio general y eventualmente las ampliaciones introducidas en algunas de sus disposiciones.

Para el funcionamiento de las líneas aéreas así autorizadas, cada una de las Altas Partes contratantes concederá a la otra el trato de la nación más favorecida.

A los efectos del presente Convenio el « territorio » significa los territorios metropolitanos y coloniales así como los territorios de mandato y de protectorado, con inclusión de las aguas territoriales.

Por aeronaves se comprenden las aeronaves privadas y las aeronaves del Estado destinadas exclusivamente a un servicio comercial o postal.

[1] The exchange of ratifications took place at Madrid, January 9, 1933.

Aucun aéronef d'Etat qui ne serait pas affecté exclusivement à un service commercial ou postal par l'une des Hautes Parties contractantes, et, en particulier, aucun aéronef militaire, ne pourra survoler le territoire de l'autre Partie Haute contractante ou y atterrir sans une autorisation spéciale de cette dernière. Pour autant que cette autorisation ne précisera pas de dérogation, les stipulations de la présente convention seront applicables aux aéronefs en question ainsi que toutes réglementations en vigueur à l'époque du vol. Dans le cas où il viendrait à atterrir, l'aéronef jouissant d'une telle autorisation spéciale bénéficierait, en principe, à moins de stipulation contraire, des privilèges habituellement accordés aux bâtiments de guerre étrangers.

Il est notamment précisé que tout aéronef commandé par un militaire commissionné à cet effet est considéré comme aéronef militaire.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage et leurs passagers, leurs bagages et leur charge, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public, au régime des passeports et aux prescriptions sanitaires éventuelles. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Pour le trafic des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux pourront être passés entre les gouvernements des deux pays sur les questions traitées dans le paragraphe précédent.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droits de douane, pourvu que la quantité ne dépasse pas celle nécessaire à l'accomplissement du voyage.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sauf naturellement la réserve de l'usage des droits de souveraineté de chacune des deux Hautes Parties contractantes sur son territoire, quant à l'emploi des aéronefs d'Etat autres que ceux affectés exclusivement à un service commercial ou postal, tels que les aéronefs militaires, les aéronefs de police, ou les aéronefs douaniers. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devrait, en outre, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal spécial réglementaire l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Ninguna aeronave del Estado que no esté destinada exclusivamente a un servicio comercial o postal por una de las Altas Partes contratantes, y, en particular, ninguna aeronave militar, podrá volar sobre el territorio de la otra Alta Parte contratante ni aterrizar en él sin una autorización especial de esta última. En la medida en que dicha autorización no precise excepciones, serán aplicables a las aeronaves de que se trata, las estipulaciones del presente convenio así como todos los reglamentos en vigor en la época del vuelo. En el caso en que llegara a aterrizar, la aeronave que goce de tal autorización especial se beneficiaría en principio, salvo estipulación contraria, de los privilegios concedidos habitualmente a los buques de guerra extranjeros.

Se precisa especialmente que toda aeronave mandada por un militar comisionado al efecto se considerará aeronave militar.

Artículo 2º.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Altas Partes contratantes, sus tripulantes y sus pasajeros, sus equipages y su cargamento, cuando se encuentren en el territorio de la otra Alta Parte contratante, estarán sometidos a las obligaciones resultantes de las disposiciones que estén en vigor en el Estado sobre el cual se vuele, especialmente a las prescripciones relativas a la navegación aérea en general, en tanto se apliquen a todas las aeronaves extranjeras sin distinción de nacionalidad, a los derechos de aduana y otros derechos reglamentarios, a las prohibiciones de exportación e importación, al transporte de personas y mercancías, a la seguridad y al orden público, al régimen de los pasaportes y a las prescripciones sanitarias eventuales. También estarán sometidos a las demás obligaciones resultantes de la legislación general que esté en vigor, salvo que se haya previsto otra cosa en el presente convenio.

Para el tráfico de las líneas aéreas regulares, podrán celebrarse acuerdos especiales entre los Gobiernos de los dos países sobre las cuestiones tratadas en el párrafo precedente.

El transporte comercial de personas y de objetos entre dos puntos cualesquiera del territorio nacional podrá reservarse a las aeronaves nacionales.

El combustible a bordo no estará sujeto a derechos de aduana, siempre que la cantidad no exceda de la necesaria para la realización del viaje.

Artículo 3º.

Las dos Altas Partes contratantes podrán prohibir la navegación aérea sobre ciertas zonas territoriales a reserva de que no se haga ninguna distinción a este respecto entre sus aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado, salvo, naturalmente, la reserva del uso de los derechos de soberanía de cada una de las dos Altas Partes contratantes en su territorio en cuanto al empleo de las aeronaves del Estado que no sean las destinadas exclusivamente a un servicio comercial o postal, tales como las aeronaves militares, las aeronaves de policía o las aeronaves aduaneras. Cada uno de los Estados contratantes deberá hacer conocer al otro Estado las zonas territoriales sobre las cuales estará prohibida la navegación aérea.

Además, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de restringir o de prohibir provisionalmente, en parte o completamente, en circunstancias excepcionales y con efecto inmediato, la navegación aérea sobre su territorio, a condición de que no se haga a este respecto ninguna distinción entre las aeronaves pertenecientes a la otra Parte contratante y las pertenecientes a cualesquiera otros países extranjeros.

Artículo 4º.

Toda aeronave que penetre sobre una zona prohibida estará obligada, en cuanto se percate de ello, a dar la señal de socorro prescrita por el reglamento de la navegación aérea del Estado sobre el cual vuele ; deberá, además, aterrizar o amarar fuera de lo zona prohibida, lo más pronto y lo más cerca posible de uno de los aeródromos de dicho Estado. La misma obligación incumbirá a toda aeronave a la que se hiciera una señal especial reglamentaria que le advirtiera que está volando sobre una zona prohibida.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs, clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats de navigabilité et d'immatriculation et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne, et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci. Il est toutefois précisé que les brevets et licences des équipages ne seront valables que pour la conduite d'aéronefs immatriculés dans le pays qui les aura délivrés ; il ne pourra être dérogé à cette règle que sur une autorisation spéciale des autorités aéronautiques de l'Etat survolé.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes les aéronefs de l'autre Haute Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que pour autant que cela sera permis par les deux Etats contractants. L'emploi de ces appareils sera naturellement soumis à la réglementation en vigueur dans l'Etat survolé au moment où ils seront mis en œuvre. De tels appareils ne devront être utilisés que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relativement à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radiocommunication.

Article 7.

Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni appareils photographiques, si ce n'est avec autorisation de l'Etat dans le domaine aérien duquel l'aéronef se trouvera.

Pour des raisons de sécurité publique, chacune des Hautes Parties contractantes pourra limiter sur le territoire de sa souveraineté le transport d'objets autres que ceux déterminés au premier paragraphe du présent article, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Artículo 5º.

Las aeronaves deberán ir provistas de señales distintivas, claramente visibles y que permitan comprobar su identidad durante el vuelo (marcas de nacionalidad y de matrícula). Llevarán además el nombre y domicilio del propietario.

Las aeronaves deberán ir provistas de certificados de navegabilidad y de matrícula y de todos los demás documentos prescritos para la navegación aérea en su país de origen.

Todos los individuos de la tripulación que ejerzan en la aeronave una actividad sometida en su país de origen a una autorización especial, deberán ir provistos de los documentos prescritos en su país de origen para la navegación aérea y sobre todo de las patentes y licencias reglamentarias.

Los otros miembros de la tripulación deberán ir provistos de documentos que mencionen su ocupación a bordo, su profesión, su identidad y su nacionalidad.

Los certificados de navegabilidad, patentes de aptitud y licencias expedidos o declarados ejecutorios por una de las Altas Partes contratantes para la aeronave o la tripulación serán valederos en el otro Estado con el mismo título que los documentos correspondientes expedidos o declarados ejecutorios por éste. Sin embargo, queda precisado que las patentes y licencias de las tripulaciones no serán válidas sino para la conducción de aeronaves matriculadas en el país que las hubiere expedido ; no podrá establecerse excepción a esta regla sino con una autorización especial de las autoridades aeronáuticas del Estado sobre el cual se vuele.

Cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de negarse a reconocer, para la navegación interior en su territorio, las patentes de aptitud y licencias expedidas a sus súbditos por la otra Parte contratante.

La tripulación y los viajeros, en tanto no se haya convenido otra cosa, deberán ir provistos de los documentos exigibles según las prescripciones en vigor para el tráfico internacional.

Artículo 6º.

En el territorio de una de las Altas Partes contratantes, las aeronaves de la otra Alta Parte contratante no podrán estar provistas de aparatos de radiocomunicación sino en cuanto lo permitan los dos Estados contratantes. El empleo de estos aparatos estará naturalmente sometido a la reglamentación en vigor en el Estado sobre que se vuele en el momento en que sean puestos en acción. Estos aparatos no podrán ser utilizados sino por individuos de la tripulación portadores de una autorización especial expedida al efecto por su Estado de origen.

Por razones de seguridad, los dos Estados contratantes se reservan la facultad de dictar reglamentos sobre la dotación obligatoria de las aeronaves con aparatos de radiocomunicación.

Artículo 7º.

Las aeronaves, sus tripulaciones y los viajeros no podrán llevar ni armas, ni municiones, ni gases nocivos, ni explosivos, ni aparatos fotográficos, si no es con autorización del Estado en cuyo dominio aéreo se encuentre la aeronave.

Por razones de seguridad pública cada una de las Altas Partes contratantes podrá limitar en el territorio de su soberanía el transporte de objetos que no sean los determinados en el primer párrafo del presente artículo, a condición de que no se haga ninguna distinción entre las aeronaves nacionales y las de la otra Alta Parte contratante.

Artículo 8º.

Las aeronaves que transporten viajeros y mercancías deberán ir provistas de una lista con los nombres de los pasajeros, y para las mercancías, de un manifiesto descriptivo de la carga en naturaleza y cantidad, así como de las necesarias declaraciones de aduanas.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Pour les services réguliers des lignes aériennes, des facilités spéciales pourront être convenues par les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes, où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, soit par raison de force majeure, soit dans les cas prévus à l'article 4, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation concernant la navigation aérienne, les questions douanières, le régime des passeports, en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'atterrissage.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes seront franchies entre les points fixés par celui des deux Etats dont elles limitent le territoire.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité, pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Si a la llegada de una aeronave se comprueba una discrepancia entre las mercancías transportadas y los documentos arriba mencionados, las autoridades aduaneras del puerto de llegada deberán ponerse directamente en relación con las autoridades aduaneras competentes del otro Estado contratante.

El transporte de envíos postales se regulará directamente entre las administraciones postales de los dos Estados contratantes por vía de arreglos especiales.

Artículo 9º.

En todos los casos de partida o aterrizaje, cada Estado contratante podrá hacer visitar en su territorio por las autoridades competentes las aeronaves del otro Estado y hacer examinar los certificados y otros documentos prescritos.

Artículo 10º.

Los aeródromos a la disposición de la navegación aérea pública serán accesibles a las aeronaves de los dos Estados. Éstos podrán utilizar igualmente los servicios de informes meteorológicos, de enlaces radioeléctricos, de balizamiento y de señales de dia y de noche. Los impuestos eventuales (impuestos de aterrizaje, de permanencia, etc.) serán los mismos para las aeronaves nacionales y pertenecientes al otro Estado.

Para los servicios regulares de las líneas aéreas los Gobiernos de las Altas Partes contratantes podrán convenir facilidades especiales.

Artículo 11º.

A la entrada y a la salida, las aeronaves con destino a los Estados contratantes o procedentes de ellos sólo podrán dirigirse a un aeródromo abierto a la navegación aérea pública y clasificado como aeródromo aduanero (con servicio de inspección de los pasaportes) y ésto sin aterrizaje intermedio entre la frontera y el aeródromo. En casos especiales las autoridades competentes podrán autorizar la partida o la llegada por otros aeródromos donde se efectuarán las operaciones de despacho de aduanas y la inspección de los pasaportes. La prohibición de aterrizaje intermedio se aplicará igualmente a estos casos especiales.

En caso de aterrizaje forzoso fuera de los aeródromos mencionados en el párrafo primero, ya sea por razón de fuerza mayor, ya en los casos previstos en el artículo cuarto, el comandante de a bordo, la tripulación y los pasajeros deberán sujetarse a la reglamentación concerniente a la navegación aérea, a las cuestiones aduaneras y al régimen de los pasaportes en vigor en el Estado en cuyo territorio se aterriza.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán la lista de los aeródromos abiertos a la navegación aérea pública. Esta lista definirá los que entre ellos estén clasificados como aeródromos aduaneros. Toda modificación hecha en dicha lista y toda restricción, incluso temporal, del derecho de utilizar uno de estos aeródromos, deberán comunicarse inmediatamente a la otra Parte contratante.

Artículo 12º.

Las fronteras de las dos Altas Partes contratantes serán franqueadas entre los puntos fijados por aquel de los dos Estados cuyo territorio limitan.

Desde ahora se prevé que toda zona en la cual una de las Partes contratantes autorice el paso de sus fronteras por sus aeronaves nacionales o aeronaves de otra nacionalidad, podrán utilizarse *ipso facto* para el paso de las aeronaves pertenecientes a la otra Parte contratante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets et des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exige la législation belge ou la législation espagnole pour être considérée comme étant respectivement belge ou espagnole.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre elles, dans le mois qui suivra la ratification de la présente convention, les listes d'inscription sur le registre matricule ; elles échangeront ensuite chaque mois les listes d'inscriptions et de radiations d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

Article 17.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Le régime des sanctions applicables aux aéronefs contrevenant aux règles de la présente convention sera le même que celui prévu dans les règlements édictés par chaque Haute Partie contractante pour ses aéronefs nationaux.

Article 18.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 19.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour réglementer les formalités douanières).

Artículo 13º.

En materia de lastre sólo se podrá arrojar arena fina o agua.

Artículo 14º.

Durante la ruta no se podrán arrojar o abandonar de otra manera, fuera del lastre, más que objetos y materias para las cuales haya concedido una autorización especial el Estado sobre cuyo territorio se proceda a dicha operación.

Artículo 15º.

Para todas las cuestiones de nacionalidad que ocurran en la aplicación del presente Convenio queda entendido que las aeronaves tendrán la nacionalidad del Estado en cuyo registro estén regularmente matriculadas.

Una aeronave no podrá estar matriculada en uno de los dos Estados sino cuando pertenezca por entero a súbditos de dicho Estado. Si el propietario es una Sociedad, esta Sociedad, cualquiera que sea su forma, deberá cumplir todas las condiciones que exigen la legislación belga o la legislación española para ser consideradas de nacionalidad belga o española respectivamente.

Artículo 16º.

Las dos Altas Partes contratantes canjearán entre si, en el mes siguiente a la ratificación del presente convenio, las listas de inscripción en el registro de matrícula ; posteriormente canjearán cada mes las listas de inscripciones y cancelaciones de inscripciones inscritas en el curso del mes anterior.

Artículo 17º.

Las aeronaves pertenecientes a los dos Estados contratantes tendrán derecho, para el aterrizaje, especialmente en caso de peligro, a las mismas medidas de asistencia que las aeronaves nacionales.

El salvamento de los aparatos perdidos en alta mar se regulará, salvo convenio en contrario, por los principios del derecho marítimo resultante de los convenios internacionales que estén en vigor, o, en su defecto, de las leyes nacionales de salvamento.

El régimen de sanciones aplicables a las aeronaves que infrinjan las reglas del presente Convenio será el mismo previsto en los reglamentos dictados por cada Alta Parte contratante para sus aeronaves nacionales.

Artículo 18º.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán mutuamente todas las prescripciones en vigor sobre la navegación aérea en su territorio.

Artículo 19º.

Los detalles de aplicación del presente Convenio se regularán, siempre que sea posible, por acuerdo directo entre las diversas Administraciones competentes de las dos Partes contratantes (sobre todo para reglamentar las formalidades aduaneras).

Toute contestation concernant l'application de la présente convention qui n'aurait pu être réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire sera résolue conformément aux dispositions du Traité[1] de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage conclu entre la Belgique et l'Espagne, le 19 juillet 1927.

Article 20.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

Article 21.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid, le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, en double exemplaire, en français et en espagnol, le vingt-sept février mil neuf cent trente-deux.

(L. S.) *(S.)* Baron DE BORCHGRAVE. *(L. S.)* *(S.)* Luis DE ZULUETA.

---

[1] Vol. LXXX, page 17, de ce recueil.

Toda contienda relativa a la aplicación del presente Convenio, que no hubiera podido ser zanjada amistosamente por la via diplomática ordinaria, se resolverá con arreglo a las disposiciones del Tratado[1] de conciliación, de arreglo judicial y de arbitraje celebrado entre Bélgica y España el 19 de julio de 1927.

Artículo 20°.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá en todo momento denunciar el presente convenio con aviso previo de doce meses.

Artículo 21°.

El presente convenio deberá ratificarse y las ratificaciones se canjearán en Madrid, lo más pronto posible. Entrará en vigor en la fecha del canje de ratificaciones.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente convenio y le han puesto sus sellos.

Hecho en Madrid por duplicado, en francés y en español, el veintisiete de febrero de mil novecientos treinta y dos.

(l) Baron DE BORCHGRAVE. *(l)* Luis DE ZULUETA.

---

[1] Vol. LXXX, page 17, of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3149. — GENERAL CONVENTION ON AIR NAVIGATION BETWEEN BELGIUM AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, FEBRUARY 27, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC, being inspired with the desire to facilitate the development of air communication between Belgium and Spain, have resolved to conclude a Convention for the purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron BORCHGRAVE ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency Luis DE ZULUETA Y ESCOLANO ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall in time of peace grant to duly registered aircraft of the other Contracting Party free passage over its territory, provided that the conditions of the present Convention are observed.

It is nevertheless understood that the establishment or operation by an undertaking that is a national of one of the High Contracting Parties of a regular air line passing over the territory of the other High Contracting Party, (whether calling anywhere or not) shall be subject to the conclusion of special agreements between the two States. These special agreements may prescribe rules for the application of the present general Convention and any extensions of certain of its provisions that may be necessary.

Each of the High Contracting Parties shall grant the other Party most-favoured-nation treatment as regards the operation of air lines thus authorised.

The word " territory " as used in the present Convention means home and colonial territories, mandated territories and protectorates, including territorial waters.

Aircraft includes private and State aircraft used solely for commercial or postal purposes.

No State aircraft not used solely for commercial or postal purposes by one of the High Contracting Parties, and in particular, no military aircraft, may fly over the territory of the other High Contracting Party or land therein without special authorisation from the latter. Save where exceptions may be made in virtue of such authorisation, the provisions of the present Convention and of the rules in force at the time of the flight shall apply to the aircraft in question. Should an aircraft having special authorisation land, it would in principle and failing provision to the contrary, enjoy the privileges habitually granted to foreign warships.

It is agreed in particular that any aircraft commanded by a soldier commissioned for the purpose is to be deemed a military aircraft.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Aircraft belonging to one of the High Contracting Parties, and their crew, passengers, baggage and cargo shall, when in the territory of the other High Contracting Party, be subject to the provisions in force in the State flown over and particularly to the regulations relating to traffic in general, in so far as they apply to all foreign aircraft without distinction of nationality, to Customs duties and other authorised charges, to export and import prohibitions, to the transport of persons and goods, to public safety and public order, to the passport system and to any health regulations. They shall also be subject to other general obligations prescribed by the laws that may be in force, unless otherwise provided in the present Convention.

As regards regular air lines, special agreements may be concluded between the Governments of the two countries concerning the matters dealt with in the preceding paragraph.

The commercial transport of persons and goods between any two points in the national territory may be reserved for national aircraft.

Fuel on board shall not be subject to Customs duty, provided that the quantity shall not exceed what is necessary for the completion of the journey.

Article 3.

The two High Contracting Parties may prohibit air traffic over certain territorial zones, provided that no distinction be made in this respect between their own aircraft and those of the other State, subject, of course, to the exercise of the rights of sovereignty of each of the High Contracting Parties over its territory as regards the use of Government aircraft other than those employed solely for commercial or postal purposes such as military, police or Customs aircraft. Each of the Contracting States shall inform the other State of the territorial zones over which air traffic will be prohibited.

Further, each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstances and with immediate effect, provisionally to restrict or prohibit, wholly or in part, air traffic over its territory, provided that in this respect no distinction be made between aircraft of the other Contracting Party and those of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft that might find itself over a prohibited zone would be bound, on observing that fact, to give the distress signal prescribed by the air traffic rules of the State flown over ; it must further land outside the prohibited zone, as soon as possible and as near as possible at one of the aerodromes (land or water) of that State. The same obligation shall apply to any aircraft to which a special regulation signal may be made warning it that it is flying over a prohibited zone.

Article 5.

Aircraft shall carry clearly visible distinctive signs enabling their identity (nationality and registration marks) to be ascertained during flight. They shall further bear the name and address of the owner.

Aircraft shall possess certificates of airworthiness and registration and all other documents required for air traffic in their country of origin.

All members of the crew employed in the aircraft on duties for which a special permit is required in their country of origin shall possess the air navigation papers required in their country of origin and, in particular, the regular certificates and licences.

The other members of the crew shall carry documents stating their occupation on board, their trade, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, pilots, certificates and licences delivered or duly approved for the aircraft or crew by one of the High Contracting Parties shall have the same validity in the other State as the corresponding documents delivered or approved by the latter. It is, however, agreed that certificates and licences of crews shall be valid only in aircraft registered in the country which has issued the said documents; no exception may be made to this rule save with the special permission of the air authorities of the State flown over.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for air traffic within its territory certificates and licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

The crew and passengers shall, unless otherwise agreed, carry the papers required by the rules in force for international traffic.

Article 6.

Within the territory of one of the High Contracting Parties aircraft of the other High Contracting Party shall carry only such radio apparatus as is permitted by the two Contracting States. The use of that apparatus shall, of course, be subject to the regulations in force in the State flown over at the time the apparatus is in use. The said apparatus shall only be used by members of the crew having a special licence issued for the purpose by their country of origin.

In the interests of safety the two Contracting States reserve the right to issue regulations as to the compulsory fitting of aircraft with radio apparatus.

Article 7.

Aircraft, crews and passengers may carry neither arms, ammunition, harmful gases, explosives, nor photographic apparatus, save with the permission of the State in whose air territory the aircraft happens to be.

For reasons of public safety, each of the High Contracting Parties may, in the territory under its sovereignty, limit the transport of objects, other than those mentioned in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction be made between national aircraft and those of the other High Contracting Party.

Article 8.

Aircraft carrying passengers and goods shall carry a list of the names of the passengers and a descriptive manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of the aircraft, there is a discrepancy between the goods transported and the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival shall immediately get in touch with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The rules for the transport of postal matter shall be established by means of special agreements directly between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 9.

Each Contracting State may subject aircraft of the other State to inspection by the competent authorities on arrival in or departure from its territory, and may have the certificates and other prescribed documents examined.

Article 10.

Public air service aerodromes shall be accessible to aircraft of both States. The said aircraft may also make use of the meteorological information, radio communication, ground signs and

day and night signalling system. Any charges (for landing, stay, etc.) shall be the same for national aircraft and those of the other State.

The Governments of the two High Contracting Parties may agree to grant special facilities for regular air line services.

Article 11.

On arrival or departure, aircraft coming from or proceeding to the Contracting States shall use only aerodromes open for public flying and classed as Customs aerodromes (with passport inspection service) and shall not land anywhere between the frontier and the aerodrome. In special cases, the competent authority may authorise departure from or arrival at other aerodromes, where Customs examination and passport inspection will take place. The prohibition of intermediate landing shall apply also to these special cases.

In cases of forced landing away from the aerodromes referred to in the first paragraph, whether through *force majeure* or as provided in Article 4, the commander of the aircraft, the crew and the passengers must conform to the air traffic, Customs and passport regulations in force in the State in whose territory the landing occurs.

The two High Contracting Parties will supply one another with a list of the aerodromes open to the public for flying. This list will state which of these are classified as Customs aerodromes. Any change in the list and any restriction, even though temporary, of the right to use any such aerodrome shall be immediately notified to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of the two High Contracting Parties shall be crossed between the points fixed by that State of whose territory they form the boundary.

It is agreed forthwith that any zone in which one of the Contracting Parties authorises its frontiers to be crossed by its own aircraft or those of another nationality may, *ipso facto*, be used for crossing by aircraft of the other Contracting Party.

Article 13.

Only fine sand or water may be discharged as ballast.

Article 14.

Apart from ballast, only objects and substances for which the State flown over at the time has given special permission may be thrown overboard or otherwise abandoned *en route*.

Article 15.

As regards all questions of nationality arising under the present Convention, it is agreed that aircraft shall have the nationality of the State by which they are duly registered.

An aircraft can only be registered in one of the two States if it belongs wholly to nationals of that State. If the owner is a Company, such Company, whatever its form, must, in order to be deemed Belgian or Spanish respectively, satisfy all the conditions prescribed by Belgian or Spanish law.

Article 16.

Within one month of the ratification of the present Convention, the two High Contracting Parties will exchange lists of registered aircraft ; thereafter, they will each month exchange lists of entries in and removals from the register effected during the preceding month.

Article 17.

Aircraft of the two Contracting States shall, when landing, and especially when in distress, be entitled to the same assistance as national aircraft.

The salving of machines lost at sea shall, failing agreement to the contrary, be governed by the principles of maritime law contained in the international Conventions that may be in force or, failing such provisions, by the municipal law of the salvor.

The penalties imposed on aircraft infringing the rules of the present Convention shall be the same as those provided for in the regulations of each Contracting Party for its own aircraft.

Article 18.

The two High Contracting Parties will inform each other of all air traffic provisions in force in in their territory.

Article 19.

Details concerning the application of the present Convention shall, wherever possible, be settled direct between the various competent administrations of the two Contracting Parties (in particular as regards Customs formalities).

Any dispute as to the application of the present Convention that cannot be settled in a friendly manner through the usual diplomatic channels shall be decided in accordance with the provisions of the Treaty of Conciliation, Judicial Settlement, and Arbitration, concluded between Belgium and Spain on July 19, 1927.

Article 20.

Each of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and ratifications shall be exchanged at Madrid as soon as possible. If shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid, in duplicate, in French and Spanish, February the twenty-seventh, one thousand nine hundred and thirty-two.

(L. S.) *(Signed)* Baron DE BORCHGRAVE. *(L. S.)* *(Signed)* Luis DE ZULUETA.

N° 3150.

BELGIQUE ET ESPAGNE

Arrangement concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de leurs territoires respectifs. Signé à Madrid, le 27 février 1932.

BELGIUM AND SPAIN

Agreement regarding the Establishment and Operation of Air Lines passing over their respective Territories. Signed at Madrid, February 27, 1932.

N° 3150. — ARRANGEMENT[1] ENTRE LA BELGIQUE ET L'ESPAGNE CONCERNANT LA CRÉATION ET L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES PASSANT AU-DESSUS DE LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. SIGNÉ A MADRID, LE 27 FÉVRIER 1932.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 17 février 1933.

En application des dispositions de l'article premier, § 2, de la Convention générale[2] de navigation aérienne conclue entre la Belgique et l'Espagne à la date de ce jour, le Gouvernement belge et le Gouvernement espagnol ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement espagnol accorde au Gouvernement belge l'autorisation de faire exploiter au-dessus des territoires espagnols, par la Compagnie que désignera le Gouvernement belge, la ligne aérienne commerciale indiquée ci-après :

Perpignan à Oran par Los Alcazares avec escale dans cette ville.

Le Gouvernement belge, de son côté, déclare qu'il ne s'opposera pas à la création ultérieure, au-dessus de son territoire ou de celui du Congo belge, d'une ligne aérienne commerciale dont l'exploitation serait confiée à une Compagnie désignée par le Gouvernement espagnol, et dont le tracé et les escales seront déterminés de commun accord entre les deux gouvernements.

Article 2.

La fréquence du service, l'horaire, la correspondance avec d'autres lignes aux escales prévues, le type du matériel employé seront librement choisis par les Compagnies exploitantes de la ligne belge indiquée plus haut, ou des lignes qui viendraient à être créées ultérieurement par l'une ou l'autre des Parties.

Ces renseignements seront communiqués quatre semaines avant la mise en application ou pour le matériel avant l'entrée en service, au Gouvernement espagnol pour la ou les lignes belges, au Gouvernement belge pour la ou les lignes espagnoles.

Article 3.

Par application de l'article 6 de la Convention générale belgo-espagnole de ce jour, il est dès maintenant précisé que les entreprises désignées pour effectuer les services envisagés à l'article

[1] Entré en vigueur le 9 janvier 1933.

[2] Voir page 111, de ce volume.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3150. — ACUERDO[1] ENTRE BÉLGICA Y ESPAÑA RELATIVO A LA CREACIÓN Y EXPLOTACION DE LINEAS AÉREAS QUE PASEN SOBRE SUS TERRITORIOS RESPECTIVOS. FIRMADO EN MADRID, EL 27 DE FEBRERO DE 1932.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 17, 1933.

De acuerdo con las disposiciones del artículo 1º, párrafo 2º, del Convenio general[2] de navegación aérea firmado entre Bélgica y España en esta misma fecha, el Gobierno belga y el Gobierno español han acordado lo que sigue :

Artículo 1º.

El Gobierno español concede al Gobierno belga la autorización de la explotación por encima de los territorios españoles, por la Compañía que designará el Gobierno belga, de la línea aérea comercial que a continuación se indica :

Perpiñan a Orán por Los Alcazares, con escala en esta población.

El Gobierno belga, por su parte, declara que no se opondrá a la creación ulterior por encima de su territorio o del del Congo belga, de una línea aérea comercial cuya explotación sea confiada a una Compañía designada por el Gobierno español y cuyo trazado y escala serán determinados de comun acuerdo entre los dos Gobiernos.

Artículo 2º.

La frecuencia del servicio, el horario, la correspondencia con otras líneas con escalas previstas, el tipo del material empleado, serán libremente escogidos por las Compañías explotadoras de la línea belga indicada más arriba, o de las líneas que se creen posteriormente por una u otra de las Partes.

Estos datos serán comunicados al Gobierno español por lo que atañe a la o a las líneas belgas y al Gobierno belga por lo que se refiere a la o a las líneas españolas cuatro semanas antes de la aplicación de las medidas aludidas y los referentes al material antes de su entrada en servicio.

Artículo 3º.

Para la aplicación del artículo 6º del Convenio general belgo-español de esta misma fecha, se determina desde ahora que las Empresas designadas para efectuar los servicios previstos en el antes

[1] Came into force January 9, 1933.

[2] See page 111, of this volume.

premier ci-dessus auront le droit d'utiliser à bord de leurs aéronefs, des appareils de radiocommunication.

Article 4.

Si une entreprise désignée par l'un quelconque des deux gouvernements se rendait coupable de contravention répétée aux règlements de sécurité et d'ordre public de l'autre Haute Partie contractante, le gouvernement de celle-ci aurait le droit d'exiger le renvoi de l'employé coupable ou même, dans des cas graves, de demander la substitution d'une nouvelle entreprise à l'entreprise fautive.

En cas de désaccord à ce sujet entre les deux Hautes Parties contractantes, la procédure prévue à l'article 20 de la Convention générale belgo-espagnole de ce jour serait appliquée.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer le présent arrangement avec un préavis de douze mois. Le présent arrangement prendra fin à l'expiration de la Convention générale belgo-espagnole de ce jour sauf dans le cas où la Belgique et l'Espagne deviendraient parties à une même Convention internationale de navigation aérienne.

Article 6.

Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps que la Convention générale belgo-espagnole de navigation aérienne de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid en double exemplaire, en français et en espagnol, le vingt-sept février mil neuf cent trente-deux.

(L. S.) *(S.)* Baron DE BORCHGRAVE. *(L. S.)* *(S.)* Luis DE ZULUETA.

---

citado artículo 1º, tendrán el derecho de emplear a bordo de sus aeronaves aparatos de comunicación de radio.

Artículo 4º.

Si una de las empresas designadas por uno cualquiera de los dos Gobiernos incurren en responsabilidad de contravenir repetidamente los reglamentos de seguridad y de orden público de la otra Alta Parte contratante, el Gobierno de ésta tendrá el derecho de exigir el despido del empleado culpable y en caso grave pedir hasta la sustitución de la Empresa culpable por otra nueva.

En caso de desacuerdo sobre este asunto entre las dos Altas Partes contratantes, el procedimiento que se aplicará es el previsto en el articulo 20 del Convenio general belgo-español de esta misma fecha.

Artículo 5º.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá en todo momento, denunciar el presente acuerdo con un aviso previo de doce meses. El presente acuerdo terminará a la expiración del Convenio general belgo-español de esta misma fecha, excepto en el caso en que Bélgica y España se adhiriesen a un mismo Convenio internacional de navegación aérea.

Artículo 6º.

El presente Acuerdo entrará en vigor al mismo tiempo que el Convenio general belgo-español de navegación aérea de esta misma fecha.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente acuerdo y le han puesto sus sellos.

Hecho en Madrid por duplicado, en francés y en español, el vieintisiete de febrero de mil novecientos treinta y dos.

(l) Baron de BORCHGRAVE. *(l)* Luis DE ZULUETA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3150. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND SPAIN REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF AIR LINES PASSING OVER THEIR RESPECTIVE TERRITORIES. SIGNED AT MADRID, FEBRUARY 27, 1932.

In application of the provisions of Article 1, paragraph 2, of the General Air Traffic Convention concluded this day between Belgium and Spain, the Belgian Government and the Spanish Government have agreed as follows :

Article 1.

The Spanish Government authorises the Belgian Government to have the under-mentioned commercial air line operated over Spanish territory by the company to be appointed by the Belgian Government :

Perpignan to Oran via Los Alcazares, calling at the latter town.

The Belgian Government, for its part, declares that it will not oppose the subsequent establishment over its territory or that of the Belgian Congo of a commercial air line to be operated by a company appointed by the Spanish Government, with route and ports of call to be agreed on by the two Governments.

Article 2.

The frequency of the service, the time-table, the connections with other lines at the prescribed ports of call and the type of material used shall be left to the discretion of the companies operating the Belgian line mentioned above or of the lines that may subsequently be established by either of the Parties.

Such information shall be notified to the Spanish Government, for the Belgian line or lines, and to the Belgian Government, for the Spanish line or lines, four weeks before coming into force or, in the case of material, before being brought into use.

Article 3.

In application of Article 6 of the Belgo-Spanish General Convention of to-day's date, it is hereby laid down that the undertakings appointed to provide the services referred to in Article 1 above shall have the right to use radio apparatus on their machines.

Article 4.

If an undertaking appointed by one or other of the two Governments should repeatedly infringe the regulations concerning public safety and public order of the other High Contracting Party,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the Government of that Party shall have the right to demand the dismissal of the offending employee or even in serious cases to demand the substitution of a new undertaking for the undertaking which is at fault.

In the event of disagreement on this point between the two High Contracting Parties, the procedure laid down in Article 20 of the Belgo-Spanish General Convention of to-day's date would be applied.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Agreement on giving twelve month's notice. The Agreement shall terminate on the expiry of the Belgo-Spanish General Convention of to-day's date, unless Belgium and Spain should become joint parties to an international air traffic Convention.

Article 6.

The present Agreement shall come into force at the same time as the Belgo-Spanish General Air Traffic Convention of to-day's date.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid, in duplicate, in French and Spanish, February the twenty-seventh, one thousand nine hundred and thirty-two.

(L. S.) *(Signed)* Baron de BORCHGRAVE. *(L. S.)* *(Signed)* Luis DE ZULUETA.

N° 3151.

POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Protocole modifiant certaines dispositions de la Convention du 30 mai 1927, concernant la réglementation du tarif ferroviaire entre les deux pays, avec protocole de signature. Signés à Prague, le 18 juin 1930.

POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA

Protocol modifying certain Provisions of the Convention of May 30, 1927, for the Regulation of Railway Traffic between the two Countries, with Protocol of Signature. Signed at Prague, June 18, 1930.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 3151. — PROTOKÓŁ [1] POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSLOWACKĄ, ZMIENIAJĄCY NIEKTÓRE POSTANOWIENIA KONWENCJI W PRZEDMIOCIE UREGULOWANIA WZAJEMNEJ KOMUNIKACJI KOLEJOWEJ, PODPISANEJ W PRADZE DNIA 30 MAJA 1927 ROKU. PODPISANY W. PRADZE DNIA 18 CZERWCA 1930.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 21 février 1933.

RZECZPOSPOLITA POLSKA i REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA, pragnąc dostosować do obecnych warunków niektóre postanowienia konwencji w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej, podpisanej w Pradze dnia 30 maja 1927 roku [2], postanowiły zawrzeć w tej sprawie porozumienie.

Mianowani w tym celu pełnomocnicy :

ZA RZECZPOSPOLITĘ POLSKĄ :

Dyrektor Departamentu w Ministerstwie Komunikacji p. Dr. Adam GAŁECKI,

ZA REPUBLIKĘ CZESKOSŁOWACKĄ :

Poseł Nadzwyczajny i Minister Pełnomocny p. Dr. Kamil KROFTA, i
Min. Rada Ministerstva Železnic p. Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK,

Po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, aby obecnie obowiązujące postanowienia protokółu końcowego do artykułów 7 i 8 konwencji w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej z dnia 30 maja 1927 roku były zastąpione w czasie, przewidzianym w artykule 3 niniejszego protokółu, następującemi nowemi postanowieniami :

1. Oba Zarządy Kolejowe dołożą starań, aby we wzajemnej komunikacji kolejowej były dołączone do przesyłek towarowych przepisane dokumenty celne, które mają być wręczone urzędowi celnemu Państwa sąsiedniego.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 15 décembre 1932.

[2] Vol. XCVIII, page 233, de ce recueil.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 3151. — PROTOKOL[1] MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU, KTERÝM SE MĚNÍ NĚKTERÁ USTANOVENÍ SMLOUVY O ÚPRAVĚ VZÁJEMNÉHO ŽELEZNIČNÍHO STYKU, PODEPSANÉ V PRAZE DNE 30. KVĚTNA 1927, PODEPSANÝ V. PRAZE DNE 18 ČERVNA 1930.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 21, 1933.

REPUBLIKA POLSKA a REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ, přejíce si přizpůsobiti některá ustanovení Smlouvy o úpravě vzájemného železničního styku, podepsané v Praze dne 30. května 1927[2], nynějším podmínkám, rozhodli se sjednati o tom dohodu.

Plnomocníci jmenovaní za tím účelem :

ZA REPUBLIKU POLSKOU :

Ředitel departementu v ministerstvu dopravy pan Dr. Adam GAŁECKI ;

ZA REPUBLIKU ČESKOSLOVENSKOU :

Mimořádný vyslanec a zplnomocněný ministr pan Dr. Kamil KROFTA, a
Ministerský rada v ministerstvu železnic pan Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK ;

Vyměnivše si své plné moci, které shledali obsahem i formou správnými, dohodli se na tomto :

Článek 1.

Obě smluvní strany shodují se v tom, aby nyní závazná ustanovení závěrečného protokolu k čl. 7. a 8. Smlouvy o úpravě vzájemného železničního styku z 30. května 1927 byla nahražena v době předvídané v čl. 3. tohoto protokolu těmito novými ustanoveními :

1. Obě železniční správy postarají se o to, aby ve vzájemné železniční dopravě byly přiloženy k zásilkám zboží předepsané celní doklady, které jest odevzdati celnímu úřadu sousedního státu.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 15, 1932.

[2] Vol. XCVIII, page 233, of this Series.

2. O ile sprawa tych dokumentów celnych nie będzie uregulowana inaczej osobnemi umowami, należy do przesyłek towarowych dołączać dla urzędu celnego Rzeczypospolitej Polskiej dwa egzemplarze, dla urzędu zaś celnego Republiki Czeskosłowackiej jeden egzemplarz deklaracji pierwotnej (deklaracji celnej nadawcy), względnie deklaracji zastępczej. O ile zawartość przesyłek zbiorowych nie jest ściśle wyszczególniona w liście przewozowym, należy dołączyć specyfikację w trzech egzemplarzach dla urzędu celnego i w jednym dla kolei Rzeczypospolitej Polskiej, zaś dla urzędu celnego Republiki Czeskosłowackiej w jednym egzemplarzu. Poza tem kolej, prowadząca ruch przez granicę celną, powinna po przybyciu każdego pociągu, w którego skład oprócz wagonu służbowego wchodzi co najmniej jeden wagon naładowany, wręczyć urzędowi celnemu drugiego Państwa jeden egzemplarz wykazu pociągowego. Na wszelkie przesyłki należy ponadto sporządzać dla urzędu celnego Rzeczypospolitej Polskiej wykaz zdawczy w jednym egzemplarzu, dla urzędu zaś celnego Republiki Czeskosłowackiej również w jednym egzemplarzu i to tylko na ładunki drobnicowe.

3. Na bagaże, przesyłki ekspresowe i pośpieszne, przewożone w brankardach, należy sporządzać dla urzędu celnego Rzeczypospolitej Polskiej osobny wykaz zdawczy w jednym egzemplarzu.

4. Formularze kolejowo-celnych wykazów pociągowych i zdawczych będą dwujęzyczne ; wzory tych dokumentów będą ustalone w porozumieniu właściwych Zarządów.

Artykuł 2.

Postanowienia, zawarte w artykule 1 niniejszego protokółu, dotyczące rodzaju, ilości i wzorów dokumentów kolejowo-celnych, będą mogły być zmienione za obopólną zgodą właściwych Zarządów.

Artykuł 3.

Obie Umawiające się Strony są zgodne, że postanowienia protokółu końcowego do artykułów 7 i 8 wyżej wymienionej konwencji tracą swą ważność z chwilą wejścia w życie postanowień niniejszego protokółu.

Artykuł 4.

Protokół niniejszy będzie ratyfikowany. Dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Warszawie. Wejdzie on w życie trzydziestego dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i może być wypowiedziany jednocześnie z konwencją w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej z dnia 30 maja 1927 roku w terminie przewidzianym dla tej konwencji.

Protokół niniejszy sporządzono w dwóch egzemplarzach w językach polskim i czeskosłowackim przyczem oba teksty są autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy obu Umawiających się Stron podpisali protokół niniejszy i wycisnęli na nim swe pieczęcie.

Działo się w Pradze, dnia osiemnastego czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego roku.

Dr. Gałecki.

Dr. K. Krofta.

Dr. J. Ouředníček.

2. Pokud nebude o těchto celních dokladech zvláštními úmluvami stanoveno něco jiného, nutno přiložiti k zásilkám sboží pro celní úřad republiky Polské dva exempláře, pro celní úřad republiky Československé jeden exemplář prvotní prohlášky (celní prohlášky odesílatele), po případě náhradní prohlášky. Není-li obsah sběrných zásilek přesně označen v nákladním listu, nutno připojiti podrobný seznam ve třech exemplářích pro celní úřad a v jednom exempláři pro železnice republiky Polské, pro celní úřad republiky Československé pak v jednom exempláři. Dále je povinna železnice provozující dopravu přes celní hranici při příjezdu každého vlaku, který má mimo služební vůz alespoň jeden ložený vůz, odevzdati celnímu úřadu druhého státu jeden exemplář vlakového soupisu. Mimo to nutno u všech zásilek vyhotoviti pro celní úřad republiky Polské přechodový seznam v jednom exempláři, pro celní úřad republiky Československé pak rovněž v jednom exempláři a to pouze pro zásilky kusového zboží.

3. Na cestovní zavazadla, spěšniny a uspíšené zboží rychlé, přepravované ve služebních vozech, nutno vyhotoviti pro celní úřad republiky Polské přechodovou soupisku v jednom exempláři.

4. Formuláře železničně-celních vlakových soupisů, přechodových seznamů a přechodových soupisek budou dvojjazyčné ; vzory těchto dokladů budou stanoveny dohodou příslušných správ.

Článek 2.

Ustanovení obsažená v článku 1 tohoto protokolu, týkající se druhu, počtu a vzorů železničněcelních dokladů, mohou býti měněna dohodou příslušných správ.

Článek 3.

Obě smluvní strany shodují se v tom, že ustanovení závěrečného protokolu k čl. 7. a 8. shora zmíněné Smlouvy pozbývají platnosti, jakmile nabudou působnosti ustanovení tohoto protokolu.

Článek 4.

Tento protokol bude ratifikován. Ratifikační listiny budou vyměněny ve Varšavě. Nabude platnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin a může býti vypověděn současně se Smlouvou o úpravě vzájemného železničního styku z 30. května 1927 ve lhůtě předvídané pro tuto Smlouvu.

Tento protokol byl vyhotoven ve dvou exemplářích v jazyku polském a československém, při čemž oba texty jsou autentické.

Na doklad toho plnomocníci obou smluvních stran podepsali tento protokol a připojili své pečeti.

Dáno v Praze, dne osmnáctého června roku tisícího devítistého třicátého.

Dr. Gałecki.

Dr. K. Krofta.
Dr. J. Ouředníček.

PROTOKÓŁ PODPISANIA.

Podpisując protokół pomiędzy Rzecząpospolitą Polską i Republiką Czeskosłowacką, zmieniający niektóre postanowienia konwencji w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej z dnia 30 maja 1927 roku, Pełnomocnicy obu Umawiających się Stron oświadczają w imieniu swoich Rządów, że do czasu ratyfikacji wyżej wymienionego protokółu Rządy obu Umawiających się Stron będą stosowały jego postanowienia, zaczynając od dnia 1 września 1930 roku.

Protokół niniejszy sporządzono w dwóch egzemplarzach w językach polskim i czeskosłowackim, przyczem oba teksty są autentyczne.

Działo się w Pradze, dnia osiemnastego czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego roku.

Dr. GAŁECKI.

Dr. K. KROFTA.
Dr. J. OUŘEDNÍČEK.

PROTOKOL PŘI PODPISU.

Podepisujíce protokol mezi republikou Polskou a republikou Československou, kterým se mění některá ustanovení Smlouvy o úpravě vzájemného železničního styku z 30. května 1927, plnomocníci obou smluvních stran prohlašují jménem svých vlád, že až do doby ratifikace shora zmíněného protokolu vlády obou smluvních stran budou se říditi, počínaje dnem 1. září 1930, jeho ustanoveními.

Tento protokol jest vyhotoven ve dvou exemplářích vjazyku polském a československém, při čemž oba texty jsou autentické.

Dáno v Praze, dne 18. června 1930.

Dr. K. KROFTA.
Dr. J. OUŘEDNÍČEK. Dr. GAŁECKI.

[1] TRADUCTION.

N° 3151. — PROTOCOLE ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 30 MAI 1927, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A PRAGUE, LE 18 JUIN 1930.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animées du désir d'adapter aux conditions actuelles certaines dispositions de la Convention concernant la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, signée à Prague le 30 mai 1927, ont décidé de conclure un accord à ce sujet.

A cet effet elles ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Dr Adam GALECKI, directeur de Département au Ministère des Communications;

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
Le Dr Jaroslav OUŘEDNÍČEK, conseiller au ministère des chemins de fer ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent de remplacer, à la date prévue à l'article 3 du présent protocole, les dispositions actuellement en vigueur du protocole final, relatives aux articles 7 et 8 de la Convention du 30 mai 1927 concernant la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, par les nouvelles dispositions suivantes :

1° Les deux administrations ferroviaires veilleront à ce que dans le trafic ferroviaire entre les deux pays les expéditions de marchandises soient accompagnées des documents de passage en douane prescrits, qui devront être remis au bureau de douane de l'Etat voisin.

2° Sauf dispositions contraires des accords particuliers en ce qui concerne les documents de passage en douane, il y aura lieu de joindre aux expéditions de marchandises, pour le bureau de douane de la République polonaise, deux exemplaires et, pour le bureau de douane de la République tchécoslovaque, un exemplaire de la déclaration originale (déclaration en douane de l'expéditeur), ou, le cas échéant, de la déclaration qui en tient lieu. Pour les groupages dont le contenu n'est pas spécifié dans la lettre de voiture, il y aura lieu d'ajouter une spécification en trois exemplaires pour le bureau de douane et un exemplaire pour les chemins de fer de la République polonaise, et en un exemplaire pour le bureau de douane de la République tchécoslovaque. En outre, les chemins de fer effectuant un trafic à travers la frontière douanière devront, à l'arrivée de chaque train auquel est attelé, en plus du fourgon de service, au moins un wagon de marchandises,

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3151. — PROTOCOL BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC MODIFYING CERTAIN PROVISIONS OF THE CONVENTION OF MAY 30, 1927, FOR THE REGULATION OF RAILWAY TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT PRAGUE, JUNE 18, 1930.

THE POLISH REPUBLIC and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of adapting to present conditions certain provisions of the Convention for the Regulation of Railway Traffic between the two Countries signed at Prague on May 30, 1927, have resolved to conclude an agreement on this subject.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Adam GAŁECKI, Director of Department in the Ministry of Communications ;

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK, Councillor in the Ministry of Railways,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties agree to replace, on the date provided for in Article 3 of the present Protocol, the provisions at present in force with regard to Articles 7 and 8 in the Final Protocol of the Convention of May 30, 1927, for the Regulation of Railway Traffic between the two countries by the following new provisions :

(1) Both railway Administrations shall take steps to ensure that in railway traffic between the two countries consignments of goods are accompanied by the required Customs documents, which must be handed over to the Customs authority of the neighbouring State.

(2) Unless otherwise provided for in special agreements regarding such Customs documents, consignments of goods must be accompanied by two copies for the Polish Customs authorities and by one copy for the Czechoslovak Customs authorities of the original declaration (consignor's Customs declaration) or the declaration made in lieu thereof. In the case of collective consignments whose contents are not exactly specified in the waybill, the consignor must attach three copies of the specification for the Polish Customs, one copy for the railway authorities of the Polish Republic, and one copy for the Customs authority of the Czechoslovak Republic. Further, railways operating traffic across the Customs frontier must, on the arrival of each train composed of at least one waggon of freight in addition to a service van, hand the Customs authorities of the other State one copy of the train list. Each consignment must further be accompanied by a copy of the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

remettre au bureau de douane de l'autre Etat un exemplaire de la feuille de train. Chaque envoi doit être, en outre, accompagné d'un exemplaire du bordereau de transmission le bureau de douane de la République polonaise et d'un exemplaire également du même bordereau pour le bureau de douane de la République tchécoslovaque, mais seulement pour les chargements par colis de détail.

3° Pour les bagages et les envois express et urgents transportés dans les fourgons de service, il y aura lieu d'établir pour le bureau de douane de la République polonaise un bordereau spécial de transmission en un seul exemplaire.

4° Les formulaires servant à l'établissement des feuilles de train et des bordereaux de transmission seront rédigés dans les deux langues ; les modèles de ces documents seront établis d'un commun accord par les administrations intéressées.

Article 2.

Les dispositions de l'article premier du présent protocole, concernant la nature, le nombre et les modèles des documents ferroviaires et douaniers pourront être modifiées d'un commun accord par les administrations intéressées.

Article 3.

Les deux Parties contractantes décident que les dispositions du protocole final relatives aux articles 7 et 8 de la Convention susmentionnée cesseront d'être applicables au moment de l'entrée en vigueur des dispositions du présent protocole.

Article 4.

Le présent protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification et pourra être dénoncé en même temps que la Convention du 30 mai 1927 concernant la règlementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, dans le délai prévu dans ladite convention.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, en langues polonaise et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Prague, le dix-huit juin mil neuf cent trente.

Dr GAŁECKI.

Dr K. KROFTA.
Dr J. OUŘEDNÍČEK.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le protocole entre la République polonaise et la République tchécoslovaque, modifiant certaines dispositions de la Convention du 30 mai 1927 relative à la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes déclarent au nom de leurs gouvernements qu'en attendant la ratification dudit protocole les gouvernements des deux Parties contractantes appliqueront ses dispositions à partir du premier septembre 1930.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, en langues polonaise et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

Fait à Prague le dix-huit juin mil neuf cent trente.

Dr GAŁECKI.

Dr K. KROFTA.
Dr J. OUŘEDNÍČEK.

consignment list for the Polish Customs authorities and by a further copy for the Czechoslovak Customs authorities, but only in the case of small parcels.

(3) In the case of baggage, and of express and urgent parcels conveyed in service vans, a special consignment list must be drawn up in one copy for the Polish Customs authorities.

(4) Train- and consignment-list forms must be bilingual ; the models for these forms shall be drawn up by mutual agreement between the Administrations concerned.

Article 2.

The provisions of Article 1 of the present Protocol regarding the nature, number and models of railway and Customs forms may be altered by joint agreement between the Administrations concerned.

Article 3.

Both the Contracting Parties agree that the provisions with regard to Articles 7 and 8 in the Final Protocol of the above-mentioned Convention shall lapse as soon as the provisions of the present Protocol come into force.

Article 4.

The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw. The present Protocol shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification and may be denounced simultaneously with the Convention of May 30, 1927, for the Regulation of Railway Traffic between the two countries within the time-limit provided for in that Convention.

The present Protocol is drawn up in duplicate in the Polish and Czechoslovak languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, this eighteenth day of June, one thousand nine hundred and thirty.

Dr. GAŁECKI.

Dr. K. KROFTA.
Dr. J. OUŘEDNÍČEK.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Protocol between the Polish Republic and the Czechoslovak Republic amending certain provisions of the Convention of May 30, 1927, for the Regulation of Railway Traffic between the two countries, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties declare on behalf of their Governments that, pending the ratification of the said Protocol, the Governments of the two Contracting Parties shall apply its provisions as from September 1, 1930.

The present Protocol is drawn up in duplicate in Polish and Czechoslovak, both texts being equally authentic.

Done at Prague, this eighteenth day of June, one thousand nine hundred and thirty.

Dr. GAŁECKI.

Dr. K. KROFTA.
Dr. J. OUŘEDNÍČEK.

N° 3152.

ESPAGNE ET PAYS-BAS

Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Madrid, le 14 février 1930.

SPAIN AND THE NETHERLANDS

Convention regarding Air Navigation. Signed at Madrid, February 14, 1930.

N° 3152. — CONVENTION[1] ENTRE L'ESPAGNE ET LES PAYS-BAS RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A MADRID, LE 14 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 février 1933.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animée du désir de faciliter le développement par l'air des communications entre l'Espagne et les Pays-Bas, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence le baron Willem Dirk Henrik VAN ASBECK, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne, chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais, etc., etc. ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence D. Dámaso BERENGUER Y FUSTE, comte de Xauen, président de son Conseil des Ministres et son ministre de l'Armée, lieutenant général, chevalier Grand' Croix de l'Ordre royal et militaire de Saint-Herménégilde, et des Ordres de Marie Christine et du Mérite militaire, son gentilhomme de la Chambre en exercice, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement où l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Haute Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à des arrangements spéciaux entre les administrations compétentes des deux gouvernements.

Au sens de la présente convention, le « territoire » signifie le territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Au sens de cette convention, on comprend par le mot aéronefs quand il est employé sans une indication spéciale, les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 11 janvier 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3152. — CONVENTION [2] BETWEEN SPAIN AND THE NETHERLANDS REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT MADRID, FEBRUARY 14, 1930.

French official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands in Berne. The registration of this Convention took place February 22, 1933.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of promoting the development of air communications between Spain and the Netherlands, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Baron Willem Dirk Henrik VAN ASBECK, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain, Knight of the Netherlands Order of the Lion, etc., etc.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Dámaso BERENGUER Y FUSTE, Count of Xauen, His Prime Minister and Minister for the Army, Lieutenant-General, Knight Grand Cross of the Royal and Military Order of St. Hermenegilde, and of the Orders of Maria Christina and of Military Merit, His Majesty's Gentleman of the Chamber, etc., etc.,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, grant to the aircraft of the other Contracting Party, duly registered in the territory of the latter, freedom of innocent passage over its territory, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment or operation by any undertaking, possessing the nationality of one of the High Contracting Parties, of regular Air lines over the territory of the other High Contracting Party (with or without a stop) shall be governed by special arrangements between the competent administrations of the two Governments.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the mother country and colonies, together with territorial waters.

For the purposes of this Convention, the term " aircraft ", when employed without further specification, shall be deemed to comprise private aircraft and State aircraft used exclusively for commercial or postal purposes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Madrid, January 11, 1933.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, seront seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public, et aux prescriptions sanitaires. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire d'un même Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sauf naturellement la réserve de l'usage des droits de souveraineté de chacun des deux Etats sur son territoire quant à l'emploi des aéronefs de l'Etat autres que ceux affectés à un service commercial ou postal, tels que les aéronefs militaires, les aéronefs de police ou les aéronefs douaniers. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devra en outre atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il sera fait un signal spécial réglementaire l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci.

Article 2.

Aircraft of the nationality of either of the High Contracting Parties, and their crews and passengers, when over the territory of the other High Contracting Party, shall be subject to the obligations arising out of the regulations in force in the State flown over, particularly those relating to air navigation in general, in so far as they apply to all foreign aircraft, irrespective of nationality, to Customs and other prescribed duties, to export and import prohibitions, to the transport of passengers and goods, to security and public order and to sanitary regulations. They shall also be obliged to conform to the other requirements of the general laws in force, except as otherwise provided in the present Convention.

The commercial transport of persons and articles between any two points in the territory of one and the same State may be reserved for the aircraft of that country.

Article 3.

Either of the High Contracting Parties may prohibit air navigation over certain territorial areas, provided that no distinction in that respect is made between its own aircraft and that of the nationality of the other State, and subject of course to the sovereign rights of each of the two States over its own territory in respect of the use of State aircraft other than that employed for postal or commercial services, such as military, police or Customs aircraft. Each of the Contracting States shall inform the other of the territorial areas over which air navigation is prohibited.

Further, each of the High Contracting Parties reserves the right, in time of peace, provisionally to restrict or prohibit air navigation over its territory, either partially or completely, in exceptional circumstances and with immediate effect.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over. It shall also land or alight on the sea as soon as possible outside the pronibited area, at one of the nearest aerodromes of that State. The same obligation shall apply to any aircraft receiving a special prescribed signal warning it that it is flying over a prohibited area.

Article 5.

Aircraft shall be provided with distinctive and clearly visible signs enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They shall also bear the name and address of the owner.

Aircraft shall be provided with certificates of registration and airworthiness and of other documents prescribed for air navigation in their country of origin.

All members of the crew performing, on board aircraft, duties which in their country of origin are subject to special authorisation, shall carry the papers prescribed in that country for air navigation and, in particular, the regular certificates and licences.

The other members of the crew shall carry documents stating their duties on board, their occupation, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the High Contracting Parties for the aircraft or crew, shall be valid in the other State under the same conditions as the corresponding documents issued or rendered valid by that State.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Aucun appareil de radiocommunication, quel qu'il soit, ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale, délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre, ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure pour des raisons de sécurité des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication dans les aéronefs.

Article 7.

Il sera interdit aux aéronefs, à leurs équipages et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz nocifs ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques dans les limites du territoire de l'Etat contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Article 8.

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité de la cargaison, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux pourra être réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront également utiliser les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise for the purpose of flights within the limits of its territory, certificates of competency and licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

In the absence of agreement to the contrary, the crew and passengers shall carry the papers required by the regulations in force for international traffic.

Article 6.

No wireless apparatus of any kind may be carried by aircraft without a special licence issued by the State to which the aircraft belongs. The use of such apparatus shall, over the territory of each of the Contracting States, be subject to the regulations issued for the purpose by the competent authority of that State. Further, such apparatus shall only be used by members of the crew holding a special licence issued for the purpose by the Government of their country.

The two Contracting States reserve the right to conclude arrangements relating to the compulsory fitting of aircraft with wireless apparatus, for reasons of safety.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers shall be prohibited from carrying, as cargo, or in any other way, arms, munitions, harmful gases or explosives. The transport of carrier pigeons and photographic and cinematographic apparatus within the limits of the territory of the Contracting State to which the aircraft does not belong, shall not be effected, except with the permission of the competent authority of that State.

Article 8.

Aircraft of either of the High Contracting Parties conveying passengers or goods shall carry a list of the passengers' names and, as regards goods, a manifesto showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is found to exist between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carriage of mails may be regulated direct between the administrations of the two Contracting States by means of special arrangements.

Article 9.

On the departure or landing of aircraft, each Contracting State may, in its territory, have the aircraft of the other State inspected by its competent authorities and have the certificates and other prescribed documents examined.

Article 10.

Aerodromes open to public air traffic shall be available for the aircraft of both States. The latter may also use the meteorological information, wireless and day and night signalling services. Any charges (for landing, length of stay, etc.) shall be the same for aircraft of the home country as for those of the other country.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en vigueur à cet effet et le commandant sera tenu de donner avis à l'aérodrome douanier correspondant à la zone fiscale.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste désignera en plus les endroits où les formalités douanières pourront être effectuées. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction même temporaire du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne seront franchies qu'entre les points déterminés par les Etats respectifs.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone des frontières dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité, pourra être utilisée ipso facto pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre elles chaque mois les listes d'inscriptions sur le registre matricule et de radiations d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Contracting States shall land or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome, at which facilities exist for the examination of passports, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases, the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the national regulations in force in the country in question, and the pilot shall be required to notify the Customs aerodrome corresponding to the particular fiscal zone.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other a schedule of aerodromes open to public air traffic. This schedule shall further indicate the places at which Customs formalities may be carried out. Any change in this schedule and any restriction, even temporary, of the right to utilise any such aerodrome must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of either of the High Contracting Parties shall only be crossed between points agreed upon by the respective States.

It is herewith stipulated that any area in which either Contracting Party authorises its frontiers to be crossed by its own aircraft or by aircraft of another nationality may *ipso facto* be used for the passage of aircraft of the nationality of the other Contracting Party.

Article 13.

No ballast may be dropped other than fine sand or water.

Article 14.

No article or substance other than ballast may be thrown or dropped in any other manner from an aircraft in flight, unless the State over whose territory the operation is carried out has granted a special authorisation for the purpose.

Article 15.

As regards all questions of nationality connected with the application of the present Convention, aircraft shall be deemed to have the nationality of the State on the register of which they are duly entered.

Article 16.

The two High Contracting Parties shall exchange every month lists showing the registrations entered and cancelled during the previous month.

Article 17.

Any aircraft crossing or passing in transit through the air-space of either of the Contracting States and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour réglementer les formalités douanières).

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation constituée par un membre du côté des Pays-Bas, un autre membre du côté de l'Espagne et un président nommé de commun accord. Les membres ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Hautes Parties contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article 21.

Le régime des sanctions à appliquer aux aéronefs en contravention avec les prescriptions de cette convention sera celui indiqué dans les règlements de navigation aérienne de chaque pays pour les aéronefs nationaux.

Article 22.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois. Elle sera considérée comme dénoncée avec effet immédiat si les deux Etats arrivent à conclure avec d'autres Etats une convention aérienne de caractère général.

Article 23.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double expédition, le quatorze février mil neuf cent trente.

(L. S.) VAN ASBECK.

(L. S.) Dámaso BERENGUER.

Article 18.

Aircraft of the nationality of either Contracting State shall be entitled to the same measures of assistance for landing, especially in case of distress, as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall, in the absence of any agreement to the contrary, be governed by the principles of maritime law contained in the international conventions in force or, in the absence of such conventions, by the national law of the salvor.

Article 19.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations in force regarding air navigation in their respective territories.

Article 20.

Details as to the application of the present Convention shall be arranged wherever possible by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties (particularly as regards the regulation of Customs formalities).

Any dispute regarding the application of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall first be examined by a conciliation commission consisting of one member representing the Netherlands, one member representing Spain and a Chairman appointed by agreement. The members and the Chairman shall be appointed as required for each case that occurs. If the High Contracting Parties fail to agree upon the appointment of the Chairman, or as to the award given by the Commission, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 21.

The penalties applicable to aircraft infringing the terms of the present Convention shall be those laid down in the air navigation regulations issued by each country for its own aircraft.

Article 22.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice. The Convention shall be deemed to be denounced with immediate effect if the two States conclude a general Air Convention with other States.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid, in duplicate, February the fourteenth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) VAN ASBECK.

(L. S.) Dámaso BERENGUER.

N° 3153.

ESPAGNE ET PAYS-BAS

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à La Haye, le 30 mars 1931.

SPAIN AND THE NETHERLANDS

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at The Hague, March 30, 1931.

N° 3153. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 30 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires d'Espagne et des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ;

S'inspirant des relations traditionnelles d'amitié qui unissent l'Espagne et les Pays-Bas ;

Animés du même souci de donner aux deux pays de nouvelles garanties d'une paix réciproque aussi nécessaire à leur progrès social qu'à leur prospérité économique ;

Et désireux de favoriser dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à diviser les deux pays,

Ont, à cette fin, résolu de conclure un traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et ont nommé pour leur plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le comte DE PRADÈRE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et les Pays-Bas, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 27 janvier 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3153. — TREATY [2] OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 30, 1931.

French official text communicated by the Spanish and the Netherlands Envoys Extraordinary and Ministers Plenipotentiary at Berne. The registration of this Treaty took place February 25, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS;

Mindful of the traditional friendly relations existing between Spain and the Netherlands;

Actuated by a common desire to afford both countries new guarantees of mutual peace, necessary alike to their social progress and economic prosperity;

And being desirous of henceforward promoting, in conformity with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all differences and disputes of whatever kind which may arise between the two countries,

Have, to this end, resolved to conclude a treaty of conciliation, judicial settlement and arbitration and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Count DE PRADÈRE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake that in no case will they seek, otherwise than by pacific means, the settlement of disputes or conflicts, of whatever nature they may be, which may arise between Spain and the Netherlands and which it has been impossible to settle in a reasonable time by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind relating to a right asserted by one of the High Contracting Parties and contested by the other, which it has not been possible to settle amicably by the normal methods

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at The Hague, January 27, 1933.

par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité que six mois au moins et trois ans au plus après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans les délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres.

Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; les Parties se réservent toutefois de transférer à l'expiration du terme de trois ans les fonctions du président à un autre des membres de la commission désignée en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner : le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal, as laid down hereinafter. It is agreed that the disputes referred to above shall include, in particular, those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any recourse is had to arbitration or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute may not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until at least six months, and not more than three years, after a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each High Contracting Party shall nominate one commissioner of its own choosing, the other three, one of whom shall be President of the Commission, being appointed jointly by the Parties. These three commissioners may not be nationals of the High Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. All three must be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If a member of the Commission has not been replaced on the expiration of his term of office, the latter shall be deemed to be renewed for a period of three years ; the Parties reserve the right, however, upon the expiration of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

A vacancy occurring as the result of the death or retirement of a member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the nomination of the members to be appointed jointly has not been made within this period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months after the vacancy occurs, such nomination shall be entrusted to a third Power designated by the Parties by common agreement. If an agreement is not arrived at on this subject, each Party shall designate a different Power, and the nominations shall be made jointly by the Powers thus designated. If, within two months, these two Powers have not found it possible to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed ; the choice among the candidates thus submitted shall be determined by lot.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties ou par l'une des Parties avec le consentement de l'autre.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la Commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve le droit de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation, désignée en commun par les Parties contractantes, serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de dix mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention[1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 7.

Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by both Parties or by one of them acting with the assent of the other.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the Commission has been informed of the dispute, either Party may, for the examination of such dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter.

The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to make use of the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being the permanent member appointed by it if he is temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Should any member of the Conciliation Commission jointly appointed by the Contracting Parties be temporarily unable to take part in the Commission's work through illness or for any other reason, the Parties shall jointly appoint a substitute who will sit temporarily in his place. If such substitute is not appointed within one month from the date on which the temporary vacancy occurs, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commission of Enquiry) of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins et d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une partie égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut de l'accord visé à l'article 3 portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable accord, à défaut de conciliation devat ladite Commission, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut[1], soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas conclu dans les cinq mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

[1] Vol VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol CIV, page 492 ; vol CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow them to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witness or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission each Commissioner shall receive remuneration, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the remuneration provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

In the absence of the agreement referred to in Article 3 to bring the dispute before the Permanent Conciliation Commission and, in the case of such agreement, should no amicable settlement be reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted, by a special agreement, either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute[1], or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been concluded within five months from the day on which one of the Parties was notified of the request for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol XV, page 305 ; Vol XXIV ; page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol CXI, page 402 ; Vol CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité, sera appliquée.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite Commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre elles.

Article 19.

Si, dans le cas d'un conflit visé à l'article précédent, les Parties n'ont pu être conciliées, elles examineront ensemble s'il y a lieu de le soumettre à l'arbitrage. Si elles se mettent d'accord à cet effet, le conflit sera, par voie de compromis, soumis pour décision à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex aequo et bono*, pour autant que les points en litige ne sont pas régis par un traité en vigueur entre les deux Parries ou par le Droit international.

S'il n'en est convenu autrement, le tribunal sera composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité pour la constitution de la Commission de conciliation, et procédera conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement des conflits internationaux. Le Tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du tribunal sera obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Si, dans les trois mois qui suivront les travaux de la Commission permanente de conciliation, les Parties ne se sont pas accordées pour soumettre le conflit à une décision arbitrale conformément aux stipulations de l'article 19, l'affaire pourra, à la seule requête de l'une ou l'autre des Parties, qui, dans ce cas, le notifiera sans délai à la Partie adverse, être portée devant le Conseil de la Société des Nations qui procédera conformément au Pacte de la Société des Nations.

Article 21.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by a decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which a procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, which shall be instructed to propose an acceptable solution to the Parties and in any case to submit a report.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applied.

If the Parties cannot agree on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled, on the expiry of one month's notice, to submit the question direct to the Permanent Conciliation Commission.

If the request emanates from one of the Parties only, that Party shall notify the request forthwith to the other Party.

Should the Parties be unable to agree as to whether a dispute has the character of a dispute within the meaning of Article 2 and as such is subject to settlement by the decision of a court, the matter shall in all cases be submitted by agreement between the Higt Contracting Parties or, failing agreement, at the request of one or the other of them for decision by the Permanent Court of International Justice prior to any proceedings before the Permanent Conciliation Commission.

Article 19.

If in the case of a dispute coming under the preceding Article it has not been possible to bring the Parties to an agreement, they shall consult together as to the desirability of submitting the question to arbitration. Should they reach agreement to this effect, the dispute shall be submitted, by means of a special agreement, to an arbitral tribunal empowered to decide *ex aequo et bono*, in so far as the questions at issue are not governed by a treaty in force between the two Parties or by international law.

Failing agreement to the contrary, the tribunal shall consist of five members designated in the manner prescribed in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission and shall proceed in conformity with the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, on the settlement of international disputes. The tribunal shall be set up within six months from the request for arbitration.

The decision of the tribunal shall be binding upon the Parties.

Article 20.

If within three months after the proceedings of the Permanent Conciliation Commission the Parties have not agreed to submit the dispute to arbitration in accordance with the provisions of Article 19, the matter may at the request of either of the Parties, which in that case shall immediately notify the other, be brought before the Council of the League of Nations ; the Council shall proceed in conformity with the Covenant of the League of Nations.

Article 21.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or, according to the circumstances, the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted; the Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the settlement proposed by the Permanent Conciliation

proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 22.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 23.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 24.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête de l'une ou de l'autre Partie.

Article 25.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 26.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale, devant un Tribunal d'arbitrage ou devant le Conseil de la Société des Nations, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à La Haye en double exemplaire le 30 mars 1931.

(L. S.) El Conde DE PRADÈRE.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Don Justo Gómez Ocerín,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que es copia conforme del Tratado de Conciliacion, Arreglo Judicial y Arbitraje firmado entre España y los Paises Bajos el treinta de Marzo de mil novecientos treinta y uno.

Madrid, 10 de febrero de 1933.

El Subsecretario,
J. Gómez Ocerín.

N° 3153

Commission and, in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 22.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a Court of law or of any other authority of either Contracting Party is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the satisfaction to be granted to the injured Party.

Article 23.

The present Treaty shall be communicated to the League of Nations for registration under Article 18 of the Covenant.

Article 24.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple request from one or other Party.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at The Hague at the earliest possible date.

Article 26.

The present Treaty shall come into force immediately on the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years as from that date. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be tacitly renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If at the time of the expiration of the present Treaty any proceedings thereunder are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice, an arbitral tribunal or the Council of the League of Nations, they shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague, in duplicate, March 30, 1931.

(L. S.) El Conde DE PRADÈRE.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

N° 3154.

ÉTAT-UNIS D'AMÉRIQUE ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats d'inspection des navires destinés au transport des personnes. Washington, les 1er juin, 5 et 17 août 1931.

UNITED STATES OF AMERICA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning reciprocal Recognition of Certificates of Inspection of Vessels assigned to the Transportation of Passengers. Washington, June 1 and August 5 and 17, 1931.

No. 3154. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF INSPECTION OF VESSELS ASSIGNED TO THE TRANSPORTATION OF PASSENGERS. WASHINGTON, JUNE 1st, AUGUST 5 AND 17, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 février 1933.
Cet échange de notes a été communiqué au Secrétariat par le « Département of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 12 novembre 1931.

DEPARTMENT OF STATE.
No. 865.854/20.

WASHINGTON, *June* 1, 1931.

SIR,

I have the honor to refer to previous correspondence with the Italian Embassy concerning an agreement between the United States and Italy for the reciprocal recognition of certificates of inspection of vessels assigned to the transportation of passengers. Particular reference is made to the Embassy's note of October 1, 1930, submitting additional data relating to the Italian laws and regulations, regarding the building and classification of vessels and the inspection of their structure and machinery. The laws and regulations of Italy have been found to approximate those of the United States on the subjects mentioned.

Accordingly, I have the honor to inform you that, in consideration of a like courtesy being extended to vessels of the United States in Italian ports, the appropriate agency of this Government will recognize in United States ports the unexpired certificates of inspection of passenger vessels of Italy issued and determined pursuant to the laws of Italy as fulfilling the requirements of the steamboat inspection laws and regulations of the United States, and that it will not be necessary in this regard for vessels of Italy to be reinspected at any port of the United States.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3154. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS D'INSPECTION DES NAVIRES DESTINÉS AU TRANSPORT DES PERSONNES. WASHINGTON, LES 1er JUIN, 5 ET 17 AOUT 1931.

English official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 28, 1933.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 12, 1931.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.
N° 865.854/50.

WASHINGTON, *le* 1er *juin* 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de rappeler la correspondance antérieure échangée avec l'Ambassade d'Italie au sujet d'un accord entre les Etats-Unis et l'Italie en vue de la reconnaissance réciproque des certificats d'inspection des navires affectés au transport des passagers. Je me réfère en particulier à la note de votre ambassade en date du 1er octobre 1930 fournissant des renseignements complémentaires sur les lois et règlements italiens relatifs à la construction et à la classification des navires et à l'inspection de leur aménagement et de leurs machines. Il a été constaté que les lois et règlements de l'Italie correspondent approximativement aux lois et règlements des Etats-Unis applicables en ces matières.

J'ai donc l'honneur de vous faire savoir que, sous réserve de l'octroi du même traitement de faveur aux navires des Etats-Unis dans les ports italiens, l'autorité compétente de mon gouvernement reconnaîtra, dans les ports des Etats-Unis, les certificats non périmés d'inspection des navires italiens affectés au service des passagers délivrés et établis conformément aux lois de l'Italie comme répondant aux dispositions des lois et règlements des Etats-Unis concernant l'inspection des navires à vapeur et qu'à cet égard les navires italiens seront dispensés de toute nouvelle inspection dans un port quelconque des Etats-Unis.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I shall be glad to be informed when appropriate steps under Italian laws and regulations have been taken to give effect to a reciprocal exemption in favor of vessels of the United States.

This Government considers that the existence of the arrangement between the two countries on this subject may appropriately be evidenced by this note and your reply thereto.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

W. R. CASTLE, Jr.,
Acting Secretary of State.

Count Alberto Marchetti di Muriaglio,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Italy.

Per copia conforme :

p. il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

II.

ROYAL ITALIAN EMBASSY.
No. Uff. Em. 4608.

WASHINGTON, *August 5th*, 1931.

SIR,

I have the honor to refer to previous correspondence with the United States Department of State, particularly to your Note No. 865.854/20 dated June 1st, 1931, concerning an agreement between Italy and the United States for the reciprocal recognition of certificates of inspection of vessels assigned to the transportation of passengers.

In reply thereto I take pleasure in informing you that the Italian Authorities have assured that, in consideration of the fact that both Governments have now established the equivalence of their laws and regulations regarding the building and classification of vessels and the inspection of their structure and machinery, the unexpired Certificates of Inspection of passenger vessels of the United States will be equally recognized and accepted by the competent Italian Authorities as will the Certificates of Inspection of passenger vessels of Italy be recognized and accepted by the competent American Authorities.

I am glad to state that the Italian Government has expressed the desire that the agreement become effective, if satisfactory to your Government, on August 15th, 1931. This reciprocity in the recognition of certificates of inspection would, in that event, be made effective in Italy by means of a Decree bearing said date.

I shall greatly appreciate to receive your kind advices in this matter at your earliest convenience.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

G. De MARTINO.

Honorable W. R. Castle,
Acting Secretary of State
Washington, D. C.

Per copia conforme :

p. il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Je vous saurais gré de me faire connaître, en temps opportun, les mesures appropriées qui seront prises conformément aux lois et règlements italiens pour donner effet à une exemption réciproque en faveur des navires des Etats-Unis.

Mon gouvernement estime que l'existence de cet arrangement entre nos deux pays en la matière peut être dûment attestée par la présente note et par votre réponse à cette note.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire d'Etat, p.i.
W. R. CASTLE Jr.

Monsieur le Comte Alberto Marchetti di Muriaglio,
Chargé d'affaires, *par intérim,* d'Italie.

II.

AMBASSADE ROYALE D'ITALIE.
N° Uff. Em. 4608.

WASHINGTON, *le* 5 *août* 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de rappeler la correspondance antérieure échangée avec le Département d'Etat des Etats-Unis, notamment votre note N° 865.854/20 en date du 1er juin 1931, concernant un accord entre l'Italie et les Etats-Unis en vue de la reconnaissance réciproque des certificats d'inspection des navires affectés au transport des passagers.

En réponse à cette note, j'ai le plaisir de vous faire savoir que les autorités italiennes ont donné l'assurance que, nos deux gouvernements ayant maintenant établi l'équivalence de leurs lois et règlements concernant la construction et la classification des navires, ainsi que l'inspection de leur aménagement et de leurs machines, les certificats non périmés d'inspection des navires américains affectés au transport des passagers seront reconnus et acceptés par les autorités compétentes italiennes au même titre que les certificats d'inspection des navires italiens affectés au service des passagers le seront par les autorités compétentes américaines.

J'ai le plaisir de déclarer que le gouvernement italien a exprimé le désir de voir cet accord prendre effet, si votre gouvernement y consent, le 15 août 1931. La reconnaissance réciproque des certificats d'inspection serait, en ce cas, assurée en Italie par le moyen d'un décret portant ladite date.

Je vous serais vivement reconnaissant de bien vouloir me faire connaître votre opinion en la matière dès qu'il vous sera possible de le faire.

Veuillez agréer, etc.

G. DE MARTINO.

A l'Honorable W. R. Castle
Secrétaire d'Etat, *p.i.*
Washington.

III.

DEPARTMENT OF STATE.
No. 865/854/27.

WASHINGTON, *August* 17, 1931.

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge your note No. Uff. Em. 4608 of August 5, 1931, regarding an agreement between the United States and Italy for the reciprocal recognition of certificates of inspection of vessels assigned to the transportation of passengers.

With reference to the Italian Government's desire that the agreement become effective on August 15, 1931, I have pleasure in informing you that this Government will consider the agreement to be effective as of that date. Instructions necessary for this Government to give effect to the agreement have been issued to the inspectors of the Steamboat Inspection Service. Copies of the circular letter containing these instructions will be furnished you for transmittal to the proper Italian authorities as soon they have been printed.

In order that this Government's record of the agreement may be complete I shall appreciate it if you will furnish the Department with a copy in duplicate of your Government's decree of August 15, 1931, giving effect to the agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

W. R. CASTLE, Jr.
Acting Secretary of State.

His Excellency
Nobile Giacomo De Martino,
Ambassador of Italy.

Per copia conforme :

p. il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

III.

DÉPARTEMENT D'ETAT.
N° 865/854/27.

WASHINGTON, *le* 17 *août* 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° Uff. Em. 4608, en date du 5 août 1931, concernant un accord entre les Etats-Unis et l'Italie pour la reconnaissance réciproque des certificats d'inspection des navires affectés au transport des passagers.

En ce qui concerne le désir manifesté par le gouvernement italien de voir cet accord entrer en vigueur le 15 août 1931, j'ai le plaisir de vous faire savoir que mon gouvernement considérera ledit accord comme prenant effet à partir de cette date. Les instructions nécessaires pour que mon gouvernement puisse donner effet à cet accord ont été communiqués aux inspecteurs du service d'inspection des navires à vapeur. Des copies de la circulaire contenant ces instructions vous seront fournies dès qu'elles auront été imprimées, à charge pour vous de les communiquer aux autorités italiennes compétentes.

Pour compléter l'enregistrement du présent accord par mon gouvernement, je vous saurais gré de bien vouloir fournir à mon département une copie en double exemplaire du décret de votre gouvernement en date du 15 août 1931, donnant effet audit accord.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire d'Etat, p.i.
W. R. CASTLE Jr.

Son Excellence
Monsieur Giacomo De Martino,
Ambassadeur d'Italie.

N° 3155.

ESTONIE ET PERSE

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Moscou, le 3 octobre 1931.

ESTONIA AND PERSIA

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Moscow, October 3, 1931.

N° 3155. — TRAITÉ[1] D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A MOSCOU, LE 3 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 février 1933.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE, également animés du désir de consolider les rapports d'amitié traditionnels entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence M. Julius SELJAMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Moscou ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale le Schah de Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République d'Estonie et l'Empire de Perse, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article II.

Les Etats contractants sont d'accord pour continuer leurs relations diplomatiques et consulaires, conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Ils conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacun d'eux recevront, sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international et qui, en tout cas et également sous conditions de réciprocité, ne pourra être moins favorable que le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 21 février 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3155. — TREATY [2] OF FRIENDSHIP BETWEEN THE ESTONIAN REPUBLIC AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT MOSCOW, OCTOBER 3, 1931.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 28, 1933.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, being equally desirous of strengthening the traditional relations of friendship between the two States have resolved to conclude a treaty of friendship, and have appointed for the purpose as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Julius SELJAMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia in Moscow ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fatoullah Khan PAKREVAN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Imperial Majesty the Shah of Persia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere and lasting friendship between the Republic of Estonia and the Persian Empire, and between the nationals of the two States.

Article II.

The Contracting States agree to continue their diplomatic and consular relations in accordance with the principles and practice of ordinary international law. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall on the territory of the other receive the treatment prescribed by the principles and practice of ordinary international law, which treatment shall in any case and likewise subject to reciprocity, be not less favourable than that granted to the diplomatic and consular representatives of the most-favoured-nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Moscow, February 21, 1933.

Article III.

Les Etats contractants sont d'accord pour régler les relations consulaires, commerciales, douanières et de navigation entre leurs pays ainsi que les conditions de l'établissement et du séjour de leurs ressortissants sur leurs territoires respectifs, par des conventions conformes aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité.

Article IV.

Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante : dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chaque Etat désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Si les deux Etats ne s'entendent pas, dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera, sauf dispositions contraires des deux gouvernements, réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 à 85 de la Convention [1] de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement des conflits internationaux.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et règlera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Article V.

Le présent traité sera ratifié de part et d'autre selon les dispositions constitutionnelles propres à chacun des Etats contractants et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur avec l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité rédigé en deux exemplaires français et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 3 octobre 1931.

(L. S.) Jul. SELJAMAA. *(L. S.)* F. PAKREVAN.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article III.

The Contracting States agree to settle consular relations and commercial Customs and navigation matters between their countries, and the conditions of residence and sojourn of their nationals in their respective territories, by conventions conforming to the principles and practice of ordinary international law, and on the basis of perfect equality and reciprocity.

Article IV.

The Contracting States agree to submit to arbitration any dispute that may arise between them in regard to the application or interpretation of any treaties or conventions (including the present Treaty) concluded or to be concluded, which are not found capable of settlement in a friendly manner within a reasonable time by ordinary diplomatic procedure.

This provision shall also apply, if need be, to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the said treaties and conventions.

The decision of the arbitral tribunal shall be binding on the Parties.

The arbitral tribunal shall be constituted for each dispute at the request of one of the Parties and in the following manner : within three months from the filing of the request, each State shall appoint its arbitrator who may, moreover, be selected from amongst nationals of a third State. If the two States within three months from the filing of the request do not agree on the period within which the two arbitrators must give their decision, or if the two arbitrators are unable to settle the dispute within the period allotted to them, the two States shall select as a third arbitrator a national of a third State. If the States do not agree on the choice of a third arbitrator within two months of the day on which the request for the appointment of a third arbitrator is received, they shall jointly request, or if their joint request is not submitted within a further period of two months, either of them may request the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint this third arbitrator from amongst the nationals of third states. The Parties may agree to submit to the President a list of third States within which his choice shall be limited. They reserve the right to select a third arbitrator jointly in advance and for a fixed period.

The procedure to be followed by the two arbitrators, if not laid down in a special agreement between the two States to be concluded at latest at the moment of appointing the arbitrators, shall, failing other arrangements by the two Governments, be determined in accordance with Article 57 and Articles 59 to 85 of the Hague Convention [1] of October 18, 1907, for the settlement of international disputes.

Should it be found necessary to appoint a third arbitrator, and failing an agreement between the Contracting States as to the procedure to be followed from the moment of such appointment, the third arbitrator shall sit with the two former arbitrators and the Arbitral tribunal thus formed shall determine its own procedure and settle the dispute. All decisions of the arbitral tribunal shall be reached by majority.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified by each Contracting Party in accordance with its constitutional provisions and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible. It shall come into force at the moment of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, which is drawn up in French and in two copies, and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, October 3, 1931.

(L. S.) Jul. SELJAMAA. *(L. S.)* F. PAKREVAN.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'amitié conclu aujourd'hui entre la République d'Estonie et l'Empire de Perse, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante du traité même.

Les deux Etats contractants se réservent le droit de réexaminer les dispositions de l'article 4 du Traité d'amitié à partir du moment où dix ans se seront écoulés depuis l'échange des ratifications dudit traité.

Fait à Moscou, le 3 octobre 1931.

Jul. SELJAMAA. F. PAKREVAN.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Friendship concluded this day between the Estonian Republic and the Persian Empire, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration which shall form an integral part of the Treaty itself.

The two Contracting States reserve the right to reconsider the provisions of Article 4 of the Treaty of Friendship when ten years shall have elapsed from the exchange of ratifications of the said Treaty.

Done at Moscow, October 3, 1931.

Jul. SELJAMAA. F. PAKREVAN.

N° 3156.

BELGIQUE ET BULGARIE

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre les deux pays. Signé à Sofia, le 23 juin 1931.

BELGIUM AND BULGARIA

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement between the two Countries. Signed at Sofia, June 23, 1931.

N° 3156. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE. SIGNÉ A SOFIA, LE 23 JUIN 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 mars 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans un traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. le baron DE WOELMONT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de tout nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par le présent traité, à un réglement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 4 février 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3156. — TREATY[2] OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA. SIGNED AT SOFIA, JUNE 23, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place March 3, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS,

Inspired by the friendly relations existing between their respective nations ;

Sincerely desirous of bringing about, by peaceful methods, the settlement of any differences that may arise between their countries ;

Observing that it is obligatory upon international tribunals to respect rights established by treaty or resulting from international law ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific settlement renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation of the Assembly of the League of Nations in its resolution dated September 26, 1928, that all States should conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to embody their common intention in a treaty, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron DE WOELMONT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency M. Athanase D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Ecclesiastical Affairs,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down in the present Treaty, to judicial settlement or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, February 4, 1933.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II.

Du règlement judiciaire.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut[1] de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention[2] de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

[2] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of such conventions. Nevertheless, should the settlement of the dispute not be achieved by application of this procedure, the provisions of the present Treaty concerning arbitration or judicial settlement shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute[1] of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

In the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention[2] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the Tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol LIV, page 387 ; Vol LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent Traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

De la conciliation.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1° La Commission comprendra trois membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le troisième commissaire sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce puissance. Ce dernier ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Il assumera la présidence de la Commission.

2° Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Le commissaire nommé en commun pourra être remplacé au cours de son mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3° Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Treaty.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the Arbitral Tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special conciliation commission constituted by the Parties to the dispute.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the High Contracting Parties to the other Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows:

(1) The Commission shall be composed of three members. The High Contracting Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The third commissioner shall be appointed by agreement from among the nationals of a third Power. The last mentioned commissioner must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. He shall act as President of the Commission.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioner appointed jointly may be replaced during his term of office by agreement between the Parties. Either of the High Contracting Parties may, however, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall remain in office until the termination of the proceedings in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation, or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13.

Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder à sa nomination sera confié au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans a matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

If the appointment of the commissioner to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the duty of appointing him shall be entrusted to the President in Office of the Council of the League of Nations.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by either Party.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain a request to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a Permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all curcumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle ne décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission : elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties' being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations, from the agents, counsel, and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement that seem to it suitable, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the procès-verbal of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV.

Du règlement arbitral.

Article 24.

Si dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le tribunal arbitral comprendra trois membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le surarbitre sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Il ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

Si, dans un délai de trois mois, les Parties n'ont pu tomber d'accord sur le choix du surarbitre, sa nomination sera faite par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le comprimis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's procès-verbal shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 24.

If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an arbitral tribunal, which unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The Arbitral Tribunal shall consist of three members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of a third Power. He must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 26.

If, within a period of three months, the Parties have been unable to reach an agreement as to the choice of a Chairman, he shall be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the nomination shall be made by the Vice-President. If the latter is unable to act, or is a national of one of the Parties, the appointment shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation, or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 29.

Failing adequate stipulations in the special agreement, with regard to the points mentioned in the preceding Article, the procedure followed shall, as far as possible, be that laid down in the

de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono.*

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 34.

1. Le présent traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal on the application of either Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. If there are no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER V.

General provisions.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to refrain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and, in general, to refrain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment delivered or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute is, wholly or in part, contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of such judgment or measure to be annulled, the High Contracting Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 34.

1. The present Treaty shall be applicable as between the High Contracting Paries, event though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the Parties may agree to invite such third Power to intervene.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir, et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

Le présent traité, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 37.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Bruxelles.

Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

2. Le traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Sofia, le 23 juin 1931, en deux exemplaires.

(L. S.) WOELMONT. *(L. S.)* A. D. BOUROFF.

---

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature that may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the Arbitral Tribunal a request to intervene.

The Court or the Tribunal shall decide.

4. Whenever the interpretation of a treaty to which States other than those concerned in the case are Parties is in question, the Registry of the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall notify all such States forthwith.

Each State so notified shall have the right to intervene in the proceedings ; but, if it avails itself of that right, the interpretation contained in the decision shall be binding upon it.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Treaty, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Treaty, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 37.

1. The present Treaty shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Brussels.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Treaty shall be concluded for a period of five years, dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, the proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Sofia, June 23, 1931.

(L. S.) WOELMONT. *(L. S.)* A. D. BOUROFF.

N° 3157.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ITALIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la navigation aérienne. Washington, les 13 et 14 octobre 1931.

UNITED STATES OF AMERICA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Air Navigation. Washington, October 13 and 14, 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3157. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE. WASHINGTON, LES 13 ET 14 OCTOBRE 1931.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mars 1933.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 26 novembre 1931.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *October* 13, 1931.

SIR,

Reference is made to the negotiations which have taken place between this Department and your Embassy for the conculsion of a reciprocal arrangement between the United States and Italy for the admission of civil aircraft, the issuance of pilots' licenses, and the acceptance of certificates for aircraft and accessories imported as merchandise.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] In force as from October 31, 1931.

No. 3157. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING AIR NAVIGATION. WASHINGTON, OCTOBER 13 AND 14, 1931.

English and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 3, 1933.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 26, 1931.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 13 *octobre* 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre mon département et votre ambassade en vue de la conclusion d'un accord entre les Etats-Unis et l'Italie fondé sur la réciprocité et concernant l'admission des aéronefs civils, la délivrance de licences de pilote et la reconnaissance des certificats relatifs aux aéronefs et à leurs accessoires importés comme marchandises,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] En vigueur à partir du 31 octobre 1931.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations that this arrangement shall be as follows :

Article 1.

Subject to the conditions and limitations hereinafter contained and set forth, Italian civil aircraft shall be permitted to operate in the United States of America and, in like manner, civil aircraft of the United States of America shall be permitted to operate in Italy.

Wherever either country is referred to therein it shall be understood to include its territories and possessions.

The right of aircraft of either country to enter the territory of the other country shall be understood to include the right of transit across such territory.

Article 2.

All state aircraft other than military, naval, customs and police aircraft, shall be treated as civil aircraft and as such shall be subject to the requirements hereinafter provided for civil aircraft.

Article 3.

Italian aircraft, before entering the United States, must be registered and passed as airworthy by the Italian Ministry of Aeronautics and must bear the registration markings allotted to them by that Ministry, preceded by the letter " I ", placed on them in accordance with the Air Navigation Regulations of the Ministry of Aeronautics.

Aircraft of the United States, before entering Italy, must be registered and passed as airworthy by the United States Department of Commerce, and must bear the registration markings allotted to them by that Department, preceded by the letter " N ", placed on them in accordance with the Air Commerce Regulations of the Department of Commerce.

je considère qu'il a été convenu, au cours desdites négociations, que l'accord en question aurait les dispositions suivantes :

Article premier.

Sous réserve des conditions et des limitations contenues et établies ci-après, les aéronefs civils italiens seront autorisés à naviguer aux Etats-Unis d'Amérique et, de même, les aéronefs civils des Etats-Unis seront autorisés à naviguer en Italie.

A quelque endroit du présent accord que soit mentionné l'un ou l'autre des deux pays, il sera censé comprendre ses territoires et ses possessions.

Le droit pour les aéronefs de l'un ou l'autre des deux pays de pénétrer sur le territoire de l'autre pays sera considéré comme comprenant le droit de transit à travers ledit territoire.

Article 2.

Tous les aéronefs d'Etat, à l'exception des aéronefs militaires, navals, de douane et de police, seront traités comme des aéronefs civils et, comme tels, seront soumis aux conditions établies dans le présent accord pour les aéronefs civils.

Article 3.

Avant de pénétrer aux Etats-Unis, les aéronefs italiens devront être immatriculés et reconnus aptes à la navigation aérienne par le Ministère italien de l'Aéronautique ; ils devront, en outre, porter la marque d'immatriculation qui leur aura été assignée par ce ministère, précédée de la lettre « I » et apposée conformément aux règlements du Ministère de l'Aéronautique sur la navigation aérienne.

Avant de pénétrer en Italie, les aéronefs des Etats-Unis devront être immatriculés et reconnus aptes à la navigation aérienne par le Département du Commerce des Etats-Unis, et ils devront, en outre, porter la marque d'immatriculation qui leur aura été assignée par ce département, précédée de la lettre « N » et apposée conformément aux règlements du Département du Commerce sur le commerce aérien.

Article 4.

Italian aircraft making flights into the United States must carry :

(a) The Journey Log (compulsory for all aircraft, regardless of the purpose for which used) ;
(b) The Aircraft Log ;
(c) The Engine Log (both compulsory only for aircraft assigned to public transportation of passengers and cargo).

United States aircraft making flights into Italy must carry :

(a) The Journey Log (compulsory for all aircraft, regardless of the purpose for which used) ;
(b) The Aircraft Log ;
(c) The Engine Log (both compulsory only for aircraft assigned to public transportation of passengers and cargo).

Italian aircraft making flights into the United States must also carry the certificates of registration and airworthiness issued by the Italian Ministry of Aeronautics or by the authority recognized for the purpose by the said Ministry. The pilots shall bear a license issued by the said Italian Ministry of Aeronautics, as well as such permit as may be prescribed by that Ministry. Like requirements shall be applicable in Italy with respect to aircraft of the United States and American pilots making flights into Italy. The certificates and licenses in the latter case shall be those issued by the United States Department of Commerce, and the permits shall be such as may be prescribed by that Department.

Article 4.

Les aéronefs italiens qui pénétreront dans les Etats-Unis par la voie des airs devront être munis :

a) Du carnet de route (obligatoire pour tous les aéronefs, quel que soit l'objet pour lequel ils sont utilisés) ;
b) Du livret d'appareil ;
c) Du livret de moteur (ces deux derniers documents n'étant obligatoires que pour les aéronefs affectés au transport public des passagers et des marchandises).

Les aéronefs des Etats-Unis qui pénétreront en Italie par la voie des airs devront être munis :

a) Du carnet de route (obligatoire pour tous les aéronefs, quel que soit l'objet pour lequel ils sont utilisés) ;
b) Du livret d'appareil ;
c) Du livret de moteur (ces deux derniers documents n'étant obligatoires que pour les aéronefs affectés au transport public des passagers et des marchandises).

Les aéronefs italiens qui pénétreront aux Etats-Unis par la voie des airs devront également être munis des certificats d'immatriculation et de navigabilité délivrés par le Ministère italien de l'Aéronautique ou par les autorités reconnues par celui-ci à cet effet. Les pilotes devront être munis d'une licence délivrée par ledit Ministère italien de l'Aéronautique, de même que de toute autorisation qui pourra être prescrite par ce ministère. Les mêmes conditions seront applicables en Italie en ce qui concerne les aéronefs des Etats-Unis et les pilotes américains qui pénétreront en Italie par la voie des airs. Les certificats et licences, dans ce dernier cas devront être ceux qui sont délivrés par le Département du Commerce des Etats-Unis et les autorisations seront celles qui sont prescrites par ce département.

Article 5.

Pilots who are nationals of the one country shall be licensed by the other under the following conditions :

(a) The Italian Ministry of Aeronautics will issue pilots' licenses to American nationals upon a showing that they are

Article 5.

Les pilotes, ressortissants de l'un des deux pays, recevront une licence de l'autre pays dans les conditions suivantes :

a) Le Ministère italien de l'Aéronautique délivrera des licences de pilote aux nationaux américains, après qu'il aura été

qualified under the regulations of that Ministry covering the licensing of pilots; and the United States Department of Commerce will issue pilots' licenses to Italian nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

(b) The pilots' licenses issued by the Italian Ministry of Aeronautics to American nationals and those issued by the United States Department of Commerce to Italian nationals pursuant to the provisions of the preceding paragraph shall be valid in each instance for a period of six months. At the expiration of a period for which a license has been issued the holder may make application for a renewal to the authority issuing the license.

(c) Pilots' licenses issued by the United States Department of Commerce to Italian nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to American Nationals, and pilots' licenses issued by the Italian Ministry of Aeronautics to American nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to Italian nationals.

(d) Pilots' licenses granted to nationals of the one country by the other country shall not be construed to accord to them the right to register aircraft in such other country.

(e) Pilots' licenses granted to nationals of the one country by the other country shall not be construed to accord to them the right to operate aircraft in air commerce unless the aircraft is registered in such other country in accordance with its registration requirements except as provided for in Paragraphs *(a)* and *(b)* of article 7, with respect to discharging and taking on passengers and/or cargo.

(f) Italian nationals holding unexpired pilot licenses issued by the Italian Ministry of Aeronautics shall be permitted to operate in the United States, for non-industrial

démontré qu'ils possèdent les qualités requises par les règlements dudit Ministère en ce qui concerne la délivrance des licences de pilote ; et le Département du Commerce des Etats-Unis délivrera des licences de pilote aux nationaux italiens, après qu'il aura été démontré qu'ils possèdent les qualités requises par les règlements dudit département en ce qui concerne la délivrance des licences de pilote ;

b) Les licences de pilote délivrées par le Ministère italien de l'Aéronautique aux nationaux américains et les licences délivrées par le Département du Commerce des Etats-Unis aux nationaux italiens, en vertu des dispositions du paragraphe précédent, seront valables dans chaque cas pour une période de six mois. A la fin de la période pour laquelle la licence aura été délivrée, le détenteur pourra faire une demande en vue de son renouvellement à l'autorité qui l'aura délivrée ;

c) Les licences de pilote délivrées par le Département du Commerce des Etats-Unis aux nationaux italiens leur conféreront les mêmes droits que ceux que donnent les licences de pilote délivrées aux nationaux américains, et des licences de pilote délivrées par le Ministère italien de l'Aéronautique aux nationaux américains leur conféreront les mêmes droits que ceux que donnent les licences de pilote délivrées aux nationaux italiens ;

d) Les licences de pilote accordées aux nationaux de l'un des deux Etats par l'autre Etat ne devront pas être interprétées comme leur donnant le droit de faire immatriculer des aéronefs dans l'autre pays ;

e) Les licences de pilote délivrées aux nationaux de l'un des deux pays par l'autre pays ne devront pas être interprétées comme leur donnant le droit de faire naviguer des aéronefs dans le commerce aérien à moins que l'aéronef ne soit immatriculé dans cet autre pays conformément à ses conditions d'immatriculation, à l'exception des cas prévus aux paragraphes *a)* et *b)* de l'article 7 en ce qui concerne le déchargement et le chargement des passagers ou des marchandises ;

f) Les nationaux italiens titulaires de licences de pilote non périmées, délivrées par le Ministère italien de l'Aéronautique, seront autorisés à faire naviguer aux Etats-Unis,

or non-commercial purposes for a period of six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the Italian Ministry of Aeronautics or by the authority recognised for the porpose by the said Ministry, and/or any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce ; provided, however, that if the license issued by the said Ministry expires before the expiration of such six month period, the period for which the Italian pilot may operate civil aircraft of Italian registry and/or civil aircraft registered by the United States Department of Commerce, for non-industrial or non-commercial purposes, in the United States shall be limited to the period for which the Italian license is still valid. No pilot to whom this provision applies shall be allowed to operate civil aircraft in the United States for non-industrial or non-commercial purposes after the expiration of the period for which he may operate by virtue of this provision unless he shall, prior to the expiration of such period, have obtained a pilot's license from the United States Department of Commerce in the manner provided for in this article.

American nationals holding unexpired pilot licenses issued by the Department of Commerce of the United States shall be permitted to operate in Italy for non-industrial or non-commercial purposes for a period of six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce, and/or any civil aircraft registered by the Italian Ministry of Aeronautics or by the authority recognized for the purpose by the said Ministry ; provided, however, that if the license issued by the said Department expires before the expiration of such six month period, the period for which the American pilot may operate civil aircraft of United States registry and/or civil aircraft of Italian registry for non-industrial or non-commercial purposes, in Italy shall be limited to the period for which the American license is still valid. No pilot to whom this provision applies shall be allowed to operate civil aircraft in Italy for non-industrial or non-commercial purposes after the expiration of the period for which be may operate by virtue of this provision unless he shall, prior to the expiration of

à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales, pendant une période de six mois à partir de la date de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par le Ministère italien de l'Aéronautique ou par les autorités reconnues par celui-ci à cet effet ou tout aéronef civil immatriculé par le Département du Commerce des Etats-Unis ; toutefois, si la licence délivrée par ledit Ministère expire avant la fin de cette période de six mois, la période pendant laquelle le pilote italien pourra faire naviguer aux Etats-Unis des aéronefs civils du registre italien ou des aéronefs civils immatriculés par le Département du Commerce des Etats-Unis, à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales, sera limitée à la période pendant laquelle la licence italienne sera encore valable. Aucun pilote auquel s'appliquera cette disposition ne sera autorisé à faire naviguer des aéronefs civils aux Etats-Unis à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales après expiration de la période pendant laquelle il pourra le faire en vertu de la présente disposition, à moins qu'il n'ait obtenu, avant l'expiration de ladite période, une licence de pilote du Département du Commerce des Etats-Unis de la façon prévue dans le présent article.

Les nationaux américains titulaires de licences de pilote non périmées, délivrées par le Département du Commerce des Etats-Unis seront autorisés à faire naviguer en Italie à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales, pendant une période de six mois, à partir de la date de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par le Département du Commerce des Etats-Unis, ou tout aéronef civil immatriculé par le Ministère italien de l'Aéronautique ou par les autorités reconnues à cet effet par celui-ci ; toutefois, si la licence délivrée par ledit département expire avant la fin de cette période de six mois, la période pendant laquelle le pilote américain pourra faire naviguer en Italie des aéronefs civils du registre des Etats-Unis ou des aéronefs civils du registre italien, à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales, sera limitée à la période pendant laquelle la licence américaine est encore valable. Aucun pilote auquel s'appliquera la présente disposition ne sera autorisé à faire naviguer des aéronefs civils en Italie à des fins autres que des fins industrielles ou commerciales après l'expiration de la période pendant

such period, have obtained a pilot's license from the Italian Ministry of Aeronautics in the manner provided for in this article.

laquelle il pourra le faire en vertu de la présente disposition, à moins qu'il n'ait obtenu, avant l'expiration de ladite période, une licence de pilote du Ministère italien de l'Aéronautique de la façon prévue dans le présent article.

Article 6.

No Italian aircraft in which photographic apparatus has been installed shall be permitted to operate in the United States, nor shall any photographs be taken from Italian aircraft while operating in or over United States territory, except in cases where the entrance of such aircraft or the taking of photographs is specifically authorized by the Department of Commerce of the United States.

Like restrictions shall be applicable to aircraft of the United States with respect to their operation in or over Italian territory and in such cases the entrance of aircraft in which photographic apparatus has been installed, and the taking of photographs shall not be permissible without the specific authorization of the Italian Ministry of Aeronautics.

Article 6.

Aucun aéronef italien à bord duquel aura été isntallé un appareil photographique ne sera autorisé à naviguer aux Etats-Unis et aucune photographie ne devra être prise d'un aéronef italien naviguant dans le territoire des Etats-Unis ou au-dessus dudit territoire, sauf dans les cas où l'entrée d'un tel aéronef ou la prise de vues photographiques aura été expressément autorisée par le Département du Commerce des Etats-Unis.

Des restrictions semblables seront applicables aux aéronefs des Etats-Unis en ce qui concerne leur navigation sur le territoire italien ou au-dessus dudit territoire et, dans de tels cas, l'entrée des aéronefs à bord desquels un appareil photographique aura été installé et la prise de vues photographiques ne pourront être admises sans une autorisation expresse du Ministère italien de l'Aéronautique.

Article 7.

(a) If the Italian aircraft and pilots are licensed to carry passengers and/or cargo in Italy, they may do so between Italy and the United States in the operation of a regular Italian air transport line ; provided, however, that the establishment of such lines shall be subject to the prior consent of the United States Government given on the principle of reciprocity. Such lines, if established, may not engage in air commerce between points in the United States, except that subject to compliance with customs, quarantine and immigration requirements, such aircraft shall be permitted to discharge passengers and/or cargo destined to the United States from points beyond the boundaries of United States territory at one airport in the United States, according landing facilities to foreign aircraft, and to proceed with the remaining passengers and/or cargo to any other airports in the United States, according landing facilities to foreign aircraft, for the purpose of discharging the remaining passengers and/or cargo ; and they shall in like manner be

Article 7.

a) Si les aéronefs et les pilotes italiens sont munis de licences pour le transport des passagers ou des marchandises en Italie, ils pourront effectuer de tels transports entre l'Italie et les Etats-Unis dans l'exploitation d'une ligne italienne régulière de transports aériens ; toutefois, l'établissement de telles lignes devra être subordonné au consentement préalable du Gouvernement des Etats-Unis, qui sera accordé sur la base de la réciprocité. Dans le cas où de telles lignes seront établies, elles ne pourront servir au commerce aérien entre des points situés aux Etats-Unis. Toutefois, lesdits aéronefs, en se conformant aux dispositions de douane, de quarantaine et d'immigration, seront autorisés à décharger des passagers ou des marchandises destinés aux Etats-Unis et provenant de points situés au delà des frontières du territoire des Etats-Unis, sur un aérodrome des Etats-Unis ouvert au trafic des aéronefs étrangers, et à continuer leur route avec le reste des passagers ou des marchandises vers tous les autres aérodromes des Etats-Unis ouverts au trafic des

permitted to take on at different airports in United States territory passengers and/or cargo destined to points beyond the boundaries of that territory.

(b) If the United States aircraft and pilots are licensed to carry passengers and/or cargo in the United States, they may do so between the United States and Italy in the operation of a regular American air transport line ; provided, however, that the establishment of such lines shall be subject to the prior consent of the Italian Government given on the principle of reciprocity. Such lines, if established, may not engage in air commerce between points in Italy, except that subject to compliance with customs, quarantine, and immigration requirements such aircraft shall be permitted to discharge passengers and/or cargo destined to Italy from points beyond the boundaries of Italian territory at one airport in Italy, according landing facilities to foreign aircraft, and to proceed with the remaining passengers and/or cargo to any other airports in Italy, according landing facilities to foreign aircraft, for the purpose of discharging the remaining passengers and/or cargo ; and they shall in like manner be permitted to take on at different airports in Italian territory passengers and/or cargo destined to points beyond the boundaries of that territory.

(c) Each of the parties to this arrangement shall, with respect to all matters concerning the operation of civil aircraft and so far as the executive branch of the Government shall possess authority under the provisions of legislation on this subject, accord to the civil aircraft of the other party, subject to the foregoing provisions of this Article, and on condition of reciprocity, most favored nation treatment.

Article 8.

The right accorded to Italian pilots and aircraft to make flights over United States territory under the conditions provided for in the present arrangement shall be subject to compliance with the laws, rules and regulations in effect in the

aéronefs étrangers, afin d'y décharger le reste des passagers ou des marchandises ; et ils seront de même autorisés à charger sur les différents aérodromes du territoire des Etats-Unis les passagers ou les marchandises destinés à des points situés au delà des frontières de ce territoire.

b) Si les aéronefs et les pilotes des Etats-Unis sont munis de licences pour le transport des passagers ou des marchandises aux Etats-Unis, ils pourront effectuer de tels transports entre les Etats-Unis et l'Italie dans l'exploitation d'une ligne américaine régulière de transports aériens ; toutefois, l'établissement de telles lignes devra être subordonné au consentement préalable du Gouvernement italien, qui sera accordé sur la base de la réciprocité. Dans le cas où de telles lignes seront établies, elles ne pourront servir au commerce aérien entre des points situés en Italie ; toutefois, lesdits aéronefs, en se conformant aux dispositions de douane, de quarantaine et d'immigration, seront autorisés à décharger des passagers ou des marchandises destinés à l'Italie et provenant de points situés au delà des frontières du territoire italien, sur un aérodrome d'Italie ouvert au trafic des aéronefs étrangers et à continuer leur route avec le reste des passagers ou des marchandises vers tous les autres aérodromes d'Italie ouverts au trafic des aéronefs étrangers afin d'y décharger le reste des passagers ou des marchandises ; et ils seront de même autorisés à charger sur les différents aérodromes du territoire italien les passagers ou les marchandises destinés à des points situés au delà des frontières de ce territoire.

c) Chacune des Parties au présent accord devra, en ce qui concerne toutes les questions relatives à la navigation des aéronefs civils et dans la mesure où le pouvoir exécutif du gouvernement y sera autorisé conformément aux dispositions de la législation en vigueur à ce sujet, accorder aux aéronefs civils de l'autre Partie, sous réserve des dispositions précédentes du présent article, et sous réserve de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Le droit accordé aux pilotes et aux aéronefs italiens d'effectuer des vols au-dessus du territoire des Etats-Unis conformément aux dispositions prévues dans le présent accord devra être subordonné au respect des lois, dispositions

United States and its territories and possessions governing the operation of civil aircraft.

The right accorded to American pilots and aircraft of the United States to make flights over Italian territory, under the conditions herein provided for, shall be subject to compliance with the laws, rules and regulations in effect in Italy and its territories and possessions governing the operation of civil aircraft.

Article 9.

Certificates of airworthiness issued in connection with aircraft, and acceptance test certificates issued in connection with aircraft engines and spare parts of aircraft and engines, built in Italy and imported into the United States from Italy as merchandise, will be accepted by the Department of Commerce of the United States if issued by the Italian Ministry of Aeronautics or by the authority designated for the purpose by the said Ministry in accordance with their requirements as to airworthiness. Certificates of airworthiness for export issued in connection with aircraft, aircraft engines, and spare parts of aircraft and engines, built in the United States and imported into Italy from the United States as merchandise, will, in like manner, be accepted by the Italian Ministry of Aeronautics, if issued by the Department of Commerce of the United States in accordance with its requirements as to airworthiness.

The competent authority of Italy will have the right periodically to check and test the materials of the classes specified in the preceding paragraph after being brought into Italy for the purpose of ascertaining their proper condition as to preservation and maintenance, according to the rules and regulations in force in Italy. Likewise, the United States Department of Commerce will have the right periodically to check and test such materials after being brought into the United States, for the purpose of ascertaining their proper condition as to preservation and maintenance, according to the rules and regulations in force in the United States.

et règlements en vigueur aux Etats-Unis, ainsi que dans leurs territoires et leurs possessions, et régissant la navigation des aéronefs civils.

Le droit accordé aux pilotes américains et aux aéronefs des Etats-Unis d'effectuer des vols au-dessus du territoire italien, conformément aux conditions prévues dans le présent accord, sera subordonné au respect des lois, dispositions et règlements en vigueur en Italie, ainsi que dans ses territoires et ses possessions, et régissant la navigation des aéronefs civils.

Article 9.

Les certificats de navigabilité délivrés pour les aéronefs et les certificats d'essai et de réception délivrés pour les moteurs d'aéronefs et les pièces de rechange d'aéronefs et de moteurs construits en Italie et importés aux Etats-Unis en provenance de l'Italie à titre de marchandises, seront reconnus par le Département du Commerce des Etats-Unis, s'ils ont été délivrés par le Ministère italien de l'Aéronautique, ou par les autorités désignées par celui-ci à cet effet, conformément aux règles internes fixant les conditions de navigabilité. Les certificats de navigabilité pour exportation délivrés pour les aéronefs, les moteurs d'aéronefs et les pièces de rechange d'aéronefs et de moteurs construits aux Etats-Unis et importés des Etats-Unis en Italie comme marchandises seront, de même, reconnus par le Ministère italien de l'Aéronautique, s'ils ont été délivrés par le Département du Commerce des Etats-Unis, conformément aux règles internes fixant les conditions de navigabilité.

Les autorités compétentes d'Italie auront le droit de soumettre périodiquement à un contrôle et à des essais les matériaux appartenant aux catégories spécifiées au précédent paragraphe après qu'ils auront été introduits en Italie, aux fins de vérifier leur bon état de conservation et d'entretien, conformément aux règles et dispositions en vigueur en Italie. De même, le Département du Commerce des Etats-Unis aura le droit de soumettre périodiquement à un contrôle et à des essais lesdits matériaux, après qu'ils auront été introduits aux Etats-Unis, aux fins de vérifier leur bon état de conservation et d'entretien, conformément aux règles et aux règlements en vigueur aux Etats-Unis.

Article 10.

It shall be understood that this arrangement shall be subject to termination by either Government on sixty days' notice given to the other Government, or by a further arrangement between the two Governments dealing with the same subject.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the arrangement agreed to in the negotiations is as herein set forth. If so, it is suggested that the arrangement become effective on October 31, 1931.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Henry L. STIMSON.

Count
Alberto Marchetti di Muriaglio,
Chargé d'Affaires, *ad interim*,
of Italy.

Article 10.

Il est entendu que le présent accord pourra être résilié par l'un ou l'autre gouvernement, moyennant préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement ou à la suite d'un nouvel accord ayant le même objet entre les deux gouvernements.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement considère que le texte ci-dessus correspond bien à l'accord intervenu au cours des négociations. Dans ce cas, je propose que l'accord entre en vigueur le 31 octobre 1931.

Henry-L. STIMSON.

Au comte
Alberto Marchetti di Muriaglio.
Chargé d'Affaires d'Italie,
ad interim.

Per copia conforme :

p. Il ministro degli Affari esteri,
Suvich.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

II.

REGIA AMBASCIATA D'ITALIA.

WASHINGTON, 14 *ottobre* 1931 - *Anno IX*.

SIGNOR SEGRETARIO DI STATO,

Ho l'onore di accusare ricevuta della nota del 13 corrente con la quale Vostra Eccellenza mi ha comunicato il testo concordato dell'Accordo reciproco tra l'Italia e gli Stati Uniti per l'ammissione di aeromobili civili nei rispettivi Paesi, il rilascio di brevetti di piloti, e l'accettazione di certificati per aeromobili ed accessori importati come merci. Tale testo risponde, a giudizio di Vostra Eccellenza, alle intese raggiunte durante i negoziati, ora terminati, tra i due Paesi.

Il testo comunicatomi dall'Eccellenza Vostra è qui appresso riprodotto in italiano :

Articolo 1.

Subordinatamente alle condizioni e alle limitazioni qui appresso contenute e stabilite, è consentito agli aeromobili civili italiani di circolare negli Stati Uniti d'America e, nello stesso modo, si permette agli aeromobili civili degli Stati Uniti d'America di circolare in Italia.

Ovunque, nel presente accordo, si citi uno dei due Stati, s'intende includere i suoi territori ed i suoi possedimenti.

Il diritto degli aeromobili di ciascuno dei due Stati, di entrare nel territorio dell'altro Stato, include altresì il diritto di transito attraverso tale territorio.

Articolo 2.

Tutti gli aeromobili di Stato, eccetto quelli militari, navali, doganali e di polizia, saranno trattati come aeromobili civili, e come tali saranno soggetti alle condizioni stabilite nel presente accordo, per gli aeromobili civili.

Articolo 3.

Gli aeromobili italiani, prima di entrare negli Stati Uniti, devono essere immatricolati e riconosciuti atti alla navigazione aerea dal Ministrero dell'Aeronautica italiano ; devono inoltre portare la marca di immatricolazione ad essi assegnata dal detto Ministero, preceduta dalla lettera « I », posta su di essi giusta i regolamenti sulla navigazione aerea del Ministero dell'Aeronautica.

Gli aeromobili degli Stati Uniti, prima di entrare in Italia, devono essere immatricolati e riconosciuti atti alla navigazione aerea dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti, e devono inoltre portare la marca di immatricolazione ad essi assegnata da quel Dipartimento, preceduta dalla lettera « N », posta su di essi giusta i regolamenti del Commercio Aereo del Dipartimento del Commercio.

Articolo 4.

Gli aeromobili italiani che entrano in volo negli Stati Uniti debbono portare :

a) Il giornale di rotta (obbligatorio per tutti gli aeromobili, a prescindere dallo scopo al quale essi sono adibiti) ;

b) Il libretto dell'aeromobile ;

c) Il libretto del motore (ambedue obbligatori solo per gli aeromobili adibiti al trasporto pubblico di passeggeri e di merci).

Gli aeromobili degli Stati Uniti che entrano in volo in Italia debbono portare :

a) Il giornale di rotta (obbligatorio per tutti gli aeromobili, a prescindere dallo scopo al quale essi sono adibiti) ;

b) Il libretto dell'aeromobile ;

c) Il libretto del motore (ambedue obbligatori solo per gli aeromobili adibiti al traffico pubblico di passeggeri e di merci).

Gli aeromobili italiani che entrano in volo negli Stati Uniti debbono anche portare i certificati di immatricolazione e di navigabilità, rilasciati dal Ministero dell'Aeronautica italiano o dalla Autorità a tal uopo riconosciuta da detto Ministero. I piloti porteranno un brevetto rilasciato dal detto Ministero dell'Aeronautica italiano, unitamente a quelle licenze che possono essere prescritte dal Ministero stesso. Analoghe disposizioni saranno applicate in Italia per quanto concerne gli aeromobili degli Stati Uniti ed i piloti americani che entrano in volo in Italia. In quest'utlimo caso, i certificati e le licenze saranno quelle rilasciate dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti e le licenze saranno quelle che potranno essere prescritte dal detto Dipartimento.

Articolo 5.

I piloti appartenenti ad una delle due Nazioni saranno brevettati dall'altra alle seguenti condizioni :

a) Il Ministero italiano dell' Aeronautica concederà brevetti di pilota ai sudditi americani ,dopo che essi abbiano dimostrato di possedere le qualità richieste dai regolamenti di detto Ministero relativi alla concessione dei brevetti di pilota ; e il Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti concederà brevetti di pilota ai sudditi italiani, dopo che essi abbiano dimostrato di possedere le qualità richieste dai regolamenti di detto Dipartimento relativi alla concessione dei brevetti di pilota.

b) I brevetti di pilota concessi dal Ministero Italiano dell'Aeronautica a sudditi americani e quelli concessi dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti a sudditi italiani, a norma del precedente paragrafo, saranno validi in ciascun caso per un periodo di sei mesi. Al termine del periodo per cui è stato concesso il brevetto, il possessore può fare domanda di rinnovo all'Autorità che lo ha rilasciato.

c) I brevetti di pilota concessi dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti a sudditi italiani conferiscono loro gli stessi diritti accordati dai brevetti di pilota concessi ai sudditi americani, e i brevetti di pilota concessi dal Ministero Italiano dell'Aeronautica a sudditi americani conferiscono loro gli stessi diritti accordati dai brevetti di pilota concessi ai sudditi italiani.

d) I brevetti di pilota accordati ai sudditi di uno dei due Stati dall'altro Stato non devono essere interpretati in modo da accordare loro il diritto di immatricolare aeromobili nell'altro Paese.

e) I brevetti di pilota concessi ai sudditi di uno dei due Stati dall'altro Stato non devono essere interpretati in modo da accordare loro il diritto di usare aeromobili per scopi commerciali, a meno che gli aeromobili non siano immatricolati in detto altro Paese conformemente ai suoi requisiti di immatricolazione, salvo quanto è contemplato nei paragrafi *a)* e *b)* dell'art. 7 in merito all'imbarco e allo sbarco dei passeggeri, o delle merci, o degli uni e delle altre.

f) I sudditi italiani detentori di brevetti di pilotaggio non scaduti, rilasciati dal Ministero Italiano dell'Aeronautica, potranno pilotare negli Stati Uniti, per scopi non industriali o non commerciali e per un periodo di 6 mesi dal momento del loro ingresso in detto Paese, qualunque aeromobile civile immatricolato dal Ministero Italiano dell'Aeronautica o dalla Autorità la cui competenza al riguardo è stata riconosciuta da tale Ministero, oppure qualunque aeromobile civile immatricolato dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti. Nel caso, però,che il brevetto concesso da detto Ministero scada prima dello scadere di tale periodo di 6 mesi, il periodo di tempo per il quale il pilota italiano potrà pilotare negli Stati Uniti, per scopi non industriali o non commerciali, gli aeromobili civili immatricolati in Italia oppure gli aeromobili civili immatricolati negli Stati Uniti, sarà limitato al periodo di validità del brevetto italiano. Nessun pilota cui tale concessione è applicabile potrà pilotare aeromobili civili negli Stati Uniti per scopi non industriali o non commerciali dopo trascorso il periodo di tempo per il quale ha diritto di pilotare in virtù di detta concessione, salvo che egli abbia ottenuto, prima dello scadere di tale periodo, un brevetto di pilotaggio dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti, nei modi previsti dal presente articolo.

I sudditi americani detentori di brevetti di pilotaggio non scaduti, rilasciati dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti, potranno pilotare in Italia, per scopi non industriali o non commerciali e per un periodo di 6 mesi dal momento del loro ingresso in detto Paese, qualunque aeromobile civile immatricolato dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti oppure qualunque aeromobile civile immatricolato dal Ministero dell'Aeronautica o dalla Autorità la cui competenza al riguardo è stata riconosciuta. Nel caso, però, che il brevetto concesso da detto Dipartimento scada prima dello scadere di tale periodo di 6 mesi, il periodo di tempo per il quale il pilota americano potrà pilotare in Italia, per scopi non industriali o non commerciali, gli aeromobili civili immatricolati negli Stati Uniti oppure gli aeromobili civili immatricolati in Italia sarà limitato al periodo di validità del brevetto americano. Nessun pilota cui tale concessione è applicabile potrà pilotare aeromobili civili in Italia per scopi non industriali o non commerciali, dopo trascorso il periodo di tempo per il quale ha diritto di pilotare in virtù di detta concessione, salvo che egli abbia ottenuto, prima dello scadere di tale periodo, un brevetto di pilotaggio dal Ministero dell'Aeronautica, nei modi previsti dal presente articolo.

Articolo 6.

Nessun aeromobile italiano, nel quale sia stato installato un apparecchio fotografico potrà volare negli Stati Uniti, nè potrà ritrarre fotografie mentre circola nel territorio degli Stati Uniti o al disopra

di esso, eccetto i casi in cui l'entrata di tale aeromobile o l'esecuzione di fotografie siano espressamente autorizzate dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti.

Analoghe restrizioni si applicano agli aeromobili degli Stati Uniti per quanto riguarda la loro circolazione nel territorio italiano o al disopra di esso ; in tali casi, l'entrata dell'aeromobile sul quale sia stata installato l'apparecchio fotografico e l'esecuzione di fotografie non saranno permesse senza espressa autorizzazione del Ministero Italiano dell'Aeronautica.

Articolo 7.

a) Se gli aeromobili ed i piloti italiani sono muniti di brevetti per trasporto di passeggeri o merci in Italia, essi potranno effettuare tale trasporto fra l'Italia e gli Stati Uniti nell'esercizio di una linea di trasporto aereo regolare italiana. Tuttavia, lo stabilimento di tali linee sarà soggetto al consenso preventivo del Governo degli Stati Uniti che sarà dato sulla base della reciprocità. Tali linee, se stabilite, non potranno esercitare trasporto commerciale fra punti degli Stati Uniti ; potranno tuttavia, purchè ottemperino alle disposizioni concernenti le dogane, la quarantena, e l'immigrazione, sbarcare passeggeri e merci destinati agli Stati Uniti, provenienti da località poste al di là delle frontiere del territorio degli Stati Uniti, in un aeroporto degli Stati Uniti aperto al traffico degli aeromobili esteri, e proseguire con il rimanente carico di passeggeri e di merci alla volta di qualsiasi altro aeroporto degli Stati Uniti aperto al traffico degli aeromobili stranieri, per sbarcarvi i passeggeri o il carico rimanenti ; similmente essi avranno il permesso di imbarcare presso i diversi aeroporti situati nel territorio degli Stati Uniti i passeggeri e le merci, destinati a località poste al di là delle frontiere di tale territorio.

b) Se gli aeromobili ed i piloti americani sono muniti di brevetti per trasporto di passeggeri o merci negli Stati Uniti, essi potranno effettuare tale trasporto fra gli Stati Uniti e l'Italia nell'esercizio di una linea di trasporto aereo regolare americana. Tuttavia, lo stabilimento di tali linee sarà soggetto al consenso preventivo del Governo Italiano che sarà dato sulla base della reciprocità. Tali linee, se stabilite, non potranno esercitare trasporto commerciale fra punti del territorio italiano ; potranno tuttavia, purchè ottemperino alle disposizioni concernenti le dogane, la quarantena e l'immigrazione, sbarcare passeggeri e merci destinati all'Italia, provenienti da località poste al di là delle frontiere del territorio italiano, in un aeroporto italiano aperto al traffico degli aeromobili esteri, e procedere con il rimanente carico di passeggeri e di merci alla volta di qualsiasi altro aeroporto italiano aperto al traffico degli aeromobili stranieri, per sbarcarvi i passeggeri e il carico rimanenti ; similmente essi avranno il permesso di imbarcare presso i diversi aeroporti situati nel territorio italiano i passeggeri e le merci destinati a località poste al di là delle frontiere di tale territorio.

c) Ognuna delle due parti contraenti, per quanto concerne tutte le questioni riflettenti l'attività degli aeromobili civili, e nei limiti consentiti al potere esecutivo dalla legislazione all'uopo vigente, accorderà agli aeromobili civili dell'altra parte contraente, subordinatamente a quanto è precedentemente stipulato nel presente articolo, ed a condizioni di reciprocità, il trattamento della Nazione più favorita.

Articolo 8.

Il diritto ai piloti e agli aeromobili italiani di effettuare voli sul territorio degli Stati Uniti, alle condizioni previste nel presente accordo, è subordinato alla osservanza delle leggi, delle norme e dei regolamenti vigenti negli Stati Uniti e nei suoi territori e possedimenti circa il volo degli aeromobili civili.

Il diritto ai piloti ed agli aeromobili americani di effettuare voli sul territorio italiano, alle condizioni previste nel presente accordo, è subordinato all'osservanza delle leggi, delle norme e dei regolamenti vigenti in Italia e nei suoi territori e possedimenti circa il volo degli aeromobili civili.

Articolo 9.

I certificati di navigabilità rilasciati per gli aeromobili e i certificati di collaudo rilasciati per i motori di aviazione e per le parti di ricambio degli aeromobili e dei motori, costruiti in Italia ed importati negli Stati Uniti dall'Italia come merci, saranno riconosciuti validi dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti, se concessi dal Ministero Italiano dell'Aeronautica o dall'Ente

all'uopo designato dal Ministero stesso in base alle condizioni da essi stabilite circa l'idoneità alla navigazione. Ugualmente i certificati di navigabilità per l'esportazione rilasciati per gli aeromobili, per i motori d'aviazione e per le parti di ricambio di aeromobili e di motori costruiti negli Stati Uniti ed importati in Italia dagli Stati Uniti come merci, saranno parimenti riconosciuti validi dal Ministero Italiano dell'Aeronautica, se concessi dal Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti in base al condizioni da esso stabilite circa l'idoneità alla navigazione.

La competente Autorità Italiana avrà il diritto di verificare e provare periodicamente i materiali delle classi specificate nel paragrafo precedente, dopo la loro importazione in Italia, allo scopo di accertarne le buone condizioni di conservazione e di manutenzione, conformemente alle norme ed ai regolamenti in vigore in Italia. Ugualmente, il Dipartimento del Commercio degli Stati Uniti avrà il diritto di verificare e provare periodicamente tali materiali, dopo la doro importazione negli Stati Uniti, allo scopo di accertarne le buone condizioni di conservazione e di manutenzione, conformemente alle norme ed ai regolamenti in vigore negli Stati Uniti.

Articolo 10.

E inteso che il presente accordo potrà decadere qualora uno dei due Governi ne dia preavviso di sessanta giorni all'altro Governo, o in seguito ad un ulteriore accordo fra i due Governi concernente la stessa materia.

Sono lieto di assicurare V. E. che il testo che precede è quale è stato accettato dal mio Governo nel corso dei negoziati ed è da esso approvato.

Conforme al suggerimento dell'E. V. rimane inteso che l'Accordo entrerà in vigore il 31 ottobre 1931.

Voglia gradire, Signor Segretario di Stato, gli atti della mia più alta considerazione.

A. MARCHETTI,
Regio Incaricato d'Affari.

The Honorable
Henry L. Stimson,
Secretary of State,
Washington, D.C.

Per copia conforme :
p. Il capo dell'Ufficio Trattati,
G. de Astis.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

AMBASSADE
DU ROYAUME D'ITALIE

WASHINGTON, *le* 14 *octobre* 1931, *An IX.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 13 courant par laquelle Votre Excellence

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Traduction extraite du "Executive Agreement" Series N° 24, 1931, du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION

II.

ROYAL ITALIAN
EMBASSY.

October 14, 1931, *Year IX.*

MR. SECRETARY OF STATE,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 13th instant in which Your

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Translation extracted from Executive Agreement Series No. 24, 1931, of the Government of the United States of America.

me communique le texte de l'accord, fondé sur la réciprocité, intervenu entre l'Italie et les Etats-Unis et concernant l'admission des aéronefs civils dans ces pays, la délivrance de brevets de pilote et la reconnaissance des certificats relatifs aux aéronefs et à leurs accessoires importés comme marchandises. Votre Excellence estime que ce texte correspond aux conventions intervenues au cours des négociations, aujourd'hui terminées, entre les deux pays.

Le texte que m'a communiqué Votre Excellence est reproduit ci-dessous en italien :

(Suit le texte italien de l'arrangement, articles 1 *à* 10 *inclus, équivalant au texte traduit ci-dessus, voir note du* 13 *octobre* 1931, *page* 218.*)*

Je suis heureux de donner à Votre Excellence l'assurance que le texte qui précède est celui qui a été accepté par mon gouvernement au cours des négociations et approuvé par lui.

Comme Votre Excellence le propose, il reste entendu que l'Accord entrera en vigueur le 31 octobre 1931.

Veuillez agréer, etc.

A. MARCHETTI,
Chargé d'Affaires du Royaume d'Italie.

A Monsieur Henry L. Stimson,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D.C.

Excellency communicated to me the text, agreed upon, of the reciprocal arrangement between Italy and the United States for the admission of civil aircraft into the respective countries, the issuance of pilot licenses, and the acceptance of certificates for aircraft and accessories imported as merchandise. This text, in the opinion of Your Excellency, is in accord with the understanding reached during the negotiations, now terminated, between the two countries.

The text communicated to me by Your Excellency is reproduced in Italian below :

(Here follows the Italian text of the arrangement, articles 1 *to* 10 *inclusive, which is the equivalent of the English text communicated to the Royal Italian Embassy by the Department of State in its note of October* 13, 1931, *ante, page* 218.*)*

I am glad to assure Your Excellency that the foregoing text is what has been accepted by my Government in the course of the negotiations and approved by it.

In accordance with the suggestion of Your Excellency, it is understood that the arrangement will come into force on the 31st of October 1931.

Please accept, Mr. Secretary of State, the assurance of my high consideration.

A. MARCHETTI,
Royal Chargé d'Affaires.

The Honorable
Henry L. Stimson,
Secretary of State,
Washington, D.C.

N° 3158.

BELGIQUE ET LITHUANIE

Echange de notes relatif à la protection réciproque des marques de fabrique dans les deux pays. Riga, le 10 juillet 1931, et Kaunas, le 21 juillet 1931.

BELGIUM AND LITHUANIA

Exchange of Notes regarding the reciprocal Protection of Trade Marks in the two Countries. Riga, July 10, 1931 and Kaunas, July 21, 1931.

N° 3158. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET LITHUANIEN RELATIF A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE DANS LES DEUX PAYS. RIGA, LE 10 JUILLET 1931, ET KAUNAS, LE 21 JUILLET 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 mars 1933.

LÉGATION DE BELGIQUE
EN LITHUANIE.
N° 1476.

RIGA, *le* 10 *juillet* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vertu des instructions du Gouvernement du Roi, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que dorénavant les ressortissants lithuaniens ont les mêmes droits que les ressortissants belges pour l'enregistrement en Belgique des marques de fabrique lithuaniennes pour autant que les formalités relatives à cet enregistrement soient remplies conformément aux lois du Royaume.

Il est naturellement nécessaire que de leur côté, les ressortissants belges puissent désormais faire enregistrer leurs marques de fabrique en Lithuanie, à condition d'observer les lois et les règlements de la République sur la matière.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me confirmer cet arrangement réciproque, afin que je puisse en informer le Gouvernement du Roi.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Le ministre de Belgique,
(s) Baron F. DE SELYS-FANSON.

Son Excellence
Monsieur le Dr Zaunius,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Kaunas.

Copie certifiée conforme :
Riga, le 10 juillet 1931.

Le Chancelier de la Légation,
(s) Dermine.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3158. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND LITHUANIAN GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL PROTECTION OF TRADE MARKS IN THE TWO COUNTRIES. RIGA, JULY 10, 1931 AND KAUNAS, JULY 21, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 6, 1933.

BELGIAN LEGATION
IN LITHUANIA.
No. 1476.

RIGA, *July* 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On the instructions of His Majesty's Government, I have the honour to inform Your Excellency that henceforth Lithuanian nationals have the same rights as Belgian nationals in respect of the registration in Belgium of Lithuanian trade-marks, provided that the formalities in connection with this registration are completed in accordance with the laws of the Kingdom.

It is, of course, necessary that Belgian nationals should on their side henceforth be able to register their trade-marks in Lithuania, provided that they observe the laws and regulations of the Republic on this matter.

I should be glad if Your Excellency would be good enough to confirm to me this reciprocal arrangement in order that I may inform His Majesty's Government.

I have the honour, etc.,

(s) Baron F. DE SELYS-FANSON,
Belgian Minister.

His Excellency Dr. Zaunius,
Minister for Foreign Affairs, etc.,
Kaunas.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LITHUANIE.
1.3964.

KAUNAS, *le* 21 *juillet* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 10 juillet 1931, N° 1476, par laquelle Votre Excellence a bien voulu faire savoir au Gouvernement de la République que les ressortissants lithuaniens avaient dorénavant les mêmes droits que les ressortissants belges pour l'enregistrement en Belgique des marques de fabrique lithuaniennes, pour autant que les formalités relatives à cet enregistrement soient remplies conformément aux lois du Royaume.

Je remercie Votre Excellence de cette communication et ai l'honneur de lui faire savoir à mon tour que les ressortissants belges jouiront désormais de ce même droit, dans les mêmes conditions, pour l'enregistrement de leurs marques de fabrique en Lithuanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s) ZAUNIUS,
Ministre des Affaires étrangères.

A Son Excellence,
Monsieur le Baron F. de Selys-Fanson,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Belgique auprès du Gouvernement de Lithuanie,

Copie certifiée conforme :
Riga, le 23 juillet 1931.

Le Chancelier de la Légation,
(s) Jos. Dermine.

II.

LITHUANIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
1,3964.

KAUNAS, *July* 21, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 1476, dated July 10, 1931, in which you were good enough to inform the Government of the Republic that Lithuanian nationals had henceforward the same rights as Belgian nationals in respect of the registration in Belgium of Lithuanian trade-marks, provided that the formalities in connection with this registration were completed in accordance with the laws of the Kingdom.

I thank Your Excellency for this communication, and have the honour to inform you in turn that Belgian nationals will henceforth enjoy the same right, under the same conditions, in respect of the registration of their trade-marks in Lithuania.

I have the honour, etc.

(s) ZAUNIUS,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Baron F. de Selys-Fanson,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Belgium accredited to the Lithuanian Government.

N° 3159.

GUATÉMALA ET HONDURAS

Traité d'arbitrage avec Convention additionnelle signés à Washington, le 16 juillet 1930, et spécification de la frontière définitive entre les deux pays, déterminée par la sentence arbitrale du tribunal spécial de délimitation constitué en exécution dudit traité, signée à Washington, le 23 janvier 1933.

GUATEMALA AND HONDURAS

Treaty of Arbitration, with Additional Convention, signed at Washington, July 16, 1930, and Description of the Definitive Boundary between the two Countries, as settled by the Arbitral Award of the Special Boundary Tribunal constituted in virtue of the said Treaty, signed at Washington, January 23, 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 3159. — TRATADO[1] DE ARBITRAJE ENTRE GUATEMALA Y HONDURAS. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 16 DE JULIO DE 1930.

Texte officiel espagnol communiqué par le représentant du Guatémala au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 mars 1933.

Spanish official text communicated by the Representative of Guatemala on the Council of the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 8, 1933.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE GUATEMALA y DE HONDURAS, deseando poner término a la cuestión de límites territoriales que desgraciadamente existe entre ambas Repúblicas, han acordado someter dicha cuestión a Arbitraje mediante la celebración del presente Tratado, para cuyo efecto han nombrado a sus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

EL GOBIERNO DE GUATEMALA :

A los señores Licenciados don Carlos SALAZAR y don Eugenio SILVA PEÑA, y

EL GOBIERNO DE HONDURAS :

Al señor doctor don Mariano VÁSQUEZ,

Quienes habiendo examinado sus respectivos Plenos Poderes, que encontraron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Las Altas Partes Contractantes están de acuerdo en que la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano, firmada en Washington el siete de febrero de 1923, está vigente entre ellas, conforme al artículo XXVI de la misma Convención. El Gobierno de Guatemala hace esta declaración sin reservas. El Gobierno de Honduras afirma que esa Convención es obligatoria para todas las controversias con excepción de la disputa de límites entre Guatemala y Honduras, basándose en la redacción del artículo primero de dicha Convención que no comprende las cuestiones sobre las cuales las partes hubieren « convenido en otra forma de arbitraje ». Estima el Gobierno de Honduras que tal prescripción excluye del conocimiento del Tribunal Internacional Centroamericano, su cuestión de límites pendiente con Guatemala, en virtud de haberse firmado la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano el siete de febrero de mil novecientos veintitrés, cuando estaba vigente entre ambos países la Convención[2] de Límites firmada el primero de agosto de mil novecientos catorce.

El Gobierno de Gualemala sostiene que el Tribunal Internacional Centroamericano tiene plena competencia para conocer, en juicio arbitral, de la cuestión de límites pendiente, porque su

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 15 octobre 1931.

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, October 15, 1931.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 902.

jurisdicción se extiende, conforme al artículo primero de la Convención respectiva, invocado por el Gobierno de Honduras, a « todas las controversias o cuestiones que existen actualmente o que puedan sobrevenir, de cualquier naturaleza que sean y cualquiera que sea su origen », redacción que abarca y comprende toda cuestión de límites territoriales, sin que afecte la competencia del Tribunal la reserva alegada por el Gobierno de Honduras, porque no hay convenio alguno entre las partes, sobre otra forma de arbitraje, ya que la buena disposición manifestada en 1923 para someter la cuestión al Presidente de los Estados Unidos de América, caducó con el Tratado de 1914 en que ella se fundaba.

El Gobierno de Guatemala estima que la divergencia existente entre los puntos de vista de ambos Gobiernos, en cuanto a la aplicación de la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano, puede y debe ser resuelta de conformidad con el artículo XIII de dicho pacto.

El Gobierno de Honduras considera que el Tribunal Internacional Centroamericano no está autorizado para determinar su competencia original, sino solamente para resolver la competencia incidental, con las restricciones del artículo primero de la misma Convención.

Ambas Partes, sin embargo, están de acuerdo en que el Tribunal que conozca de la cuestión de limites entre los dos países, sea organizado en la misma forma prescrita en la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano.

Con el objeto de resolver el conflicto entre los puntos de vista opuestos de los dos Gobiernos, éstos han convenido en constituir en la ciudad de Washington, un Tribunal Especial, integrado en la forma prescrita por la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano y someter a este Tribunal Especial, en primer término, la siguiente cuestión :

> « Tiene competencia para conocer de la cuestión de límites pendiente entre Guatemala y Honduras, el Tribunal Internacional Centroamericano creado por la Convención de 7 de febrero de 1923 ?

Si el fallo del Tribunal Especial niega la competencia del Tribunal Internacional Centroamericano para conocer de la cuestión de límites pendiente, el propio Tribunal, como Tribunal Especial de Límites, entrará a conocer del litigio de fronteras que sostienen las Altas Partes Contratantes.

Si, al contrario, el Tribunal Especial reconoce en su fallo, la competencia del Tribunal Internacional Centroamericano, dicho Tribunal Especial entrará a conocer, como Tribunal Internacional Centroamericano, de la cuestión de límites pendiente entre Guatemala y Honduras y tendrá su asiento en la misma ciudad de Washington.

En ambos casos se observarán las estipulaciones del presente Tratado.

Articulo II.

El Tribunal Especial a que se refiere el artículo anterior, estará integrado como sigue :

El Gobierno de Guatemala nombra al señor Doctor Luis Castro Ureña de la lista permanente de jurisconsultos establecida por el Artículo II de la Convención para el establecimiento de un Tribunal Internacional Centroamericano.

El Gobierno de Honduras nombra al señor Dr. don Emilio Bello Codesido de la misma lista.

Los dos Gobiernos de común acuerdo, nombran al Honorable Presidente de la Corte Suprema de Justicia de los Estados Unidos de América *(The Chief Justice of the United States)* como tercer árbitro que presidirá el Tribunal.

Articulo III.

El Tribunal Especial se reunirá, si fuere posible, dentro de los sesenta días siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado ; y cada una de las Altas Partes Contratantes le presentará,

dentro de los tres días siguientes a su instalación, los alegatos relativos a la competencia o incompetencia del Tribunal Internacional Centroamericano para conocer de la cuestión de límites entre Guatemala y Honduras.

Con vista de los alegatos, el Tribunal Especial dictará su fallo, el cual será definitivo e inapelable.

Artículo IV.

Dentro de los treinta días siguientes a la notificación del fallo que resuelva la cuestión de competencia, las Altas Partes Contratantes someterán, al Tribunal Especial, o al Tribunal Internacional Centroamericano, según el caso, los alegatos, pruebas y documentos de cualquiera naturaleza que estimen convenientes para fundar sus puntos de vista y pretensiones en la cuestión de límites.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes están de acuerdo en que la única línea jurídica que puede establecerse entre sus respectivos países es la del *Uti Possidetis* de 1821. En consecuencia, convienen en que el Tribunal determine esta línea. Si el Tribunal encuentra que una o ambas Partes en su desarrollo subsiguiente han establecido, más allá de esa línea, intereses que deban ser tomados en cuenta al establecer la frontera definitiva, el Tribunal modificará como le parezca conveniente la línea del *Uti Possidetis* de 1821 y fijará la compensación territorial o de otra naturaleza que estime justo que una u otra Parte deba pagar a la otra.

Artículo VI.

Los alegatos, las pruebas y los documentos, deberán ser presentados por las Partes al Tribunal en cuatro copias, en inglés y en castellano, de las cuales, una copia en ambos idiomas será destinada para cada uno de los miembros del Tribunal y la copia restante será entregada por el Tribunal a la otra Parte en el litigio.

Artículo VII.

El Tribunal conferirá traslado, por sesenta días al Representante de cada Gobierno del alegato del contrario y le dará vista, si lo pidiere, de los documentos presentados.

Artículo VIII.

Juntamente con la réplica, cada una de las Partes tendrá derecho de someter a la consideración del Tribunal, planos, mapas, pruebas y otros documentos que no hayan sido presentados con el alegato inicial, los cuales serán comunicados a la otra Parte, quien podrá impugnarlos dentro de los quince días siguientes a la fecha en que se le hubiese dado conocimiento de ellos.

Artículo IX.

Los plazos establecidos en el presente Tratado serán fatales ; pero el Tribunal queda expresamente facultado por las Partes Contratantes, para que pueda prorrogarlos con conocimiento de causa.

Artículo X.

Todas las resoluciones del Tribunal serán tomadas por mayoría de votos. En caso de dispersión prevalecerá el voto del Presidente.

Artículo XI.

Cada Parte estará representada por un Abogado quien podrá tener para el desempeño de su cargo el número de colaboradores que los Gobiernos juzguen necesario.

Artículo XII.

Las Altas Partes Contratantes confieren al Tribunal facultad bastante para resolver por sí mismo, cualquiera diferencia que pueda surgir en cuanto a la interpretación o ejecución de este Tratado y a las resoluciones del mismo Tribunal.

Artículo XIII.

Las Altas Partes Contratantes facultan al Tribunal para que pueda nombrar comisiones de investigación, utilizar el servicio de expertos y recurrir a otros medios de información que juzgue necesarios para el esclarecimiento de los hechos. También lo facultan para organizar el personal de la oficina respectiva en la forma que lo estime conveniente. Las Partes se comprometen a poner, para este efecto, al servicio del Tribunal, las facilitades que sean necesarias.

Artículo XIV.

El laudo del Tribunal se pronunciará tan pronto como sea posible y en él se apreciarán los puntos de hecho y de derecho constitutivos de la controversia y se darán las razones y fundamentos que se estimen procedentes para el fallo. Dicho laudo decidirá la controversia de límites definitivamente y sin apelación y será fielmente cumplido por las Altas Partes Contratantes.

Artículo XV.

Las Altas Partes Contratantes han convenido en que la demarcación material de la frontera se lleve a efecto por una Comisión Técnica, de conformidad con lo prescrito en la Convención Adicional al presente Tratado, firmada en esta misma fecha.

Artículo XVI.

Entre tanto se verifica la demarcación de la línea divisoria, cada una de las Altas Partes Contratantes mantendrá la posesión que actualmente tenga en la zona fronteriza, pudiendo proseguir las actividades agrícolas, industriales y comerciales dentro de la extensión de esa posesión actual ; pero se comprometen a no efectuar ninguna nueva internación y a evitar todo acto de hostilidad entre ellas.

Artículo XVII.

Es entendido y convenido entre las Altas Partes Contratantes que las propiedades particulares legítimanente tituladas, con anterioridad a la fecha del presente Tratado, que queden a uno u otro lado de la línea divisoria, deberán ser respetadas y gozarán de todas las garantías que para las de sus nacionales establezcan la Constitución y las leyes de cada uno de los países a cuyas leyes quedarán sometidas dichas propiedades.

Artículo XVIII.

En caso de excusa o impedimento de uno o de los dos árbitros nombrados separadamente por cada una de las Altas Partes Contratantes, se procederá á su inmediata reposición por el Gobierno respectivo, eligiendo a los nuevos árbitros de las listas existentes en virtud del artículo II de la Convención para el establecimiente de un Tribunal Internacional Centroamericano. Tal sustitución no afectará la validez y vigencia de este Tratado.

Artículo XIX.

Cada Parte pagará los honorarios y gastos del árbitro que nombre y los que se ocasionen en preparar y proseguir su acción. Los gastos generales del procedimiento arbitral, así como los honorarios y gastos del Presidente del Tribunal serán pagados por mitad por las Partes Contratantes,

Artículo XX.

El presente Tratado será sometido, a la mayor brevedad posible, en Guatemala y en Honduras, a las ratificaciones constitucionales ; y el canje de éstas se verificará en esta ciudad de Washington, capital de los Estados Unidos de América, dentro de los sesenta días posteriores a la fecha de la última ratificación.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios de Guatemala y Honduras firman el presente Tratado en dos ejemplares del mismo tenor que autorizan con sus respectivos sellos, en la ciudad de Washington, D. C., a los diez y seis días del mes de julio de mil novecientos treinta.

(f) Carlos SALAZAR. *(f)* Mariano VÁSQUEZ.
(f) E. SILVA PEÑA.

Es conforme :

D. Ed. Girón,
Subsecretario de Relaciones EE.

CONVENCION ADICIONAL

AL TRATADO DE ARBITRAJE ENTRE GUATEMALA Y HONDURAS, FIRMADA EN WASHINGTON, EL 16 DE JULIO DE 1930.

Texte officiel espagnol communiqué par le représentant du Guatémala au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 mars 1933.

Spanish official text communicated by the Representative of Guatemala on the Council of the League of Nations. The registration of this Convention took place March 8, 1933.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE GUATEMALA Y DE HONDURAS, de conformidad con el artículo XV del Tratado de Arbitraje suscrito el día de hoy, en esta ciudad, han tenido a bien celebrar la presente Convención Adicional a dicho Tratado ; y al efecto han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios :

EL GOBIERNO DE GUATEMALA :

A los Licendiados don Carlos SALAZAR y don Eugenio SILVA PEÑA ; y

EL GOBIERNO DE HONDURAS :

Al doctor don Mariano VÁSQUEZ,

Quienes después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, que encontraron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Dentro de los ciento veinte días contados desde la fecha en que el Tribunal Arbitral, creado por el Tratado de Arbitraje de que se ha hecho mención, hubiere notificado a las Altas Partes Contratantes el laudo que determine la línea divisoria entre Honduras y Guatemala, se procederá a la demarcación de dicha línea por medio de una Comisión Técnica.

Artículo II.

La Comisión a que se refiere el artículo anterior estará compuesta de cinco Ingenieros, de los cuales, uno será designado por el Presidente del Tribunal Arbitral, con el consejo de la Oficina de Estudios Geodésicos de los Estados Unidos *(United States Coast and Geodetic Survey)* ; dos serán nombrados por el Gobierno de Guatemala y dos por el Gobierno de Honduras, pudiendo cada Parte nombrar el personal complementario que estime conveniente. Los trabajos se harán bajo la dirección del Ingeniero designado por el Presidente del Tribunal Arbitral, quien será el Jefe de la Comisión con autoridad bastante para pronunciar en el campo la decisión final sobre cualesquiera diferencias de carácter geodésico o topográfico que pudieran surgir entre los Ingenieros de Guatemala y de Honduras.

Artículo III.

Si transcurrido el plazo de ciento veinte días a que se refiere el artículo primero, una de las Altas Partes Contratantes no hubiere hecho el nombramiento de los dos Ingenieros que deberán integrar por su parte la Comisión técnica, los trabajos de demarcación de la línea divisoria se iniciarán y llevarán a término por el Ingeniero designado por el Presidente del Tribunal Arbitral y los que hubieren sido nombrados en tiempo por la otra Parte. En este caso el Ingeniero Jefe de la Comisión Técnica queda facultado para nombrar Ingenieros sustitutos si lo estimare necesario.

Artículo IV.

Una vez hecho el nombramiento de los Ingenieros se reunirán éstos, en el menor tiempo posible, en la población más próxima a uno cualquiera de los puntos extremos de la línea determinada por la sentencia del Tribunal Arbitral y darán principio a sus trabajos, comunicándolo, el Jefe de la Comisión, a los Gobiernos de Guatemala y de Honduras.

Artículo V.

La Comisión Técnica fijará en los extremos de la línea divisoria y en los puntos notables de la misma, monumentos que quedarán determinados astronómicamente por su latitud y longitud. Esta última se referirá al Meridiano de Greenwich. También construirá monumentos a lo largo de la línea en las cimas de los cerros. en los cruces de los caminos, ríos y quebradas y en otros lugares visibles para que los habitantes de cada país puedan reconocer fácilmente la frontera. Los monumentos serán construídos del material que juzgue más adecuado la Comisión Técnica y ésta determinará sus dimensiones e inscripción.

Artículo VI.

La Comisión de Ingenieros deberá permanecer en la región donde se ejecuten los trabajos de demarcación los cuales no podrán suspenderse sino sólo accidentalmente, cuando la estación de lluvias u otro motivo atendible no permita ejecutarlos.

Artículo VII.

La Comisión Técnica tendrá todo el tiempo que fuere necesario para terminar los trabajos de demarcación.

Si alguno de los miembros de las Comisión se imposibilitare o no pudiere continuar prestando sus servicios, por cualquier motivo, será sustituído inmediatamente por otro Ingeniero que deberá nombrar el Gobierno respectivo con sólo el aviso del Jefe de la Comisión.

Artículo VIII.

La Comisión Técnica procurará, en cuanto fuere posible, trazar la línea demarcatoria que debe unir los puntos que indique el laudo arbitral, por los linderos naturales o intervisibles que ofrezca el terreno.

Artículo IX.

Concluídos los trabajos de Campo y de Gabinete, la Comisión Técnica de Ingenieros extenderá en triplicado su informe detallado para enviarlo juntamente con el Plano General y con los Planos de Detalle, a cada uno de los Gobiernos de Guatemala y de Honduras y al Presidente del Tribunal Arbitral.

Artículo X.

Los Gobiernos de Guatemala y de Honduras se comprometen a prestar a la Comisión Técnica toda clase de auxilios y facilidades para el cumplimiento de su cometido.

Artículo XI.

Los gastos generales que ocasione la demarcación así como los honorarios y gastos del Ingeniero Jefe de la Comisión Técnica, serán cubiertos, por partes iguales, entre los Gobiernos de Guatemala y de Honduras. En todo caso, los honorarios y gastos de los dos Ingenieros de cada una de las Altas Partes Contratantes y sus auxiliares serán pagados por cada una de ellas individualmente.

Artículo XII.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a reconocer, mantener y respetar perpetuamente y para siempre, como línea divisoria entre Guatemala y Honduras, la línea que demarque la Comisión Técnica, de conformidad con el laudo que pronuncie el Tribunal de Arbitros establecido por el Tratado de Arbitraje celebrado por las mismas Altas Partes Contratantes, el día de hoy, en esta ciudad.

Artículo XIII.

La presente Convención, adicional al Tratado de Arbitraje celebrado en esta misma fecha entre los Gobiernos de Guatemala y de Honduras, será sometida, juntamente con éste, a las ratificaciones constitucionales en ambos países ; y el canje se verificará en esta ciudad de Washington, capital de los Estados Unidos de América, dentro de los sesenta días posteriores a la fecha de la última ratificación.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios de Guatemala y de Honduras firman esta Convención, en dos ejemplares del mismo tenor que autorizan con sus respectivos sellos, en la ciudad de Washington, D. C., a los diez y seis días del mes de julio de mil novecientos treinta.

(f) Carlos SALAZAR.
(f) E. SILVA PEÑA.
(f) Mariano VÁSQUEZ.

Es conforme :

D. Ed. Girón,
Subsecretario de Relaciones EE.

DESCRIPCION DE LA FRONTERA DEFINITIVA

ENTRE GUATEMALA Y HONDURAS ESTABLECIDA DE CONFORMIDAD CON LA SENTENCIA ARBITRAL DEL TRIBUNAL ESPECIAL DE LIMITES CONSTITUIDO PARA DAR CUMPLIMIENTO AL TRATADO DE ARBITRAGE CONCLUIDO ENTRE LOS DOS PAISES CON FECHA 16 DE JULIO DE 1930, FIRMADA EN WASHINGTON, EL 23 DE ENERO DE 1933.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le représentant du Guatémala au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet acte a eu lieu le 8 mars 1933.

LIMITE DEFINITIVO.

El límite definitivo es, en toda su extensión, el que sigue :

A partir de la frontera salvadoreña, en el punto más cercano a la cima del Cerro Montecristo ; desde éste en línea recta hacia el Norte hasta las cabeceras del arroyo más próximo tributario del Río

DESCRIPTION OF THE DEFINITIVE BOUNDARY

BETWEEN GUATEMALA AND HONDURAS, AS SETTLED BY THE ARBITRAL AWARD OF THE SPECIAL BOUNDARY TRIBUNAL CONSTITUTED IN VIRTUE OF THE TREATY OF ARBITRATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES, DATED JULY 16, 1930, SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 23, 1933.

Spanish and English official texts communicated by the Representative of Guatemala on the Council of the League of Nations. The registration of this Act took place March 8, 1933.

THE DEFINITIVE BOUNDARY.

The definitive boundary as thus established, in its entire extent, is as follows :

Starting at the Salvadoran boundary at the point nearest the summit of Cerro Montecristo ; thence in a northerly direction in a straight line to the headwaters of the nearest stream tributary to the Frió or

Frío o Sesecapa; desde éstas hacia el Norte, siguiendo la línea media de este tributario, río abajo hasta su confluencia con el Río Frío o Sesecapa ; desde éste a lo largo de la línea media del Río Frío o Sesecapa, río abajo hasta su confluencia con la quebrada que nace en las faldas Sudoeste del Cerro Tecomapa, y denominada Quebrada El Chagüitón en la medida de la finca de Chagüitón ; desde ésta, siguiendo la línea media de la Quebrada llamada El Chagüitón, río arriba hasta sus cabeceras y hacia el Norte hasta la cima de la divisoria de las aguas de las cuencas de los ríos Atulapa y Frío o Sesecapa; desde ésta en línea recta hacia el Oriente hasta el más meridional y elevado de los dos picos del Cerro Tecomapa ; desde éste en línea recta hacia el Oriente, por una distancia aproximada de cuatrocientos (400) metros hasta la confluencia de dos pequeños arroyos que forman un tributario de la Quebrada Tecomapa o Agua Caliente ; desde este punto a lo largo de la línea media de dicho tributario en dirección al Oriente, río abajo hasta su confluencia con la Quebrada Tecomapa o Agua Caliente ; desde allí a lo largo de la línea media de la Quebrada Tecomapa o Agua Caliente, río abajo en dirección al Noreste hasta su confluencia con el Río Olopa ; desde ésta siguiendo la línea media del Río Olopa, río abajo hasta su confluencia con la Quebrada de La Brea ; desde este punto siguiendo la línea media de la Quebrada de La Brea, río arriba hasta un punto situado a sesenta metros antes de la confluencia de dicha quebrada con la Quebrada de El Incienso ; desde ese punto en línea recta hacia el Oriente hasta el punto más alto del Cerro Oscuro ; desde éste en dirección general hacia el Oriente siguiendo la divisoria continental de las aguas hasta su conjunción con la divisoria de las aguas de la cuenca del Río Blanco ; desde éste en dirección al Norte siguiendo la divisoria de las aguas de las cuencas de los ríos Chanmagua y Blanco hasta su conjunción con la divisoria de las aguas de la cuenca de la Quebrada de La Raya o Pezote ; desde ese punto en línea recta hacia el Norte hasta las cabeceras del afluente más próximo de la Quebrada de La Raya o Pezote; desde aquí en dirección al Norte aguas abajo a lo largo del a línea media de dicho tributario hasta su

Sesecapa river ; thence in a northerly direction, following the median line of this tributary, downstream to its confluence with the Frió or Sesecapa river ; thence following the median line of the Frió or Sesecapa river downstream to its confluence with the creek which rises on the southwestern slopes of Cerro Tecomapa and which is called Quebrada El Chagüitón in the survey of the Chagüitón land grant ; thence following the median line of the creek called El Chagüitón upstream to its headwaters and continuing due north to the summit of the water divide between the drainage basins of the Atulapa and Frió or Sesecapa rivers ; thence in an easterly direction in a straight line to the southernmost and higher of the twin peaks of Cerro Tecomapa ; thence in an easterly direction in a straight line, a distance of approximately four hundred metres (400), to the confluence of two small creeks forming a tributary of the Quebrada Tecomapa or Agua Caliente ; thence following the median line of the said tributary downstream in an easterly direction to its confluence with the Quebrada Tecomapa or Agua Caliente ; thence following the median line of the Quebrada Tecomapa or Agua Caliente downstream in a north-easterly direction to its confluence with the Olopa river ; thence following the median line of the Olopa river downstream to its confluence with the Quebrada de la Brea ; thence following the median line of the Quebrada de la Brea upstream to a point sixty metres below the confluence of that stream with the Quebrada El Incienso ; thence in an easterly direction in a straight line to the highest point of Cerro Oscuro ; thence in a general easterly direction following the continental water divide to its junction with the water divide of the drainage basin of the Blanco river ; thence in a northerly direction following the water divide between the drainage basins of the Chanmagua and Blanco rivers to its junction with the water divide of the drainage basin of the Quebrada de la Raya or Pezote ; thence northerly in a straight line to the headwaters of the nearest tributary of the Quebrada de la Raya or Pezote ; thence in a northerly direction downstream along the median line of the said tributary to its confluence with the Quebrada de la Raya or

confluencia con la Quebrada de La Raya o Pezote; desde aquí en dirección al Norte, aguas abajo a lo largo de la línea media de dicha quebrada hasta su confluencia con el Río Playón ; desde aquí, aguas arriba siguiendo la línea media del Río Playón hasta su confluencia con el Zanjón de Laguna Verde ; desde aquí en línea recta hacia el Noreste hasta la confluencia de los ríos Templador y Sulay ; desde aquí en línea recta hacia el Noroeste hasta el punto más elevado del Cerro Ojo de Agua del Amate; desde aquí en línea recta hacia el Norte hasta la cima del Cerro San Cristóbal; desde aquí en línea recta al Noroeste hasta la cima del Cerro Sepultura ; desde aquí en línea recta hacia el Noroeste hasta Bonete del Portillo ; desde aquí en línea recta hacia el Norte hasta el Cerro Jute ; desde aquí hacia el Noreste a lo largo de la cima del cordón en que se halla situado el Cerro Jute, hasta la divisoria de las aguas de las cuencas de los arroyos San Antonio y Tizamarte ; desde aquí en dirección al Noreste, a lo largo de la divisoria de las aguas de las cuencas de la Quebrada Sesemiles y del Río Pexjá, hasta su conjunción con la divisoria de las aguas de la cuenca del Río Managuá ; desde aquí hacia el Norte, a lo largo de la divisoria de las aguas de las cuencas de los ríos Pexjá y Managuá, hasta el punto en la conjunción de la primera divisoria secundaria de las aguas en la cuenca del Río Managuá, hacia el Sur de la población llamada Palmichal en el mapa preliminar del reconocimiento aéreo ; desde aquí siguiendo esta divisoria secundaria de las aguas en dirección Noreste al Río Managuá ; desde allí a lo largo de la línea media de este río, aguas abajo hasta la desembocadura de la primera quebrada al Norte del pueblo de Aldea Nueva ; desde aquí en línea recta hacia el Noreste hasta un punto en el Río Marjá hacia el Oriente del ángulo Sudeste del terreno raso de La Francia; desde aquí en linea recta hacia el Noreste hasta un punto en la conjunción de la divisoria secundaria de las aguas de los ríos Juyama y Encantado con la divisoria principal de las aguas de las cuencas del Motagua y del Chamelecón; desde aqui en línea recta hacia el Noreste hasta un punto en la conjunción de la divisoria secundaria de las aguas de los ríos Bobos y Animas con la divisoria principal de las

Pezote ; thence in a northerly direction downstream along the median line of the said creek to its confluence with the Playón river; thence upstream following the median line of the Playón river to its confluence with the Zanjón de Laguna Verde; thence north-easterly in a straight line to the confluence of the Templador and Sulay rivers ; thence north-westerly in a straight line to the highest point of Cerro Ojo de Agua del Amate ; thence northerly in a straight line to the summit of Cerro San Cristóbal ; thence north-westerly in a straight line to the summit of Cerro Sepulturas; thence north-westerly in a straight line to Bonete del Portillo ; thence northerly in a straight line to Cerro Jute ; thence north-easterly along the crest of the ridge on which Cerro Jute is situated to the water divide between the drainage basins of the San Antonio and Tizamarte creeks ; thence in a north-easterly direction along the water divide between the drainage basins of the Quebrada Sesesmiles and the Pexjá river to its junction with the water divide of the drainage basin of the Managuá river; thence northerly along the water divide between the drainage basins of the Pexjá and Managuá rivers to a point at the junction of the secondary water divide in the Managuá River basin at the settlement called Palmichal on the preliminary map of the aerial survey; thence following this secondary water divide in a north-easterly direction to the Managuá River; thence along the median line of the Managuá river downstream to the mouth of the first creek north of the village of Aldea Nueva ; thence in a north-easterly direction in a straight line to a point on the Morjá river due east of the south-east corner of the La Francia clearing ; thence in a north-easterly direction in a straight line to a point at the junction of the secondary water divide between the Juyama and Encantado rivers with the main water divide between the Motagua and Chamelecón drainage basins ; thence in a north-easterly direction in a straight line to a point at the junction of the secondary water divide between the Bobos and Animas rivers with the main water divide between the Motagua and Chamelecón drainage basins ; thence in a north-easterly direction in a straight line to a point at the

aguas de las cuencas del Motagua y del Chamelecón ; desde aquí en línea recta hacia el Noreste hasta un punto en la conjunción de la divisoria secundaria de las aguas de los ríos Animas y Negro con la divisoria principal de las aguas de las cuencas del Motagua y del Chamelecón ; desde aquí hacia el Noreste siguiendo las sinuosidades de la divisoria principal de las aguas de las cuencas del Motagua y del Chamelecón hasta el punto de su conjunción con la divisoria secundaria de las aguas entre los dos brazos principales del Río Chiquito o Plátanos ; desde aquí en una línea recta hacia el Noreste hasta el punto más alto de la montaña denominada Cerro Escarpado, en la vecindad del punto donde se unen las divisorias secundarias de las aguas de las cuencas de los ríos Chiquito o Plátanos, Nuevo o Cacao, y Chachagualilla ; desde aquí en línea recta hacia el Noreste hasta un punto en el centro del puente del Ferrocarril de Cuyamel sobre el Río Santo Tomás ; desde aquí en línea recta hacia el Noreste, hasta el punto más austral de la margen derecha del Río Tinto que sale desde la Laguna Tinta ; desde aquí siguiendo la ribera derecha del Río Tinto, al nivel de las aguas de las crecidas ordinarias, río abajo hasta el punto en que se descarga en el Río Motagua ; y desde aquí siguiendo la ribera derecha del Río Motagua al nivel de las aguas de las crecidas ordinarias, río abajo hasta su desembocadura en el Golfo de Honduras. Conforme queda descrito, el límite se fija en las riberas derechas de los ríos Tinto y Motagua al nivel de las aguas de las crecidas ordinarias, y, en caso de alteraciones de dichos ríos en le transcurso del tiempo, sea por el depósito de aluvión, o por corrosión, o por mutación de cauce, el límite seguirá la línea del nivel de las aguas de las crecidas ordinarias en las riberas derechas efectivas de ambos. Los puntos anteriores están descritos conforme aparecen en el mapa preliminar[1] del reconocimiento aéreo, que se acompaña y declara parte de este Laudo.

Hecho en la Ciudad de Washington, en el Distrito de Columbia, Estados Unidos de América, este vigésimo tercer día de enero de mil

[1] Non reproduit.

junction of the secondary water divide between the Animas and Negro rivers with the main water divide between the Motagua and Chamelecon drainage basins ; thence in a north-easterly direction following the meanders of the main water divide between the Motagua and Chamelecon drainage basins to a point at its junction with the secondary water divide between the two principal branches of the Chiquito or Plátanos River ; thence in a north-easterly direction in a straight line to the highest point of the mountain designated as Cerro Escarpado, situated near the junction of the secondary water divides between the Chiquito or Plátanos, the Nuevo or Cacao and the Chachagualilla river basins ; thence in a north-easterly direction in a straight line to a point at the centre of the Cuyamel Railroad bridge over the Santo Tomás river ; thence in a north-easterly direction in a straight line to the southermost point on the right bank of the Tinto river, which flows out of the Laguna Tinta ; thence along the right bank, taken at mean high water mark, of the Tinto river downstream to its point of discharge into the Motagua river ; thence along the right bank, taken at mean high water mark, of the Motagua river downstream to its mouth on the Gulf of Honduras. As thus described, the boundary is established on the right banks of the Tinto and Motagua rivers at mean high water mark, and, in the event of changes in these streams in the course of time, whether due to accretion, erosion or avulsion, the boundary shall follow the mean high water mark upon the actual right banks of both rivers. All the above points are described as shown on the preliminary map[1] of the aerial survey hereto annexed and made part of this Award.

Done at the City of Washington, in the District of Colombia, United States of America, this twenty-third day of January, one thousand

[1] Not reproduced here.

novecientos treinta y tres, en tres ejemplares, en español e inglés, de los cuales uno se conservará en los archivos del Tribunal Especial de Límites, y los otros serán entregados a los Agentes de las respectivas Partes.

Charles Evans HUGHES, *Presidente.*
Luis CASTRO-UREÑA } *Arbitros.*
Emilio BELLO-CODESIDO

Certifica :

B. Cohen,
Secretario del Tribunal.

Es copia fiel del original :

D. Ed. Girón,
El Subsecretario de Relaciones E. E.

nine hundred and thirty-three, in three copies, in English and Spanish, one of which is to be placed in the archives of the Special Boundary Tribunal and the others to be transmitted to the Agents of the respective Parties.

(s.) Charles Evans HUGHES, *President.*
Luis CASTRO-URENA } *Arbitrators.*
Emilio BELLO-CODESIDO

Attested :

B. Cohen,
Secretary of the Tribunal.

[1] TRADUCTION.

N° 3159. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LE GUATÉMALA ET LE HONDURAS. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 JUILLET 1930.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA et DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, animés du désir de mettre fin à la question des frontières territoriales qui existe malheureusement entre les deux Républiques, ont décidé de soumettre cette question à l'arbitrage en concluant le présent traité et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU GUATÉMALA :

M. Carlos SALAZAR et
M. Eugenio SILVA PENA, et

LE GOUVERNEMENT DU HONDURAS :

M. Mariano VÁSQUEZ,

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que la Convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale, conclue à Washington le 7 février 1923, est en vigueur entre elles, conformément à l'article XXVI de la dite convention. Le Gouvernement du Guatémala fait cette déclaration sans réserve. Le Gouvernement du Honduras déclare que ladite convention est obligatoire pour tous les différends à l'exception du différend de frontière entre le Guatémala et le Honduras, l'article premier de la convention excluant les questions pour lesquelles les Parties auront « convenu d'une autre forme d'arbitrage ». Le Gouvernement du Honduras estime que cette disposition soustrait à la connaissance du tribunal international pour l'Amérique centrale son différend de frontière avec le Guatémala, la convention qui institue un tribunal international pour l'Amérique centrale ayant été signée le sept février mil neuf cent vingt-trois, alors qu'était en vigueur entre les deux pays la convention de délimitation signée le premier août mil neuf cent quatorze.

Le Gouvernement du Guatémala soutient que le tribunal internalional pour l'Amérique centrale a pleine compétence pour connaître, en tant que juridiction arbitrale, de la question de frontière dont il s'agit, attendu que sa compétence s'étend, aux termes de l'article premier de la convention invoqué par le Gouvernement du Honduras, à « toutes les contestations ou questions qui existent actuellement ou qui pourraient survenir, quelle qu'en soit la nature ou l'origine » ; ce texte embrasse et comprend toute question de frontières territoriales et la compétence du tribunal ne saurait être affectée par la réserve articulée par le Gouvernement du Honduras, les Parties n'ayant convenu d'aucune autre forme d'arbitrage depuis l'expiration du traité de 1914, sur lequel se fondait l'intention, manifestée en 1923, de soumettre la question au président des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3159. — TREATY OF ARBITRATION BETWEEN GUATEMALA AND HONDURAS. SIGNED AT WASHINGTON, JULY 16, 1930.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF GUATEMALA and HONDURAS, being desirous of closing the territorial frontier question unhappily existing between the two Republics, have agreed to submit the said question to arbitration through the conclusion of the present Treaty and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF GUATEMALA :

M. Carlos SALAZAR and
M. Eugenio SILVA PEÑA, and

THE GOVERNMENT OF HONDURAS :

M. Mariano VÁSQUEZ,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties are agreed that the Convention setting up an International Central American Tribunal concluded at Washington on February 7, 1923, is in force between them in accordance with Article XXVI of the said Convention. The Government of Guatemala makes this declaration without any reservation. The Government of Honduras declares that the said Convention is binding for all disputes with the exception of the frontier dispute between Guatemala and Honduras, basing itself on the wording of Article I of the said Convention, which does not include questions for which the Parties may have "agreed upon another form of arbitration". The Government of Honduras considers that this provision excludes from the jurisdiction of the International Central American Tribunal its frontier dispute outstanding with Guatemala, inasmuch as the Convention setting up an International Central American Tribunal was signed on the seventh of February one thousand nine hundred and twenty-three, whereas the Delimitation Convention signed on the first of August one thousand nine hundred and fourteen, was at that time in force between the two countries.

The Government of Guatemala maintains that the International Central American Tribunal, in its capacity of an arbitral court, has full powers to adjudicate the frontier question referred to, inasmuch as, under Article I of the Convention invoked by the Government of Honduras, its jurisdiction extends to " all disputes or questions which exist at present or which may arise, irrespective of their nature or origin " ; this text embraces and includes all territorial frontier questions and the jurisdiction of the tribunal cannot be affected by the reservation advanced by the Government of Honduras, because no agreement exists between the Parties as to any other form of arbitration inasmuch as the intention manifested in 1923 to submit the matter to the President of the United States of America lapsed with the 1914 Treaty upon which it was based.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement du Guatémala estime que la divergence de vues qui existe entre les deux gouvernements au sujet de l'application de la convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale peut et doit être résolue conformément à l'article XIII de ladite convention.

Le Gouvernement du Honduras estime que le tribunal international pour l'Amérique centrale n'a pas qualité pour déterminer la compétence qui lui a été attribuée à l'origine, mais seulement pour décider s'il peut valablement connaître du cas d'espèce, compte tenu des restrictions de l'article premier de la convention.

L'une et l'autre Parties sont cependant d'accord pour que le tribunal qui connaîtra de la question des frontières entre les deux pays ait la forme prescrite par la convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale.

Afin de résoudre leur divergence de vues, les deux gouvernements sont convenus de constituer, dans la ville de Washington, un tribunal spécial ayant la forme prescrite par la convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale, et de lui soumettre tout d'abord la question suivante :

> « Le tribunal international pour l'Amérique centrale, créé par la Convention du 7 février 1923, est-il compétent pour connaître de la question de frontière actuellement pendante entre le Guatémala et le Honduras ? »

Au cas où le tribunal spécial déclarerait le tribunal international pour l'Amérique centrale sans compétence pour connaître de la question de frontière dont il s'agit, le même tribunal connaîtra, comme juridiction spéciale de délimitation, du différend de frontière entre les Hautes Parties contractantes.

Si, au contraire, le tribunal spécial reconnaît la compétence du tribunal international pour l'Amérique centrale, ledit tribunal spécial connaîtra, comme tribunal international pour l'Amérique centrale, du différend de frontière entre le Guatémala et le Honduras et siégera dans la ville de Washington.

Dans l'un et l'autre cas, les dispositions du présent traité seront applicables.

Article II.

Le tribunal spécial dont il est question au précédent article sera composé comme suit :

Le Gouvernement du Guatémala nommera M. Luis Castro Ureña, de la liste permanente des jurisconsultes établie par l'article II de la convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale ;

Le Gouvernement du Honduras nommera M. Emilio Bello Codesido de la même liste ;

Les deux Gouvernements nommeront, d'un commun accord, l'honorable président de la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique (the Chief Justice of the United States) comme tiers arbitre, qui présidera le tribunal.

Article III.

Le tribunal spécial se réunira, si possible, dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'échange des ratifications du présent traité ; chacune des Hautes Parties contractantes présentera au tribunal, dans les trois jours qui suivront son installation, les mémoires relatifs à la compétence ou à l'incompétence du tribunal international pour l'Amérique centrale pour connaître de la question des frontières entre le Guatémala et le Honduras.

Le tribunal spécial statuera définitivement et sans appel sur le vu de ces mémoires.

Article IV.

Dans les trente jours qui suivront la signification de la décision rendue par le tribunal sur la question de compétence, les Hautes Parties contractantes soumettront au tribunal spécial ou au

The Government of Guatemala holds that the divergence of views between the two Governments with regard to the application of the Convention setting up an International Central American Tribunal can and ought to be settled in accordance with Article XIII of the said Convention.

The Government of Honduras considers that the International Central American Tribunal has no authority to determine the extent of the jurisdiction originally conferred upon it, but only to decide its jurisdiction in particular cases with due regard to the restrictions contained in Article I of the Convention.

The two Parties are nevertheless agreed that the tribunal which will adjudicate the frontier question between the two countries shall be organised in the manner prescribed in the Convention setting up an International Central American Tribunal.

In order to solve the divergence of views between them, the two Governments have agreed to set up in the City of Washington a special tribunal organised in the manner prescribed by the Convention for setting up an International Central American Tribunal and to submit to it first of all the following question :

> " Has the International Central American Tribunal set up by the Convention of February 7, 1923, jurisdiction to adjudicate the frontier question outstanding between Guatemala and Honduras ? "

Should the award of the special tribunal disallow the jurisdiction of the International Central American Tribunal to adjudicate the frontier question referred to, the same tribunal shall, acting as a special delimitation court, adjudicate the frontier dispute between the High Contracting Parties.

If, on the other hand, the special tribunal recognises in its judgment the jurisdiction of the International Central American Tribunal, the said special Tribunal shall, in its capacity of International Central American Tribunal, adjudicate the frontier dispute between Guatemala and Honduras and shall sit in the said City of Washington.

The provisions of the present Treaty shall apply in either event.

Article II.

The Special Tribunal mentioned in the preceding Article shall be composed as follows :

The Government of Guatemala shall appoint Dr. Luis Castro Ureña, of the permanent list of jurisconsults established by Article II of the Convention setting up an International Central American Tribunal ;

The Government of Honduras shall appoint Dr. Emilio Bello Codesido, of the same list.

The two Governments shall by common agreement appoint as third arbitrator the Chief Justice of the United States of America, who shall preside over the Tribunal.

Article III.

The Special Tribunal shall if possible meet within sixty days from the date of exchange of ratifications of the present Treaty ; each of the High Contracting Parties shall submit to the Tribunal, within the three day following its installation, the pleas to the jurisdiction of the International Central American Tribunal to adjudicate the frontier question between Guatemala and Honduras.

The Special Tribunal shall decide finally and without appeal on sight of the said pleas.

Article IV.

Within the thirty days following the notification of the judgment deciding the question of competence, the High Contracting Parties shall submit to the Special Tribunal or to the International

tribunal international pour l'Amérique centrale, selon le cas, les mémoires, titres et documents de toute nature qu'elles jugeraient propres à établir le bien-fondé de leurs vues et prétentions sur la question des frontières.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que l'unique ligne qui peut être établie, en droit, entre leurs pays respectifs est celle de l'*Uti Possidetis* de 1821, et qu'en conséquence, il appartient au tribunal de déterminer cette ligne. Le tribunal, s'il constate que l'une ou l'autre des Parties a acquis, au cours de son développement ultérieur, au delà de cette ligne, des intérêts qui doivent être pris en considération lors de l'établissement de la frontière définitive, modifiera comme bon lui semble, la ligne de l'*Uti Possidetis* de 1821, en fixant la compensation territoriale ou autre qu'il estime équitable.

Article VI.

Les mémoires, titres et documents devront être présentés au tribunal, par les Parties, en quadruple exemplaire, en langues anglaise et espagnole, un exemplaire de chaque langue étant destiné à chacun des membres du tribunal qui remettra le dernier exemplaire à l'autre partie au différend.

Article VII.

Le tribunal communiquera pour soixante jours au représentant de chaque gouvernement expédition du mémoire de la Partie adverse et lui donnera connaissance, sur sa demande, des documents versés aux débats.

Article VIII.

Lors de la réplique, chacune des Parties aura le droit de soumettre au tribunal tous plans, cartes, titres ou autres documents qu'elle n'aurait pas joints au mémoire initial ; ils seront communiqués à l'autre partie qui pourra les contester dans les quinze jours qui suivront la date où elle en aura eu connaissance.

Article IX.

Les délais fixés par le présent traité seront péremptoires ; toutefois, le tribunal est expressément autorisé par les Parties à étendre ces délais en connaissance de cause.

Article X.

Toutes les décisions du tribunal seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Article XI.

Chaque Partie sera représentée par un avocat, qui pourra être assisté, dans l'exécution de son mandat, par le nombre de collaborateurs que les gouvernements jugeront nécessaire.

Central American Tribunal as the case may be, the pleadings, evidence and documents of all kinds which they may think desirable in support of their views and claims in regard to the frontier question.

Article V.

The High Contracting Parties are agreed that the only line that can be established *de jure* between their respective countries is that of the *Uti Possidetis* of 1821. Consequently it is for the Tribunal to determine this line. If the Tribunal finds that either Party has during its subsequent development acquired beyond this line interests which must be taken into consideration in establishing the final frontier, it shall modify as it may consider suitable the line of the *Uti Possidetis* of 1821 and shall fix such territorial or other compensation as it may deem equitable for one Party to pay to the other.

Article VI.

The pleadings, evidence and documents must be submitted by the Parties to the Tribuna. in four copies, in English and Spanish, one copy in each language for each of the members of the Tribunal and the remaining copy to be transmitted by the Tribunal to the other party to the dispute.

Article VII.

The Tribunal shall communicate for sixty days, to the representative of either Government, the pleadings of the other Party and shall, if it so requests, place at its disposal the documents submitted.

Article VIII.

Together with the replication, either Party shall be entitled to submit to the Tribunal any plans, maps, or other documents not appended to the original pleadings. They shall be communicated to the other Party, which may challenge them within fifteen days following the date on which they were notified to it.

Article IX.

The time-limits fixed by the present Treaty shall be final ; nevertheless the Tribunal is expressly authorised by the Parties to extend the said time-limits if, in its opinion, there is adequate reason to do so.

Article X.

All decisions of the tribunal shall be taken by a majority of votes. In case of an equality of votes, the vote of the President shall decide.

Article XI.

Each Party shall be represented by an advocate, who may be aided in the discharge of his duties by assistants in such numbers as the Governments may deem necessary.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes attribueront au tribunal la compétence nécessaire pour trancher tout différend qui pourrait surgir quant à l'interprétation ou à l'exécution du présent traité ou des décisions dudit tribunal.

Article XIII.

Les Hautes Parties contractantes autorisent le tribunal à nommer des commissions d'enquête, à utiliser les services d'experts et à recourir aux autres moyens d'information qu'il jugerait nécessaires pour l'éclaircissement des faits. Les Parties autorisent également le tribunal à organiser son secrétariat comme il juge convenable. Les Parties s'engagent à mettre, à cet effet, à la disposition du tribunal toutes les facilités nécessaires.

Article XIV.

Le tribunal rendra sa sentence aussitôt que possible, en appréciant les points de fait et de droit en litige et en exposant les motifs de sa décision. Ladite sentence statuera définitivement et sans appel sur le différend de frontière et sera loyalement exécutée par les Hautes Parties contractantes.

Article XV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que la délimitation matérielle de la frontière sera faite par une commission technique, conformément aux dispositions de la convention additionnelle au présent traité, signée le même jour.

Article XVI.

En attendant la délimitation de la frontière, chacune des Hautes Parties contractantes restera en possession des territoires qu'elle occupe actuellement dans la zone frontière, l'agriculture, l'industrie et le commerce pouvant continuer à s'exercer dans ces limites ; toutefois, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne procéder à aucune nouvelle extension et à éviter tout acte d'hostilité entre elles.

Article XVII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les propriétés privées légitimement acquises antérieurement au présent traité, de part et d'autre de la ligne de démarcation, devront être respectées et jouiront de toutes les garanties que confèrent aux nationaux la constitution et la législation de chacun des pays dont relèveront lesdites propriétés.

Article XVIII.

En cas d'excuse ou d'empêchement de l'un ou de l'autre des deux arbitres nommés séparément par chacune des Hautes Parties contractantes, le Gouvernement intéressé procédera immédiatement à son remplacement en choisissant le nouvel arbitre sur les listes prévues par l'article II de la convention instituant un tribunal international pour l'Amérique centrale. Cette substitution n'affectera en rien la validité du présent traité.

Article XII.

The High Contracting Parties shall invest the Tribunal with the necessary power to settle by itself any dispute that may arise as to the interpretation or execution of the present Treaty or of the decisions of the said Tribunal.

Article XIII.

The High Contracting Parties authorise the Tribunal to appoint commissions of enquiry, to employ the services of experts and to use any other means of information it may deem necessary to elucidate the facts. The Parties also authorise the Tribunal to organise its secretariat as it deems best. To this end the Parties undertake to place all the necessary facilities at the Tribunal's disposal.

Article XIV.

The Tribunal shall render its award as soon as possible and shall include in its award its judgment on the points of fact and of law in dispute and state the reasons and grounds for its decisions. The said award shall settle the frontier dispute finally and without appeal and shall be loyally complied with by the High Contracting Parties.

Article XV.

The High Contracting Parties are agreed that the actual work of frontier demarcation shall be carried out by a Technical Commission in conformity with the Additional Convention to the present Treaty signed on the same date.

Article XVI.

Pending the demarcation of the frontier, each of the High Contracting Parties shall remain in possession of the territories which it at present holds in the frontier zone, and shall be empowered to carry on agricultural, industrial and commercial activities within the area at present in its occupation; nevertheless, the High Contracting Parties agree not to proceed to any fresh act of penetration and to avoid any act of hostility between themselves.

Article XVII.

It is understood and agreed between the High Contracting Parties that private properties legitimately acquired prior to the present Treaty on either side of the boundary line shall be respected and shall enjoy all the guarantees conferred on those of its nationals by the Constitution and laws of each of the countries to whose laws the said properties are subject.

Article XVIII.

Should either of the two arbitrators appointed individually by each of the High Contracting Parties decline to serve or be prevented from serving, the Government concerned shall immediately take steps to replace him, and to that end shall choose a new arbitrator from the list prescribed in Article II of the Convention setting up an International Central American Tribunal. Such replacement shall not affect the validity or force of the present Treaty.

Article XIX.

Chacune des Parties paiera les honoraires et les débours de l'arbitre nommé par elle ainsi que ses propres frais. Les frais généraux de la procédure arbitrale, ainsi que les honoraires et débours du Président du tribunal, seront supportés également par les deux Parties contractantes.

Article XX.

Le présent traité sera soumis aussitôt que possible aux ratifications constitutionnelles du Guatémala et du Honduras ; l'échange des instruments de ratification aura lieu dans la ville de Washington, capitale des Etats-Unis d'Amérique, dans les soixante jours qui suivront la date de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires du Guatémala et du Honduras ont signé le présent traité, en deux exemplaires identiques et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, D. C., le seize juillet mil neuf cent trente.

(Signé) Carlos SALAZAR.
(Signé) E. SILVA PEÑA. *(Signé)* Mariano VÁSQUEZ.

CONVENTION ADDITIONNELLE

AU TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LE GUATÉMALA ET LE HONDURAS, SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 JUILLET 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, vu l'article XV du traité d'arbitrage signé ce jour dans cette ville et désireux de conclure la présente convention additionnelle audit traité, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE GOUVERNEMENT DU GUATÉMALA :

M. Carlos SALAZAR et M. Eugenio SILVA PEÑA ; et

LE GOUVERNEMENT DU HONDURAS :

M. Mariano VÁSQUEZ ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans un délai de cent vingt jours à compter de la date à laquelle le tribunal arbitral constitué par le traité d'arbitrage précité aura notifié aux Hautes Parties contractantes la sentence fixant la ligne de démarcation entre le Honduras et le Guatémala, une commission technique procèdera au tracé de ladite ligne.

Article XIX.

Each Party shall pay the fees and expenses of the arbitrator appointed by it and the expenses incurred by itself in preparing and prosecuting its case. The general expenses of the arbitral procedure and the fees and expenses of the President of the Tribunal shall be defrayed by the Contracting Parties in equal halves.

Article XX.

The present Treaty shall be submitted as soon as possible for ratification in Guatemala and Honduras in accordance with their respective Constitutions. The exchange of the instruments of ratification shall take place in the City of Washington, the capital of the United States of America, within sixty days of the date of the last ratification.

In faith whereof the Plenipotentiairies of Guatemala and Honduras have signed the present Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals, in the City of Washington, D. C., on the sixteenth of July, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Carlos SALAZAR.
(Signed) E. SILVA PEÑA. *(Signed)* Mariano VÁSQUEZ.

ADDITIONAL CONVENTION

TO THE TREATY OF ARBITRATION BETWEEN GUATEMALA AND HONDURAS.
SIGNED AT WASHINGTON, ON JULY 16, 1930.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF GUATEMALA and HONDURAS, in conformity with, Article XV of the Treaty of Arbitration concluded to-day in this city, desirous of concluding the present Additional Convention to the said Treaty, have appointed for that purpose as their Plenipotentiary Representatives :

THE GOVERNMENT OF GUATEMALA :

M. Carlos SALAZAR and M. Eugenio SILVA PEÑA ; and

THE GOVERNMENT OF HONDURAS :

Dr. Mariano VÁSQUEZ,

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Within one hundred and twenty days of the date on which the Arbitral Tribunal constituted by the above-mentioned Arbitration Treaty has notified the High Contracting Parties of the award fixing the boundary line between Honduras and Guatemala, the said line shall be marked out by a Technical Commission.

Article II.

La commission dont il est question au précédent article se composera de cinq ingénieurs : l'un sera désigné par le président du tribunal arbitral, sur l'avis du Service d'études côtières et géodésiques des Etats-Unis *(United States Coast and Geodetic Survey)* ; deux seront nommés par le Gouvernement du Guatémala et deux par le Gouvernement du Honduras, chaque Partie pouvant nommer le personnel complémentaire qu'elle juge nécessaire. Les travaux seront dirigés par l'ingénieur désigné par le président du tribunal arbitral qui sera le chef de la commission, ayant qualité pour statuer immédiatement et sans appel sur toute contestation d'ordre géodésique ou topographique qui pourrait surgir entre les ingénieurs du Guatémala et du Honduras.

Article III.

Si, après l'expiration du délai de cent vingt jours mentionné à l'article premier, une des Hautes Parties contractantes n'a pas procédé à la désignation des deux ingénieurs qui doivent la représenter à la commission technique, les travaux de délimitation seront commencés et terminés par l'ingénieur désigné par le président du tribunal arbitral et par ceux qui auront été nommés par l'autre Partie dans le délai fixé. Dans ce cas, l'ingénieur en chef de la Commission technique aura le droit de nommer des ingénieurs suppléants, s'il le juge nécessaire.

Article IV.

Les ingénieurs, une fois désignés, se réuniront aussitôt que possible dans la localité la plus proche de l'un quelconque des points extrêmes de la ligne fixée par la sentence du tribunal arbitral et commenceront leurs travaux, le chef de la commission en avisant les Gouvernements du Guatémala et du Honduras.

Article V.

La Commission technique dressera, aux extrémités de la ligne de démarcation et aux principaux points de celle-ci, des bornes qui seront déterminées par les coordonnées astronomiques du lieu (latitude et longitude). La longitude sera celle du méridien de Greenwich. On édifiera également des bornes le long de la ligne, au sommet des collines, aux carrefours des chemins, fleuves et ravins et autres lieux visibles, pour que les habitants de chaque pays puissent facilement reconnaître la frontière. La commission technique déterminera la matière dont seront faites les bornes, ainsi que leurs dimensions et l'inscription qu'elles porteront.

Article VI.

La Commission des Ingénieurs devra demeurer dans la région où s'exécuteront les travaux de délimitation, qui ne pourront être suspendus qu'exceptionnellement lorsque la saison des pluies ou un autre motif important ne permettra plus de les poursuivre.

Article VII.

La Commission technique disposera de tout le temps nécessaire pour terminer les travaux de délimitation.

Si l'un des membres de la Commission devient indisponible ou ne peut continuer à fournir ses services pour un motif quelconque, il sera immédiatement remplacé par un autre ingénieur nommé par le gouvernement intéressé sur le seul avis du chef de la Commission.

Article II.

The Commission referred to in the previous Article shall be composed of five engineers, of which one shall be appointed by the President of the Arbitral Tribunal, on the recommendation of the United States Coast and Geodetic Survey ; two shall be appointed by the Government of Guatemala and two by the Government of Honduras, each Party being entitled to appoint such supplementary staff as it may think fit. The work shall be carried out under the direction of the engineer appointed by the President of the Arbitral Tribunal ; he shall be the head of the Commission, with authority to give on the spot a final decision on any differences of a geodetic or topographical character which may arise between the engineers of Guatemala and of Honduras.

Article III.

If, after the expiration of the period of one hundred and twenty days referred to in Article I, either of the High Contracting Parties has not appointed the two engineers who are to represent it on the Technical Commission, the work of demarcation of the boundary line shall be begun and completed by the engineer appointed by the President of the Arbitral Tribunal and by those appointed within the prescribed period by the other Party. In such case, the Engineer-in-Chief of the Technical Commission shall be empowered to appoint substitute engineers if he deems it necessary.

Article IV.

The engineers, when appointed, shall meet as soon as possible in the nearest township to either of the terminal points of the line fixed by the award of the Arbitral Tribunal and shall begin their work, the head of the Commission informing the Governments of Guatemala and Honduras.

Article V.

The Technical Commission shall set up at the extremities of the boundary line and at the principal points of that line boundary marks which shall be determined astronomically by the latitude and longitude of the spot in question. The longitude shall be based on that of the Greenwich meridian. The Commission shall also set up boundary marks along the line at the tops of hills, at cross-roads, rivers and creeks, and in other conspicuous places, in order that the inhabitants of each country may easily recognise the frontier. The boundary marks shall be constructed of such material as the Technical Commission may deem most suitable and the Commission shall determine their dimensions and the inscription which they shall bear.

Article VI.

The Commission of Engineers shall remain in the region where the work of demarcation is carried out, and that work may not be suspended save in exceptional circumstances when it is impossible to continue it on account of the rainy season or for some other important reason.

Article VII.

The Technical Commission shall have all the time necessary to enable the work of demarcation to be completed.

If any of the members of the Commission is unable to undertake the work or cannot continue to serve for whatever reason, he shall at once be replaced by another engineer appointed by the Government concerned on the sole recommendation of the head of the Commission.

Article VIII.

La Commission technique fera passer, autant que possible, la ligne de démarcation qui doit réunir les points indiqués par la sentence arbitrale par les limites naturelles ou perceptibles qu'offre le terrain.

Article IX.

Après l'achèvement des travaux en plein air et dans les bureaux, la Commission technique des ingénieurs établira, en triple exemplaire, son rapport détaillé qu'elle adressera, en même temps que le plan général et les plans de détail, au Gouvernement du Guatémala, au Gouvernement du Honduras et au président du tribunal arbitral.

Article X.

Les Gouvernements du Guatémala et du Honduras s'engagent à donner à la Commission technique toute aide et facilité utiles a l'exécution de sa mission.

Article XI.

Les frais généraux de délimitation, ainsi que les honoraires et débours de l'ingénieur en chef de la Commission technique, seront supportés également par les Gouvernements du Guatémala et du Honduras. En tout cas, chacune des Hautes Parties contractantes supportera seule les honoraires et débours de ses deux ingénieurs et de leurs auxiliaires.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à reconnaître, à maintenir et à respecter perpétuellement et pour toujours, comme ligne frontière entre le Guatémala et le Honduras, la ligne de démarcation tracée par la Commission technique conformément à la sentence du tribunal arbitral institué par le Traité d'arbitrage conclu par lesdites Parties contractantes en ce jour et en cette ville.

Article XIII.

La présente convention, additionnelle au Traité d'arbitrage conclu ce même jour entre les Gouvernements du Guatémala et du Honduras, sera soumise, en même temps que celui-ci, aux ratifications constitutionnelles des deux pays ; l'échange des instruments de ratification aura lieu dans cette même ville de Washington, capitale des Etats-Unis d'Amérique, dans les soixante jours qui suivront la date de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires du Guatémala et du Honduras ont signé la présente convention, en deux exemplaires identiques, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en la ville de Washingotn, D. C., le seize juillet mil neuf cent trente.

(Signé) Carlos SALAZAR.
(Signé) E. SILVA PEÑA. *(Signé)* Mariano VASQUEZ.

Article VIII.

The Technical Commission shall endeavour, as far as possible, to make the line of demarcation connecting the points indicated by the arbitral award pass through such natural or conspicuous boundaries as may be offered by the ground.

Article IX.

After the completion of the work on the spot and the requisite office work, the Technical Commission of Engineers shall prepare in triplicate a detailed report to be sent together with the general plan and the detailed plans to the Governments of Guatemala and of Honduras and to the President of the Arbitral Tribunal.

Article X.

The Governments of Guatemala and of Honduras undertake to give the Technical Commission all assistance and facilities for the accomplishment of its task.

Article XI.

The general costs of demarcation and the fees and expenses of the Engineer-in-Chief of the Technical Commission shall be borne in equal parts by the Governments of Guatemala and of Honduras. In any case each of the High Contracting Parties shall itself pay the fees and expenses of its own two engineers and their assistants.

Article XII.

The High Contracting Parties undertake to recognise, maintain and respect perpetually and for ever as the frontier line between Guatemala and Honduras the line of demarcation traced by the Technical Commission in accordance with the award of the Arbitral Tribunal set up by the Arbitration Treaty concluded by the said Contracting Parties to-day in this City.

Article XIII.

The present Convention, additional to the Treaty of Arbitration concluded to-day between the Governments of Guatemala and of Honduras, shall be subject, together with that Treaty, to the constitutional ratifications of both countries. The exchange of the instruments of ratification shall take place in this City of Washington, the capital of the United States of America, within sixty days of the date of the last ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries of Guatemala and of Honduras have signed the present Convention in duplicate and have thereto affixed their seals, in the City of Washington, D. C., on July the sixteenth, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Carlos SALAZAR. *(Signed)* Mariano VÁSQUEZ.
(Signed) E. SILVA PEÑA.

SPÉCIFICATION DE LA FRONTIÈRE DÉFINITIVE

ENTRE LE GUATÉMALA ET LE HONDURAS, DÉTERMINÉE PAR LA SENTENCE ARBITRALE DU TRIBUNAL SPÉCIAL DE DÉLIMITATION CONSTITUÉ EN EXÉCUTION DU TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES DEUX PAYS EN DATE DU 16 JUILLET 1930, SIGNÉE A WASHINGTON, LE 23 JANVIER 1933.

FRONTIÈRE DÉFINITIVE.

La frontière définitive est fixée comme suit sur toute son étendue :

A partir de la frontière du Salvador, au point le plus rapproché du sommet du Cerro Montecristo ; puis, en ligne droite vers le nord jusqu'aux sources de l'affluent le plus proche du rio Frió ou Sesecapa ; puis, en ligne droite vers le nord en descendant la ligne médiane de cet affluent jusqu'à son confluent avec le rio Frió ou Sesecapa ; puis en descendant la ligne médiane du rio Frió ou Sesecapa jusqu'à son confluent avec le ravin formé par le versant sud-ouest du Cerro Tecomapa et appelé Quebrada El Chagüitón sur le plan de la ferme de Chagüitón ; puis, en remontant jusqu'aux sources la ligne médiane de la Quebrada El Chagüitón et en continuant vers le nord jusqu'au sommet de la ligne de partage des eaux entre les bassins du rio Atulapa et du rio Frió ou Sesecapa ; puis, en ligne droite vers l'est jusqu'au plus méridional et au plus élevé des deux pics du Cerro Tecomapa ; puis, en ligne droite vers l'est sur une distance d'environ quatre cents mètres jusqu'au confluent de deux ruisseaux formant un affluent de la Quebrada Tecomapa ou Agua Caliente ; puis, suivant la ligne médiane de cet affluent en aval vers l'est jusqu'à son confluent avec la Quebrada Tecomapa ou Agua Caliente ; puis suivant, en aval, la ligne médiane de la Quebrada Tecomapa ou Agua Caliente vers le nord-est jusqu'à son confluent avec le rio Olopa ; puis suivant la ligne médiane du rio Olopa, en aval, jusqu'à son confluent avec la Quebrada de la Brea ; puis suivant la ligne médiane de la Quebrada de la Brea, en amont, jusqu'à un point situé à soixante mètres en deçà de son confluent avec la Quebrada El Incienso ; puis, en ligne droite vers l'est jusqu'au point culminant du Cerro Oscuro ; puis, dans la direction générale de l'est suivant la ligne continentale de partage des eaux jusqu'à sa jonction avec la ligne de partage des eaux du bassin du rio Blanco ; puis vers le nord en suivant la ligne de partage des eaux des bassins du rio Chanmagua et du rio Blanco jusqu'à sa jonction avec la ligne de partage des eaux du bassin de la Quebrada de La Raya ou Pezote ; puis en ligne droite vers le nord jusqu'aux sources de l'affluent le plus proche de la Quebrada de La Raya ou Pezote ; puis, vers le nord, en aval, suivant la ligne médiane de cet affluent jusqu'à son confluent avec la Quebrada de La Raya ou Pezote ; puis, vers le nord, en aval, le long de la ligne médiane de ladite Quebrada jusqu'à son confluent avec le rio Playón ; puis, en amont, suivant la ligne médiane du rio Playón jusqu'à son confluent avec le Zanjón de Laguna Verde ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au confluent du rio Templador et du rio Sulay ; puis, en ligne droite vers le nord-ouest jusqu'au point culminant du Cerro Ojo de Agua del Amate ; puis, en ligne droite vers le nord jusqu'au sommet de Cerro San Cristóbal ; puis, en ligne droite, vers le nord-est jusqu'au sommet du Cerro Sepultura, puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au Bonete del Portillo ; puis, en ligne droite vers le nord jusqu'au Cerro Jute ; puis, vers le nord-est, le long de la crête de la chaîne de montagnes où se trouve le Cerro Jute, jusqu'à la ligne de partage des eaux entre les bassins du rio San Antonio et du rio Tizamarte ; puis, vers le nord-est, le long de la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Quebrada Sesemiles et du rio Pexjá, jusqu'à sa jonction avec la ligne de partage des eaux du bassin du rio Managuá ; puis, vers le nord le long de la ligne de partage des eaux des rios Pexjá et Managuá jusqu'à un point situé à la jonction de la première ligne secondaire de partage des eaux du bassin du rio Managuá au sud de la localité appelée Palmichal sur la carte préliminaire de reconnaissance aérienne ; puis, en suivant cette ligne de partage secondaire

des eaux vers le nord-est jusqu'au rio Managuá ; puis, le long de la ligne médiane de ce rio, en aval, jusqu'à l'embouchure de la première quebrada au nord du village de Aldea Nueva ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'à un point situé sur le rio Morjá à l'est de l'angle sud-est de la plaine de La Francia ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au point où la ligne secondaire de partage des eaux des rios Juyama et Encantado rejoint la ligne principale de partage des eaux des bassins du rio Motagua et du rio Chamelecón ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au point où la ligne secondaire de partage des eaux des rios Animas et Negro rejoint la ligne principale de partage des eaux des bassins du rio Motagua et du rio Chamelecón ; puis, vers le nord-est suivant les sinuosités de la ligne principale de partage des eaux des bassins du rio Motagua et du rio Chamelecón jusqu'à son point de jonction avec la ligne secondaire de partage des eaux entre les deux principaux bras du rio Chiquito ou Plátanos ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au point culminant de la montagne appelée Cerro Escarpado, près de la jonction des lignes secondaires de partage des eaux des bassins des rios Chiquito ou Plátanos, Nuevo ou Cacao, et Chachagualilla ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au milieu du pont du chemin de fer de Cuyamel qui traverse le rio Santo Tomás ; puis, en ligne droite vers le nord-est jusqu'au point le plus austral de la rive droite du rio Tinto qui sort de la Laguna Tinta ; puis, suivant la rive droite du rio Tinto, au niveau normal des eaux, en aval, jusqu'au lieu où cette rivière se jette dans le rio Motagua ; puis, suivant la ligne droite du rio Motagua, au niveau normal des eaux, en aval, jusqu'au lieu où cette rivière se jette dans le golfe du Honduras. Selon la description, la frontière suit la rive droite du rio Tinto et du rio Motagua, au niveau normal des eaux et, en cas de modification ultérieure du cours de ces rivières, par suite d'alluvions, d'érosion ou d'avulsions, la frontière suivra la ligne du niveau normal des eaux sur les rives droites effectives de l'une et l'autre rivières. Tous les points décrits ci-dessus figurent sur la carte préliminaire de reconnaissance aérienne ci-annexée et qui fait partie de la présente sentence.

Fait dans la ville de Washington, district de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, le vingt-trois janvier mil neuf cent trente-trois, en triple exemplaire, en langues anglaise et espagnole, dont l'un sera conservé dans les archives du Tribunal spécial de délimitation, et les deux autres seront remis aux agents des parties.

(s) Charles Evans HUGHES, *Président.*

Luis CASTRO-URENA, } *Arbitres.*
Emilio BELLO-CODESIDO }

Pour expédition :

B. Cohen,
Greffier du Tribunal.

N° 3160.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention concernant l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi de la Convention d'extradition entre la Belgique et les Pays-Bas du 31 mai 1889 et des Conventions additionnelles à cette convention des 14 février 1895 et 25 octobre 1927. Signée à La Haye, le 1er novembre 1932.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Convention between Belgium and the Netherlands of May 31, 1889 and of the Additional Conventions to that Convention of February 14, 1895 and October 25, 1927. Signed at The Hague, November 1, 1932.

N° 3160. — CONVENTION[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT L'APPLICATION AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI DE LA CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS DU 31 MAI 1889 ET DES CONVENTIONS ADDITIONNELLES A CETTE CONVENTION DES 14 FÉVRIER 1895 ET 25 OCTOBRE 1927. SIGNÉE A LA HAYE, LE 1er NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mars 1933.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, la Convention[2] d'extradition entre les Pays-Bas et la Belgique du 31 mai 1889 et les Conventions additionnelles à cette convention du 14 février 1895[3] et du 25 octobre 1927[4], ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Charles MASKENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions de la Convention d'extradition entre les Pays-Bas et la Belgique du 31 mai 1889 et les Conventions additionnelles à ce traité du 14 février 1895 et du 25 octobre 1927, s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 14 décembre 1932.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVI, page 546; et tome XVII, page 125.

[3] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIII, page 23.

[4] Vol. LXIX, page 29, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3160. — CONVENTION[2] BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS, REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS OF MAY 31, 1889 AND OF THE ADDITIONAL CONVENTIONS TO THAT CONVENTION OF FEBRUARY 14, 1895 AND OCTOBER 25, 1927. SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 1st, 1932.

French official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands at Berne and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 14, 1933.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS
and
HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi over which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations the Extradition Convention[3] concluded between the Netherlands and Belgium on May 31, 1889 and the Conventions additional thereto of February 14, 1895[4] and October 25, 1927[5], have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Charles MASKENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Convention between the Netherlands and Belgium of May 31, 1889 and the Conventions additional thereto of February 14, 1895 and of October 25, 1927, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, December 14, 1932.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 81, page 276.

[4] *British and Foreign State Papers*, Vol. 87, page 833.

[5] Vol. LXIX, page 29, of this Series.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi sera faite au Gouverneur général du Congo belge par le principal agent consulaire des Pays-Bas dans cette colonie.

S'il s'agit d'un individu réfugié dans un territoire d'outre-mer néerlandais la demande sera faite au Gouverneur général ou au Gouverneur de ce territoire par le principal agent consulaire de Belgique dans ce territoire.

Le Gouverneur général ou le Gouverneur aura toutefois la faculté d'en référer à son gouvernement pour la suite à donner à la demande d'extradition.

La voie indiquée dans l'alinéa précédent est substituée à la voie diplomatique dans tous les cas où celle-ci est requise par la Convention d'extradition du 31 mai 1889 et les conventions additionnelles à cette convention.

Article 3.

Pour l'application de la Convention du 31 mai 1889 et des conventions additionnelles à cette convention, y compris la présente convention, il faut entendre, par nationaux belges les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge. Sont assimilés aux nationaux belges les ressortissants du Ruanda-Urundi.

Article 4.

Le délai de quinze jours prévu à l'article 10 de la Convention d'extradition belgo-néerlandaise du 31 mai 1889, est porté à trois mois.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications. Elle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements. Néanmoins elle sera censée dénoncée par le fait de la dénonciation de la Convention d'extradition du 31 mai 1889 entre les Pays-Bas et la Belgique.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 1er novembre 1932.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :
A. M. Snouck Hurgronje.

Article 2.

The requisition for extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be addressed to the Governor-General of the Belgian Congo by the Senior Consular Officer of the Netherlands in that colony.

In the case of a person who has taken refuge in a Netherlands oversea territory, the requisition shall be addressed to the Governor-General or to the Governor of that territory by the Senior Consular Officer of Belgium in that territory.

The Governor-General or Governor shall nevertheless have the right to refer to his Government for instructions as to the action to be taken in connection with the requisition for extradition.

The procedure outlined in the previous paragraph shall replace diplomatic procedure in all cases in which the latter is prescribed by the Extradition Convention of May 31, 1889 and the Conventions additional thereto.

Article 3.

For the application of the Convention of May 31, 1889 and of the Conventions additional thereto, including the present Convention, Belgian nationals shall be taken to mean Belgian citizens and persons belonging to the Belgian Congo. Persons belonging to Ruanda-Urundi are assimilated to Belgian nationals.

Article 4.

The period of fifteen days provided for in Article 10 of the Belgo-Netherlands Extradition Convention of May 31, 1889, shall be increased to three months.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Brussels as soon as possible . It shall come into force three months after the exchange of ratifications. It shall remain in force until six months after its denunciation by one of the two Governments. Nevertheless, it shall be deemed to have been denounced if the Extradition Convention of May 31, 1889, between the Netherlands and Belgium is denounced.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at The Hague, November 1, 1932.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) CH. MASKENS.

No. 3160

N° 3161.

BELGIQUE ET GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de garantir l'assistance réciproque des deux pays pour le recouvrement de ces impôts, avec protocole de clôture. Signés à Bruxelles, le 9 mars 1931.

BELGIUM AND GRAND DUCHY OF LUXEMBURG

Convention for the Prevention of Double Taxation as regards Direct Taxes and to guarantee reciprocal Co-Operation between the two Countries in the Collection of such Taxes, with Protocol of Closure. Signed at Brussels, March 9, 1931.

N° 3161. — CONVENTION[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPOTS DIRECTS ET DE GARANTIR L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES DEUX PAYS POUR LE RECOUVREMENT DE CES IMPOTS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 9 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 mars 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, désirant éviter aux ressortissants des deux pays la double imposition en matière de contributions directes et se prêter une assistance réciproque pour le recouvrement de ces impôts, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ; et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. DUPONG, son directeur général des Finances et Questions sociales ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

§ 1. — Les contribuables qui ont leur domicile fiscal dans l'un des deux Etats contractants et dont certains revenus proviennent, en tout ou en partie, de l'autre Etat, bénéficieront, en raison de ces revenus, du régime spécial établi par les articles ci-après.

§ 2. — Pour l'application de la présente convention, le domicile fiscal des personnes physiques est au lieu de leur résidence normale entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation, et celui des sociétés qui constituent une individualité juridique est au lieu de leur siège social effectif.

Article 2.

§ 1. — La présente convention a pour but d'établir les règles concernant exclusivement la perception de certains impôts directs.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Luxembourg, le 30 décembre 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3161. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION AS REGARDS DIRECT TAXES AND TO GUARANTEE RECIPROCAL CO-OPERATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES IN THE COLLECTION OF SUCH TAXES. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 9, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 17, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, being desirous of preventing double taxation as regards direct taxes of nationals of their two countries and of affording each other mutual assistance in the collection of such taxes, have decided to conclude a Convention for this purpose and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, His Minister for Foreign Affairs, and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. DUPONG, Her Director-General of Finance and Social Questions,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

§ 1. — Taxpayers having their fiscal domicile in either of the two contracting States, a proportion of whose income is derived, in whole or in part, from the other State shall be entitled in respect of such income to the special treatment prescribed in the following Articles.

§ 2. — For the purposes of the present Convention, the fiscal domicile of natural persons shall be their normal place of residence to be construed as meaning their permanent home ; that of companies constituting a legal entity shall be the place in which are situate their actual headquarters or seat.

Article 2.

§ 1. — The purpose of the present Convention is to lay down rules relating exclusively to the levying of certain direct taxes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'informatian.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Luxemburg, December 30, 1931.

§ 2. — Les impôts directs visés sont les suivants :

A. — *Pour la Belgique :*

La contribution foncière, la taxe mobilière sur le revenu des immeubles situés à l'étranger, la taxe professionnelle et la taxe spéciale sur le produit de la location du droit de chasse, de pêche ou de tenderie.

B. — *Pour le Grand-Duché de Luxembourg :*

L'impôt sur le revenu, à l'exception des revenus des capitaux mobiliers, la surtaxe à cet impôt et l'impôt complémentaire sur le capital à l'exclusion des capitaux mobiliers.

Article 3.

Les revenus des propriétés immobilières ou ces propriétés elles-mêmes sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.

Article 4.

§ 1. — Les exploitations industrielles, minières, commerciales ou agricoles sont imposables dans chacun des Etats au prorata des revenus produits par des établissements stables y situés.

§ 2. — A défaut de comptabilité faisant ressortir distinctement et régulièrement ces revenus, les administrations compétentes des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation.

§ 3. — Sont considérés comme établissements stables les sièges de direction effective, succursales, fabriques, ateliers, agences, magasins, bureaux, comptoirs et dépôts. Le fait, pour une entreprise établie dans l'un des deux Etats contractants d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'entremise d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.) n'implique pas, pour cette entreprise, l'existence d'un établissement stable dans ce dernier pays.

Article 5.

Lorsque des sociétés par actions ayant leur siège social ou leur principal établissement administratif dans le Grand-Duché de Luxembourg possèdent une participation permanente du quart au moins du capital social d'une société similaire établie en Belgique, l'impôt luxembourgeois est réduit au quart sur les bénéfices ou revenus réalisés et imposés en Belgique aussi longtemps que la Belgique accorde la réduction au quart de la taxe mobilière aux sociétés belges pour les revenus de participation réalisés et imposés dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 6.

§ 1. — Les revenus des professions non commerciales exercées à demeure et non visées à l'article 8 sont imposables dans celui des deux Etats contractants où les intéressés possèdent une installation permanente pour l'exercice de leur activité professionnelle.

§ 2. — Les revenus provenant de droits d'auteur sont imposables dans le pays du domicile fiscal des bénéficiaires.

Article 7.

Les rémunérations des administrateurs et commissaires de sociétés par actions et des personnes qui remplissent des fonctions analogues à celles d'administrateur, sont imposables dans l'Etat ou se trouve le siège social effectif de l'entreprise.

§ 2. — The direct taxes referred to are as follows :

A. — *In respect of Belgium :*

The land tax, the tax on movable property payable in respect of income derived from immovable property situated abroad, the occupational tax and the special tax on income derived from the letting of shooting, fishing or trapping rights.

B. — *In respect of the Grand Duchy of Luxemburg :*

Income tax, but not including income derived from floating capital, the surtax additional thereto and the supplementary tax on capital but not including floating capital.

Article 3.

Income derived from immovable property or such property itself shall be taxable in the State in which the property in question is situate.

Article 4.

§ 1. — Industrial, mining, commercial or agricultural undertakings shall be taxable in either State in proportion to the income brought in by permanent establishments situate in its territory.

§ 2. — In the absence of a system of accountancy showing separately and regularly such income, the competent authorities of the two States shall come to an agreement upon the rules of apportionment.

§ 3. — Permanent establishments shall be deemed to mean actual centres of management, branches, factories, workshops, agencies, warehouses, offices, buying or selling departments and depositories. Should an undertaking established in either of the two contracting States have business dealings with the other country through the intermediary of a genuinely independent agent or company (broker, commission agent, subsidiary, etc...), this shall not be deemed to imply that the undertaking in question possesses a permanent establishment in the latter country.

Article 5.

In the case of joint stock companies having their headquarters or chief centre of management in the Grand Duchy Luxemburg and permanently holding at least one quarter of the joint stock capital of a similar company established in Belgium, the Luxemburg tax shall be reduced to one-quarter in respect of all profits or income accruing and taxed in Belgium, provided always that Belgium accords Belgian companies a reduction to one-quarter of the tax on movable property in respect of income from capital holdings accruing and taxed in the Grand Duchy of Luxemburg.

Article 6.

§ 1. — Income derived from non-commercial occupations not covered by Article 8 by persons working at their private addresses shall be taxable in the contracting State in which such persons possess a permanent establishment for the purpose of carrying on their professional activity.

§ 2. — Income derived from copyright fees shall be taxable in the country in which the recipients have their fiscal domicile.

Article 7.

The remuneration of directors and auditors of joint stock companies and of persons performing duties similar to those of a director shall be taxable in the State in which are situate the actual headquarters of the company.

Article 8.

§ 1. — Les rémunérations quelconques des salariés et appointés sont imposables dans celui des deux Etats où les intéressés exercent leur activité.

§ 2. — Toutefois, les traitements, salaires ou autres rémunérations des travailleurs frontaliers qui justifient de cette qualité par la production d'une carte spéciale pour travailleurs, du modèle qui sera arrêté par les Hautes Parties contractantes dans une convention spéciale, ne sont soumis à l'impôt d'Etat que dans le pays où les intéressés ont leur domicile fiscal.

§ 3. — D'autre part, les traitements des fonctionnaires et employés publics d'un des deux Etats contractants qui exercent leurs fonctions dans l'autre Etat sont imposables seulement dans celui qui les rétribue.

Article 9.

Les pensions publiques ou privées sont imposables dans l'Etat du débiteur de ces revenus.

Article 10.

Les rentes viagères sont imposables dans l'Etat du domicile fiscal des crédirentiers.

Article 11.

§ 1. — Les Etats contractants s'engagent, sur la base de la réciprocité, à se prêter concours et assistance aux fins de recouvrer en principal, additionnels, intérêts et frais ou amendes, suivant les règles de leur propre législation, les impôts définitivement dus visés ci-dessus, même s'ils ont été établis antérieurement à la date de la présente convention.

§ 2. — Les poursuites et mesures d'exécution auront lieu sur production d'une copie officielle des titres exécutoires accompagnée éventuellement des décisions passées en force de chose jugée.

§ 3. — Les créances fiscales à recouvrer ne seront pas considérées, dans l'Etat requis, comme des créances privilégiées ; le recouvrement se fera selon les règles de la législation de celui-ci ; il ne sera pas obligé d'appliquer un moyen d'exécution non prévu par la législation de l'Etat requérant.

§ 4. — Si une créance fiscale est encore susceptible d'un recours, l'Etat requérant peut demander à l'Etat requis de prendre des mesures conservatoires, auxquelles sont applicables *mutatis mutandis* les dispositions précédentes.

§ 5. — Les administrations fiscales des deux Etats contractants régleront la procédure administrative à suivre en l'occurrence.

Article 12.

§ 1. — Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes se trouverait en présence d'un cas non expressément prévu dans les dispositions qui précèdent ou apporterait des changements à sa législation fiscale, l'examen de la situation nouvelle et les réajustements éventuels du texte de la présente convention seraient effectués, dans l'esprit de celle-ci, par accord entre les administrations compétentes des deux pays.

§ 2. — Ces accords modificatifs ou complémentaires feraient l'objet de notes échangées par la voie diplomatique.

Article 8.

§ 1. — The remuneration of all persons in receipt of wages and salaries shall be taxable in the State in which those concerned carry on their activities.

§ 2. — Nevertheless, the salaries, wages or other remuneration of frontier workers who establish their status by the production of a special worker's card, the form of which shall be laid down by the High Contracting Parties in a special convention, shall only be liable to State taxes in the country where those concerned have their fiscal domicile.

§ 3. — Furthermore, the salaries of all public officials and employees of either of the two Contracting States performing their duties in the other State shall only be taxable in the country by which they are paid.

Article 9.

Public pensions are taxable in the State of the party liable for such payments.

Article 10.

Life annuities shall be taxable in the State in which the holders have their fiscal domicile.

Article 11.

§ 1. — The Contracting States undertake, on the basis of reciprocity, to afford each other aid and assistance, for the purpose of the collection, of the principal, plus interest and costs or fines, according to the stipulations of their own laws, of any of the aforementioned taxes having finally fallen due, even where such taxes were established prior to the date of the present Convention.

§ 2. — Legal proceedings and executory measures shall be instituted on production of an official copy of the executory documents together with any such decisions as have already acquired the force of *res judicata.*

§ 3. — Outstanding fiscal claims shall not be regarded in the State to which application is made as prior claims ; their collection shall be effected in accordance with the stipulations of the laws of the latter State, which shall not be required to apply executory measures not provided for in the laws of the State making application.

§ 4. — Should a fiscal claim be still subject to appeal, the State making the application may request the State to which application is made to take conservatory measures to which *mutatis mutandis* the foregoing provisions shall apply.

§ 5. — The fiscal authorities of the two contracting States shall settle the administrative procedure to be followed in such cases.

Article 12.

§ 1. — Should either of the High Contracting Parties be called upon to deal with a case not expressly provided for in the foregoing provisions or to introduce amendments in its fiscal laws, the new situation shall be examined and any readjustments necessitated in the text of the present Convention shall be effected by agreement between the competent authorities of the two countries in the spirit of the foregoing Articles.

§ 2. — Any such amending or supplementary agreements shall be dealt with in notes exchanged through the diplomatic channel.

Article 13.

La présente convention ne s'appliquera qu'au territoire métropolitain de la Belgique.

Article 14.

§ 1. — La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Luxembourg dans le plus bref délai.

§ 2. — Elle entrera en vigueur le premier janvier de l'année qui suivra celle de la ratification.

§ 3. — Elle pourra cesser de produire ses effets le premier janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original, à Bruxelles, le 9 mars 1931.

(s.) HYMANS. *(s.)* DUPONG.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de la disposition suivante, qui formera partie intégrante de l'arrangement même :

> Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure dans le plus bref déla un arrangement complémentaire concernant l'application des impositions communales frappant dans l'un des deux Etats contractants, les appointés et salariés qui y exercent leur activité, mais résident sur le territoire de l'autre Etat.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole et y ont apposé leur signature.

Fait à Bruxelles, en double original, le 9 mars 1931.

(s.) HYMANS. *(s.)* DUPONG.

Article 13.

The present Convention shall only apply to the home territory of Belgium.

Article 14.

§ 1. — The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Luxemburg at the earliest possible date.

§ 2. — The Convention shall come into force on the first day of January of the year following that in which ratification takes place.

§ 3. — It may cease to apply as from the first day of January of each year, if denounced at least six months previously.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Brussels, in duplicate, March 9, 1931.

(s.) HYMANS. *(s.)* DUPONG.

PROTOCOL OF CLOSURE.

At the moment of signing the Convention concluded on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following provision which shall form an integral part thereof :

> The High Contracting Parties hereby agree to conclude at the earliest possible date a supplementary Agreement regarding the application of communal taxation payable in either of the two contracting States by persons in receipt of salaries and wages who carry on their activity in that State but reside in the territory of the other State.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol and have thereto appended their signatures.

Done in Brussels, in duplicate, March 9, 1931.

(s.) HYMANS. *(s.)* DUPONG.

N° 3162.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne la circulation des automobiles, additionnelle à la Convention du 16 mai 1931, avec protocole final. Signés à Paris, le 23 décembre 1931.

BELGIUM AND FRANCE

Convention for the Avoidance of Double Taxation as regards the Circulation of Motor Vehicles, Additional to the Convention of May 16, 1931, with Final Protocol. Signed at Paris, December 23, 1931.

N° 3162. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE POUR ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN CE QUI CONCERNE LA CIRCULATION DES AUTOMOBILES, ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 16 MAI 1931. SIGNÉE A PARIS, LE 23 DÉCEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 mars 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Animés du désir de faciliter la circulation des véhicules automobiles dans le territoire de leurs pays respectifs et d'éviter en cette matière les superpositions de taxes fiscales, ont décidé de compléter par une convention additionnelle, la Convention[2] signée entre les Hautes Parties contractantes le 16 mai 1931, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Rodolphe PUTMAN, directeur général ff. des Contributions directes; et
M. Fernand LAVERS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Marcel BORDUGE, ancien conseiller d'Etat, directeur général hors-cadres au Ministère des Finances ;
M. Pierre CHAUDUN, conseiller d'Etat, directeur général des Douanes ;
M. Erik HAGUENIN, directeur général des Contributions indirectes; et
M. Henri DEROY, directeur du Contrôle des Administrations financières et des Dépenses engagées ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

I. — RÉGIME FRONTALIER.

Article premier.

§ 1. — Pour l'objet de la présente convention, les territoires compris entre la frontière franco-belge et une ligne idéale située, de part et d'autre, à environ dix kilomètres à vol d'oiseau de cette frontière, sont respectivement dénommés « Zone frontalière belge », « Zone frontalière française ».

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 31 janvier 1933.

[2] Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, le 9 octobre 1933, sous le numéro 3274, et sera publiée ultérieurement dans ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3162. — CONVENTION[2] BETWEEN BELGIUM AND FRANCE FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AS REGARDS THE CIRCULATION OF MOTOR VEHICLES, ADDITIONAL TO THE CONVENTION OF MAY 16, 1931. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 23, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 17, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Being desirous of facilitating the movements of motor vehicles in the territory of their respective countries and of avoiding, in this connection, the duplication of fiscal charges, have decided to supplement by an additional Convention the Convention[3] signed by the High Contracting Parties on May 16, 1931, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Rodolphe PUTMAN, Acting Director General of Direct Taxation, and
M. Fernand LAVERS, Director at the Ministry for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Marcel BORDUGE, Former Counsellor of State, Director General *hors-cadres* at the Finance Ministry ;
M. Pierre CHAUDUN, Counsellor of State, Director General of Customs ;
M. Erik HAGUENIN, Director General of Indirect Taxation ; and
M. Henri DEROY, Director in charge of the Supervision of Financial Administration and Commitments ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have mutually agreed upon the following provisions :

I. FRONTIER REGULATIONS.

Article 1.

§ 1. — For the purpose of the present Convention, the territory included between the Franco-Belgian frontier and an imaginary line traced on either side of the said frontier at a distance of approximately ten kilometres as the crow flies shall be known respectively as the " Belgian frontier Zone " and the " French Frontier Zone. "

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, January 31, 1933.

[3] This Convention was registered with the Secretariat on October 9, 1933, under Number 3274, and will be published later in this Series.

§ 2. — Dans le cas où cette ligne idéale traverserait une agglomération, l'agglomération entière fera partie de la zone.

§ 3. — La liste des localités comprises dans chaque zone sera dressée après entente entre les gouvernements respectifs Cette liste pourra être modifiée d'un commun accord par les deux gouvernements.

Article 2.

§ 1. — Les véhicules automobiles en règle avec la police de la route et la législation douanière, sont admis à circuler dans l'une ou l'autre des zones frontalières en franchise des impôts ou taxes qui frappent, dans ces zones, la circulation ou la détention des véhicules automobiles, à la condition d'être accompagnés du permis frontalier prévu ci-après. Cette exemption ne s'étend pas aux impôts ou taxes de consommation, ni aux taxes de péage ou autres rétributions analogues.

§ 2. — Sont formellement exclus du régime frontalier de la présente convention les véhicules automobiles servant, moyennant rémunération, au transport des personnes ou des marchandises.

Article 3.

§ 1. — L'institution du permis frontalier demeure subordonnée à l'égalité constante d'imposition, au profit de l'Etat, en Belgique et en France, des véhicules automobiles placés sous le lien de ce titre de circulation.

§ 2. — L'Etat ayant institué une moindre taxation est tenu de frapper d'une surtaxe à son profit ceux de ces véhicules qui sont déclarés en vue de l'obtention du permis frontalier, de manière à établir entre les deux zones l'équivalence d'imposition, exprimée en valeur-or, avec une tolérance en plus ou en moins de dix pour cent.

§ 3. — Tout permis frontalier est refusé au demandeur tant que n'a pas été remplie la condition stipulée aux deux alinéas précédents.

Article 4.

§ 1. — Le permis frontalier énonce, d'après les renseignements fournis par le demandeur et contrôlés par l'autorité compétente :

Les nom, prénoms, profession, résidence ou lieu de l'établissement du propriétaire de la voiture ;

Les caractéristiques de la voiture (numéro d'immatriculation, marque, genre, puissance, numéro du châssis, numéro du moteur) ;

Le lieu et la date de délivrance du permis.

§ 2. — Le permis frontalier est valable pour six mois, à partir de la date de sa délivrance, et peut être renouvelé indéfiniment pour de nouvelles périodes d'égale durée.

§ 3. — Ce titre de circulation est délivré, en France, par l'Administration des Contributions indirectes, en Belgique, par l'Administration des Contributions directes, moyennant un droit fixe de cinq francs, plus le coût du timbre s'il y a lieu.

§ 4. — A l'occasion de chaque renouvellement du permis frontalier, les justifications d'immatriculation et d'imposition sont de nouveau exigées et le même droit fixe est perçu, plus, s'il y a lieu, le coût du timbre.

§ 5. — En cas de perte du permis frontalier, il peut en être délivré un duplicata aux conditions prévues à l'alinéa précédent.

§ 2. — Should this imaginary line pass through an agglomeration of dwellings such agglomeration shall be included in the Zone in its entirety.

§ 3. — A list of the localities included in each Zone shall be drawn up after agreement between the respective Governments. Such list may be modified by mutual consent between the two Governments.

Article 2.

§ 1. — Subject to compliance with the road traffic regulations and Customs legislation, the driving of motor vehicles shall be permitted in either of the frontier Zones free of all taxes or charges payable in such Zones by persons driving or possessing motor vehicles, provided that the frontier permit hereinafter prescribed be always carried. Such exemption shall not extend to consumption taxes or charges, nor to toll dues or other similar charges.

§ 2. — It is hereby expressly provided that the frontier regulations laid down in the present Convention shall not apply to motor vehicles engaged in transporting passengers or goods for hire.

Article 3.

§ 1. — The introduction of the frontier permit shall be subject to the maintenance at the same level in Belgium and France of all taxes levied on behalf of the State upon motor vehicles for which the aforesaid driving certificate is required.

§ 2. — Should either of the States introduce a lower rate of taxation, it shall be required to collect a surtax on its own behalf on all vehicles in respect of which an application is made for the issue of a frontier permit, in such a way as to maintain taxation in the two Zones at equivalent levels in terms of their gold value, subject to a margin or variation of ten per cent above and below.

§ 3. — Frontier permits shall be refused to all applicants pending fulfilment of the condition laid down in the two preceding paragraphs.

Article 4.

§ 1. — The frontier permit shall indicate in accordance with the particulars supplied by the applicant and verified by the competent authority :

The surname, Christian names, occupation, residence or place of business of the owner of the vehicle ;

The characteristics of the vehicle (registration number, make, type, horse-power, number of chassis, number of motor) ;

The place and date of issue of the permit.

§ 2. — The frontier permit shall be valid for six months as from the date of issue and may be renewed indefinitely for further periods of the same length.

§ 3. — The aforesaid driving certificate shall be issued, in France, by the Administration of Indirect Taxation and in Belgium, by the Administration of Direct Taxation, on payment of a fixed charge of five francs plus the price of the stamp, if any.

§ 4. — Whenever the frontier permit is renewed, proof of registration and payment of taxes shall again be required, and the same fixed charge shall be collected, plus the cost of the stamp, if any.

§ 5. — In case of loss of a frontier permit, a duplicate may be issued in accordance with the procedure described in the foregoing paragraph.

Article 5.

Seuls, les propriétaires de véhicules automobiles résidant ou possédant un établissement depuis plus de trois mois dans la zone frontalière belge ou dans la zone frontalière française, peuvent, sur leur demande, obtenir, au bureau dont dépend le lieu de leur résidence ou de leur établissement, la délivrance de permis frontaliers, à la condition qu'ils justifient que leurs véhicules ne sont pas utilisés au transport rémunéré des personnes ou des marchandises et ont été immatriculés et imposés dans le territoire où ces propriétaires ont eux-mêmes leur résidence ou leur établissement.

Article 6.

§ 1. — Si le détenteur d'un permis frontalier substitue à sa voiture automobile un autre véhicule, ou si le numéro d'immatriculation de son véhicule est modifié, ledit permis cesse *ipso facto* d'être valable et doit être renouvelé dans les conditions prévues à la présente convention.

§ 2. — Le permis frontalier cesse également d'être valable à partir du jour où son bénéficiaire cède sa voiture à un tiers ou transporte sa résidence ou son établissement hors de sa propre zone frontalière. Il lui incombe alors de renvoyer ou de déposer ce permis, à ses frais, dans un délai de huit jours, au bureau d'émission, contre récépissé.

Article 7.

§ 1. — Tout véhicule automobile qui circule dans la zone frontalière belge ou dans la zone frontalière française accompagné d'un permis frontalier irrégulier, périmé ou inapplicable, donne lieu de la part de son propriétaire au payement des impôts exigibles sur ce véhicule en vertu de la législation du pays visité.

§ 2. — En cas de refus de payement, la législation fiscale du pays visité est applicable.

II. — RÉGIME TOURISTIQUE.

Article 8.

§ 1. — Les véhicules automobiles immatriculés et imposés en Belgique, qui circulent temporairement sur le territoire français et, réciproquement, les véhicules automobiles immatriculés et imposés en France, qui circulent temporairement sur le territoire belge, sont exemptés, dans les conditions précisées par les articles ci-après, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles dans tout le territoire du pays visité. Cette exemption ne s'étend pas aux impôts ou taxes de consommation, ni aux taxes de péage ou autres rétributions analogues.

§ 2. — Sont toutefois exclus du régime touristique de la présente convention les véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

Article 9.

§ 1. — L'exonération établie par l'article précédent est accordée dans le territoire de la Belgique ou dans celui de la France pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans chacun de ces territoires dans le délai d'un an ; ce délai est compté jour pour jour, à partir de la date de la délivrance du carnet fiscal institué par la présente convention.

§ 2. — Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté, lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

Article 5.

Frontier permits shall only be issued, on application, to owners of motor vehicles having resided or possessed a place of business in either the Belgian or French frontier Zone for more than three months, the place of issue being the office responsible for the area in which is situated their residence or place of business ; provided always that they furnish evidence that their vehicles are not used for transporting passengers or goods for hire, and have been registered and taxed in the territory in which the owners themselves have their residence or place of business.

Article 6.

§ 1. — If the owner of a frontier permit replaces his motor conveyance by another vehicle, or if the registration number of his vehicle is altered, the said permit shall *ipso facto* cease to be valid and shall be renewed in the manner prescribed in the present Convention.

§ 2. — The frontier permit shall also cease to be valid as soon as the holder disposes of his car to a third person or moves his residence or place of business outside his own frontier Zone. He shall then be required to return or deposit the said permit at his own expense, and within a period of eight days, at the office of issue, which shall give a receipt.

Article 7.

§ 1. — Should any motor vehicle be driven in either the Belgian or French frontier Zone with a frontier permit which is not in order, has expired or is inapplicable, its owner shall be liable for all taxes payable on such vehicle under the laws of the country visited.

§ 2. — In the event of a refusal to pay, the fiscal laws of the country visited shall apply.

II. Regulations applicacle to tourist traffic.

Article 8.

§ 1. — Motor vehicles registered and taxed in Belgium temporarily introduced into French territory, and conversely, motor vehicles registered and taxed in France temporarily introduced into Belgian territory, shall be exempted in the manner specified in the following Articles, from all taxes or dues payable by persons driving or owning motor cars throughout the territory of the country visited. Such exemption shall not extend to consumption taxes or charges nor to toll dues or other similar charges.

§ 2. — Nevertheless, the regulations applicable to tourist traffic under the present Convention shall not apply to vehicles used for the conveyance of passengers for hire or to vehicles engaged in transporting goods.

Article 9.

§ 1. — The exemption prescribed in the preceding Article shall be granted both in Belgian and French territory for one or more visits representing a total period of ninety days spent in each of these territories in the course of one year ; the latter period shall be reckoned as from the date of issue of the tax book introduced under the present Convention.

§ 2. — For the purpose of calculating the period of exemption, days shall be counted from midnight to midnight, each part of a day being counted as a whole day. Nevertheless, the day of departure from the territory shall not be counted if between the day of entry and the day of departure there is an interval of more than one day.

§ 3. — Pour le calcul des impôts et taxes afférents à la partie du séjour dépassant la durée de l'exonération, les véhicules seront placés sous le régime intérieur applicable aux véhicules nationaux immatriculés dans les territoires où les impôts et taxes sont prélevés.

Article 10.

§ 1. — Pour bénéficier de l'exonération visée aux deux articles précédents, le véhicule doit être muni d'un carnet fiscal. Ce carnet sera délivré, contre payement d'un droit fixe de dix francs, par l'autorité compétente du territoire d'immatriculation et d'imposition ou par un organisme habilité à cet effet par ladite autorité.

§ 2. — Le carnet est présenté pour visa aux bureaux de douane frontière à l'entrée et à la sortie du territoire belge ou français.

Article 11.

Lorsqu'un véhicule automobile entré dans l'un ou l'autre des territoires belge ou français sous le couvert d'un carnet fiscal, en sort sans que le visa de sortie ait été apposé et sans qu'on puisse établir la date de sortie, il est réputé avoir circulé dans ledit territoire pendant le temps qui s'est écoulé depuis le dernier visa d'entrée.

Article 12.

§ 1. — Le carnet fiscal est valable durant un an à partir de la date de sa délivrance. Si le véhicule change de propriétaire ou si le numéro d'immatriculation en est modifié, les corrections nécessaires sont apportées au carnet par l'autorité compétente ou par l'organisme habilité par celle-ci.

§ 2. — Avant l'expiration de la durée de validité susindiquée, il ne peut pas être délivré, pour le même véhicule, un nouveau carnet, hormis le cas d'immatriculation dans le territoire de l'autre Partie contractante.

§ 3. — Il n'est jamais délivré de duplicata d'un carnet fiscal.

§ 4. — Aucune déclaration tendant à suspendre l'exigibilité de l'impôt dans le pays d'immatriculation ne peut être acceptée, pendant la durée de validité du carnet fiscal, que contre remise de ce document à l'autorité qui en a effectué la délivrance.

Article 13.

§ 1. — Les véhicules automobiles accompagnés de carnets fiscaux irréguliers, périmés, ou inapplicables, donnent lieu de la part de leur propriétaires au payement des impôts exigibles sur ces véhicules en vertu de la législation du pays visité.

§ 2. — En cas de refus de payement, la législation fiscale du pays visité est applicable.

Article 14.

La présente convention ne s'applique qu'aux territoires métropolitains des Hautes Parties contractantes.

Article 15.

§ 1. — La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratifications seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai.

§ 2. — La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

§ 3. — For the purpose of calculating taxes and charges in respect of that part of the visit which is in excess of the period of exemption, vehicles shall be subject to the internal regulations applicable to national vehicles registered in the territories where the taxes and charges are levied.

Article 10.

§ 1. — In order to qualify for the exemption specified in the two preceding Articles, the vehicle must be provided with a tax book. Such books shall be issued, on payment of a fixed fee of ten francs, by the competent authority in the territory of registration and taxation or by some organisation duly empowered for the purpose by the said authority.

§ 2. — The tax book shall be produced and *visé* at the frontier Customs offices both on entry into and departure from Belgian or French territory.

Article 11.

Should any motor vehicle having previously entered either Belgian or French territory on production of a tax book, leave such territory without an exit visa having been duly affixed thereto and without its being possible to ascertain the date of departure, such vehicle shall be deemed to have remained in the said territory throughout whatever period may have elapsed since the date of the last entry visa.

Article 12.

§ 1. — The tax book shall be valid for a period of one year as from the date of issue. Should the vehicle change hands or should the registration number be altered, the necessary corrections shall be made in the tax book by the competent authority or by the organisation empowered by it for the purpose.

§ 2. — No new tax book may be issued in respect of the same vehicle before expiry of the aforementioned period of validity, save in the event of registration in the territory of the other Contracting Party.

§ 3. — Duplicates of tax books shall not be issued in any circumstances whatsoever.

§ 4. — Declarations with a view to deferring payment of taxes in the country of registration shall not be entertained during the period of validity of the tax book unless the latter document is deposited with the authority by which it was issued.

Article 13.

§ 1. — Motor vehicles with tax books which are not in order, have expired or are inapplicable, shall render their owners liable for the taxes payable on such vehicles under the laws of the country visited.

§ 2. — In case of refusal to pay, the legislation of the country visited shall apply.

Article 14.

The present Convention shall only apply to the home territories of the High Contracting Parties.

Article 15.

§ 1. — The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

§ 2. — The Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications.

§ 3. — Elle pourra cesser de produire ses effets à la condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le vingt-trois décembre mil neuf cent trente et un.

(Signé) PUTMAN.
LAVERS.

(Signé) BORDUGE.
CHAUDUN.
HAGUENIN.
DEROY.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui forment partie intégrante de la convention :

I.

L'application des dispositions de la présente convention ne dispense pas les bénéficiaires de satisfaire aux prescriptions de la réglementation douanière et notamment d'emprunter les routes légales et de se présenter, tant à l'entrée qu'à la sortie, au bureau de douane le plus proche de la frontière.

II.

Pour l'application de l'article premier de la présente convention, les administrations compétentes des Hautes Parties contractantes établiront et se communiqueront la liste des communes situées dans les zones frontalières.

III.

Ces administrations se communiqueront les renseignements nécessaires pour établir, s'il y a lieu, la surtaxe prévue à l'article 3, et en déterminer le montant.

IV.

Elles arrêteront d'un commun accord le modèle de permis frontalier visé à l'article 4, ainsi que le modèle de carnet fiscal visé à l'article 10.

V.

Elles ordonneront toutes mesures nécessaires pour réprimer les abus et pour assurer l'exacte application de la présente convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le vingt-trois décembre mil neuf cent trente et un.

(Signé) PUTMAN.
LAVERS.

(Signé) BORDUGE.
CHAUDUN.
HAGUENIN.
DEROY.

---

§ 3. — Its validity may be terminated provided that denunciation is notified at least eight months previously.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in Paris, in duplicate, the twenty-third day of December, one thousand nine hundred and thirty-one.

(Signed) PUTMAN.
LAVERS.

(Signed) BORDUGE.
CHAUDUN.
HAGUENIN.
DEROY.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention the undersigned Plenipotentiaries have made the following identical declarations, which shall form an integral part of the Convention.

I.

The application of the provisions of the present Convention shall not relieve those concerned of the necessity of complying with the provisions of the Customs regulations and more especially of using the roads prescribed by law and of presenting themselves at the Customs office nearest to the frontier both on entry into the territory and on departure.

II.

For the purpose of the application of Article 1 of the present Convention, the competent authorities of the High Contracting Parties shall draw up and communicate to each other a list of the communes situated within the frontier Zones.

III.

The aforesaid authorities shall communicate to each other all the necessary information with a view to the introduction, if necessary, of the surtax prescribed in Article 3 and with a view to determining its amount.

IV.

They shall by mutual agreement decide upon the form to be taken by the frontier permit mentioned in Article 4, together with that to be taken by the tax book mentioned in Article 10.

V.

They shall prescribe all necessary measures for the elimination of malpractices and to ensure the strict application of the present Convention.

Done in Paris, in duplicate, the twenty-third day of December, one thousand nine hundred and thirty-one.

(Signed) PUTMAN.
LAVERS.

(Signed) BORDUGE.
CHAUDUN.
HAGUENIN.
DEROY.

N° 3163.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière de taxe de transmission et d'impôt sur le chiffre d'affaires, avec protocole final. Signés à Paris, le 18 juin 1932.

BELGIUM AND FRANCE

Convention to avoid, on Importation, Double Taxation in the matter of Transfer and Turnover Taxes, with Final Protocol. Signed at Paris, June 18, 1932.

N° 3163. — CONVENTION[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE POUR ÉVITER, A L'IMPORTATION, LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE DE TAXE DE TRANSMISSION ET D'IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. SIGNÉE A PARIS, LE 18 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 mars 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, animés du désir d'éviter en matière de taxe de transmission, de taxe de facture, de taxe à l'importation, de taxe de luxe, d'impôt sur le chiffre d'affaires, de taxes uniques ou de remplacement, les doubles impositions qui peuvent résulter de la loi belge du 16 juin 1932 et de la loi française du 31 mars 1932 (article 32), ont décidé de conclure une convention spéciale et ont nommé à ce effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Fernand LAVERS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ; et
M. René SYMOENS, directeur au Ministère des Finances.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Marcel BORDUGE, ancien conseiller d'Etat, directeur général hors-cadres au Ministère des Finances ;
M. Pierre CHAUDUN, conseiller d'Etat, directeur général des Douanes ;
M. Erik HAGUENIN, directeur général des Contributions indirectes ; et
M. Henri DEROY, directeur du Contrôle des Administrations financières et des Dépenses engagées.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention s'applique :

A. *Pour la Belgique*, à la taxe de transmission (ordinaire ou forfaitaire), à la taxe de facture et à la taxe de luxe, en tant qu'elles sont perçues à l'occasion de l'importation.

B. *Pour la France*, aux taxes preçues à l'importation au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires, des taxes uniques ou des taxes de remplacement.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 27 juillet 1932.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3163. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND FRANCE TO AVOID, ON IMPORTATION, DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF TRANSFER AND TURNOVER TAXES. SIGNED AT PARIS, JUNE 18, 1932.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 17, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous, as regards transfer, invoice, import and luxury duties, turnover tax and single or substituted taxes, to prevent cases of double taxation from arising under the Belgian Law of June 16, 1932, and under the French Law of March 31, 1932 (Article 32), have decided to conclude a special Convention and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Fernand LAVERS, Director in the Ministry for Foreign Affairs; and
M. René SYMOENS, Director in the Ministry of Finance.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Marcel BORDUGE, Former Counsellor of State, Supernumerary Director-General in the Ministry of Finance ;
M. Pierre CHAUDUN, Counsellor Of State, Director-General of Customs ;
M. Erik HAGUENIN, Director-General of Indirect Taxation ; and
M. Henri DEROY, Controller of Financial Administrations and Expenditure ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The present Convention applies :

A. As regards *Belgium*, to the transfer tax (ordinary or fixed) and to the invoice and luxury duties, in so far as these are collected at the time of import.

B. As regards *France*, to taxes collected at the time of import in respect of turnover tax and single or substituted duties.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels July 27, 1932.

Article 2.

§ 1. — Pour la détermination du taux de la taxe de transmission sur les produits ou objets semi-finis et sur les produits ou objets fabriqués originaires de France, le Gouvernement belge tiendra compte des impositions successives que lesdits produits ou objets ont supportées en France, avant leur exportation, au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires, des taxes uniques ou des taxes de remplacement.

Pour la détermination du taux de la taxe à l'importation sur les produits ou objets semi-finis et sur les produits ou objets fabriqués originaires de Belgique, le Gouvernement français tiendra compte des impositions successives que lesdits produits ou objets ont supportées en Belgique, avant leur exportation, au titre de la taxe de transmission, de la taxe de facture ou de la taxe de luxe.

§ 2. — Mais, en aucun cas, le montant de la taxe à percevoir lors de l'importation de marchandises dans l'un des deux pays, ne pourra être inférieur à celui qui résulterait de l'application du taux prévu, à l'intérieur de ce pays, pour la vente des produits nationaux de même espèce.

§ 3. — Il est entendu, toutefois, que les exonérations de taxes de transmissions ou d'impôt sur le chiffre d'affaires dont bénéficient, à l'intérieur de chacun des deux pays, les produits nationaux, seront étendues aux produits de même espèce importés de l'autre pays.

Article 3.

Après examen de la législation respective des deux pays, il a été reconnu que, dans l'état actuel des textes, les produits ou objets semi-finis et les produits ou objets fabriqués ont, dans l'ensemble, supporté dans le pays exportateur une charge égale à celle que les produits ou objets de même nature ont subie dans l'autre pays. Chacune des Hautes Parties contractantes se déclare donc d'accord pour renoncer à appliquer aux produits de l'autre Haute Partie contractante les relèvements de taux prévus dans les dispositions légales mentionnées au préambule de la convention.

Article 4.

§ 1. — La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratifications seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai.

§ 2. — La convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra la date de l'échange des ratifications.

§ 3. — Elle pourra cesser de produire ses effets à la condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le dix-huit juin mil neuf cent trente-deux.

F. LAVERS.
R. SYMOENS.

M. BORDUGE.
P. CHAUDUN.
E. HAGUENIN.
H. DEROY.

Article 2.

§ 1. — In determining the transfer duty on semi-finished products or articles and on manufactured products or articles originating in France, the Belgian Government will take account of the successive taxation borne by such products or articles in France, before their export, in respect of turnover tax and single or substituted duties.

In determining the import duty on semi-finished products or articles and on manufactured products or articles originating in Belgium, the French Government will take account of the successive taxation borne by such products or articles in Belgium, before their export, in respect of transfer, invoice or luxury duties.

§ 2. — But in no case shall the amount of the tax collected on the import of goods into one of the countries be less than that payable within that country on the sale of national products of the same kind.

§ 3. — It is, however, understood that exemptions from transfer or turnover taxes enjoyed by national products within either of the two countries shall be extended to products of the same kind imported from the other country.

Article 3.

After consideration of the respective laws of the two countries, it has been recognised that, under the existing texts, semi-finished products or articles and manufactured products or articles have as a whole borne in the exporting country a burden equal to that borne by products or articles of the same nature in the other country. Each of the High Contracting Parties therefore declares its willingness to refrain from applying to products of the other High Contracting Party the increases of duty provided for in the laws mentioned in the preamble to the Convention.

Article 4.

§ 1. — The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels at the earliest possible date.

§ 2. — The Convention shall come into force on the first day of the month following the date of exchange of ratifications.

§ 3. — It may cease to apply subject to not less than eight month's notice of denunciation having been given.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done, at Paris, in duplicate, June the eighteenth, one thousand nine hundred and thirty-two.

F. LAVERS.
R. SYMOENS.
M. BORDUGE.
P. CHAUDUN.
E. HAGUENIN.
H. DEROY.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui forment partie intégrante de la convention :

I.

Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, il est précisé que, dans le cas où la taxe sur le chiffre d'affaires en France et la taxe de transmission en Belgique sont perçues sous forme de taxe unique, de taxe de remplacement, de taxe forfaitaire ou de taxe de luxe, la vente à considérer est celle qui supporte l'impôt le plus élevé.

II.

§ 1. — Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes apporterait des changements à sa législation fiscale, les rajustements des dispositions de la présente convention seraient effectués, dans l'esprit de celle-ci, par accord entre les administrations compétentes des deux Etats.

§ 2. — Ces accords modificatifs ou complémentaires feraient l'objet de notes échangées par la voie diplomatique.

III.

Les administrations compétentes des deux Etats ordonneront toutes mesures nécessaires pour éviter les abus et pour assurer l'exacte application de la présente convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le dix-huit juin mil neuf cent trente-deux.

F. LAVERS.
R. SYMOENS.

M. BORDUGE.
P. CHAUDUN.
E. HAGUENIN.
H. DEROY.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the present Convention the undersigned Plenipotentiaries made the following joint declarations, which form an integral part of the Convention :

I.

As regards the application of the provisions of paragraph 2 of Article 2, it is declared that if the turnover tax in France and the tranfer tax in Belgium are collected as a single, a substituted or a fixed duty, or as a luxury tax, the sale to be considered shall be that which is liable to the highest tax.

II.

§ 1. — Should one of the High Contracting Parties modify its fiscal laws, readjustments of the provisions of the present Convention would be made, in accordance with the spirit of the Convention, by agreement between the competent Administrations of the two States.

§ 2. — These amending or supplementary agreements would form the subject of an exchange of notes through the diplomatic channel.

III.

The competent Administrations of the two States will take all necessary steps to avoid abuses and to ensure the strict application of the present Convention.

Done at Paris, in duplicate, June the eighteenth, one thousand nine hundred and thirty-two.

F. LAVERS.
R. SYMOENS.

M. BORDUGE.
P. CHAUDUN.
E. HAGUENIN.
H. DEROY.

N° 3164.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

Convention relative à la frontière entre l'Archipel des Philippines et l'Etat du Bornéo du Nord, signée à Washington, le 2 janvier 1930, et échange de notes y relatif, Washington, les 2 janvier 1930 et 6 juillet 1932.

UNITED STATES OF AMERICA AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Convention regarding the Boundary between the Philippine Archipelago and the State of North Borneo, signed at Washington, January 2, 1930, and Exchange of Notes relating thereto, Washington, January 2, 1930, and July 6, 1932.

No. 3164. — CONVENTION[1] BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN THE PHILIPPINE ARCHIPELAGO AND THE STATE OF NORTH BORNEO. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 2, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 mars 1933.
Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 25 février 1933.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the United States of America,

Being desirous of delimiting definitely the boundary between the Philippine Archipelago (the territory acquired by the United States of America by virtue of the Treaties of the 10th December, 1898[2], and the 7th November, 1900[3], with Her Majesty the Queen Regent of Spain) and the State of North Borneo which is under British protection,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland :

The Right Honourable Sir Esme Howard, G.C.B., G.C.M.G., C.V.O., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington ; and

The President of the United States of America :

Henry L. Stimson, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated to each other their respective full powers found in good and due form have agreed upon and concluded the following Articles :

Article 1.

It is hereby agreed and declared that the line separating the islands belonging to the Philippine Archipelago on the one hand and the islands belonging to the State of North Borneo which is under British protection on the other hand shall be and is hereby established as follows :

From the point of intersection of the parallel of four degrees forty-five minutes (4° 45') north latitude and the meridian of longitude one hundred twenty degrees (120° 0') east

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 13 décembre 1932.
[2] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 74.
[3] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 82.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3164. — CONVENTION [2] ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIVE A LA FRONTIÈRE ENTRE L'ARCHIPEL DES PHILIPPINES ET L'ÉTAT DE BORNÉO DU NORD. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 2 JANVIER 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place March 20, 1933.
This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 25, 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Désireux de délimiter exactement la frontière entre l'archipel des Philippines (territoire acquis par les Etats-Unis d'Amérique en vertu des Traités conclus, les 10 décembre 1898[3] et 7 novembre 1900[4], avec Sa Majesté la Reine régente d'Espagne) et l'Etat de Bornéo du Nord sous protectorat britannique,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable sir Esme HOWARD G.C.B., G.C.M.G., C.V.O., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La frontière entre les îles qui font partie de l'Archipel des Philippines et les îles qui appartiennent à l'Etat de Bornéo du Nord, sous protectorat britannique, est fixée comme suit :

Partant du point d'intersection du parallèle de quatre degrés quarante-cinq minutes (4° 45') de latitude nord et du méridien de cent vingt degrés (120° 0') de longitude est de

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington, December 13, 1932.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 90, page 382.

[4] *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 814.

of Greenwich (being a point on the boundary defined by the Treaty between the United States of America and Spain, signed at Paris, the 10th December, 1898), a line due south along the meridian of longitude one hundred twenty degrees (120° 0') east of Greenwich to its point of intersection with the parallel of four degrees twenty-three minutes (4° 23') north latitude ;

Thence due west along the parallel of four degrees twenty-three minutes (4° 23') north latitude to its intersection with the meridian of longitude one hundred nineteen degrees (119° 0') east of Greenwich ;

Thence due north along the meridian of longitude one hundred nineteen degrees (119° 0') east of Greenwich to its intersection with the parallel of four degrees forty-two minutes (4° 42') north latitude ;

Thence in a straight line approximately 45° 54' true (N 45° 54' E) to the intersection of the parallel of five degrees sixteen minutes (5° 16') north latitude and the meridian of longitude one hundred nineteen degrees thirty-five minutes (119° 35') east of Greenwich ;

Thence in a straight line approximately 314° 19' true (N 45° 41' W) to the intersection of the parallel of six degrees (6° 0') north latitude and the meridian of longitude one hundred eighteen degrees fifty minutes (118° 50') east of Greenwich ;

Thence due west along the parallel of six degrees (6° 0') north latitude to its intersection with the meridian of longitude one hundred eighteen degrees twenty minutes (118° 20') east of Greenwich ;

Thence in a straight line approximately 307° 40' true (N 52° 20' W) passing between Little Bakkungaan Island and Great Bakkungaan Island to the intersection of the parallel of six degrees seventeen minutes (6° 17') north latitude and the meridian of longitude one hundred seventeen degrees fifty-eight minutes (117° 58') east of Greenwich ;

Thence due north along the meridian of longitude one hundred seventeen degrees fifty-eight minutes (117° 58') east of Greenwich to its intersection with the parallel of six degrees fifty-two minutes (6° 52') north latitude ;

Thence in a straight line approximately 315° 16' true (N 44° 44' W) to the intersection of the parallel of seven degrees twenty-four minutes forty-five seconds (7° 24' 45") north latitude with the meridian of longitude one hundred seventeen degrees twenty-five minutes thirty seconds (117° 25' 30") east of Greenwich ;

Thence in a straight line approximately 300° 56' true (N 59° 4' W) through the Mangsee Channel between Mangsee Great Reef and Mangsee Islands to the intersection of the parallel of seven degrees forty minutes (7° 40') north latitude and the meridian of longitude, one hundred seventeen degrees (117° 0') east of Greenwich, the latter point being on the boundary defined by the Treaty between the United States of America and Spain, signed at Paris, December 10, 1898.

Article 2.

The line described above has been indicated on Charts Nos. 4707 and 4720, published by the United States Coast and Geodetic Survey, corrected to the 24th July, 1929, portions of both charts so marked being attached to this treaty and made a part thereof. It is agreed that if more accurate surveying and mapping of North Borneo, the Philippine Islands, and intervening islands shall in the future show that the line described above does not pass between Little Bakkungaan and Great Bakkungaan Islands, substantially as indicated on Chart No. 4720, the boundary line shall be understood to be defined in that area as a line passing between Little Bakkungaan and Great Bakkungaan Islands as indicated on the chart, said portion of the line being a straight line approximately 307° 40' true drawn from a point on the parallel of 6° 0' north latitude to a point on the meridian of longitude of 117° 58' east of Greenwich.

It is likewise agreed that if more accurate surveying and mapping shall show that the line described above does not pass between the Mangsee Islands and Mangsee Great Reef as indicated

Greenwich (point de la frontière fixée par le traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne et signé à Paris, le 10 décembre 1898), la frontière suit, vers le sud, le méridien de cent vingt degrés (120° 0') de longitude est de Greenwich jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle de quatre degrés vingt-trois minutes (4° 23') de latitude nord ;

De là, elle suit, vers l'ouest, le parallèle de quatre degrés vingt-trois minutes (4° 23') de latitude nord jusqu'à son intersection avec le méridien de cent dix-neuf degrés (119° 0') de longitude est de Greenwich ;

Puis elle suit, vers le nord, le méridien de cent dix-neuf degrés (119° 0') de longitude est de Greenwich jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle de quatre degrés quarante-deux minutes (4° 42') de latitude nord ;

Puis elle forme une ligne droite faisant approximativement un angle réel de quarante-cinq degrés cinquante-quatre minutes (N 45° 54' E) jusqu'à l'intersection du parallèle de cinq-degrés seize minutes (5° 16') de latitude nord avec le méridien de cent-dix-neuf degrés trente-cinq minutes (119° 35') de longitude est de Greenwich ;

Puis elle forme une ligne droite faisant approximativement un angle réel de trois cent quatorze degrés dix-neuf minutes (N 45° 41' O) jusqu'à l'intersection du parallèle du sixième degré (6° 0') de latitude nord avec le méridien de cent dix-huit degrés cinquante minutes (118° 50') de longitude est de Greenwich ;

Puis elle se dirige vers l'ouest suivant le parallèle du sixième degré (6° 0') de latitude nord jusqu'à son point d'intersection avec le méridien de cent dix-huit degrés vingt minutes (118° 20') de longitude est de Greenwich ;

Puis elle forme une ligne droite faisant approximativement un angle réel de 307° 40' (N 50° 20' O) et passant entre l'île de Little Bakkungaan et l'île de Great Bakkungaan, jusqu'à l'intersection du parallèle de six degrés dix-sept minutes (6° 17') de latitude nord avec le méridien de cent dix-sept degrés cinquante-huit minutes (117° 58') de longitude est de Greenwich ;

Puis elle se dirige vers le nord suivant le méridien de cent dix-sept degrés cinquante-huit minutes (117° 58') de longitude est de Greenwich jusqu'à son intersection avec le parallèle de six degrés cinquante-deux minutes (6° 52') de latitude nord ;

Puis elle forme une ligne droite faisant approximativement un angle réel de 315° 16' (N 44° 44' O) jusqu'à l'intersection du parallèle de sept degrés vingt-quatre minutes quarante-cinq secondes (7° 24' 45") de latitude nord avec le méridien de cent dix-sept degrés vingt-cinq minutes trente secondes (117° 25' 30") de longitude est de Greenwich ;

Puis elle forme une ligne droite faisant approximativement un angle réel de 300° 56' (N 59° 4' O) et passant par le Mangsee Channel, entre Mangsee Great Reef et les îles Mangsee, jusqu'à l'intersection du parallèle de sept degrés quarante minutes (7° 40') de latitude nord avec le méridien de cent dix-sept degrés (117° 0') de longitude est de Greenwich, ce dernier point étant situé sur la frontière fixée par le traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne, signé à Paris, le 10 décembre 1898.

Article 2.

La frontière décrite ci-dessus a été indiquée sur les cartes 4707 et 4720, publiées par « the United States Coast and Geodetic Survey » et mises à jour au 24 juillet 1929, des extraits des deux cartes en question étant annexés au présent traité dont ils font partie. Il est convenu qu'au cas où une cartographie plus exacte de Bornéo du Nord, des îles Philippines et des îles intermédiaires montrerait ultérieurement que la ligne décrite ci-dessus ne passe pas entre les îles Little Bakkungaan et Great Bakkungaan, comme l'indique en substance la carte N° 4720, la ligne frontière sera réputée devoir passer dans cette zone entre les îles Little Bakkungaan et Great Bakkungaan, comme l'indique la carte, la section en question de la frontière formant une ligne droite faisant approximativement un angle réel de 307° 40' et tirée d'un point du parallèle de 6° 0' de latitude nord à un point du méridien de 117° 58' de longitude est de Greenwich.

Il est également convenu qu'au cas où une cartographie plus exacte montrerait que la ligne décrite ci-dessus ne passe pas entre les îles Mangsee et Mangsee Great Reef, comme l'indique la

on Chart No. 4720, the boundary shall be understood to be defined in that area as a straight line drawn from the intersection of the parallel of 7° 24′ 45″ north latitude and the meridian of longitude of 117° 25′ 30″ east of Greenwich, passing through Mangsee Channel as indicated on attached Chart No. 4720 to a point on the parallel of 7° 40′ north latitude.

Article 3.

All islands to the north and east of the said line and all islands and rocks traversed by the said line, should there be any such, shall belong to the Philippine Archipelago and all islands to the south and west of the said line shall belong to the State of North Borneo.

Article 4.

The provisions of Article 19 of the Treaty[1] between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan limiting naval armament, signed at Washington on the 6th February, 1922, shall, so long as that Treaty remains in force, apply in respect of all islands in the Turtle and Mangsee Groups which are or may be deemed to be comprised within the territories of the Philippine Archipelago on the one hand and of the State of North Borneo on the other hand in consequence of the establishment of the line fixed by the preceding articles of the present Convention. In the event of either High Contracting Party ceding, selling, leasing or transferring any of the islands in question to a third party provision shall be made for the continued application to such island of the aforementioned Article 19 of the Treaty between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan limiting naval armament, signed at Washington on the 6th February, 1922, provided that Treaty is still in force at the time of such cession, sale, lease or transfer.

Article 5.

The present Convention shall be ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and shall come into force on the exchange of the acts of ratification which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Washington the second day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty.

(Seal) Esme HOWARD.
(Seal) Henry L. STIMSON.

[1] Vol. XXV, page 201, de ce recueil.

carte N° 4720, la frontière sera réputée être, dans cette zone, une ligne droite tirée du point d'intersection du parallèle de 7° 24′ 45″ de latitude nord avec le méridien de 117° 25′ 30″ de longitude est de Greenwich à un point du parallèle de 7° 40′ de latitude nord et passant par le Mangsee Channel (comme l'indique la carte N° 4720 ci-annexée).

Article 3.

Toutes les îles situées au nord et à l'est de ladite ligne ainsi que toutes les îles et tous les récifs coupés par elle, s'il en existe, appartiendront à l'archipel des Philippines et toutes les îles situées au sud et à l'ouest de cette ligne, à l'Etat de Bornéo du Nord.

Article 4.

Les dispositions de l'article 19 du Traité[1] de limitation des armements navals, conclu entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, et signé à Washingson le 6 février 1922, seront applicables, tant que ledit traité restera en vigueur, à toutes les îles des groupes Turtle et Mangsee qui sont comprises ou qui peuvent être réputées comprises dans les territoires de l'archipel des Philippines, d'une part, et l'Etat de Bornéo du Nord, d'autre part, à raison de la frontière fixée par les précédents articles de la présente convention. Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aliénerait, céderait à bail ou transmettrait l'une quelconque des îles en question à un Etat tiers, il devra être stipulé que l'article 19 du Traité de Washington précité, en date du 6 février 1922, restera applicable à l'île dont il s'agit, si ledit traité est encore en vigueur à cette époque.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté britannique et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec l'assentiment du Sénat des Etats-Unis, et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Washington aussitôt que possible

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, en double expédition, le deux janvier mil neuf cent trente.

(Sceau) Esme HOWARD.
(Sceau) Henry L. STIMSON.

[1] Vol. XXV, page 201, of this Series.

EXCHANGE OF NOTES

I.

SIR ESME HOWARD to MR. STIMSON.

WASHINGTON, *January* 2, 1930.

SIR,

By the convention concluded between the President of the United States of America and His Britannic Majesty for the purpose of delimiting the boundary between the Philippine Archipelago on the one hand and the State of North Borneo which is under British protection on the other hand, the sovereignty over certain islands which have for many years past been administered by the British North Borneo Company has been definitely recognised as pertaining to the United States of America. These islands which formed the subject of the arrangement effected by an exchange of notes[1] between His Majesty's Government and the United States Government on the 3rd and 10th July, 1907, are :

(1) Sibaung, Boaan, Lihiman, Langaan, Great Bakkungaan, Taganak, and Baguan in the group of islands known as the Turtle Islands.

(2) The Mangsee Islands.

His Majesty's Government in the United Kingdom understand that the Government of the United States of America are prepared to conclude an arrangement in regard to these islands, supplementary to the above-mentioned convention, in the following terms :

Firstly. — That the said company be left undisturbed in the administration of the islands in question unless or until the United States Government give notice to His Majesty's Government of their desire that the administration of the islands should be transferred to them. The transfer of administration shall be effected within one year after such notice is given on a day and in a manner to be mutually arranged.

Secondly. — That when the administration of any island is transferred in accordance with the foregoing the said Company will deliver to the United States Government all records relating to administration prior to the date of transfer.

Thirdly. — The United States of America shall not be responsible for the value of any buildings which have been or may be erected or other permanent improvements which have been or may be made in any island the administration of which is subject to transfer but any buildings or improvements erected or made by the administrative authorities prior to the transfer of administration may be removed provided the interests of the United States of America are not thereby injured. In the event, however, of the Island of Taganak being so transferred, the United States Government will give favourable consideration to the question of the compensation to be paid to the said company in respect of the capital expenditure incurred by the company in connection with the lighthouse situated on the island, and the United States Government will provide for the future maintenance of the lighthouse.

Fourthly. — That such privilege of administration shall not carry with it territorial rights, such as those of making grants or concessions in the islands in question to extend beyond the temporary occupation of the company ; and any grant, concession, or licence made by the company shall cease upon the termination of the company's occupation.

The United States Government, however, take note of the desire of His Majesty's Government that the following titles to land in certain of the islands which were in good

[1] See Appendix.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

SIR ESME HOWARD A M. STIMSON.

WASHINGTON, *le 2 janvier* 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

La Convention conclue entre le Président des Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté britannique en vue de délimiter la frontière entre l'archipel des Philippines, d'une part, et l'Etat de Bornéo du Nord sous protectorat britannique, d'autre part, a formellement reconnu la souveraineté des Etats-Unis d'Amérique sur certaines îles qui sont, depuis de nombreuses années, administrées par la « British North Borneo Company ». Ces îles, qui ont fait l'objet de l'Arrangement conclu par un échange de notes[1] entre le gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des Etats-Unis les 3 et 10 juillet 1907, sont les suivantes :

1° Sibaung, Boaan, Lihiman, Langaan, Great Bakkungaan, Taganak et Baguan, dans le groupe d'îles connus sous le nom de Turtle Islands.

2° Les îles Mangsee.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni croit que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est disposé à compléter la convention précitée en concluant, au sujet des îles en question, un arrangement conçu dans les termes suivants :

Premièrement. — Il sera loisible à la compagnie susmentionnée de continuer à administrer les îles en question jusqu'à ce que le Gouvernement des Etats-Unis fasse savoir au Gouvernement de Sa Majesté qu'il désire que l'administration des îles lui soit transférée. Le transfert de l'administration s'effectuera dans un délai d'un an à compter de la date où le Gouvernement américain aura ainsi fait connaître son désir, le jour qui sera fixé d'un commun accord et selon des modalités à convenir.

Deuxièmement. — Lorsque l'administration d'une île quelconque aura été transférée conformément aux dispositions ci-dessus, la compagnie remettra au Gouvernement des Etats-Unis toutes les archives relatives à l'administration antérieure à la date du transfert.

Troisièmement. — Les Etats-Unis d'Amérique ne seront pas tenus de la valeur des édifices qui ont été ou pourraient être construits ni des autres améliorations permanentes qui ont été ou qui pourraient être faites dans une des îles dont l'administration est sujette à transfert ; toutefois, les édifices construits ou améliorations apportées par les autorités administratives avant le transfert de l'administration pourront être enlevés pourvu que les intérêts des Etats-Unis d'Amérique ne soient pas lésés de ce fait. D'autre part, au cas où l'île de Taganak lui serait transférée, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique examinera avec bienveillance la question de l'indemnité à payer à la compagnie du chef des dépenses effectuées par elle pour le phare situé dans cette île dont l'entretien incombera désormais aux Etats-Unis.

Quatrièmement. — Le privilège d'administration n'emportera aucun droit immobilier tel que celui d'accorder des avantages ou concessions dans les îles en question au delà du terme de l'occupation de la compagnie : tous avantages, concessions ou licences consentis par la compagnie prendront fin en même temps que l'occupation de celle-ci.

Toutefois, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique prend acte du désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir subsister, dans les conditions consenties par lui,

[1] Voir appendice.

faith granted by the Government of North Borneo prior to the arrangement of 1907, be allowed to stand on the terms on which they were issued by that Government :

PARTICULARS.

Titles	Date of Alienation	Period	Approximate Total Acreage
			Acres
Boaan Island —			
26 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	146
Lihiman Island —			
7 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	37
1 provisional lease, 2416 . .	June 1, 1907	999 years	13
		Total	50
Langaan Island —			
4 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	12
Great Bakkungaan —			
3 provisional leases	September 26, 1903	999 years	118

Fifthly. — It is agreed that the United States Government shall be exempt from responsibility in respect of acts done in or from any of the islands in question the administration of which has not been transferred to the United States.

Sixthly. — The stipulations of the extradition treaties between the United States Government and His Majesty's Government shall be applicable within the limits provided for in the exchange of notes[1] which took place in Washington on the 1st to 23rd September, 1913, to the islands in question and the United States Government take note of the importance which, in view of the proximity of the islands to North Borneo, the said company attach to the establishment and maintenance of an adequate police post thereon, in the event of the administration being transferred to the United States Government.

Seventhly. — In the event of the cession, sale, lease or transfer of the islands in question to any third party, the United States Government undertake to use their good offices in commending to the favourable consideration of such third party the desires expressed by His Majesty's Government in the United Kingdom and the British North Borneo Company, as set out in the preceding articles of the present arrangement.

I have the honour under instruction from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to request you to be so good as to inform me whether the United States adhere to the terms of the arrangement above described and I shall be glad to receive an assurance from you at the time that this note will be considered by the United States Government as sufficient acceptance of the above arrangement on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom.

I have, etc.

Esme HOWARD.

II.

MR. STIMSON TO SIR ESME HOWARD.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *January* 2, 1930.

EXCELLENCY,

In your Excellency's note of to-day's date you stated that His Majesty's Government in the United Kingdom understands that the Government of the United States of America is prepared

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 192.

les droits immobiliers ci-après énoncés, conférés de bonne foi, dans certaines des îles, par le Gouvernement de Bornéo du Nord antérieurement à l'Arrangement de 1907.

Droits	Date de la cession	Durée de la cession	Superficie approximative
			Acres
Boaan Island :			
26 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	146
Lihiman Island :			
7 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	37
Un bail temporaire, 2416 . .	1er juin 1907	999 ans	13
		Total	50
Langaan Island :			
4 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	12
Great Bakkungaan :			
3 baux temporaires	26 septembre 1903	999 ans	118

Cinquièmement. — Il est convenu que la responsabilité du Gouvernement des Etats-Unis ne saurait être engagée par aucun des actes accomplis dans les îles dont l'administration ne lui aura pas été transférée.

Sixièmement. — Les dispositions des Traités d'extradition conclus entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de Sa Majesté seront applicables aux îles en question, dans les limites stipulées par l'échange de notes[1] effectué à Washington du 1er au 23 septembre 1913 ; et le Gouvernement des Etats-Unis prend acte du désir de la compagnie de voir établir et maintenir, en raison de la proximité de Bornéo du Nord, un poste de police suffisant sur les îles en question au cas où leur administration serait transférée au Gouvernement des Etats-Unis.

Septièmement. — Le Gouvernement des Etats-Unis s'engage, au cas où il aliénerait, céderait à bail ou transmettrait les îles en question à un tiers, à prêter ses bons offices afin que ledit tiers fasse dûment état des désirs exprimés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et par la « British North Borneo Company », tels qu'ils ont été énoncés aux précédents articles du présent arrangement.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous prier de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement des Etats-Unis accepte les dispositions de l'arrangement ci-dessus et je serais heureux de recevoir de vous, alors, l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis considère le présente note comme une acceptation suffisante de l'arrangement ci-dessus de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Esme HOWARD.

II.

M. STIMSON A SIR ESME HOWARD.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le 2 janvier* 1930.

EXCELLENCE,

Votre Excellence m'a fait savoir, par sa note de ce jour, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni croit que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est disposé à conclure

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 821.

to conclude an arrangement in the following terms regarding certain islands off the coast of Borneo which have been administered by the British North Borneo Company in accordance with the arrangement effected by an exchange of notes between His Majesty's Government and the Government of the United States of America on the 3rd and 10th July, 1907 :

Firstly. — That the said company be left undisturbed in the administration of the islands in question unless or until the United States Government give notice to His Majesty's Government of its desire that the administration of the islands should be transferred to it. The transfer of administration shall be effected within one year after such notice is given on a day and in a manner to be mutually arranged.

Secondly. — That when the administration of any island is transferred in accordance with the foregoing the said Company will deliver to the United States Government all records relating to administration prior to the date of transfer.

Thirdly. — The United States of America shall not be responsible for the value of any buildings which have been or may be erected or other permanent improvements which have been or may be made in any island the administration of which is subject to transfer but any buildings or improvements erected or made by the administrative authorities prior to the transfer of administration may be removed provided the interests of the United States of America are not thereby injured. In the event, however, of the Island of Taganak being so transferred, the United States Government will give favourable consideration to the question of the compensation to be paid to the said company in respect of the capital expenditure incurred by the company in connection with the lighthouse situated on the island, and the United States Government will provide for the future maintenance of the lighthouse.

Fourthly. — That such privilege of administration shall not carry with it territorial rights, such as those of making grants or concessions in the islands in question to extend beyond the temporary occupation of the company ; and any grant, concession, or licence made by the company shall cease upon the termination of the company's occupation.

The United States Government, however, takes note of the desire of His Majesty's Government that the following titles to land in certain of the islands which were in good faith granted by the Government of North Borneo prior to the arrangement of 1907, be allowed to stand on the terms on which they were issued by that Government :

PARTICULARS.

Titles	Date of Alienation	Period	Approximate Total Acreage
			Acres
Boaan Island :			
26 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	146
Lihiman Island :			
7 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	37
1 provisional lease, 2416 . .	June 1, 1907	999 years	13
		Total	50
Langaan Island :			
4 native titles	June 1, 1907	In perpetuity	12
Great Bakkungaan :			
3 provisional leases	September 26, 1903	999 years	118

un arrangement, conçu dans les termes suivants, au sujet de certaines îles situées au large de la côte de Bornéo qui sont administrées par la « British North Borneo Company » selon l'arrangement conclu par un échange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique les 3 et 10 juillet 1907 :

Premièrement. — Il sera loisible à la compagnie susmentionnée de continuer à administrer les îles en question jusqu'à ce que le Gouvernement des Etats-Unis fasse savoir au Gouvernement de Sa Majesté qu'il désire que l'administration des îles lui soit transférée. Le transfert de l'administration s'effectuera dans un délai d'un an à compter de la date où le Gouvernement américain aura ainsi fait connaître son désir, le jour qui sera fixé d'un commun accord et selon des modalités à convenir.

Deuxièmement. — Lorsque l'administration d'une île quelconque aura été transférée conformément aux dispositions ci-dessus, la compagnie remettra au Gouvernement des Etats-Unis toutes les archives relatives à l'administration antérieures à la date du transfert.

Troisièmement. — Les Etats-Unis d'Amérique ne seront pas tenus de la valeur des édifices qui ont été ou pourraient être construits ni des autres améliorations permanentes qui ont été ou qui pourraient être faites dans une des îles dont l'administration est sujette à transfert ; toutefois, les édifices construits ou améliorations apportées par les autorités administratives avant le transfert de l'administration pourront être enlevés pourvu que les intérêts des Etats-Unis d'Amérique ne soient pas lésés de ce fait. D'autre part, au cas où l'île de Taganak lui serait transférée, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique examinera avec bienveillance la question de l'indemnité à payer à la compagnie du chef des dépenses effectuées par elle pour le phare situé dans cette île dont l'entretien incombera désormais aux Etats-Unis.

Quatrièmement. — Le privilège d'administration n'emportera aucun droit immobilier tel que celui d'accorder des avantages ou concessions dans les îles en question au delà du terme de l'occupation de la compagnie : tous avantages, concessions ou licences, consentis par la compagnie prendront fin en même temps que l'occupation de celle-ci.

Toutefois, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique prend acte du désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir subsister, dans les conditions consenties par lui, les droits immobiliers ci-après énoncés, conférés de bonne foi, dans certaines des îles, par le Gouvernement de Bornéo du Nord antérieurement à l'Arrangement de 1907.

Droits	Date de la cession	Durée de la cession	Superficie approximative
			Acres
Boaan Island —			
26 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	146
Lihiman Island —			
7 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	37
Un bail temporaire, 2416 . .	1er juin 1907	999 and	13
		Total	50
Langaan Island —			
4 titres de propriété indigènes	1er juin 1907	A perpétuité	12
Great Bakkungaan —			
3 baux temporaires	26 septembre 1903	999 ans	118

Fifthly. — It is agreed that the United States Government shall be exempt from responsibility in respect of acts done in or from any of the islands in question the administration of which has not been transferred to the United States.

Sixthly. — The stipulations of the extradition treaties between the United States Government and His Majesty's Government shall be applicable within the limits provided for in the exchange of notes which took place in Washington on the 1st to 23rd September, 1913, to the islands in question and the United States Government takes note of the importance which, in view of the proximity of the islands to North Borneo, the said company attaches to the establishment and maintenance of an adequate police post. thereon, in the event of the administration being transferred to the United States Government.

Seventhly. — In the event of the cession, sale, lease or transfer of the islands in question to any third party, the United States Government undertakes to use its good offices in commending to the favourable consideration of such third party the desires expressed by His Majesty's Government in the United Kingdom and the British North Borneo Company, as set out in the preceding articles of the present arrangement.

In reply to the enquiry made on behalf of your Excellency's Government in the last paragraph of your note of to-day's date, I take pleasure in informing you that the Government of the United States of America adheres to the terms of the arrangement above described, and in assuring you that your note under acknowledgment is considered by the Government of the United States of America as sufficient acceptance of the arrangement on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom.

Accept, etc.

Henry L. STIMSON.

III.

SIR R. LINDSAY TO MR. STIMSON.

WASHINGTON, *July* 6, 1932.

Sir,

In the notes exchanged between the United States Government and His Majesty's Government in the United Kingdom on the 2nd January, 1930, constituting an arrangement regarding certain islands off the coast of Borneo which have been administered by the British North Borneo Company in accordance with the arrangement effected by an exchange of notes between His Majesty's Government and the Government of the United States of America on the 3rd July and the 10th July, 1907, the United States Government took note of the desire of His Majesty's Government that certain titles to land in certain of the islands which were in good faith granted by the Government of North Borneo prior to the arrangement of 1907 be allowed to stand on the terms on which they were issued by that Government.

2. His Majesty's Government regret that the following title was inadvertently omitted from those included in the above arrangement :

Lihiman Island	Date of Alienation	Period	Area
Provisional Lease No. 2417	1. VI. 1907	999 years	13 acres 0 roods 24 perches

Cinquièmement. — Il est convenu que la responsabilité du Gouvernement des Etats-Unis ne saurait être engagée par aucun des actes accomplis dans les îles dont l'administration ne lui aura pas été transférée.

Sixièmement. — Les dispositions des traités d'extradition conclus entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de Sa Majesté seront applicables aux îles en question, dans les limites stipulées par l'échange de notes effectué à Washington du 1er au 23 septembre 1913 ; et le Gouvernement des Etats-Unis prend acte du désir de la compagnie de voir établir et maintenir, en raison de la proximité de Bornéo du Nord, un poste de police suffisant sur les îles en question au cas où leur administration serait transférée au Gouvernement des Etats-Unis.

Septièmement. — Le Gouvernement des Etats-Unis s'engage, au cas où il aliénerait, céderait à bail ou transmettrait les îles en question à un tiers, à prêter ses bons offices afin que ledit tiers fasse dûment état des désirs exprimés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et par la « British North Borneo Company », tels qu'ils ont été énoncés aux précédents articles du précédent arrangement.

En réponse à la demande formulée, au nom du Gouvernement de Votre Excellence, au dernier alinéa de votre note de ce jour, j'ai le plaisir de vous faire savoir que le Gouvernement des Etats-Unis accepte les dispositions de l'arrangement ci-dessus énoncé et de vous donner l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique considère la note à laquelle je réponds comme une acceptation suffisante de l'arrangement de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Henry L. STIMSON.

III.

SIR R. LINDSAY A M. STIMSON.

WASHINGTON, *le* 6 *juillet* 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Dans les notes échangées, le 2 janvier 1930, entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et qui forment un arrangement concernant certaines îles situées au large de la côte de Bornéo et administrées par la « British North Borneo Company », selon l'arrangement conclu par un échange de notes effectué les 3 et 10 juillet 1907, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; le Gouvernement des Etats-Unis a pris acte du désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir subsister, dans les conditions consenties par lui, certains droits immobiliers conférés de bonne foi, dans certaines des îles, par le Gouvernement de Bornéo du Nord, antérieurement à l'Arrangement de 1907.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté regrette d'avoir omis, par inadvertance, de mentionner le titre ci-après parmi ceux qui sont compris dans l'arrangement précité :

Lihiman Island	Date de la cession	Durée de la cession	Superficie
Bail temporaire N° 2417	1er juin 1907	999 ans	13 acres 0 roods 24 perches

3. I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to request you to be so good as to inform me whether the United States Government will agree to regard this title as included in those mentioned in the arrangement concluded on the 2nd January, 1930.

4. Should your Government agree to this extension of the above-mentioned arrangement, I should be glad to receive from you an assurance that this note will be considered by the United States Government as a sufficient confirmation thereof on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom.

I have, etc. R. C. LINDSAY.

IV.

MR. STIMSON TO SIR R. LINDSAY.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *July* 6, 1932.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of this day's date in which your Excellency refers to the fact that in the notes exchanged between the Government of the United States of America and His Majesty's Government in the United Kingdom on the 2nd January, 1930, constituting an arrangement regarding certain islands off the coast of Borneo which have been administered by the British North Borneo Company in accordance with the arrangement effected by an exchange of notes between His Majesty's Government and the Government of the United States on the 3rd July and the 10th July, 1907, the Government of the United States took note of the desire of His Majesty's Government that certain titles to land in certain of the islands which were in good faith granted by the Government of North Borneo prior to the arrangement of 1907 be allowed to stand on the terms on which they were issued by that Government. In relation to this matter, your Excellency states that His Majesty's Government regrets that the following title was inadvertently omitted from the list of land titles included in the above arrangement :

Lihiman Island	Date of Alienation	Period	Area
Provisional Lease No. 2417	1. VI. 1907	999 years	13 acres 0 roods 24 perches

Under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, your Excellency requests that I be so good as to inform you whether the Government of the United States will agree to regard this title as included in those mentioned in the arrangement concluded on the 2nd January, 1930.

In reply, I am pleased to inform your Excellency that the Government of the United States agrees to the extension of the arrangement of the 2nd January, 1930, to include the above-mentioned title, and I take pleasure also in assuring your Excellency that your note under acknowledgment is considered by the Government of the United States as a sufficient confirmation on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom of the aforesaid extension.

Accept, etc.

For the Secretary of State :
W. R. CASTLE, Jr.

3. J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous prier de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement des Etats-Unis accepte de considérer le titre en question comme étant compris parmi ceux qui sont mentionnés dans l'Arrangement conclu le 2 janvier 1930.

4. Au cas où votre gouvernement accepterait cette extension de l'arrangement précité, je serais heureux de recevoir de vous l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis considère la présente note comme une confirmation suffisante de ladite extension de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

R. C. LINDSAY.

IV.

M. STIMSON A SIR R. LINDSAY.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le 6 juillet* 1932.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour dans laquelle elle rappelle que, dans les notes échangées le 2 janvier 1930 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et qui forment un arrangement concernant certaines îles situées au large de la côte de Bornéo et administrées par la « British North Borneo Company », selon l'arrangement conclu par un échange de notes effectué, les 3 et 10 juillet 1907, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des Etats-Unis, le Gouvernement des Etats-Unis a pris acte du désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir subsister, dans les conditions consenties par lui, certains droits immobiliers conférés de bonne foi, dans certaines des îles, par le Gouvernement de Bornéo du Nord, antérieurement à l'Arrangement de 1907. Votre Excellence déclare, à ce sujet, que le Gouvernement de Sa Majesté regrette d'avoir omis, par inadvertance, le titre ci-après de la liste des droits immobiliers compris dans l'arrangement précité :

Lihiman Island	Date de la cession	Durée de la cession	Superficie
Bail temporaire N° 2417	1er juin 1907	999 ans	13 acres 0 roods 24 perches

Votre Excellence demande, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que je veuille bien vous faire savoir si le Gouvernement des Etats-Unis accepte que le titre en question soit considéré comme étant compris parmi ceux qui sont mentionnés dans l'Arrangement conclu le 2 janvier 1930.

En réponse, j'ai le plaisir de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement des Etats-Unis accepte que l'Arrangement du 2 janvier 1930 soit étendu de manière à comprendre le titre susmentionné et j'ai également le plaisir de donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis tient la note dont il s'agit pour une confirmation suffisante de l'extension en question de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Pour le Secrétaire d'Etat :
W. R. CASTLE, Jr.

APPENDIX

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE ADMINISTRATION AND LEASE OF CERTAIN SMALL ISLANDS ON THE NORTH BORNEAN COAST BY THE BRITISH NORTH BORNEO COMPANY, SIGNED AT INTERVALE, N. H., JULY 3, 1907, AND AT WASHINGTON, JULY 10, 1907.

MR. BRYCE TO MR. ELIHU ROOT.

BRITISH EMBASSY.

INTERVALE, N. H., *July* 3, 1907.

Sir,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government, acting at the request and on behalf of the British North Borneo Company, are prepared to acquiesce in the last proposal stated in your letter to Sir H. M. Durand of the 19th December last, respecting the administration of certain islands on the east coast of Borneo. I am therefore instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to place the proposed arrangement formally on record without further delay.

His Majesty's Government understands the terms of the arrangement to be as follows :

Firstly. — That the said company be left undisturbed in the administration of the islands in question without any agreement specifying details, the United States Government simply waiving in favour of the said company the right to such administration in the meantime ; in other words, that the existing status be continued indefinitely at the pleasure of the two Governments concerned.

Secondly. — That such privilege of administration shall not carry with it territorial rights, such as those of making grants or concessions in the islands in question to extend beyond the temporary occupation of the company ; and any grant, concession, or licence made by the company shall cease upon the termination of the company's occupation.

Thirdly. — That the temporary waiver of the right of administration on the part of the United States Government shall cover all the islands to the westward and south-westward of the line traced on the map [1] which accompanied Sir H. M. Durand's memorandum of the 23rd June, 1906, and which is annexed to and to be deemed to form part of this note.

Fourthly. — That the British North Borneo Company, through His Majesty's Government, shall agree to the exception of the United States Government from any claim of allegation that the latter Government has incurred any responsibility in respect of acts done in or from any island within the said line.

Fifthly. — That the understanding shall continue until the said two Governments may by treaty delimit the boundary between their respective domains in that quarter or until the expiry of one year from the date when notice of termination be given by either to the other.

Sixthly. — That in case of denunciation, the United States Government shall not be responsible for the value of any buildings or other permanent improvements which may have been erected or made by the company upon the islands, but permission is hereby given to the company to remove, at its own expense, any buildings or improvements erected by it, provided the interests of the United States be not injured thereby.

[1] Not reproduced.

APPENDICE

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA PRISE A BAIL DE CERTAINES PETITES ILES DE LA COTE DE BORNÉO DU NORD PAR LA « BRITISH NORTH BORNEO COMPANY », SIGNÉ A INTERVALE (NEW HAMPSHIRE), LE 3 JUILLET 1907, ET A WASHINGTON, LE 10 JUILLET 1907.

M. BRYCE A M. ELIHU ROOT.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

INTERVALE (NEW HAMPSHIRE), *le* 3 *juillet* 1907.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté, agissant à la demande et pour le compte de la « British North Borneo Company », est disposé à accepter la dernière proposition formulée dans la lettre adressée par vous à sir H. M. Durand, le 19 décembre dernier, au sujet de l'administration de certaines îles situées sur la côte est de Bornéo. Le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères m'a chargé, en conséquence, de prendre formellement acte, sans autre délai, de l'arrangement proposé.

Le Gouvernement de Sa Majesté comprend comme suit les dispositions de l'arrangement :

Premièrement. — Il sera loisible à la compagnie en cause de continuer à administrer les îles dont il s'agit sans qu'aucun accord de détail soit nécessaire, le Gouvernement des Etats-Unis se bornant à renoncer, en faveur de la compagnie, au droit d'administrer ces îles pendant la période en question ; en d'autres termes, le régime actuel continuera indéfiniment au gré des deux gouvernements intéressés.

Deuxièmement. — Le privilège d'administration n'emportera aucun droit immobilier tel que celui d'accorder des avantages ou concessions dans les îles en question au delà du terme de l'occupation de la compagnie ; tous avantages, concessions ou licences consentis par la compagnie prendront fin en même temps que l'occupation de celle-ci.

Troisièmement. — La renonciation provisoire au droit d'administration par le Gouvernement des Etats-Unis sera applicable à toutes les îles situées à l'ouest et au sud-ouest de la ligne tracée sur la carte [1] qui accompagnait le mémorandum de sir H. M. Durand, en date du 23 juin 1906, et qui est annexée à la présente note dont elle est réputée faire partie.

Quatrièmement. — La « British North Borneo Company » consentira, par l'entremise du Gouvernement de Sa Majesté, à exonérer le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de toute responsabilité pour les actes accomplis dans une quelconque des îles située en deçà de la ligne susmentionnée.

Cinquièmement. — L'accord restera en vigueur jusqu'à ce que les deux gouvernements aient délimité, par traité, la frontière entre leurs territoires respectifs dans cette région ou jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une ou l'autre Partie l'aura dénoncé.

Sixièmement. — En cas de dénonciation, le Gouvernement des Etats-Unis ne sera pas tenu de la valeur des édifices qui ont été ou pourraient être construits ni des autres améliorations permanentes qui ont été ou qui pourraient être faites dans une des îles. Toutefois, il sera loisible à la compagnie d'enlever, à ses frais, tous édifices construits ou toutes améliorations apportées par elle, pourvu que les intérêts des Etats-Unis ne s'en trouvent pas lésés.

[1] Non reproduite.

I have, therefore, the honour to request you to be so good as to inform me whether the United States adhere to the terms of the arrangement above described, and I shall be glad to receive an assurance from you at the same time that this note will be considered by the United States Government as sufficient ratification of the above arrangement on the part of His Majesty's Government.

I have, etc.

James BRYCE.

MR. ELIHU ROOT TO MR. BRYCE.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *July* 10, 1907.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 3rd instant, by which you inform me that His Majesty's Government acting at the request and on behalf of the British North Borneo Company, are prepared to acquiesce in the last proposal stated in the letter of the 19th December, 1906, from the Secretary of State to Sir H. M. Durand, respecting the administration of certain islands on the east coast of Borneo, and that you are therefore instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to place the proposed arrangement formally on record without further delay.

The understanding of His Majesty's Government of the terms of the arrangement is stated by you to be as follows :

(Firstly to Sixthly, inclusive — as in the British Note)

The understanding of His Majestys Government as above recited agreeing with that of the United States, I have the honour formally to announce the adherence of the United States to the arrangement and the acceptance of your note as sufficient ratification of the arrangement on the part of His Majesty's Government.

I have, etc.

Robert BACON,
Acting Secretary.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire savoir si les Etats-Unis acceptent les dispositions de l'arrangement énoncé ci-dessus, et je serais heureux de recevoir, en même temps, l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis tient la présente note pour une ratification suffisante de l'arrangement en question de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

James BRYCE.

M. ELIHU ROOT A M. BRYCE.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 10 *juillet* 1907.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 3 courant par laquelle vous me faites savoir que le Gouvernement de Sa Majesté, agissant à la demande et pour le compte de la « British North Borneo Company », est disposé à accepter la dernière proposition formulée dans la lettre adressée, le 19 décembre 1906, à sir H.M. Durand par le secrétaire d'Etat, concernant l'administration de certaines îles situées sur la côte est de Bornéo et qu'en conséquence, le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères vous a chargé de prendre formellement acte, sans autre délai, de l'arrangement proposé.

Vous énoncez comme suit les dispositions de l'arrangement, tel que le comprend le Gouvernement de Sa Majesté :

(1 à 6 inclusivement comme dans la note britannique.)

L'énoncé ci-dessus du Gouvernement de Sa Majesté concordant avec celui des Etats-Unis, j'ai l'honneur de vous annoncer officiellement que les Etats-Unis acceptent l'arrangement en question et tiennent votre note pour une ratification suffisante dudit arrangement de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

Robert BACON,
Secrétaire d'Etat, p. i.

N° 3165.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET CHINE

Accord relatif à l'échange des colis postaux entre la Chine et Ceylan, avec règlement d'exécution. Signés à Colombo, le 21 décembre 1931, et à Nankin, le 28 avril 1932.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND CHINA

Parcel Post Agreement between China and Ceylon, with Detailed Regulations. Signed at Colombo, December 21, 1931, and at Nanking, April 28, 1932.

No. 3165. — PARCEL POST AGREEMENT[1] BETWEEN CHINA AND CEYLON. SIGNED AT COLOMBO, DECEMBER 21, 1931 AND AT NANKING, APRIL 28, 1932.

Textes officiels anglais et chinois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 mars 1933.

English and Chinese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 20, 1933.

The Post Offices of China and Ceylon agree to effect a regular direct exchange of Postal Parcels between the exchange offices of Shanghai and Colombo or through such other offices as may be hereafter designated, under such regulations relative to the details of the exchange as may be mutually determined.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

A parcel for China posted in Ceylon shall not exceed 10 Kg. or 22 lbs. in weight, 3 feet 6 inches in length or 6 feet in length and girth combined and a parcel for Ceylon posted in China shall not exceed 10 Kg. or 22 lbs. in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communications.

Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory except in the case of redirected or returned parcels.

[1] Entré en vigueur le 1er juillet 1932.

[1] Came into force July 1, 1932.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea. It shall include also any surcharge levied in accordance with Article 5 hereafter.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of China shall be 1 franc 5 centimes for a parcel not exceeding 1 Kg., 1 franc 25 centimes for a parcel not exceeding 5 Kg., 1 franc 75 centimes for a parcel not exceeding to 10 Kg, and the Ceylon territorial rates shall be 1 franc 25 centimes for a parcel not exceeding 5 Kg., 2 francs 5 centimes for a parcel not exceeding 10 Kg. in weight.

2. The Chinese Administration reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international Conventions subsequent to the London Agreement of 1929. The Ceylon Postal Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alteration of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

ADDITIONAL RATE.

The Postal Administrations of China and Ceylon shall have the right to impose on parcels originating in or addressed to their offices an additional rate of 25 centimes per parcel.

Article 6.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 7.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of China may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel, or such other charge as international Conventions subsequent to the London Agreement of 1929 shall fix. The Postal Administration of Ceylon may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 8.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

The Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste Restante " or which is not claimed within the prescribed period. This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

PROHIBITIONS.

It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches).

(b) Opium, morphine, cocaine and other narcotics except for medical purposes and on the condition that a permit issued by the Health Authorities is attached to the relative Despatch Note.

(c) Articles of an obscene or immoral nature.

(d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations.

(e) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence as well as correspondence of packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him. (It is however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(f) Publications which violate the copyright laws of the country of destination ; poisons, lottery tickets, lottery advertisements, or lottery circulars.

(g) Live animals (except bees which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coins, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit assurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that the parcel contains a letter or communication which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. No parcel may contain packages intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such enclosed package be detected they must be sent forward singly charged with new and distinct parcel post rates.

Article 11.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 12.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 13.

MIS-SENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 16, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 14.

NON-DELIVERY.

In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either *(a)* treated as abandoned, or *(b)* tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon ".
" If not deliverable as addressed, deliver to ..... ".

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 29.

Article 15.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 16.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 17.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees, and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the Country of destination against the Administration of the Country of origin in respect of such parcels.

Article 18.

ENQUIRIES.

A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel. No fee shal be charged if the sender has already paid a special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the Postal Service the enquiry fee shall be refunded.

Article 19.

INSURED PARCELS, RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 1000 francs.

2. An insurance fee to be fixed by the office of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.

3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 20.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the Insurance System.

Article 21.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof. The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding 1 Kg. (or 2 lbs.), 25 francs for a parcel exceeding 1 Kilo but not exceeding 5 Kg. (11 lbs.), and 40 francs for a parcel exceeding 5 Kg. but not exceeding 10 Kilos (22 lbs.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to a refund of the postage also.

5. In all cases the insurance fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 22.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

(a) In cases beyond control (force majeure) ;

(b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (force majeure) ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the articles ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 10 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which inquiry has not been made within the period prescribed by Article 18 ;

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 or (2500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed in Article 6, Section 3 of the Detailed Regulations.

Article 23.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their Agents have accepted delivery without reservation.

Article 24.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 25.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible, and at the latest, within one year from the day following the date of enquiry.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let 9 months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the Country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 26.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation, having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in the service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 27.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO DESPATCHING OFFICE.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 24 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 22, Section 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 28.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 to 6.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 29.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting office shall claim from the other the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

Article 30.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 12, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 31.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which collected them :

(a) The fee for advice of delivery referred to in Article 11 ;
(b) The enquiry fee referred to in Article 18, Section 1 ;
(c) The supplementary fee for an insured parcel referred to in Article 19, Section 3.

2. The fee for delivery and for Customs Clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Administration of the country of destination.

Article 32.

INSURANCE FEES.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the Country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the Sea Service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 33.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances, either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the Execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of China and Ceylon shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement, and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 34.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in triplicate at Colombo the 21st (Twenty-first) day of December, 1931, and at Nanking the 28th (Twenty-eighth) day of April, 1932.

(Sgd) .....
Director General of Posts, China.

(Sgd) H. A. BURDEN,
Postmarter-General, Ceylon.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN CHINA AND CEYLON DATED 21ST DECEMBER, 1931, AND APRIL 28, 1932.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct routes at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two Countries shall be effected by the offices appointed by Agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two Countries in bags duly fastened and sealed.

3. A label shewing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the parcel bills and other documents shall be distinctively labelled.

5. Insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kg. (80 lbs).

7. Each bag shall be stencilled on all sides " Parcel Post between China and Ceylon ".
The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between China and Ceylon and not for any other service. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principle prescribed for the loss of parcels in Article 26 of the Agreement.

8. The bags not required by either of the Administrations for the despatch of parcels shall be returned empty addressed to such Office of Exchange as will require them. The number of bags so forwarded shall be entered advised on a parcel bill accompanying the mails.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

Each Administration shall communicate to the other by means of a Table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided the parcel bearing addresses written with copying ink pencil on a surface damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached.

The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Articles liable to injure officers of the post office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquify shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with saw dust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline etc. shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with saw dust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood, or card-board, these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery, or any other article of gold or silver exceeding £100 (2500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATION.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declaration shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This advice of delivery form shall be prepared by the Office of Origin or by the other Office appointed by the Despatching Administration ; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception, etc. "

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 19 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall in addition be converted into gold francs by the office of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur declarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the office of origin :

(a) On the address side of the parcel ;
(b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the office of posting. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16.

RE-TRANSMISSION.

1. The Postal Administration retransmitting missent parcels shall not levy any non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the office from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall

then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the Postal Service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the office which sends the parcel back shall allow to the office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which China or Ceylon has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 14, Section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the office of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " on the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance that there may be shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Reulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 20.

PARCEL BILL.

1. Insured, returned and redirected parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a separate sheet of the parcel bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

Transit parcels shall be entered individually and the forward charges for each transit parcel should be given according to the rates appearing in the Table A of the office of destination. Other parcels shall be entered in the Parcel Bill in bulk with a summary statement of the amounts to be credited. The Despatch Notes, Customs Declarations, Advice of Delivery, etc., shall be forwarded with the parcel bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number, the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first parcel bill of the following year.

Article 21.

CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and various documents which accompany them or the empty bags as the case may be against the particulars entered on the relative bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching office of exchange by a Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the parcel bill to which they relate. Corrections made on parcel bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 22.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare quarterly for all the parcel mails received from the office of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the parcel bill, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Administration in an account, which accompanied by the quarterly statements, the parcel bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a general yearly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 23.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit account.

2. The preparation and transmission of a general account and a payment of the balance of that account shall be effected as early as possible, and, at the latest, within a period of six months from the end of that period to which the account relates.

Article 24.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in triplicate at Colombo the 21st (Twenty-first) day of December, 1931.

(Sgd) H. A. BURDEN,
Postmaster-General, Ceylon.

and at Nanking the 28th (Twenty-eighth) day of April, 1932.

(Sgd) .....
Director General of Posts, China.

No 3165.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中華錫蘭郵政互換包裹協定及施行詳細規則

中華錫蘭郵政互換包裹協定

中華及錫蘭郵政業經商定按照互相訂定之互換詳細辦法經由上海及哥倫布或將來指定之互換局互換郵寄包裹

第一條　重量及尺寸之限度

(一)錫蘭寄往中國之包裹其重量不得超過十公斤或二十二磅長度不得超過三尺六寸（英尺）或長及橫周合計不得超過六尺（英尺）　中國寄往錫蘭之包裹其重量不得超過十公斤或二十二磅長度不得超過一公尺又五公分或長及橫周合計不得超過一公尺八公寸

(二)至於包裹重量及體積之確實計算除有顯明之錯誤外應以寄發局所填者爲標準

第二條　包裹之轉運

兩郵政對於寄交或發自與兩郵政有包裹事務關係各國之包裹須保證在其境內有轉運之權利

轉運之方法須按照本協定及施行細則各條之規定辦理

第三條　郵資之預付

(一)包裹之郵費除改寄及退回之包裹外均須預付

(二)此項資費係由經手陸路或海路運寄各郵政應收之資費集合而成其中並括有本協定第五條所載之資費

第四條　陸路轉運費

(一)包裹由兩締約國之此一國寄往彼一國時其應收之陸路轉運費如左

中國郵政應收之轉運費	錫蘭郵政應收之轉運費
包裹重不逾一公斤者	一佛郎克三十五生丁姆
包裹重不逾五公斤者	一佛郎克七十五生丁姆
包裹重不逾十公斤者	二佛郎克七十五生丁姆

參閱中華郵政一九三二年四月二十八日致錫蘭郵政第一九一四二/五五號公出

包裹重不逾五公斤者　一佛郎克二十五生丁姆

包裹重不逾十公斤者　二佛郎克五生丁姆

(二)中國郵政有更改此項資費之權惟無論如何更改其所改數額應與西曆一九二九年國際公約倫敦協定所規定者相同錫蘭郵政亦有更改此項資費之權惟所改數額應與錫蘭郵政與其他有包裹事務關係各國所規定者大致相同

第五條　額外資費

中國與錫蘭郵政對於往來各該國郵局之包裹得收取一項額外資費每包計二十五生丁姆

第六條　海路轉運費

包裹由海路運寄者每一經手之郵政得規定一項海路轉運費

第七條　投遞費及清理驗關手續費

中國郵政對於向海關交付查驗之包裹及清理驗關手續或僅交與海關查驗之包裹可收取一項資費其數每包至多爲五十生丁姆或與西曆一九二九年

國際公約倫敦協定所規定之其他資費相同錫蘭郵政亦得收取此項資費其數可隨時規定惟大致與錫蘭郵政與其他有包裹事務關係之各國所規定者相同

第八條　關稅及其他費用

關稅及其他不屬於郵政之費用須歸包裹收件人繳付

第九條　存棧費

每一郵政對於存局候領之包裹或在規定期內未經領取者得收取一項存棧費其數由該國郵律規定之

此項存棧費無論如何不得逾五佛郎克

第十條　禁寄物品

(一)包裹內不得裝寄左列物件

(甲)易於引火及爆爆以及危險物品（鎗礮所用之金屬製有火藥之彈帽及子彈以及火柴均包括在內）

(乙)鴉片嗎啡高根以及他項麻醉物品但爲醫藥上之用品經衛生當局發給

許可證並將許可證附與包裹發遞單上者不在此例

(丙)淫邪或不道德之物品

(丁)法律或海關章程或他項章程所禁寄之物品

(戊)含有實際及私人通訊性質之信函書簡或文件及書交取包人姓名住址以外之姓名住址或與收包人同居以外何人之各項函件(凡露對之發貨單其內所載僅係發貨單應有之情節者准其對入包裹之內所有包裹地址單載明收件人及寄件人姓名住址者亦得封入一份)

(己)凡侵害接收國版權法律之出版物毒品有奬彩券及彩券廣告或彩券傳單

(庚)生活動物(惟蜂種裝入箱內寄遞不致損害郵政人員而易於查驗者不在此例)

(二)凡寄交辦理保險之各國未經保險之包裹不准裝寄錢幣及無論已製成或未製成之金銀器物以及其他貴重物品

(三)凡誤爲收寄之包裹應退回原寄局但投遞國之法律如准許以他法處置者

則由投遞國郵政將該項包裹之處置辦法詳實通知寄發局如包裹內查出裝有實際及個人通訊性質之信函或他項文件者無論如何不得將該包退回原寄局

(四)凡內裝易於引火及轟爆或危險以及淫邪不道德物品之包裹不得退回原寄局應由查出之郵政按其國內法律處置之

(五)包裹內不得裝寄書交收包人以外他人姓名住址之包件一經查出則此項包件須按包裹資例收取寄費

第十一條 回執

保險包裹之寄件人得按照國際郵政公約對於郵包所規定之條件索取包裹回執惟不保險之包裹不得索取此項回執

第十二條 改寄

(一)包裹因收件人在投遞國境內之住址更改則可以改寄惟投遞國之郵政得按其國內章程收取一項改寄費凡兩締約國之一國向他國改寄之包裹須與重新改寄國之定章相符並於改寄時照章預付特別寄費或用書面聲明

由收件人付給者方可照辦

(二)因改寄須收之額外資費雖未經收件人或其代表繳付倘遇該包裹再須改寄或退回原寄國時應收之資費均須向收件人或寄件人收取且仍須交付該投遞國所不允取消之一切特別費用

第十三條　誤寄包裹

凡改寄誤寄之包裹或退回誤收之包裹應按照本協定施行詳細規則第十六條第一及第二兩節所規定之辦法辦理

第十四條　無法投遞

(一)如寄件人未曾聲明倘遇無法投遞時應如何處置則該項包裹遇無法投遞時即按投遞國郵律所規定之期限存留投遞局一俟期滿即行退還寄件人並不預先通知所有一切退費等項均歸寄件人交付

(二)寄件人在交寄時得聲請倘遇該包裹不能照包面所書之地址投遞時將該包裹(一)作爲捨棄或(二)改寄投遞國內第二收件人除上述二項辦法外並無其他辦法如果寄件人對於此項辦法以爲可行者則應將其請求按照左開

語句擇一書於包裹發遞單上

如果不能按照包面所書投遞則將該包捨棄

如果不能按照包面所書投遞則請改寄……

包面上亦應書明同樣之請求

(三)包裹因無法投遞而退回則所有一切退費應按本協定第二十九條之規定收取

第十五條　海關稅項之註銷

兩締約國之郵政應擔任轉請各該國海關將所有退回原寄國或改寄第三國之包裹以及寄件人捨棄或銷毀之包裹應付之稅項一概註銷

第十六條　包裹之售賣及銷毀

凡包裹內裝之物品有變壞或腐爛危險者雖該包正在中途向投遞局發寄或向原寄局退回郵局得立即代爲售賣毋庸先行知照物主亦不經過何須法律手續如因何項緣故以致包裹不能售賣者郵局即將該包內變壞或腐爛之物品銷毀

第十七條　拒領之包裹

凡包裹不能投交收件人且寄件人亦不欲領回者投遞局卽勿庸將該包退還祇須按各該國之法律處理之投遞國郵政對於此項包裹不得向原寄國郵政請求賠償一切費用

第十八條　查詢

(一)凡查詢各項包裹應收取一項查詢費其數至多不逾一佛郎克但如寄件人業經交付回執費者則不另行收費

(二)查詢事項應由包裹交寄之翌日算起在一年以內辦理

(三)倘查詢之事項係因郵局之錯誤而發生者則所收之查詢費應行退還

第十九條　保險包裹資例及條款

(一)包裹得由保險寄遞保險數目之最高額限定爲一千佛郎克

(二)保險包裹應按每保三百佛郎克或三百佛郎克以內之數收取一項保險費其數得由原寄國自行規定

(三)原寄國之郵政有收取一項發寄費之權惟此項發寄費每件包裹不得超過

五十生丁姆

(四)凡保險包裹應於收寄時免費向寄件人發給收據一紙

第二十條　揑報保險之數

(一)保險包裹所保之數不得超過該包內裝物件及包皮實值之數但可准其按一部份之價值保險

(二)凡揑報保險之數超過該包實值之數者應按照原寄國之法律對於該項情事規定之法律手續辦理

(三)凡包裹內裝之物件並無金錢上之價值者爲安全計亦得以虛數保險

第二十一條　遺失損壞或抽竊之責成

(一)除下條所載之事項外包裹遇有遺失及其內裝之物或一部份遇有遺失抽竊或損壞等情兩郵政應擔負責成是以寄件人得按其遺失抽竊或損壞之確實數目請求賠償所賠之數定爲不保險之包裹每件重至一公斤（二磅）者不得逾十佛郎克重逾一公斤而不逾五公斤（十一磅）者不得逾二十五佛郎克重逾五公斤而不逾十公斤（二十二磅）者不得逾四十佛郎

克如爲保險包裹每件所賠之數不得逾其所保之數

(二)凡一切間接損失或利益受損均不負賠償之責

(三)賠償之款係按貨物交寄之地方及交寄之時期該項同樣性質之貨物所值之市價計算

(四)凡包裹遇有遺失或損壞或內容完全被人抽竊因而賠償者寄件人有領回原付郵資之權

(五)所有原收之保險費無論在何種情形之下概歸郵局所有

第二十二條　責成之例外

兩郵政遇有左列情事之一者卽不擔負任何責成

(甲)如遇人力難施之事故

(乙)因人力難施事故郵政檔案有所損燬以致不能追查者

(丙)包裹損壞係因寄件人之過失或自不經心或因包裹內裝物品之性質所致者

(丁)包裹內裝之物爲本協定第十條所規定之禁寄物品之一者

(戊)寄件人揑報保險值價之數超過內容及包皮實值之價者

(己)未曾於本協定第十八條所規定之期限內聲請查詢者

(庚)包裹內裝寶石首飾以及金銀器皿其價值超過一百鎊(二千五百佛郎克)而並不依照本協定施行詳細規則第六條第三節所規定之尺寸用箱匣封裝者

第二十三條　責成之完畢

凡包裹業經按照兩郵政所規定之各該國內章程投遞且收件人或其代理人於領取時並無何項聲明者各該郵政之責成卽爲完畢

第二十四條　賠款之付給

所有賠款應由原寄國之郵政擔任付給但該郵政得保留向應行負責之郵政索還之權

第二十五條　賠款之期限

(一)所有賠款應儘速付給至遲應自查詢之翌日起不得逾一年

(二)如他國郵政雖經如期通知而拖延九個月不將問題解決者則原寄郵政可

代該郵政向寄件人付清賠款

(三)如因關係郵政能力不及之事故以致責成問題不能解決時原寄國郵政對於一年內賠償之期限得延長之

第二十六條　責成之指定

(一)倘其一郵政收到包裹之後並未聲明何項情形及經照章以各項手續調查之後亦不能分別證明該項包裹業經向收件人投交或向他一郵政轉寄時除能證明與此相反之事項外則賠償責成卽歸該某一郵政擔負

(二)凡由此一國寄往彼一國之包裹於運送時間遇有遺失損毀或內裝之物被人抽竊情事不能證明其失誤究在何國郵政事務之內發生者歸兩郵政平均分擔賠償

(三)凡包裹經由第三國郵政運寄者上節之規定亦適用之如經由第三國郵政運寄之包裹遇有遺失損壞抽竊等情事該第三國郵政不負一切責成者則兩締約國之郵政均不擔負任何責成

(四)所有不克註銷之關稅及其他費用均應由負遺失損壞及抽竊情事之責成

者擔任

(五)賠款經交付後該負責之郵政卽得接收該領取賠款人之權利對於寄件人收件人或第三者有所舉動至其所賠之數爲止

認爲已經遺失之包裹倘嗣後復經尋獲者郵局應向領收該包裹賠款之人通知如將領去之賠款繳還卽可將包裹領取

第二十七條　償還原寄郵政代墊之賠款

凡應負賠償責成之郵政經他一郵政按照本協定第二十四條之規定代付賠款時應自收到該郵政之通告之日起三個月內將代付之賠款償還該項賠款得由本協定施行細則第二十二條第二節規定之帳目內劃撥

凡經證明應負責成之郵政於事初堅不認付賠款以致賠款無故遲付因而發生他項費用者則該項費用均應由該郵政擔負

第二十八條　運寄包裹應付之費

由此一國寄往彼一國投遞之包裹每件應由原寄郵政按照本協定第四條至第六條所規定應付給於投遞郵政之資費向投遞郵政繳付

由此一國寄發經他一國轉寄之包裹每件應由原寄郵政向他一郵政付給包裹之運寄費及保險費

第二十九條　改寄或退回包裹應得之費

所有由此一國改寄或退回他一國之包裹各該轉寄郵政應向他一郵政索取其應得及其他經手改寄或退回郵政應得之資費

第三十條　投遞國境內之改寄費

凡包裹在投遞國境內由此一處改寄彼一處者該投遞國卽按照本協定第十二條第二節之規定收取改寄費如嗣後該包裹仍須向他國改寄或向原寄國退回者該項改寄費仍歸該投遞國所有

第三十一條　各項資費

(一)左列各項資費歸應行收取之郵政所有

甲　本協定第十一條所規定之回執費

乙　本協定第十八條第一節規定之查詢費

丙　本協定第十九條第三節規定之保險包裹補助費

(二)投遞費及本協定第七條所規定之海關手續費應歸投遞國郵政所有

第三十二條　保險費

保險包裹之原寄國郵政應向投遞國郵政付給一項保險費爲數計每保三百佛郎克或三百佛郎克以內之數如係由陸路運寄者交付五生丁姆如係由海路運寄者再加付十生丁姆

第三十三條　各項規定

(一)本協定各條內述及之佛郎克係國際郵政公約內規定之金佛郎克及金生丁姆

(二)包裹除本協定內所規定各項資費外不再收取其他資費惟經兩郵政互相商定者不在此例

(三)如因特別情由任何郵政得暫時停止一部或全部包裹事務惟須立卽知照對方郵政遇必要時並應發電報通知

(四)爲施行本協定內之各項條規起見兩郵政訂立所附施行詳細規則至於其他未爲本協定及施行詳細規則所訂定之事項得由兩郵政隨時商訂

(五)所有本協定及施行詳細規則內未經訂定之事項可按照中國及錫蘭各該國內法律處置之

第三十四條　本協定施行日期及有效時期

本協定自兩郵政互相同意之日起發生效力至兩國任何一郵政經宣告解約一年以後方始無效

本協定經兩國指派之左列人員簽名蓋章以資信守

中華
錫蘭

郵政互換包裹協定施行詳細規則

第一條　寄遞

(一)每一郵政應以其運送本國包裹之路途及方法運寄他國郵政交由其境內轉運之包裹

(二)誤寄之包裹應由改寄局擇自用最捷之路途改寄至應投遞處所

第二條　運寄之方法及郵袋

(一)兩國間彼此互寄之包裹均由兩郵政同意指定之各局辦理

(二)兩國間互寄之包裹應裝入袋內並札緊封口

(三)每袋封口處應繫以註有原寄及接收互換局名之票籤袋內所註包裹之件數亦應註明於票籤背面之上

(四)郵袋內附有包裹清單及他項文件者其票籤上應明白註明

(五)保險包裹應與普通包裹分袋封裝票籤上應註以清悉之標記此項標記經兩郵政同意後得隨時規定之

(六)每袋包裹之重量不得超過三十六公斤（八十磅）

(七)封裝包裹之袋每條面上應印以「中國與錫蘭互換包裹郵件」字樣該項郵袋專爲中國與錫蘭互換包裹之用不作別用所有遺失空袋之責成係照本協定第二十六條規定遺失包裹之原則決定之

(八)任何一郵政如不須空袋封發包裹者則應將此項空袋退回需用此項空袋之互換局所有寄發空袋之數目應在包裹清單內註明並將清單一同寄發

第三條　應行通知之事項

(一)兩郵政間應用清表互相通知左列各事項

(甲)所有發交該郵政運寄之包裹可向何國發寄之各國名稱

(乙)自交入該國境內或交入該國郵政事務後運寄該項包裹之各路途

(丙)按投遞地方每處計算應付包裹轉運資費之總數

(丁)每件包裹應附報稅清單之張數及其他應行通知之事項

(二)各郵政所寄之包裹經由他一郵政轉寄者應將該項包裹之應寄各國名稱彼此通知如因特別情由且此項包裹數目不多者不在此例

第四條　折合價率之規定

各郵收得自由以本國錢幣與金佛郎克及金生丁姆折合最相近之相等價率規定其包裹之資費

第五條　包裹之封裝法

各項包裹應依照左列辦法封裝

(甲)應以羅馬字體書明收包人及寄包人之詳細姓名住址該姓名住址概不得用鉛筆書寫但將包皮預先以水潤濕而以著色鉛筆繕寫者則可收寄所有包裹之姓名住址應書於該包裹本件之上或書於另一紙牌緊繫於包裹之上使其不易脫落並通知寄包人將姓名住址鈔錄一份連同其自己之姓名住址一併封入包裹之內

(乙)應依路程之遠近妥爲封裝務使內件得以保存凡能損傷郵局人員以及損壞其他郵件者必須善爲封裝以免危險

第六條　特別封裝

(一)流質之物及物質易於融化者須用兩層封裝先以瓶罐壺匣等之物品封妥再裝入金屬或堅厚木箱之內其兩層間須留隙地以木屑或糠麩或以其他吸水

之物料塡實以備損壞時得以儘量吸收內裝之流質

(二)凡著色之物品如靛青等染料必須先裝入堅固之金屬匣內然後再裝於木匣之內二匣之間應以木屑塡實方可允爲寄遞至於不著色之乾末粉亦應裝於木質或金屬或硬紙匣內此項匣外須再加以布袋或羊皮紙口袋

(三)包裹內裝寶石首飾或其他金銀器皿其價值超過一百金鎊（二千五百佛郎克）亦應裝入匣內此匣之大小縱橫合計不得少於三尺六寸（一邁當又五西笛邁當）

第七條　包裹發遞單及報稅清單

(一)每件包裹必須隨附包裹發遞單一張及報稅清單若干張報稅清單之張數由投遞國規定之此項報稅清單應貼牢於包裹發遞單上

(二)凡普通之包裹同時由同一寄件人寄交同一收件人者以三件爲限包裹發遞單及報稅清單祇須繕備一份惟此項辦法對於保險包裹不能通用

(三)兩郵政對於報稅清單之正確與否概不負責

第八條　回執

(一)凡遇保險包裹之寄件人索收投遞包裹之回執者應於該包上顯明書寫

Advice of Delivery (意卽回執) 或 A.R. 字樣包裹發遞單上亦應註明相同之字樣

(二)該項包裹應依照國際郵政公約施行詳細規則後附之格式或與該格式相似者隨附一種單式此項回執單式應由原寄局或原寄郵政指定之局備具並應黏於該包所附之包裹發遞單上如投遞局未曾收到該項回執者應卽代爲造具一份

(三)投遞局將回執照式塡寫後卽將該回執不加封套並免費寄交包裹寄件人

(四)經過相當之時期如回執尙未退交寄件人經該寄件人查詢者卽應按照本規則第九條所列之辦法辦理不再收取資費原寄局應於此項單式之上端註明

Duplicata de l'Avis de réception (意卽補備之回執) 字樣

第九條 寄交包裹後補索之回執

寄件人如於交寄之後補索包裹回執應由原寄局塡妥回執此項回執須黏於查詢單之上該單應照國際郵政公約內規定應收之費黏貼郵票

此項黏附回執之查詢單應照本規則第十九條所列之辦法辦理但回執所指之包裹如已妥爲投遞則投遞局應將查詢單撤去一面卽將回執照上條第三節辦法寄還原寄局

第十條　保險價值數目之註明

每件保險包裹及其發遞單上均應按原寄國之幣制註明保險數目此項數目雖簽押證明亦不得塗竄更改

保險數目應由原寄局折合金幣佛郎克之數所折成之數目應於所書原寄國幣制保險數目之旁邊或下端另行註明

第十一條　保險票籤等項

每件保險包裹及其發遞單上均應黏貼一項紅色簽條此項簽條應以羅馬字體註明「保險 Insured 或 Valeur déclarée」字樣

凡遇包裹內裝錢幣金銀及其他貴重物品時所有該包上之火漆或他項封誌以及郵票均須各自距離黏貼俾包面上有損壞之痕跡時不致掩藏所黏貼之籤條及郵票不得搭連對皮之兩面致將邊端遮蔽

第十二條　保險包裹之封誌

每件保險包裹應以火漆鉛質或其他封誌封口此項封誌須蓋有寄件人之圖章或戳記（其形式務須一律）且該項印誌之數目務須適當俾內裝物品一經被人抹竊其印誌或封面上易於顯出拆動之痕跡

如能辦到各收寄局應儘力請寄件人在包裹發遞單上加蓋上述所用之圖章或戳記

第十三條　保險包裹重量之註明

凡保險包裹應由原寄局按公分（格蘭姆）數目註明準確重量

（甲）在包裹書寫姓名住址之一面註明

（乙）在包裹發遞單特寫此故所留之欄內註明

第十四條　挨次號數及原寄局

每件包裹及該件之包裹發遞單上均須黏有簽條一紙載明挨次號數及原寄局名稱同一原寄局不得同時使用二種或二種以上之簽條但每種加以區別誌號者不在此限

第十五條　日期戳記之蓋用

包裹發遞單上應由原寄局於書寫姓名之一面加蓋日期戳記載明原寄局之名稱及交寄之日期

第十六條　改寄

(一)凡改寄誤寄包裹之郵政對於該項包裹不得徵收不屬於郵政之其他費用

如改寄局將該項包裹退還至最末轉寄局時應將所收之轉運費一併退還並將該項誤寄情事用驗證執據通知

如遇其他情形而所得之轉運費數目不敷改寄之用時該改寄局對於該包裹前途轉寄之郵政仍應付給轉運資費惟得要求誤寄該包裹之最末互換局補償該項不敷之運費凡要求補償此項運費之理由應以驗證執據通知該互換局

(二)凡包裹如因郵政方面之疏忽誤寄以致退還原寄局者則退還該包之郵政對於寄與該包之郵政應償還所收之轉運費

(三)包裹因收件人遷移或因寄件人之錯誤而改寄第三國該國與中華郵政或錫

蘭郵政有包裹事務關係者所有該包之改寄費用得向發寄該包之國收取但此項改寄資費如於改寄時交付者則該包裹卽按改寄國直寄投遞國之件辦理

(四)包裹應按原封之情形隨附原寄局所備之包裹發遞單改遞倘包裹因故重封或原備之包裹發遞單另以補備之單更替者則該包之原寄局名及原掛之號數務須於該包及包裹發遞單上寫明

第十七條　無法投遞包裹之退還

(一)如無法投遞包裹之寄件人其請求事項未爲本公約第十四條第二節所規定者則投遞國郵政無須照其請求辦理俟該包依投遞國郵章存留期滿後卽行退回原寄局

(二)無法投遞包裹退還寄件人時應由退寄局將無法投遞之緣由於包裹上加以簡明易曉之註解此項註解可用筆書寫或用戳記或貼籤條

(三)退還寄件人之包裹須登入包裹清單另於備考欄內加註「退還 Rebut」字樣此項包裹應按收件人遷移住址再行改寄之辦法辦理

第十八條　包裹之售賣及銷毀

(一)如包裹已按本協定第十六條所規定之辦法售賣或銷毀者應將售賣或銷毀之情事繕具證明書

(二)所得之售價應先行償還對於該包所支之一切費用如有餘款應寄交原寄局退還寄件人

第十九條　包裹之查詢

關於包裹之查詢須按照國際郵政互換包裹協定施行詳細規則後附相似之格式造具清單一份

此項清單應寄交兩郵政指定之局所並按照兩郵政互相商定之辦法辦理

第二十條　包裹清單

(一)保險包裹退還及改寄包裹應由寄發互換局按國際郵政互換包裹協定施行詳細規則後附相似之格式將此項包裹逐件分別登入包裹清單之內

轉寄之包裹應逐件登記所有每件轉寄包裹之轉運費應按照投遞國包裹資費清單內所列資例註明惟其他包裹可計其總數登入包裹清單另將應歸入

各該郵政之運費數目簡明登列所有包裹發遞單報稅清單及回執等件均須隨附包裹清單寄發

(二)每一寄發互換局對於每一投遞局按年應另編一種之速次號數登列於包裹清單上端左角並於號數之下登列運寄該項郵件之船名每年終包裹清單上所列之末一號數應於次年所用第一號之清單上註明

第二十一條　互換局之查核及錯誤之通知

(一)互換局收到郵件後無論包裹或空袋應檢驗單內所登之包裹及其隨附之各項單據如或空袋應檢驗相關清單內所列之詳情倘查有遺失或錯誤情事應以驗證執據通知

(二)倘單內所列運費數目查有錯誤及誤算情事應以驗證執據知照寄清互換局所有退回已經簽認之驗證執據應即隨附該有關之包裹清單一併存案包裹清單上更正之錯誤如未經證據證明即應認爲無效

第二十二條　運費之結算

(一)各郵政應令其每一互換局將他一郵政各互換局寄到之包裹按季造具清單一份將包裹清單內所登之應付及應收運費總數登入

(二)此項清單內所登之總數應由該郵政彙入帳單之內此項帳單運同相關之按季清單包裹清單一併應於關係之季之第二季內送交對方郵政如有相關之驗證執據亦應一同檢送

(三)此項按季造具之帳單經雙方核對認後卽由收款之郵政彙總編造每一年造具一欠

第二十三條　付帳之辦法

(一)總帳內所開應付之欠款須由欠款郵政按照國際郵政公約規定交付轉運帳目之辦法向收款郵政交付

(二)總帳之造送及欠款之付給等事必須從速辦理至遲以該總帳所關係之時期告終時起六個月以內辦理

第二十四條　應行通知之事項

兩郵政應將工作上應行通知之事項詳細互爲通知

第二十五條　本詳細規則實行日期及有效期限

所訂互換包裹協定實行之日卽本詳細規則實行之日其有效之期限應與互換包裹協定之有效期限相同惟本規則經兩郵政雙方同意後得隨時修改之

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3165. — ACCORD RELATIF A L ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA CHINE ET CEYLAN. SIGNÉ A COLOMBO, LE 21 DÉCEMBRE 1931, ET A NANKIN, LE 28 AVRIL 1932.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA CHINE et L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CEYLAN conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre les bureaux d'échange de Changhaï et de Colombo ou par l'entremise de tous autres bureaux qui pourront être désignés par la suite, suivant les règles qui pourront être établies d'un commun accord par les deux pays en ce qui concerne l'exécution des échanges.

ARRANGEMENT.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés de Ceylan à destination de la Chine ne devront pas peser plus de 10 kg. ou 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur, ou plus de 6 pieds longueur et pourtour réunis, et les colis expédiés de Chine à destination de Ceylan ne devront pas peser plus de 10 kg. ou 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux.

Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution y afférent, dans la mesure où celles-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. — TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou retournés à l'expéditeur.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe postale se compose des sommes revenant à chaque administration postale participant au transport des colis par voie de terre ou de mer. Elle comprend également toute surtaxe perçue conformément à l'article 5 ci-après.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

1. Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, en Chine, de 1 fr. 05 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg., de 1 fr. 25 pour les colis ne pesant plus plus de 5 kg., de 1 fr. 75 pour les colis ne pesant pas plus de 10 kg. ; et à Ceylan, de 1 fr. 25 pour les colis ne pesant pas plus de 5 kg. et de 2 fr. 05 pour les colis ne pesant pas plus de 10 kgs.

2. L'Administration postale chinoise se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites en matière de taxes par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres en 1929. L'Administration des postes de Ceylan se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications ultérieures de ces taxes qui pourront être apportées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE ADDITIONNELLE.

Les Administrations postales de la Chine et de Ceylan auront la faculté de percevoir sur les colis en provenance ou à destination de leurs bureaux une taxe additionnelle de 0 fr. 25 par colis.

Article 6.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 7.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des postes de Chine est autorisée à percevoir pour remise à la douane et dédouanement, ou seulement pour remise à la douane, un droit ne dépassant pas 0 fr. 50 par colis ou toute autre taxe qui sera fixée par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929. L'Administration des postes de Ceylan est autorisée à pervevoir le droit qu'elle pourra fixer de temps à autre, d'une façon générale, pour des services similaires, dans ses relations avec d'autres pays en matière d'échange de colis postaux.

Article 8.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane ou autres droits non postaux seront acquittés par les destinataires des colis.

Article 9.

DROIT DE GARDE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir tout droit de garde établi par sa législation pour les colis adressés « Poste restante » ou pour ceux qui ne sont pas réclamés dans le délai prescrit. Ce droit ne devra en aucun cas dépasser cinq francs.

Article 10.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes).

b) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants, sauf pour des besoins médicaux et à la condition qu'un permis délivré par les autorités d'hygiène soit joint au bulletin d'expédition correspondant.

c) Des articles de caractère obscène ou immoral.

d) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements.

e) Des lettres ou des communications ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que des objets de correspondance ou des paquets de toute sorte portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes habitant avec lui. (Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur.)

f) Des publications qui violent les lois sur les droits d'auteur du pays de destination ; des poisons, des billets de loterie, des annonces de loterie ou des circulaires relatives à des loteries.

g) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu).

2. Il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, ou d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté par erreur à la poste sera retourné au bureau d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, le bureau expéditeur sera informé de façon précise du sort réservé au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle n'entraînera, en aucun cas, le retour du colis au bureau d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au bureau d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Aucun colis ne pourra renfermer de paquets destinés à être remis à une adresse autre que celle qui figure sur le colis lui-même. Les paquets de ce genre, découverts dans les colis, devront être transmis séparément, frappés, chacun, de la taxe postale prévue pour les colis postaux.

Article 11.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée, dans les conditions fixées par les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 12.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés, en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir le droit de réexpédition prévu par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays Parties au présent arrangement, à destination d'un autre pays, sous réserve que lesdits colis remplissent les conditions requises pour le nouveau transport, et sous réserve, en règle générale, que la taxe d'affranchissement supplémentaire ait été acquittée à l'avance au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'ont pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que le pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 13.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus par suite d'acheminement dans une fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront transmis conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphes 1 et 2, du Règlement d'exécution.

Article 14.

NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra pas être remis, sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement intérieur du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : *a)* traité comme colis abandonné ; *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être formulée de la façon suivante ou d'une façon analogue :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : abandonner. »
« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : livrer à.....»

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis qui sont retournés à l'expéditeur seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 29.

Article 15.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à inviter leurs administrations des douanes respectives à annuler les droits de douanes concernant les colis qui sont retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 16.

VENTE. — DESTRUCTION.

Seuls les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 17.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être remis aux destinataires et que les expéditeurs ont abandonnés ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à ses propres règlements. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 18.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de un franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis. Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir de la date de dépôt du colis.

3. Si la réclamation est due à une irrégularité dans le service postal, le droit y afférent sera remboursé.

Article 19.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence d'une somme de 1000 francs.

2. Un droit d'assurance, à fixer par le bureau d'origine, sera perçu par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

3. L'administration du pays d'origine aura également le droit de réclamer à l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 20.

DÉCLARATIONS FRAUDULEUSES.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est pemis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur pécuniaire peut être assuré pour une somme nominale afin de bénéficier des garanties du système d'assurance.

Article 21.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU VOL.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis et de la perte, du vol ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu. L'expéditeur aura droit de ce fait à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, du vol ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs, pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lbs.), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg., mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lbs.) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg., mais ne dépasse pas 10 kg. (22 lbs.). Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou le manque à gagner ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans les cas où il est dû une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis ou pour vol de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance restent acquis aux administrations postales intéressées.

Article 22.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

a) Dans les cas de force majeure ;

b) Lorsqu'elles seront dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents officiels résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'article ;

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions mentionnées à l'article 10 ;

e) Pour les colis qui ont été frauduleusement assurés pour une somme supérieure à la valeur effective du contenu et de l'emballage ;

f) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 18 ;

g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou un article quelconque d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs) et non enfermés dans une boîte des dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 23.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les ayants droit ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 24.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine. L'administration qui aura effectué le paiement conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 25.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 26.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserves et ayant obtenu communication de tous les renseignements prescrits par les règlements en vue de l'enquête, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, le vol ou l'avarie sont survenus en cours de transport sans qu'il siut possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué dans la mesure du possible lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, aucune des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou du vol.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire l'expéditeur ou les tiers.

Toutefois, si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 27.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ AU BUREAU EXPÉDITEUR.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 24 est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois à compter de la notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable au moyen des comptes prévus au paragraphe 2 de l'article 22 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 28.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays, à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 à 6.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur créditera l'autre bureau de la somme requise pour le transport et l'assurance du colis.

Article 29.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, le bureau réexpéditeur reprend sur l'autre bureau le montant des droits qui lui reviennent à lui-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi du colis.

Article 30.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 12, paragraphe 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 31.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

a) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 11 ;

b) Le droit applicable aux réclamations, mentionné à l'article 18, paragraphe 1 ;

c) Le droit supplémentaire pour les colis avec valeur déclarée, prévu à l'article 19, paragraphe 3.

2. Le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 7 est acquis à l'administration du pays de destination.

Article 32.

DROITS D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 33.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf en cas d'entente réciproque des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement et, s'il y a lieu, par télégramme, les autres administrations.

4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent arrangement. D'autres questions de détail, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.

5. Les législations intérieures de la Chine et de Ceylan seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 34.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en triple expédition à Colombo, le 21 décembre 1931, et à Nankin, le 28 avril 1932.

(Signé) .....
Directeur général des Postes, Chine.

(Signé) H. A. BURDEN,
Postmaster General Ceylan.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE LA CHINE ET CEYLAN, EN DATE DES 21 DÉCEMBRE 1931 ET 28 AVRIL 1932.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera, par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis qui auront été mal dirigés seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant les feuilles de route et autres documents, portera une marque distinctive.

5. Les colis avec valeur déclarée seront expéidés dans des sacs distincts et les étiquettes de ces sacs porteront une marque distinctive qui sera fixée de temps à autre par les deux administrations.

6. Le poids des sacs contenant les colis ne devra pas dépasser 36 kg. (80 lbs.).

7. Les sacs porteront de tous les côtés, marqués au pochoir, les mots « Service de colis postaux entre la Chine et Ceylan ».

Les sacs seront utilisés exclusivement pour l'échange de colis entre la Chine et Ceylan et non pour un autre service quelconque. La responsabilité de la perte de sacs vides sera déterminée d'après le principe prescrit pour les cas de perte de colis, à l'article 26 de l'arrangement.

8. Les sacs non utilisés par l'une ou l'autre des deux administrations pour l'expédition de colis seront renvoyés vides à l'adresse du bureau d'échange qui en aura besoin. Le nombre de sacs ainsi renvoyés sera signalé sur une feuille de route accompagnant les courriers.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le montant total qui devra être inscrit à son crédit par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis et tous autres renseignements nécessaires.

2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre le nom des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES EQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis :

a) Portera l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises. Toutefois, les colis portant des adresses écrites au crayon-encre sur une surface préalablement humectée seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On conseillera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;

b) Devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu. Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera laissé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les matières colorantes, telles que l'aniline, etc., ne seront admises que si elles sont renfermées dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure. Les poudres sèches non colorantes seront placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes seront elles-mêmes enveloppées dans un emballage en toile ou en parchemin.

3. Tous colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs) seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1,05 m.) longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes au règlement du pays de destination. Les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Néanmoins un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane pourront suffire pour deux colis ordinaires ou trois au plus, expédiés en même temps par un même expéditeur au même destinataire. Cette disposition ne s'appliquera pas aux colis avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces paquets seront accompagnés d'une formule conforme à celle qui est reproduite dans le règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice. Elle doit être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 9 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉS POSTÉRIEUREMENT AU DÉPOT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine remplit une formule d'avis de réception qu'il joint ensuite à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale universelle.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'article 19 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et retourne au bureau d'origine l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée, ainsi que les bulletins d'expédition y afférents doivent porter l'indication de la valeur assurée, exprimée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication

ne devra porter ni rature, ni surcharge, même approuvées. Le montant de la déclaration de valeur devra être, en outre, converti en francs-or par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion devra être indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 11.

ETIQUETTES, ETC. DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication « assuré » ou « valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et les timbres-poste qui y sont apposés seront espacés de manière à ne pouvoir pas dissimuler des lésions de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne doivent pas être repliés sur deux côtés de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 12.

EMPREINTES DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée sont fermés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autres substances, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur. Les cachets doivent être en nombre suffisant pour qu'on ne puisse porter atteinte au contenu sans laisser de traces apparentes de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de colis de ce genre de joindre au bulletin d'expédition, lorsqu'il est possible de le faire, une reproduction exacte de l'empreinte ou marque spéciale susmentionnée.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par le bureau d'origine :

a) Sur le colis même, du côté de la suscription ;
b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 14.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte devra être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne pourra employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont pourvues d'une marque distinctive.

Article 15.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 16.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédiera un colis mal dirigé ne percevra pas, sur ce colis, de taxes non-postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au bureau dont elle l'aura reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans d'autres cas, et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration portera au crédit de l'administration à laquelle elle transmettra le colis les droits de transport que comporte l'acheminement du colis · elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis mal dirigé. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui lui a livré le colis les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel la Chine ou Ceylan échangent des colis postaux, seront portés au crédit de l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination.

4. Les colis seront réexpédiés dans leur emballage primitif et seront accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis, pour une raison quelconque doit être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif, devront être reportés tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 17.

RENVOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a formulé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 14 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle peut renvoyer le colis au bureau d'origine à l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être inscrit à la main ou imprimé à l'aide d'un timbre ou d'une étiquette.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « rebut » dans la colonne « observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 18.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 16 de l'arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur qui supportera les frais de cette transmission.

Article 19.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS.

Pour les réclamations concernant des colis, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle.

Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations postales et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 20.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, retournés et réexpédiés, seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille séparée de la feuille de route, conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle.

Les colis en transit seront inscrits individuellement et les taxes d'acheminement pour chaque colis en transit devront être indiquées d'après le tarif qui figure au tableau A du bureau de destination. Les autres colis seront inscrits en bloc sur la feuille de route avec l'indication résumée des sommes à bonifier. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, avis de réceptions, etc. seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination, en mentionnant, autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire transportant les colis. Le dernier numéro de l'année devra être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative, et, le cas échéant, signalera, au moyen d'un bulletin de vérification, les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute erreur qui pourra être relevée quant aux bonifications et aux comptes sera signalée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification approuvés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées de pièces justificatives seront considérées comme nulles.

Article 22.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale fera établir tous les trimestres, par chacun de ses bureaux d'échange, pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y relatifs, sera transmis à l'administration correspondante dans le cours du trismestre qui suivra celui auquel il se rapporte.

3. Les états trimestriels après avoir été vérifiés et approuvés par les deux Parties, seront résumés dans un compte général annuel par l'administration créditrice.

Article 23.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde de ce compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte.

Article 24.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 25.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif à l'échange des colis postaux et aura la même durée que l'arrangement lui-même. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en triple expédition, à Colombo, le 21 décembre 1931.

(Signé) H. A. BURDEN
Postmaster-General,
Ceylan.

et à Nankin, le 28 avril 1932.

(Signé) .....
Directeur général des postes,
Chine.

N° 3166.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET BELGIQUE

Convention sur l'hospitalisation et l'assistance médicale. Signée à Buenos-Ayres, le 22 octobre 1924.

ARGENTINE REPUBLIC AND BELGIUM

Convention regarding Hospital Treatment and Medical Relief. Signed at Buenos Aires, October 22, 1924.

N° 3166. — CONVENTION[1] SUR L'HOSPITALISATION ET L'ASSISTANCE MÉDICALE CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME DE BELGIQUE. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 22 OCTOBRE 1924.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. Le texte officiel espagnol a été également communiqué par le Gouvernement de la République Argentine. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 *mars* 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE, dans l'intention de déterminer, d'une manière réciproque la gratuité de l'assistance médicale qui devra être accordée aux citoyens de la République Argentine et aux sujets belges, résidant sur le territoire de l'autre des pays contractants, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence le comte Robert VAN DER STRATEN PONTHOZ, chevalier de l'Ordre de Léopold, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement argentin.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Son Excellence le docteur Angel GALLARDO, son ministre-secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères et du Culte :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur le contenu des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera l'assistance médicale et hospitalière à l'endroit où il se trouve, à tout citoyen ou sujet indigent de l'autre Haute Partie résidant ou de passage sur son territoire, conformément aux dispositions en vigueur pour ses propres citoyens ou sujets. Les frais d'assistance médicale et hospitalière, de traitement ou, s'il y a lieu, de funérailles des personnes précitées ne pourront être réclamés à la Haute Partie à laquelle appartient le citoyen ou sujet indigent.

Article 2.

Pour obtenir que l'assistance médicale et hospitalière dont il est question à l'article précédent lui soit accordée gratuitement, l'intéressé pourra être tenu de produire un certificat signé par le

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Aires, le 30 décembre 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3166. — CONVENIO[1] SOBRE ASISTENCIA MÉDICA Y HOSPITALARIA CONCLUIDO ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y EL REINO DE BÉLGICA Y FIRMADO EN BUENOS AIRES, EL 22 DE OCTUBRE DE 1924.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The Spanish official text was also communicated by the Government of the Argentine Republic. The registration of this Convention took place March 30, 1933.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA y SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS, en el deseo de determinar, de una manera recíproca, la gratuidad de la asistencia médica que deberá prestarse a los ciudadanos de la República Argentina y a los súbditos de Bélgica, residentes en territorio del otro de los Países Contratantes, han resuelto celebrar una Convención a éste efecto y han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA :

Su Excelencia el Doctor Angel GALLARDO, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Su Excelencia el Conde Roberto VAN DER STRATEN PONTHOZ, Caballero de la Orden de Leopoldo, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, cerca del Gobierno argentino.

Quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes respectivos, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1º.

Cada una de las Altas Partes Contratantes, acordará la asistencia médica y hospitalaria, en el sitio donde se halle, a todo ciudadano o súbdito indigente de la otra Alta Parte, residente o de paso en su territorio, conforme a las disposiciones en vigor, para sus propios ciudadanos o súbditos. Los gastos de asistencia médica y hospitalaria, de tratamiento o si llega el caso, de sepultura, de las personas precitadas no podrán reclamarse a la Alta Parte a que pertenezca el ciudadano o súbdito indigente.

Artículo 2º.

Para obtener que la asistencia médica y hospitalaria de que se trata en el artículo precedente, le sea acordada gratuitamente, se podrá exigir del interesado que presente un

---

[1] The exchange of ratifications took place at Buenos-Aires, December 30, 1932.

fonctionnaire consulaire de son pays prouvant sa nationalité et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'acquitter les frais d'assistance dont il s'agit.

Article 3.

Il est entendu que les dispositions des articles 1er et 2e ne s'appliqueront aux citoyens ou sujets des Hautes Parties contractantes quand ils auront acquis la nationalité d'un autre Etat.

Article 4.

La présente convention établie en deux exemplaires de même teneur, contenant tous deux le texte en castillan et en français sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Buenos-Aires, aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et pourra être dénoncée à n'importe quel moment par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes. La dénonciation devra être communiquée à l'autre Haute Partie, au moins six mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leur sceau à Buenos-Ayres, capitale de la République argentine le 22e jour du mois d'octobre de l'année 1924.

(Signé) Comte R. VAN DER STRATEN PONTHOZ.

Pour copie conforme :

Le Directeur général,
Maurice Costermans.

certificado firmado por el funcionario consular de su pais, que pruebe la nacionalidad de aquel y la imposibilidad en que se encuentra de pagar los gastos de la referida asistencia.

Artículo 3º.

Queda entendido que los artículos 1º y 2º, nos se aplicarán a los ciudadanos o súbditos de las Altas Partes Contratantes cuando hayan adquirido la nacionalidad de otro Estado.

Artículo 4º.

La presente Convención redactada en dos ejemplares del mismo tenor conteniendo ambos el texto en castellano y en frances será ratificada y el canje de sus ratificaciones tendrá lugar en Buenos Aires, a la brevedad posible.

Entrará en vigor tres meses despues de dicho canje y podrá ser denunciada en cualquier momento por cualquiera de las Altas Partes Contratantes. La denuncia debera comunicarse a la otra Alta Parte, por lo menos con seis meses de anticipación.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos la han firmado y puesto su sello en Buenos Aires, Capital Federal de la Republica Argentina a los 22 dias del mes de Octubre del año 1924.

(Fdo.) Angel GALLARDO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3166. — CONVENTION REGARDING HOSPITAL TREATMENT AND MEDICAL RELIEF CONCLUDED BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE KINGDOM OF BELGIUM. SIGNED AT BUENOS AIRES, OCTOBER 22. 1924.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION, being desirous of providing, on terms of reciprocity, for free medical relief for citizens of the Argentine Republic and for Belgian subjects residing respectively in the territory of the other of the Contracting States, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plnipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Count Robert VAN DER STRATEN PONTHOZ, Knight of the Order of Leopold, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Argentine Government.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

His Excellency Dr. Angel GALLARDO, His Minister and Secretary of State in the Department of Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the contents of the following Articles :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall grant medical relief and hospital treatment, in the place in which such person happens to be, to any indigent citizen or subject of the other High Contracting Party resident in or passing through its territory, in accordance with the provisions applicable to its own citizens or subjects. Expenditure on medical relief, hospital treatment, curative treatment and if necessary, on the funerals of the above-mentioned persons cannot be claimed from the High Contracting Party of whom the indigent citizen or subject is a national.

Article 2.

In order to obtain free of charge the medical relief and hospital treatment referred to in the preceding Article, the person concerned may be required to produce a certificate, signed by a consular official of his own country, proving his nationality and his inability to pay the cost of the relief in question.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

It is understood that the provisions of Articles 1 and 2 shall not apply to citizens or subjects of the High Contracting Parties who may have acquired the nationality of another State.

Article 4.

The present Convention, drawn up in two identic copies, both containing the text in Spanish and in French, shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Buenos Aires as soon as possible.

It shall come into force three months after the exchange of ratifications and may be denounced at any time by either of the High Contracting Parties. Denunciations shall be notified to the other High Contracting Party at least six months in advance.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the said Convention and have thereto affixed their seals, at Buenos Aires, the capital of the Argentine Republic, October 22, 1924.

(Signed) Count R. VAN DER STRATEN PONTHOZ.
(Signed) Angel GALLARDO.

N° 3167.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BELGIQUE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'une des Parties des certificats de navigabilité des aéronefs importés comme marchandise du territoire de l'autre Partie. Bruxelles, le 22 octobre 1932.

UNITED STATES OF AMERICA AND BELGIUM

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Acceptance by one of the Parties of Certificates of Airworthiness for Aircraft imported as Merchandise from the Territory of the other Party. Brussels, October 22, 1932.

N° 3167. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT BELGE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE PAR L'UNE DES PARTIES DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS IMPORTÉS COMME MARCHANDISE DU TERRITOIRE DE L'AUTRE PARTIE. BRUXELLES, LE 22 OCTOBRE 1932.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 mars 1933.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 28 janvier 1933.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Don. P. N° 49/6420.

BRUXELLES, *le 22 octobre* 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge s'engage à

[1] Entré en vigueur le 21 novembre 1932.

[2] Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

No. 3167.— EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BELGIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE ACCEPTANCE BY ONE OF THE PARTIES OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIRCRAFT IMPORTED AS MERCHANDISE FROM THE TERRITORY OF THE OTHER PARTY. BRUSSELS, OCTOBER 22, 1932.

English and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 31, 1933.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, January 28, 1933.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Department P. No. 49/6420.

BRUSSELS, *October 22*, 1932.

MR. AMBASSADOR,

I have the honor to inform Your Excellency that the Belgian Government undertakes to

[1] Came into force Novembre 21, 1932.

[2] Translation of the Government of the United States of America.

observer vis-à-vis du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique les termes de l'arrangement suivant, relatif à la reconnaissance par l'une des Parties des certificats de navigabilité des aéronefs importés comme marchandise du territoire de l'autre Partie :

1° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils construits dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et exportés en Belgique, et aux aéronefs civils construits en Belgique et exportés dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska.

2° Sous condition de réciprocité, les certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs immatriculés ensuite en Belgique, auront la même valeur que si ces certificats avaient été délivrés conformément aux règlements sur la matière en vigueur en Belgique. Toutefois, la validité d'un certificat délivré aux Etats-Unis sera, dans chaque cas, subordonnée à la délivrance par les autorités du Gouvernement des Etats-Unis d'un certificat de navigabilité aérienne spécial pour l'exportation.

3° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils de toutes catégories, y compris ceux qui sont utilisés à des transports publics ou à des usages privés.

4° Chacune des Parties contractantes pourra mettre fin au présent arrangement en donnant à l'autre un préavis de soixante jours.

Cet arrangement entrera en vigueur dans trente jours, à dater d'aujourdhui.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

HYMANS.

Son Excellence Monsieur Hugh Gibson,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Bruxelles.

observe, in its relations with the Government of the United States of America, the terms of the following arrangement relative to the recognition by one of the parties of certificates of airworthiness of aircraft imported as merchandise from the territory of the other party :

1° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils construits dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et exportés en Belgique, et aux aéronefs civils construits en Belgique et exportés dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska.

2° Sous condition de réciprocité, les certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs immatriculés ensuite en Belgique, auront la même valeur que si ces certificats avaient été délivrés conformément aux règlements sur la matière en vigueur en Belgique. Toutefois, la validité d'un certificat délivré aux Etats-Unis sera, dans chaque cas subordonnée à la délivrance par les autorités du Gouvernement des Etats-Unis d'un certificat de navigabilité aérienne spécial pour l'exportation.

3° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils de toutes catégories, y compris ceux qui sont utilisés à des, transports publics ou à des usages privés.

4° Chacune des Parties contractantes pourra mettre fin au présent arrangement en donnant à l'autre un préavis de soixante jours.

This Agreement shall become effective thirty days from to-day's date.

I avail myself of this occasion, Mr. Ambassador, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

HYMANS.

His Excellency Hugh Gibson,
Ambassador of the United States of America,
Brussels.

II.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

No. 907.

BRUSSELS, *October* 22, 1932.

MR. MINISTER,

I have the honor to communicate to Your Excellency the text of the arrangement between the United States of America and Belgium, providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness of aircraft imported from the other country as merchandise, as understood by me to have been agreed to in the negotiations which have just been concluded between our two Governments as follows :

AN ARRANGEMENT BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED STATES OF AMERICA CONCERNING THE ACCEPTANCE BY ONE OF THE PARTIES OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIRCRAFT IMPORTED AS MERCHANDISE FROM THE TERRITORY OF THE OTHER PARTY.

(1) The present arrangement applies to civil aircraft constructed in continental United States of America, exclusive of Alaska, and exported to Belgium ; and to civil aircraft constructed in Belgium and exported to continental United States of America, exclusive of Alaska.

(2) On condition that the agreement be reciprocal, certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Government of the United States in respect of aircraft subsequently registered in Belgium, shall have the same validity as if these certificates had been issued in accordance with the regulations in force on the subject in Belgium. However, the validity of a certificate issued in the

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société pes Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 907.

BRUXELLES, *le* 22 *octobre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence le texte de l'arrangement entre les Etats-Unis et la Belgique, prévoyant la reconnaissance par l'une des Parties des certificats de navigabilité des aéronefs importés comme marchandise de l'autre Partie, tel qu'il me paraît avoir été arrêté au cours des négociations qui viennent d'avoir lieu entre nos deux gouvernements :

ARRANGEMENT ENTRE LA BELGIQUE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE, PAR L'UNE DES PARTIES, DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS IMPORTÉS COMME MARCHANDISE DU TERRITOIRE DE L'AUTRE PARTIE.

1° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils construits dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et exportés en Belgique, et aux aéronefs civils construits en Belgique et exportés dans la partie continentale des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska.

2° Sous condition de réciprocité, les certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs immatriculés ensuite en Belgique, auront la même valeur que si ces certificats avaient été délivrés conformément aux règlements sur la matière en vigueur en Belgique. Toutefois, la validité d'un certificat délivré aux Etats-Unis sera, dans

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

United States shall in every case be subject to the issuance by the authorities of the Government of the United States of a special airworthiness certificate for exportation.

(3) This arrangement shall apply to civil aircraft of all categories, including those used for public transportation or for private purposes.

(4) Each of the Contracting Parties may terminate the present arrangement by giving to the other sixty days notice.

(5) This arrangement will come into force thirty days after the date of this note.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Hugh GIBSON.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

chaque cas, subordonnée à la délivrance par les autorités du Gouvernement des Etats-Unis d'un certificat de navigabilité aérienne spécial pour l'exportation.

3° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils de toutes catégories, y compris ceux qui sont utilisés à des transports publics ou à des usages privés.

4° Chacune des Parties contractantes pourra mettre fin au présent arrangement en donnant à l'autre un préavis de soixante jours.

5° Cet arrangement entrera en vigueur dans trente jours, à dater d'aujourd'hui.

Je saisis, etc.

Hugh GIBSON.

A Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

N° 3168.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Protocole portant réglementation des paiements au titre des engagements commerciaux entre les deux pays. Signé à Berlin, le 9 janvier 1933.

GERMANY AND NORWAY

Protocol embodying Regulations for Payments relating to Commercial Contracts between the two Countries. Signed at Berlin, January 9, 1933.

N° 3168. — PROTOCOLE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA NORVÈGE PORTANT RÈGLEMENTATION DES PAIEMENTS AU TITRE DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A BERLIN, LE 9 JANVIER 1933.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 1er avril 1933.

L'enregistrement de ce Protocole a été annulé à la suite de la demande faite par son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de Norvège, par télégramme du 2 mai 1933, et d'accord avec le Gouvernement du Reich allemand.

No. 3168. — PROTOCOL BETWEEN GERMANY AND NORWAY EMBODYING REGULATIONS FOR PAYMENTS RELATING TO COMMERCIAL CONTRACTS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BERLIN, JANUARY 9, 1933.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place April 1st, 1933.

The registration of this Protocol was cancelled in consequence of a request made by His Excellency the Norwegian Minister for Foreign Affairs by a telegram dated May 2nd, 1933, and with the agreement of the Government of the German Reich.

N° 3169.

GRÈCE ET ITALIE

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Athènes, le 15 janvier 1932.

GREECE AND ITALY

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of certain Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Athens, January 15, 1932.

N° 3169. — ACCORD[1] ENTRE LA GRÈCE ET L'ITALIE EN VUE D'EXEMPTER RÉCIPROQUEMENT DE L'IMPOT SUR LE REVENU CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS MARITIMES. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 15 JANVIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 avril 1933.

LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE et LE GOUVERNEMENT ROYAL D'ITALIE, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de navigation maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les sociétés constituées et ayant leur siège principal sur le territoire de l'une des Parties contractantes et les ressortissants de l'un des Etats non domiciliés et ne résidant pas dans l'autre, qui exercent des entreprises de navigation maritime par des bateaux battant leur pavillon national, visitant les ports de l'autre Partie contractante, ne seront pas soumis, dans ce dernier pays, à une imposition sur les revenus provenant exclusivement de ces entreprises, alors même qu'ils auraient aux ports en question ou à l'intérieur du pays respectif des représentations, agences, succursales et similaires.

L'exemption concerne l'impôt sur les revenus nets et sur la patente des entreprises de navigation maritime exercées par des sociétés italiennes ou des ressortissants italiens, l'impôt sur les revenus nets de la richesse mobilière des entreprises de navigation maritime exercées par des sociétés helléniques ou des ressortissants hellènes.

Article 2.

L'expression « entreprise de navigation maritime » signifie « entreprise d'un armateur de navires » dans cette définition l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

Article 3.

Les exemptions accordées mutuellement par cet accord seront appliquées à partir du 1er avril 1932.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 14 janvier 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3169. — AGREEMENT [2] BETWEEN GREECE AND ITALY FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX OF CERTAIN PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT ATHENS, JANUARY 15, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 5, 1933.

THE HELLENIC GOVERNMENT and THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income tax of certain profits derived from sea transport undertakings, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Companies incorporated and having their principal seat in the territory of one of the contracting parties and nationals of one of the States neither domiciled nor residing in the other, who engage in maritime navigation by means of vessels flying their national flag and visiting the ports of the other country, shall not be subject in that country to taxation of income derived exclusively from these enterprises, even though they may have in the same ports or within the country concerned representatives, agencies, branches or other similar offices.

Exemption applies to the tax on net revenue and the license payable by sea transport undertakings carried on by Italian companies or Italian nationals, and to the tax on the net revenue and the moveable property of sea transport undertakings carried by Greek companies or Greek nationals.

Article 2.

The expression " sea transport undertaking " shall mean the business of " shipowner " ; in this definition the phrase " shipowner " shall include any charterer.

Article 3.

The exemptions mutually granted by this Agreement shall apply as from April 1st, 1932.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, January 14, 1933.

Article 4.

Les impôts payés contrairement aux dispositions de cet accord ne seront pas restitués si la demande d'exemption n'est pas présentée par l'intéressé, directement ou par l'entremise du représentant diplomatique ou consulaire respectif, dans un terme de six mois à partir de la date dans laquelle il aura reçu notification légale de la vérification des revenus exempts ou bien, s'agissant de la première application de l'accord, à partir de la date de l'échange des ratifications.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié et restera en vigueur pendant trois ans à partir de l'échange des ratifications ; il sera prorogé par tacite reconduction d'année en année s'il n'est pas dénoncé par l'une des Parties contractantes avec un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 15 janvier 1932.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULOS.
(L. S.) G. BASTIANINI.

Per copia conforme :

P. Il Ministro degli Affari Esteri :
Suvich.

Article 4.

Taxes paid contrary to the provisions of this Agreement shall not be refunded if the request for exemption is not submitted by the person concerned directly, or through his diplomatic or consular representative, within six months from the date on which he has received legal notification of the assessment of exempted income or, in respect of the coming into force of this Agreement, from the date on which ratifications were exchanged.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified and shall remain in force for three years as from the date of the exchange of ratifications : it shall be prolonged by tacit consent from year to year unless denounced by one of the Contracting Parties at six months' notice.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised for the purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Athens, in duplicate, January 15, 1932.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULOS.
(L. S.) G. BASTIANINI.

N° 3170.

AUTRICHE ET NORVÈGE

Echange de notes relatif à un accord de « clearing ». Vienne, le 15 juillet 1932, et Berlin, le 3 septembre 1932.

AUSTRIA AND NORWAY

Exchange of Notes concerning a Clearing Agreement. Vienna, July 15, 1932, and Berlin, September 3, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3170. — NOTENWECHSEL[1] ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND NORWEGISCHEN REGIERUNG, BETREFFS EIN ABKOMMEN ÜBER ZAHLUNGSVERKEHR. WIEN, DEN 15. JULI 1932, UND BERLIN, DEN 3. SEPTEMBER 1932.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 avril 1933.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place April 5, 1933.

I.

DER BUNDESKANZLER.

WIEN, *am* 15. *Juli* 1932.

HERR GESANDTER !

In dem Bestreben, die Schwierigkeiten, die sich im Zahlungsverkehr zwischen Norwegen und Österreich ergeben haben und den Güteraustausch beeinträchtigen, zu erleichtern, beehre ich mich Euer Exzellenz mitzuteilen, dass sich die Österreichische Nationalbank bezüglich der Forderungen norwegischer Exporteure von den folgenden Richtlinien leiten lassen wird :

Die Österreichische Nationalbank wird in individuellen Fällen und nach Fallweiser Prüfung in Österreich zu Gunsten von norwegischen Exporteuren erliegende Schillingguthaben aus bis zum heutigen Tage abgeschlossenen Warengeschäften zu dem Zweck freigeben, dass norwegische Importeure diese Schillingbeträge zur Bezahlung von Waren verwenden können, die aus Österreich nach Norwegen ausgeführt werden. Die Österr. Nationalbank behält sich vor, in der Regel zu verlangen, dass der Kaufpreis der zur Ausfuhr gelangenden österreichischen Waren den jeweils freizugebenden Schillingbetrag übersteigt und dass dieser fallweise zu bestimmende Mehrbetrag seitens des norwegischen Importeurs in norwegischer oder in einer mit der Österr. Nationalbank zu vereinbarenden anderen Valuta bezahlt werde, die dann seitens des österreichischen Exporteurs gemäss den in Österreich geltenden Vorschriften an die Österr. Nationalbank einzuliefern sein wird. Die Österr. Nationalbank wird sich bei der Festsetzung dieses Mehrbetrages von der Anschauung leiten lassen, dass zusätzliche Exporte, die wohl nur nach der individuellen Sachlage als solche anerkannt werden können, eine Begünstigung erfahren sollen.

Die Österr. Nationalbank wird sich auch bezüglich der Forderungen, die aus künftigen Warengeschäften zu Gunsten norwegischer Exporteure entstehen, bis zum Abschluss einer endgültigen Vereinbarung vorläufig von den vorstehenden Richtlinien leiten lassen.

Für den Fall, dass die vorstehende Regelung ausser Kraft gesetzt werden sollte, würde die Österreichische Bundesregierung der Königlich Norwegischen Regierung mindestens einen Monat vor dem Zeitpunkte des Ausserkrafttretens hievon Kenntnis geben.

[1] Entré en vigueur le 1er octobre 1932.

[1] Came into force October 1st, 1932.

Indem ich mir erlaube, beizufügen, dass die Österreichische Bundesregierung mit vorstehender Regelung einverstanden ist, darf ich Euer Exzellenz um eine Mitteilung ersuchen, dass auch die Königlich Norwegische Regierung hievon Kenntnis genommen hat.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

DOLLFUSS.

Sr. Exzellenz
Herrn Arne Scheel,
Königlich Norwegischer ausserordentlicher
Gesandter und bevollmächtigter Minister,
Berlin.

Copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 25 mars 1933.

R. B. Skylstad,
Chef de Division a. i.

II.

DIE KÖNIGL. NORWEGISCHE
GESANDTSCHAFT IN BERLIN.

p. t. BERLIN, *den* 3. *September* 1932.

HERR BUNDESKANZLER,

Eurer Exzellenz beehre ich mich dankend dem Empfang Ihres sehr geschätzten Schreibens vom 15. Juli d. J. zu bestätigen.

Aus demselben entnehme ich, dass, in dem Bestreben, die Schwierigkeiten, die sich im Zahlungsverkehr zwischen Norwegen und Österreich ergeben haben und den Güteraustausch beeinträchtigen, zu erleichtern, sich die Österreichische Nationalbank bezüglich der Forderungen norwegischer Exporteure von den folgenden Richtlinien leiten lassen wird :

Die Österreichische Nationalbank wird in individuellen Fällen und nach fallweiser Prüfung in Österreich zu Gunsten von norwegischen Exporteuren erliegende Schillingguthaben aus bis zum heutigen Tage abgeschlossenen Warengeschäften zu dem Zweck freigeben, dass norwegische Importeure diese Schillingbeträge zur Bezahlung von Waren vorwenden können, die aus Österreich nach Norwegen ausgeführt werden. Die Österreichische Nationalbank behält sich vor, in der Regel zu verlangen, dass der Kaufpreis der zur Ausfuhr gelangenden österreichischen Waren den jeweils freizugebenden Schillingbetrag übersteigt und dass dieser fallweise zu bestimmende Mehrbetrag seitens des norwegischen Importeurs in norwegischer oder in einer mit der Österreichischen Nationalbank zu vereinbarenden anderen Valuta bezahlt werde, die dann seitens des österreichischen Exporteurs gemäss den in Österreich geltenden Vorschriften an die Österreichische Nationalbank einzuliefern sein wird. Die Österreichische Nationalbank wird sich bei der Festsetzung dieses Mehrbetrages von der Anschauung leiten lassen, dass zusätzliche Exporte, die wohl nur nach der individuellen Sachlage als solche anerkannt werden können, eine Begünstigung erfahren sollen.

Die Österreichische Nationalbank wird sich auch bezüglich der Forderungen, die aus künftigen Warengeschäften zu Gunsten norwegischer Exporteure entstehen, bis zum Abschluss einer endgültigen Vereinbarung vorläufig von den vorstehenden Richtlinien leiten lassen.

Aus dem Schreiben Euerer Exzellenz ersehe ich weiter, dass die Österreichische Regierung für den Fall, dass die vorstehende Regelung ausser Kraft gesetzt werden sollte, der Kgl. Norwegischen Regierung mindestens einen Monat vor dem Zeitpunkte des Ausserkrafttretens hievon Kenntnis geben würde.

Dem Wunsch Euerer Exzellenz entsprechend beehre ich mich auftragsgemäss ganz ergebenst mitzuteilen, dass die Kgl. Regierung von der vorstehenden Regelung Kenntnis genommen hat, und dass sie mit dem Wortlaut derselben mit der Hinzufügung einverstanden ist, dass die Regelung eine gegenseitige Kündigungsfrist von einem Monat unterliegen soll.

In der Hoffnung, dass die erwähnte Regelung zum reibungslosen Austausch zwischen Norwegen und Österreich beitragen möge, und dass die norwegisch-österreichische Handelsbilanz sich im Vergleich zu den letzten Jahren nicht durch neue österreichische Massnahmen weit für Norwegen verschlechtern werde, würde die Kgl. Regierung begrüssen dass dieselbe bald möglichst in Kraft gesetzt werde.

Indem ich mir erlaube einer Mitteilung über das Inkrafttreten der Regelung entgegenzusehen, bitte ich Sie, Herr Bundeskanzler, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu genehmigen.

A. SCHEEL.

Seiner Exzellenz
Herrn Dr. Dollfuss,
Bundeskanzler der Republik Österreich,
etc., etc., etc.

Copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 25 mars 1933.

R. B. Skylstad,
Chef de division a. i.

---

[1] TRADUCTION.

N° 3170. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NORVÉGIEN, RELATIF A UN ACCORD DE «CLEARING». VIENNE, LE 15 JUILLET 1932, ET BERLIN, LE 3 SEPTEMBRE 1932.

I.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

VIENNE, *le* 15 *juillet* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vue d'atténuer les difficultés qui ont surgi dans les opérations de paiement entre la Norvège et l'Autriche et qui portent préjudice aux échanges de marchandises, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que la Banque nationale d'Autriche, à l'égard des créances l'exportateurs norvégiens, se laissera guider par les principes suivants :

La Banque nationale autrichienne, dans des cas individuels et après examen de chaque cas d'espèce, libérera les avoirs en schillings existant en Autriche en faveur d'exportateurs norvégiens et provenant d'opérations commerciales conclues jusqu'à ce jour, en vue de permettre aux importateurs norvégiens d'employer ces sommes en schillings au paiement des marchandises exportées d'Autriche en Norvège. La Banque nationale d'Autriche se réserve d'exiger, en règle générale, que le prix d'achat des marchandises autrichiennes exportées excède le montant en schillings à libérer dans chaque cas particulier et que cet excédent à déterminer dans chaque cas d'espèce soit payé par l'importateur norvégien en monnaie norvégienne ou en une monnaie à convenir avec la Banque

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3170. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONCERNING A CLEARING AGREEMENT. VIENNA, JULY 15, 1932, AND BERLIN, SEPTEMBER 3, 1932.

I.

FEDERAL CHANCELLERY.

VIENNA, *July* 15, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With a view to relieving the difficulties which have arisen in the matter of payments between Norway and Austria with detrimental effects upon the trade between those two countries, I have the honour to inform you that in dealing with the claims of Norwegian exporters the Austrian National Bank will be guided by the following principles :

In individual cases, each of which will be separately examined, the Austrian National Bank will release *Schilling* credits standing to the account of Norwegian exporters in Austria as a result of commercial transactions concluded up to the present date, in order that Norwegian importers may employ such *Schilling* amounts for payments in respect of goods exported from Austria to Norway. The Austrian National Bank reserves the right, as a general rule, to require that the purchase price of the Austrian goods exported shall exceed the *Schilling* amount to be released in each particular case and that the excess margin, which shall be separately determined in each case, shall be paid by the Norwegian importer in Norwegian currency or in other currency as determined in agreement

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nationale d'Autriche, les devises ainsi obtenues devant être ensuite livrées par l'exportateur autrichien à la Banque nationale d'Autriche conformément aux règlements en vigueur en Autriche. La Banque nationale d'Autriche, en fixant cet excédent s'inspirera de l'idée que les exportations additionnelles, qui ne peuvent être reconnues comme telles qu'après examen du cas d'espèce, doivent bénéficier d'une faveur.

La Banque nationale d'Autriche, jusqu'à conclusion d'un arrangement définitif, se laissera également guider provisoirement par les principes exposés ci-dessus en ce qui concerne les créances que viendraient à acquérir des exportateurs norvégiens du fait d'opérations commerciales ultérieures.

Au cas où la réglementation ci-dessus visée devrait être abrogée, le Gouvernement fédéral autrichien en avisera le Gouvernement royal norvégien un mois au moins avant la date de l'abrogation.

Je me permets d'ajouter que le Gouvernement fédéral autrichien approuve la réglementation prévue ci-dessus et je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir que le Gouvernement royal norvégien en a également prix connaissance.

Je saisis, etc.

DOLLFUSS.

A Son Excellence M. Arne Scheel,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Norvège,
à Berlin.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE
A BERLIN.

BERLIN, *le* 3 *septembre* 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 15 juillet dernier.

Dans cette note, vous me faites savoir qu'en vue d'atténuer les difficultés qui ont surgi dans les opérations de paiement entre la Norvège et l'Autriche et qui portent préjudice aux

with the Austrian National Bank, such currency being then handed over by the Austrian exporter, in accordance with the regulations applicable in Austria, to the Austrian National Bank. In determining the excess margins, the Austrian National Bank will be guided by the consideration that supplementary exports, which it will only be possible to recognise as such in the light of the circumstances of each individual case, shall enjoy privileged treatment.

In dealing with the claims of Norwegian exporters arising out of future commercial transactions the Austrian National Bank will also be guided, provisionally and pending the conclusion of a definitive agreement, by the foregoing general principles.

In the event of the above-mentioned arrangement being cancelled, the Austrian Federal Government would notify the Royal Norwegian Government not less than one month prior to the date on which cancellation is to become effective.

I may add that the Austrian Federal Government approves the foregoing arrangement, and I would venture to request your Excellency to inform me that the Royal Norwegian Government has also taken cognizance thereof.

I have the honour to be, etc.

DOLLFUSS.

To His Excellency M. Arne Scheel,
Royal Norwegian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Berlin.

II.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION,
BERLIN.

BERLIN, *September* 3, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to thank you for your letter of July 15, 1932, of which I hereby acknowledge receipt.

I understand from your communication that, with a view to relieving the difficulties which have arisen in the matter of payments between Norway and Austria with detrimental effects

échanges de marchandises, la Banque nationale d'Autriche, à l'égard des créances d'exportateurs norvégiens, se laissera guider par les principes suivants :

La Banque nationale d'Autriche, dans des cas individuels et après examen de chaque cas d'espèce, libérera les avoirs en schillings existant en Autriche en faveur d'exportateurs norvégiens et provenant d'opérations commerciales conclues jusqu'à ce jour, en vue de permettre aux importateurs norvégiens d'employer ces sommes en schillings au paiement des marchandises exportées d'Autriche en Norvège. La Banque nationale d'Autriche se réserve d'exiger, en règle générale, que le prix d'achat des marchandises autrichiennes exportées excède le montant en schillings à libérer dans chaque cas particulier et que cet excédent à déterminer dans chaque cas d'espèce soit payé par l'importateur norvégien en monnaie norvégienne ou en une monnaie à convenir avec la Banque nationale d'Autriche, les devises ainsi obtenues devant être ensuite livrées par l'exportateur autrichien à la Banque nationale d'Autriche conformément aux règlements en vigueur en Autriche. La Banque nationale d'Autriche, en fixant cet excédent, s'inspirera de l'idée que les exportations additionnelles, qui ne peuvent être reconnues comme telles qu'après examen du cas d'espèce, doivent bénéficier d'une faveur.

La Banque nationale d'Autriche, jusqu'à conclusion d'un arrangement définitif, se laissera également guider provisoirement par les principes exposés ci-dessus en ce qui concerne les créances que viendraient à acquérir des exportateurs norvégiens du fait d'opérations commerciales ultérieures.

Il ressort également de la note de Votre Excellence que le Gouvernement autrichien, au cas où la réglementation prévue ci-dessus devrait être abrogée, en avisera le Gouvernement norvégien un mois au mois avant la date de l'abrogation.

Conformément au désir exprimé par Votre Excellence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous faire connaître que le Gouvernement norvégien a pris connaissance de la réglementation mentionnée ci-dessus et qu'elle en approuve le texte en y ajoutant que la dénonciation de l'arrangement par l'une ou par l'autre des Parties devra être faite, le cas échéant, moyennant préavis d'un mois.

upon the trade between those two countries, the Austrian National Bank, in dealing with the claims of Norwegian exporters, will be guided by the following principles :

In individual cases, each of which will be separately examined, the Austrian National Bank will release *Schilling* credits standing to the account of Norwegian exporters in Austria as a result of commercial transactions concluded up to the present date, in order that Norwegian importers may employ such *Schilling* amounts for payments in respect of goods exported from Austria to Norway. The Austrian National Bank reserves the right, as a general rule, to require that the purchase price of the Austrian goods exported shall exceed the *Schilling* amount to be released in each particular case and that the excess margin, which shall be separately determined in each case, shall be paid by the Norwegian importer in Norwegian currency or in other currency as determined in agreement with the Austrian National Bank, such currency being then handed over by the Austrian exporter in accordance with the regulations applicable in Austria, to the Austrian National Bank. In determining the excess margins, the Austrian National Bank will be guided by the consideration that supplementary exports, which it will only be possible to recognise as such in the light of the circumstances of each individual case, shall enjoy privileged treatment.

In dealing with the claims of Norwegian exporters arising out of future commercial transactions, the Austrian National Bank will also be guided, provisionally and pending the conclusion of a definitive agreement, by the foregoing general principles.

I understand further from your Excellency's letter that in the event of the foregoing arrangement being cancelled the Austrian Federal Government would notify the Royal Norwegian Government not less than one month prior to the date on which cancellation is to become effective.

In response to your Excellency's request, I have the honour, acting upon instructions, to inform you that the Norwegian Government has taken cognizance of the foregoing arrangement, the text of which it approves, provided always that the arrangement in question shall be subject to not less than one month's denunciation by either Party.

Dans l'espoir que la réglementation en question contribuera à faciliter les échanges entre la Norvège et l'Autriche et que de nouvelles mesures autrichiennes ne rendront pas la balance commerciale entre la Norvège et l'Autriche beaucoup plus défavorable pour la Norvège, par rapport à celle de ces dernières années, le Gouvernement norvégien serait heureux que cette règlementation entrât le plus tôt possible en vigueur.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une communication au sujet de l'entrée en vigueur de la réglementation, je saisis, etc.

A. SCHEEL.

A Son Excellence
Monsieur le Dr. Dollfuss,
Chancelier fédéral de la
République d'Autriche,
etc., etc., etc.

In the hope that the aforesaid arrangement may contribute to unimpeded trade between Norway and Austria and that no new Austrian measures may have the effect of seriously modifying the balance of trade between Norway and Austria to the detriment of Norway as compared with recent years, the Royal Government would welcome the application of these provisions at the earliest possible moment.

Trusting that you will be good enough to notify me of the coming into force of the aforesaid arrangement, I have the honour to be, etc.

A. SCHEEL.

To His Excellency Dr. Dollfuss,
Federal Chancellor of the Austrian
Republic,
etc., etc., etc.

N° 3171.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention relative à l'assimilation de leurs sujets quant à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne l'assurance-invalidité-vieillesse et quant à la réglementation des suites résultant pour ces sujets du fonctionnement des législations des deux pays l'une à côté de l'autre. Signée à La Haye, le 16 octobre 1931.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Convention respecting Equality of Treatment for the Nationals of each Country under the Legislation of the other in relation to Invalidity and Old Age Insurance and in respect of the Consequences to the said Nationals of the Operation of these Co-Existent Systems of Legislation. Signed at The Hague, October 16, 1931.

N° 3171. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS RELATIVE A L'ASSIMILATION DE LEURS SUJETS QUANT A L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DES DEUX PAYS EN CE QUI CONCERNE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ-VIEILLESSE ET QUANT A LA RÉGLEMENTATION DES SUITES RÉSULTANT POUR CES SUJETS DU FONCTIONNEMENT DES LÉGISLATIONS DES DEUX PAYS L'UNE A COTÉ DE L'AUTRE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 16 OCTOBRE 1931.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 avril 1933.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, également animés du désir d'assimiler leurs sujets quant à l'application de la législation des Pays-Bas et de la Belgique en ce qui concerne l'assurance-invalidité-vieillesse et de régler les suites résultant pour ces sujets du fonctionnement des législations des deux pays l'une à côté de l'autre, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Charles MASKENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Pour l'application de la loi néerlandaise « assurance-invalidité-vieillesse » et des lois belges d'assurance et relatives à la vieillesse et du décès prématuré et des règlements pris en exécution de celles-ci, il n'est établi aucune distinction dans les deux pays entre les assujettis de nationalité belge et les assujettis de nationalité néerlandaise.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 28 février 1933.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 3171. — VERDRAG [1] TUSSCHEN NEDERLAND EN BELGIË BETREFFENDE DE GELIJKSTELLING VAN ELKANDERS ONDERDANEN VOOR DE TOEPASSING DER WEDERZIJDSCHE WETGEVING OP HET PUNT DER INVALIDITEITS- EN OUDERDOMSVERZEKERING EN DE REGELING VAN DE GEVOLGEN VOOR ELKANDERS ONDERDANEN VAN HET NAAST ELKANDER WERKEN DIER WETGEVINGEN. GETEEKEND TE'S-GRAVENHAGE, DEN 16 OCTOBER 1931.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Convention took place April 7, 1933.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, gelijkelijk bezield door den wensch elkanders onderdanen gelijk te stellen voor de toepassing der wederzijdsche wetgeving op het punt der invaliditeits- en ouderdomsverzekering en om de gevolgen te regelen voor elkanders onderdanen van het naast elkaar werken dier wetgevingen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer Charles MASKENS, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

Artikel 1.

Voor de toepassing van de Nederlandsche « Invaliditeitswet » en de Belgische verzekeringswetten betreffende den ouderdom en vroegtijdigen dood en de maatregelen ter uitvoering daarvan uitgevaardigd, wordt in beide landen geen onderscheid gemaakt tusschen verzekeringsplichtigen van Belgische en verzekeringsplichtigen van Nederlandsche nationaliteit.

---

[1] The exchange of ratifications took place at The Hague, February 28, 1933.

Article 2.

1. N'est pas soumis obligatoirement à l'assurance prévue dans les lois belges et les règlements, visés à l'article 1, le salarié légalement domicilié dans les Pays-Bas et occupé en Belgique au service d'une entreprise établie dans les Pays-Bas. En ce qui concerne ce salarié, il n'y a aucune obligation au payement de la cotisation belge.

2. N'est pas soumis obligatoirement à l'assurance prévue dans la loi néerlandaise visée à l'article premier, le salarié légalement domicilié en Belgique et occupé dans les Pays-Bas au service d'une entreprise établie en Belgique. En ce qui concerne ce salarié, il n'y a aucune obligation au payement de la cotisation néerlandaise.

3. Si un salarié occupé au service d'une entreprise établie en Belgique ou dans les Pays-Bas, est assujetti aux lois et règlements, cités à l'article premier, des deux pays et si, pour ce qui le concerne, les dispositions des alinéas précédents ne sont pas applicables, alors il n'est soumis obligatoirement qu'à l'assurance prévue dans les lois et règlements du pays où il a son domicile légal et, dans ce cas, il n'existe aucune obligation de payer les cotisations dues en vertu des lois et règlements de l'autre pays.

Article 3.

1. Pour ce qui concerne l'assuré qui a été successivement ou alternativement assuré selon les lois et les règlements des deux pays visés à l'article premier, il est pris en considération pour la fixation du délai minimum d'assujettissement ou du nombre des versements exigés pour avoir droit aux avantages légaux, la durée totale des périodes d'assujettissement accomplies ou le nombre total des cotisations légales versées dans l'un et l'autre pays.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont également applicables :

1° A l'assuré libre selon les lois belges, qui est ou a été assuré obligatoirement selon la loi néerlandaise ;

2° A l'assuré obligatoire selon la loi néerlandaise, qui est ou a été assuré libre selon les lois belges ;

3° A l'assuré obligatoire selon les lois belges, qui est ou a été assuré libre selon la loi néerlandaise assurance-vieillesse libre 1919 ;

4° A l'assuré libre selon les lois belges, qui est ou a été assuré libre selon la loi néerlandaise assurance-vieillesse libre 1919.

Article 4.

Le taux des majorations prévues par les lois belges et les règlements visés à l'article premier, sera fixé proportionnellement au nombre de versements annuels effectués en Belgique.

Article 5.

1. En ce qui concerne l'assuré dont l'assurance en vertu des lois belges d'assurance obligatoire a commencé avant qu'il ait atteint l'âge de 35 ans, l'âge de 35 ans visé à l'article 33 de la loi néerlandaise est remplacé par l'âge de 65 ans.

2. Lorsqu'il s'agit d'un assuré qui n'a jamais été assujetti à la loi néerlandaise et qui a dépassé l'âge de 35 ans, l'article 372 de la loi néerlandaise n'est pas applicable et pour l'application de l'article 75 de cette loi l'assurance obligatoire est présumée avoir commencé à partir de l'âge de 35 ans.

Artikel 2.

1. Niet verzekeringsplichtig krachtens de in artikel 1 genoemde Belgische wetten en reglementen is de arbeider, die in Nederland zijn wettelijke woonplaats heeft en die in België werkzaam is in dienst van een in Nederland gevestigde onderneming. Ten aanzien van dien arbeider bestaat geen verplichting tot premiebetaling krachtens de Belgische wetten.

2. Niet verzekeringsplichtig krachtens de in artikel 1 genoemde Nederlandsche wet is de arbeider, die in België zijn wettelijke woonplaats heeft en die in Nederland werkzaam is in dienst van een in België gevestigde onderneming. Ten aanzien van dien arbeider bestaat geen verplichting tot premiebetaling krachtens de Nederlandsche wet.

3. Indien een arbeider in dienst van een onderneming, gevestigd in België of Nederland, verzekeringsplichtig zou zijn krachtens de in artikel 1 genoemde wetten en maatregelen van beide landen en te zijnen aanzien de voorgaande leden niet van toepassing zijn, is hij uitsluitend verzekeringsplichtig krachtens de wetten en reglementen van het land, waarin hij zijn wettelijke woonplaats heeft en bestaat te zijnen aanzien geen verplichting tot premiebetaling krachtens de wetten en reglementen van het andere land.

Artikel 3.

1. Ten aanzien van den verzekerde, die achtereenvolgens of om beurten verzekerd geweest is krachtens de in artikel 1 genoemde wetten en maatregelen van de beiden landen, wordt bij het berekenen van den wachttijd of van het aantal premiën vereischt om recht te hebben op de wettelijke voordeelen, in aanmerking gebracht de gezamenlijke duur van de tijdvakken, gedurende welke hij in beide landen verplicht verzekerd is geweest of het totale aantal van de in beide landen betaalde premiën.

2. Het in het eerste lid bepaalde is eveneens van toepassing :

1°. op dengene, die vrijwillig verzekerd is krachtens de Belgische wetten en die verplicht verzekerd is of is geweest krachtens de Nederlandsche Invaliditeitswet ;

2°. op den verplicht verzekerde krachtens de Nederlandsche Invaliditeitswet, die vrijwillig verzekerd is of geweest is krachtens de Belgische wetten ;

3°. op den verplicht verzekerde krachtens de Belgische wetten, die vrijwillig verzekerd is of is geweest krachtens de Nederlandsche Ouderdomswet 1919 ;

4°. op dengene, die vrijwillig verzekerd is krachtens de Belgische wetten en die vrijwillig verzekerd is of is geweest krachtens de Nederlandsche Ouderdomswet 1919.

Artikel 4.

Het bedrag van de toeslagen, bedoeld in de Belgische wetten en maatregelen in artikel 1 genoemd, wordt vastgesteld in verhouding tot het aantal jaarlijksche stortingen, in België gedaan.

Artikel 5.

1. Ten aanzien van den verzekerde wiens verzekering krachtens de Belgische verplichte verzekeringswetten is aangevangen vóór het bereiken van den 35-jarigen leeftijd, wordt de leeftijd van 35 jaar, bedoeld in artikel 33 der Nederlandsche Invaliditeitswet, vervangen door den leeftijd van 65 jaar.

2. Ten aanzien van den verzekerde die nimmer verplicht verzekerd is geweest krachtens de Nederlandsche Invaliditeitswet en die den leeftijd van 35 jaar heeft overschreden, is artikel 372 van de Nederlandsche wet niet van toepassing en wordt voor de toepassing van artikel 75 dier wet, de verplichte verzekering geacht te zijn aangevangen vanaf den 35-jarigen leeftijd.

Article 6.

1. Les administrations et autorités compétentes des deux pays arrêteront les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, notamment en ce qui concerne l'examen des demandes présentées par les intéressés et le mode de payement des rentes, allocations, majorations et bonifications.

2. Elles se prêteront leurs bons offices et se donneront directement et mutuellement toutes les informations nécessaires pour la bonne exécution de la présente convention.

Article 7.

1. Les modifications qui seraient ultérieurement apportées à la législation de l'un ou l'autre pays en ce qui concerne le chiffre des prestations en vertu des assurances réglées par les lois précitées seront étendues de plein droit aux nationaux de l'autre pays.

2. Il en sera de même au cas où l'assurance prévue dans les lois précitées est étendue à de nouvelles catégories de bénéficiaires ainsi que dans le cas où les conditions d'admission aux avantages actuellement existants seront modifiées, sauf opposition d'une des deux Parties contractantes, dans un délai de six mois à prendre cours à la date de la promulgation de la loi.

Article 8.

1. En ce qui concerne les mineurs, les mesures d'exécution relatives à l'application de la présente convention seront déterminées par un règlement à établir de commun accord par les autorités des deux pays.

2. Ce règlement n'entrera en vigueur qu'après approbation par les autorités compétentes de chacun des deux pays.

3. Les Gouvernements contractants garantissent selon les lois de leur pays l'exécution des engagements résultant de la présente convention, ainsi que du règlement prévu à l'alinéa 1 du présent article.

Article 9.

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments des ratifications seront échangés le plus tôt possible.

2. La convention entrera en vigueur un mois après le premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications.

3. La durée de la présente convention est de deux ans ; après l'expiration de la période de deux années la convention sera tacitement continuée pour une même durée, sauf dénonciation par l'une des deux Parties contractantes six mois avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langues française et néerlandaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à La Haye, le 16 octobre 1931.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) Ch. MASKENS.

Artikel 6.

1. De bevoegde administraties en autoriteiten van beide landen zullen de nadere maatregelen vaststellen, welke noodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen dezer overeenkomst, in het bijzonder wat betreft het onderzoek der aanvragen, door de belanghebbende ingediend en de wijze van betaling der renten, toeslagen, verhoogingen en vergoedingen.

2. Zij zullen elkaar over en weer bijstaan en rechtstreeks alle inlichtingen geven, welke zij behoeven voor een goede uitvoering van dit verdrag.

Artikel 7.

1. De wijzigingen, die later mochten aangebracht worden in de wetten van een der beide landen wat betreft het bedrag der uitkeeringen krachtens de in vorenbedoelde wetten geregelde verzekeringen, zullen van rechtswege op de onderdanen van het andere land worden toegepast.

2. Hetzelfde geldt voor het geval de verzekering geregeld in vorenbedoelde wetten uitgebreid wordt tot nieuwe groepen personen, alsmede voor het geval de voorwaarden voor het verkrijgen van aanspraken op de thans bestaande voordeelen worden gewijzigd, tenzij een der beide contracteerende partijen bezwaar maakt, binnen zes maanden na de afkondiging van de betrokken wet.

Artikel 8.

1. Ten aanzien van de mijnarbeiders zullen de uitvoeringsmaatregelen betreffende de toepassing van dit verdrag vastgesteld worden bij reglement, in gemeen overleg door de bevoegde autoriteiten van beide landen op te maken.

2. Dit reglement zal niet in werking treden dan na goedkeuring van de betrokken autoriteiten van beide landen.

3. De verdragsluitende Regeeringen waarborgen overeenkomstig de wetten van hun land de verplichtingen, voortvloeiende uit dit verdrag en uit het in het eerste lid van dit artikel bedoelde relegment.

Artikel 9.

1. Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld.

2. Het verdrag treedt in werking een maand na den eersten dag der maand volgende op die, waarin de uitwisseling der akten van bekrachtiging heeft plaats gehad.

3. De duur van het verdrag is twee jaar ; na afloop van den termijn van twee jaar wordt de duur van het verdrag wederom stilzwijgend met gelijken termijn verlengd tenzij een der beide landen zes maanden vóór afloop van dien termijn het verdrag heeft opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag in de Fransche en Nederlandsche talen hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan, in tweevoud, te 's-Gravenhage, den 16den October 1931.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :
Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3171. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS RESPECTING EQUALITY OF TREATMENT FOR THE NATIONALS OF EACH COUNTRY UNDER THE LEGISLATION OF THE OTHER IN RELATION TO INVALIDITY AND OLD AGE INSURANCE AND IN RESPECT OF THE CONSEQUENCES TO THE SAID NATIONALS OF THE OPERATION OF THESE CO-EXISTENT SYSTEMS OF LEGISLATION. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 16, 1931.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS being equally desirous of assimilating their subjects as regards the application of the legislation of the Netherlands and of Belgium on old age invalidity insurance, and of regulating the consequences to their subjects of the simultaneous operation of the legislations of the two countries, have decided to conclude a Convention with this object and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Charles MASKENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her, Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, thereto duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. For the purposes of the Netherlands Invalidity Act and the Belgian Acts respecting insurance against old age and premature death and the regulations issued for the administration of the said Acts, no dinstinction shall be made in the two countries between persons liable to insurance who are of Belgian nationality and persons liable to insurance who are of Netherlands nationality.

Article 2.

1. An employee who is legally domiciled in the Netherlands and is employed in Belgium in the service of an undertaking established in the Netherlands shall not be liable to insurance under the Belgian Acts and regulations mentioned in Article 1. The contribution under the Belgian Acts shall not be payable in respect of such employee.

2. An employee who is legally domiciled in Belgian and is employed in the Netherlands in the service of an undertaking established in Belgium shall not be liable to insurance under the

---

[1] Traduction du Bureau International du Travail.

[1] Translation of the International Labour Office.

Netherlands Act mentioned in Article 1. The contribution under the Netherlands Act shall not be payable in respect of such employee.

3. If an employee in the service of an undertaking established in Belgium or in the Netherlands is liable to insurance under the Acts and regulations mentioned in Article 1 of both countries and the provisions of the preceding paragraphs are not applicable to him, he shall only be liable to insurance under the Acts and regulations of the country where he has his legal domicile and in this case the contributions due under the Acts and regulations of the other country shall not be payable.

Article 3.

1. With regard to an insured person who has been successively or alternately insured in accordance with the Acts and regulations of both countries mentioned in Article 1, in fixing the qualifying period or the number of contributions required to ensure the right to statutory benefit, the total duration of the periods of liability to insurance completed or the total number of legal contributions paid in both countries shall be taken into consideration.

2. The provisions of the preceding paragraph shall also apply to the following persons:

(1) A person voluntarily insured under the Belgian Acts who is or has been liable to insurance under the Netherlands Invalidity Act;

(2) A person liable to insurance under the Netherlands Invalidity Act who is or has been voluntarily insured under the Belgian Acts;

(3) A person liable to insurance under the Belgian Acts who is or has been voluntarily insured under the Netherlands Old Age Act, 1919;

(4) A person voluntarily insured under the Belgian Acts who is or has been voluntarily insured under the Netherlands Old Age Act, 1919.

Article 4.

The rate of the bonuses provided for in the Belgian Acts and regulations mentioned in Article 1 shall be fixed in proportion to the number of annual contributions effected in Belgium.

Article 5.

1. In the case of an insured person whose insurance under the Belgian Acts respecting compulsory insurance began before he attained the age of thirty-five years mentioned in section 33 of the Netherlands Invalidity Act shall be replaced by the age of sixty-five years.

2. In the case of an insured person who has never been liable to insurance under the Netherlands Invalidity Act and who is over the age of thirty-five years, section 372 of the said Act shall no longer apply and for the purposes of the application of section 75 of that Act liability to insurance shall be deemed to have begun as from the age of thirty-five years.

Article 6.

1. The competent administrative departments and authorities of the two countries shall issue the further regulations requisite for carrying out the provisions of this Convention, in particular as regards the examination of the applications submitted by the persons concerned and the method of payment of pensions, allowances, supplements and bonuses.

2. They shall give one another assistance and shall exchange directly and mutually all the information necessary for the proper execution of this Convention.

Article 7.

1. Any amendments which may be made subsequently in the legislation of either country as regards the amount of the benefits under the insurance systems regulated by the above-mentioned Acts shall be extended *de jure* to the nationals of the other country.

2. The same provision shall apply to cases where the insurance provided for in the above-mentioned Acts is extended to new categories of beneficiaries and to cases where the conditions of admission to advantages at present existing are modified, subject to the raising of objections by either Contracting Party within a time limit of six months as from the date of promulgation of the Act.

Article 8.

1. As regards miners, the administrative measures for putting this Convention into force shall be laid down in regulations to be drawn up by mutual agreement between the competent authorities of the two countries.

2. The said regulations shall not come into operation until they have been approved by the competent authorities of each country.

3. The Contracting Governments guarantee in accordance with the laws of their countries that the engagements resulting from this Convention and the regulations mentioned in the first paragraph of this Article shall be carried out.

Article 9.

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

2. The Convention shall come into operation one month after the first day of the month following the month in which the instruments of ratification were exchanged.

3. The duration of this Convention shall be two years ; after the expiry of the period of two years the Convention shall be renewed tacitly for the same period, unless it is denounced by one of the two Contracting Parties six months before the expiry of the current period.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in French and Dutch, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at The Hague on October the sixteenth, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) Ch. MASKENS.

N° 3172.

ÉGYPTE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Le Caire, les 25 et 28 juillet 1930, prorogé en dernier lieu jusqu'au 16 février 1934 par des échanges de notes successifs en dates des 14 et 22 février 1931, 23 et 26 janvier 1932, 16 et 19 février 1933.

EGYPT
AND THE IRISH FREE STATE

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Cairo, July 25 and 28, 1930, recently prolonged until February 16, 1934, by successive Exchanges of Notes dated February 14 and 22, 1931; January 23 and 26, 1932, and February 16 and 19, 1933.

N° 3172. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JULY 25 AND 28, 1930.

Textes officiels anglais et français communiqués par le représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 *avril* 1933.

FROM THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO TO THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

THE RESIDENCY,
CAIRO, *July* 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the provisional agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concluded by notes exchanged between his Excellency Wassif Boutros Ghali Pasha and myself, dated the 5th and 7th June, regarding the grant of reciprocal most-favoured-nation treatment, and in accordance with the proposals contained in the enclosure to your Excellency's predecessor's note of the 4th June, I have the honour to inform your Excellency, at the request of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to accord complete most-favoured-nation treatment to all articles, the produce or manufacture of Egypt, imported into the Irish Free State, on the understanding that goods produced or manufactured in the Irish Free State will reciprocally receive complete most-favoured-nation treatment on their importation into Egypt.

2. I should be grateful if your Excellency would be good enough to inform me whether the Egyptian Government agrees that this proposal constitutes a *modus vivendi* governing the commercial relations between the Irish Free State and Egypt for the period ending the 16th February, 1931, unless in the meantime a formal Treaty of Commerce and Navigation shall have been concluded between the Irish Free State and Egypt.

3. It is understood that the proposed *modus vivendi* will not affect the right of the Irish Free State to modify, maintain, or extend the preferential treatment accorded to one of the States, members of the British Commonwealth of Nations. It is also understood that the benefit of the most-favoured-nation clause is accorded by Egypt under reserve of the treatment accorded to the

[1] Entré en vigueur, le 28 juillet 1930.

N° 3172. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LES 25 ET 28 JUILLET 1930.

English and French official texts communicated by the Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place April 10, 1933.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LE HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE.

LA RÉSIDENCE.
LE CAIRE, *le* 25 *juillet* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'accord provisoire conclu entre le gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par les notes échangées entre Son Excellence Wassif Boutros Ghali Pacha et moi-même, en date des 5 et 7 juin, concernant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée et conformément aux propositions contenues dans l'annexe à la note du prédécesseur de Votre Excellence, en date du 4 juin, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, à la demande du gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande et d'ordre du Secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que le gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à accorder le traitement intégral de la nation la plus favorisée à tous les articles produits ou fabriqués en Egypte, et importés dans l'Etat libre d'Irlande, étant entendu que les marchandises produites ou fabriquées dans l'Etat libre d'Irlande feront réciproquement l'objet du traitement intégral de la nation la plus favorisée à leur importation en Egypte.

2. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement égyptien accepte que cette proposition constitue un *modus vivendi* régissant les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte pour la période prenant fin le 16 février 1931, à moins qu'entre temps un traité de commerce et de navigation en bonne et due forme n'ait été conclu entre les deux pays.

3. Il est entendu que le *modus vivendi* proposé n'affectera pas le droit de l'Etat libre d'Irlande de modifier, maintenir ou étendre le traitement préférentiel accordé à l'un des Etats membres du Commonwealth britannique. Il est également entendu que le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée est accordé par l'Egypte sous réserve du traitement accordé aux produits du Soudan

[1] Came into force July 28, 1930.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

products of the Sudan, or which may be accorded to the products of certain countries bordering on Egypt by virtue of regional conventions.

4. If the arrangement proposed in the present note meets with the approval of the Egyptian Government, this note and an acknowledgment of its receipt by your Excellency will constitute an agreement between the two Governments.

I avail, etc.

Percy LORAINE,
High Commissioner.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE AU HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, *le* 28 *juillet* 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de votre Excellence du 25 juillet 1930, ainsi conçue :

" With reference to the provisional agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concluded by notes exchanged between his Excellency Wassif Boutros Ghali Pasha and myself, dated the 5th and 7th June, regarding the grant of reciprocal most-favoured-nation treatment, and in accordance with the proposals contained in the enclosure to your Excellency's predecessor's note of the 4th June, I have the honour to inform your Excellency, at the request of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to accord complete most-favoured-nation treatment to all articles, the produce or manufacture of Egypt, imported into the Irish Free State, on the understanding that goods produced or manufactured in the Irish Free State will reciprocally receive complete most-favoured-nation treatment on their importation into Egypt.

" I should be grateful if your Excellency would be good enough to inform me whether the Egyptian Government agrees that this proposal constitutes a *modus vivendi* governing the commercial relations between the Irish Free State and Egypt for the period ending the 16th February, 1931, unless in the meantime a formal Treaty of Commerce and Navigation shall have been concluded between the Irish Free State and Egypt.

" It is understood that the proposed *modus vivendi* will not affect the right of the Irish Free State to modify, maintain, or extend the preferential treatment accorded to one of the States, members of the British Commonwealth of Nations. It is also understood that the benefit of the most-favoured-nation clause is accorded by Egypt under reserve of the treatment accorded to the products of the Sudan, or which may be accorded to the products of certain countries bordering on Egypt by virtue of regional conventions.

" If the arrangement proposed in the present note meets with the approval of the Egyptian Government, this note and an acknowledgement of its receipt by your Excellency will constitute an *arrangement* between the two Governments."[1]

[1] Voir la traduction française à la note précédente.

ou du traitement qui pourrait être accordé aux produits de certains pays limitrophes de l'Egypte en vertu de conventions régionales.

4. Au cas où l'arrangement proposé dans la présente note obtiendrait l'approbation du Gouvernement égyptien, la présente note et l'accusé de réception de Votre Excellence constitueront un accord entre les deux gouvernements.

Je saisis, etc.

Percy LORAINE.
Haut Commissaire.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

CAIRO, *July* 28, 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of the 25th July, 1930, as follows :

(As in the original on the opposite page.)

[1] Traduction du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

[1] Translation of the Government of the Irish Free State.

En réponse et en me référant à l'accord commercial provisoire entre la Grande-Bretagne et l'Egypte, je m'empresse d'informer votre Excellence que je prends acte de cette notification en vous confirmant l'accord de mon Gouvernement sur les bases ci-dessus.

Je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
A. YEHIA.

Certified True Copy :

Sean Lester,
Permanent Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations, Geneva.
February 20th, 1933.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE FIRST PROROGATION.

I.

FROM THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO TO THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

THE RESIDENCY,
CAIRO, *14th February*, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, with reference to the note of November 13th last in which your Excellency called attention to the fact that the Provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the notes dated July 25th and July 28th, 1930, would expire on February 16th next and suggested its prolongation until February 16th, 1932, under the same conditions as those now obtaining, to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the Irish Free State will be glad to agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present note and a note from your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of your Excellency's note and shall remain in force until February 16th, 1932, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail, etc.

Percy LORAINE,
High Commissioner.

In reply, and referring to the provisional commercial agreement between Great Britain and Egypt, I hasten to inform your Excellency that I have taken note of this declaration and hereby confirm the acceptance by my Government of the above proposals.

I avail, etc.

A. YEHIA.
Minister for Foreign Affairs.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PREMIÈRE PROROGATION

LE HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE.

LA RÉSIDENCE.
LE CAIRE, *le* 14 *février* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note du 13 novembre dernier par laquelle Votre Excellence a attiré l'attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le gouvernement de l'Etat libre d'Irlande par les notes datées des 25 et 28 juillet 1930 expirera le 16 février prochain et propose sa prolongation jusqu'au 16 février 1932 aux mêmes conditions qu'actuellement, j'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande et d'ordre du Secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande sera heureux d'accepter la proposition de prolonger l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1932, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte.

Je saisis, etc.

Percy LORAINE,
Haut Commissaire.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE AU HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE, AU CAIRE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, *le 22 février* 1932.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 14 février courant ainsi conçue :

" I have the honour, with reference to the note of November 13th last in which your Excellency called attention to the fact that the Provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the notes dated July 25th and July 28th, 1930, would expire on February 16th next and suggested its prolongation until February 16th, 1932, under the same conditions as those now obtaining, to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the Irish Free State will be glad to agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present note and a note from your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of your Excellency's note and shall remain in force until February 16th, 1932, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt. "[1]

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
A. YEHIA.

Certified True Copy :

Sean Lester.
Permanent Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations, Genève.
February 20th, 1933.

[1] Voir la traduction française à la note précédente.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

CAIRO, *February 22nd*, 1931.

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note of the 14th February as follows :

(As in the original on the opposite page).

In reply, I hasten to confirm to your Excellency the agreement of my Government to the foregoing, and I avail, etc.

Minister for Foreign Affairs,
A. YEHIA.

[1] Traduction du Gouvernement de L'Etat libre d'Irlande.

[1] Translation of the Government of the Irish Free State.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE SECOND PROROGATION

I.

FROM THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO TO THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

THE RESIDENCY,
CAIRO, *23rd January*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the notes dated 25th July and 28th July, 1930, and extended by the notes dated the 14th February, 1931, and 22nd February, 1931, would expire on the 16th February next, and suggested its prolongation until the 16th February, 1933, under the same conditions as those now obtaining.

2. I have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1933, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail, etc.

Percy LORAINE,
High Commissioner.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA DEUXIÈME PROROGATION

I.

LE HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE.

LA RÉSIDENCE,
LE CAIRE, *le* 23 *janvier* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande par les notes en date des 25 et 28 juillet 1930, et prolongé par les notes en date des 14 et 22 février 1931, expirera le 16 février prochain et propose de la prolonger jusqu'au 16 février 1933, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, que ce dernier accepte la proposition concernant la prolongation de l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1933, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte.

Je saisis, etc.

Percy LORAINE,
Haut Commissaire.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE AU HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, *le* 26 *janvier* 1932.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 23 janvier courant ainsi conçue :

" Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the notes dated 25th July and 28th July, 1930, and extended by the notes dated the 14th February, 1931, and 22nd February, 1931, would expire on the 16th February next, and suggested its prolongation until the 16th February, 1933, under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1933, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt. " [1]

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances, de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
A. YEHIA.

Certified True Copy :

Sean Lester,
Permanent Representative
of the Irish Free State
accredited to the League of Nations.

Geneva, February 20th, 1933.

[1] Voir la traduction française à la note précédente.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

CAIRO, *26th January*, 1932.

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of the 23rd January as follows :

(As in the original on the opposite page.)

In reply, I hasten to confirm to Your Excellency the agreement of my Government to the foregoing, and I avail, etc.

Minister for Foreign Affairs :
A. YEHIA.

[1] Traduction du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

[1] Translation of the Government of the Irish Free State.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE THIRD PROROGATION.

I.

FROM THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO TO THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

THE RESIDENCY,
CAIRO, *February 16th*, 1933.

SIR,

Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the Notes dated 25th July and 28th July, 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931, and 22nd February 1931, and 23rd January 1932, and 26th January, 1932, would expire on the 16th February, 1933, and suggested its prolongation until the 16th February, 1934, under the same conditions as those now obtaining.

2. I have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1934, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail, etc.

Percy LORAINE,
High Commissioner.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA TROISIÈME PROROGATION

I.

LE HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE.

LA RÉSIDENCE,
LE CAIRE, *le* 16 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande par les notes en date des 25 et 28 juillet 1930, et prolongé par les notes en date des 14 et 22 février 1931 et 23 et 26 janvier 1932, expirera le 16 février prochain et propose de le prolonger jusqu'au 16 février 1934, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, que ce dernier accepte la proposition concernant la prolongation de l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1934, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte.

Je saisis, etc.

Percy LORAINE,
Haut Commissaire.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'EGYPTE AU HAUT COMMISSAIRE BRITANNIQUE AU CAIRE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, *le* 19 *février* 1933.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 16 février 1933, ainsi conçue :

" Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the Notes dated 25th July and 28th July 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, and 23rd January 1932 and 26th January 1932, would expire on the 16th February 1933, and suggested its prolongation until the 16th February 1934, under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1934, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt. " [1]

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
NAKHLA EL MOTEI.

Certified True Copy :

Sean Lester,
Permanent Representative
of the Irish Free State
accredited to the League of Nations.

Geneva, 10th April, 1933.

[1] Voir la traduction française à la note précédente.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

THE EGYPTIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH HIGH COMMISSIONER AT CAIRO.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

CAIRO, *February* 19*th*, 1933.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of the 16th February 1933, as follows :

(As in the original on the opposite page.)

In reply, I hasten to confirm to Your Excellency the agreement of my Government to the foregoing, and I avail, etc.

Minister for Foreign Affairs :
NAKHLA EL MOTEI.

---

[1] Traduction du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

[1] Translation of the Government of the Irish Free State.

N° 3173.

BELGIQUE ET LITHUANIE

Convention additionnelle à la Convention d'extradition du 17 mai 1927 étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi l'application de cette Convention et des protocoles final et additionnel des 17 mai 1927 et 17 février 1928. Signée à Kaunas, le 16 juin 1932.

BELGIUM AND LITHUANIA

Additional Convention to the Extradition Convention of May 17, 1927, extending to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi the Application of that Convention and of the Final Protocol and Additional Protocol of May 17, 1927 and February 17, 1928. Signed at Kaunas, June 16, 1932.

N° 3173. — CONVENTION[1] ADDITIONNELLE, A LA CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LA LITHUANIE, DU 17 MAI 1927, ÉTENDANT AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI L'APPLICATION DE CETTE CONVENTIONET DES PROTOCOLES FINAL ET ADDITIONNEL DES 17 MAI 1927 ET 17 FÉVRIER 1928. SIGNÉE A KAUNAS, LE 16 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lithuanie et de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 *avril* 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations le Traité d'extradition[2] entre la Belgique et la Lithuanie du 17 mai 1927 et les protocoles final et additionnel à ce Traité, du 17 mai 1927 et du 17 février 1928, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires:

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le Baron Florent DE SELYS-FANSON, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Lithuanie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. le Dr Dovas ZAUNIUS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la Lithuanie du 17 mai 1927, et les protocoles final et additionnel à ce traité, du 17 mai 1927 et du 17 février 1928 s'appliqueront au Congo Belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 7 janvier 1933.
[2] Vol. LXXVII, page 123, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3173. — ADDITIONAL CONVENTION [2] TO THE EXTRADITION CONVENTION OF MAY 17, 1927, BETWEEN BELGIUM AND LITHUANIA, EXTENDING TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI THE APPLICATION OF THAT CONVENTION AND OF THE FINAL PROTOCOL AND ADDITIONAL PROTOCOL OF MAY 17, 1927 AND FEBRUARY 17, 1928. SIGNED AT KAUNAS, JUNE 16, 1932.

French official text communicated by the Lithuanian and Belgian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 15, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi in respect of which Belgium exercises a mandate in the name of the League of Nations the Extradition Treaty [3] between Belgium and Lithuania of May 17, 1927, and the Final and Additional Protocols to that Treaty of May 17, 1927, and February 17, 1928, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Baron Florent DE SELYS-FANSON, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Lithuania ;

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

Dr. Dovas ZAUNIUS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and Lithuania of May 17, 1927, and the Final and Additional Protocols to that Treaty of May 17, 1927, and of February 17, 1928, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

Requisition for extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic channel.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, January 7, 1933.

[3] Vol. LXXVII, page 123, of this Series.

Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 17 mai 1927, toutefois, dans les cas urgents prévus à l'article 8 du traité, l'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis donné au ministre des Affaires étrangères de Lithuanie, par le Gouverneur général du Congo belge, et, vice versa, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 7 du traité.

Artilce 3.

Pour l'application du Traité du 17 mai 1927, des protocoles à ce traité et de la présente convention :

1° Il faut entendre par nationaux ou sujets belges les citoyens belges et les ressortissant du Congo Belge ; sont assimilés aux nationaux ou sujets belges les ressortissants du Ruanda-Urundi.

2° Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge, et du Ruanda-Urundi, punissables de plus de cinq ans de servitude pénale et comme délits celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale.

Article 4.

Le délai de trois semaines prévu à l'article 8 du Traité d'extradition belgo-lithuanien du 17 mai 1927 est porté à trois mois.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur un mois après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes, et aura la même durée que le Traité d'extradition du 17 mai 1927, entre la Belgique et la Lithuanie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Kaunas, le 16 juin 1932.

(Signé) ZAUNIUS.
(Signé) Baron F. DE SELYS-FANSON.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,
Directeur du Département juridique et administratif.

The diplomatic channel shall be used in all cases where it is prescribed by the Extradition Treaty of May 17, 1927 ; nevertheless, in the urgent cases mentioned in Article 8 of the said Treaty, provisional arrest shall also be effected on notification by the Governor-General of the Belgian Congo to the Minister for Foreign Affairs of Lithuania and vice-versa of the existence of one of the documents mentioned in Article 7.

Article 3.

For the purposes of the application of the Treaty of May 17, 1927, of the Protocols to the said Treaty and of the present Convention :

(1) Belgian nationals or subjects shall be deemed to mean Belgian citizens and nationals of the Belgian Congo ; nationals of Ruanda-Urundi are placed on the same footing as Belgian nationals or subjects ;

(2) Offences against the penal laws of the Belgian Congo and of Ruanda-Urundi punishable by not less than five years imprisonment shall be regarded as crimes ; offences punishable by not less than two months imprisonment shall be regarded as misdemeanours.

Article 4.

The time-limit of three weeks provided for in Article 8 of the Belgo-Lithuanian Extradition Treaty of May 17, 1927, shall be extended to three months.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Brussels as soon as possible. It shall come into force one month after its publication in the form prescribed by the legislation of the High Contracting Parties and its duration shall be the same as that laid down in the Extradition Treaty between Belgium and Lithuania of May 17, 1927.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Kaunas, June 16, 1932.

(Signed) ZAUNIUS.
(Signed) Baron F. DE SELYS-FANSON.

N° 3174.

AFGHANISTAN ET ESTONIE

Traité d'amitié. Signé à Tallinn, le 6 décembre 1930.

AFGHANISTAN AND ESTONIA

Treaty of Friendship. Signed at Tallinn, December 6, 1930.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N° 3174. — SOPRUSLEPING[1] EESTI VABARIIGI JA AFGANISTANI KUNINGRIIGI VAHEL KIRJUTATUD ALLA TALLINNAS, 6. DETSEMBRIL 1930.

Textes officiels français, estonien et persan communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 avril 1933.

EESTI RIIGIVANEM ja TEMA MAJESTEET AFGANISTANI KUNINGAS, juhitud ühisest soovist kindlustada mõlema riigi vahel valitsevaid tõsise sõpruse sidemeid, otsustasid sõlmida sõpruslepingu ja nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

EESTI RIIGIVANEM :

Härra Jaan LATTIK'U, Välisministri,

TEMA MAJESTEET AFGANISTANI KUNINGAS :

Sardar Mohammed AZIZ-KHAN'I, T. M. Afganistani Kuninga Erakorralise ja Täievolilise Suursaadiku Moskvas,

Kes, pärast oma heas ning nõutud korras leitud täisvolituste vastastikust esitamist, leppisid kokku järgmistes eeskirjades :

Artikkel üks.

Eesti Vabariigi ja Afganistani Kuningriigi vahel, samuti ka mõlema Riigi kodanikkude vahel valitseb puutumatu rahu ja tõsine ning igavene sõprus.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 avril 1933.
Le traité est entré en vigueur le 23 avril 1933.

N° 3174. — TRAITÉ[1] D'AMITIÉ ENTRE LE ROYAUME D'AFGANISTAN ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 6 DÉCEMBRE 1930.

French, Estonian and Persian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 23, 1933.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGANISTAN, animés du même désir de consolider les liens de sincère amitié qui existent entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Monsieur Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGANISTAN :

Sardar Mohammed AZIZ-KHAN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Afganistan à Moscou ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République d'Estonie et le Royaume d'Afganistan, ainsi qu'entre les citoyens des deux États.

[1] The exchange of ratifications took place at Moscow, April 8, 1933.
The Treaty came into force April 23, 1933.

Artikkel 2.

Kõrgetel Lepinguosalistel on vastastikuselt õigus saata nõudekohaselt akrediteeritud diplomaatilisi agente, kes kasutavad vastastikkuse alusel oma asukoha riigis õigusi, eesõigusi, puutumatusi ja vabastusi, mis on antud samasugustele välismaa agentidele rahvusvahelise õiguse põhimõtete kohaselt. Kummalgi Kõrgel Lepinguosalisel on õigus nimetada peakonsuleid ja konsuleid, kes kasuravad teise Lepinguosalise territooriumil kõiki rahvusvahelise õiguse poolt antud õigusi.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes auront mutuellement le droit d'envoyer des agents diplomatiques dûment accrédités qui jouiront, à charge de réciprocité, dans le pays de leur résidence, des droits, privilèges, immunités et exemptions accordés aux pareils agents étrangers d'après les principes du droit des gens. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux et des consuls qui jouiront sur le territoire de l'autre Partie de tous les droits conférés par le droit des gens.

Artikkel 3.

Kõrged Lepinguosalised on nõus alustama, niipea kui võimalik, läbirääkimisi kaubanduslepingu sõlmimiseks.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entamer, sitôt que possible, les négociations dans le but de conclure un traité de commerce.

Artikkel 4.

Käesolev leping ratifitseeritakse ja ratifikatsioonikirjad vahetatakse Moskvas võimalikult pea. Ta astub jõusse viieteistkümnendal päeval pärast ratifikatsioonikirjade vahetamist.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Moscou le plus tôt possible. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Artikkel 5.

Käesolev leping on tehtud kahes eksemplaris, eesti, pärsia ja prantsuse keeles. Oma juriidilise tähenduse poolest on eesti- ja pärsiakeelsed tekstid võrdselt autentsed.

Selle tõenduseks kirjutasid täisvolinikud alla käesolevale lepingule ja kinnitasid sellele oma pitserid.

Tehtud Tallinnas, 6. detsembril 1930.

(L. S.) J. LATTIK.
(L. S.) Mohammed AZIZ-KHAN.

Article 5.

Le présent traité est fait en double expédition en estonien, persan, et en français : les textes estonien et persan sont également authentiques par leurs significations juridiques.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tallinn, le 6 décembre 1930.

(L. S.) J. LATTIK.
(L. S.) Mohammed AZIZ-KHAN.

N° 3174.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

معاهدهٔ دوستانه
مابین جمهوریت استونی و حکومت شاهی افغانستان

رئیس جمهور استونی و اعلیحضرت پادشاه افغانستان نظر باشتیاق و آرزوی طرفین برای استحکام روابط دوستی صمیمانه که مابین مملکتین موجود است مصمّم شدند که معاهدهٔ دوستانه منعقد نمایند، برای این مقصد نمایندگان خود را تعیین نمودند :

از طرف رئیس جمهور استونی :
آقای یاآن لاتیک - وزیر امور خارجه

از طرف اعلیحضرت پادشاه افغانستان :
سردار محمد عزیز خان سفیر کبیر و فوق العادهٔ افغانستان در مسکو

نمایندگان مذکور بعد از ارائهٔ اعتبارنامه های خود که آنها را با رعایت ترتیبات لازمه و مقرّرات مقتضیه تدوین و تنظیم شده یافتند در مواد ذیل موافقت نمودند :

ماده اول

مابین جمهوریت استونی و حکومت شاهی افغانستان صلح خلل ناپذیر و دوستی لاینقطع صمیمانه برقرار خواهد بود و همچنین مابین رعایای دولتین.

ماده دوم

طرفین عالیین متعاهدین حق خواهند داشت که متقابلاً در مملکت یکدیگر نمایندگان دیپلوماسی که به ترتیب لازمه اعتبارنامه ها خواهند داشت بفرستند و ایشان از حق مصونیت و امتیازاتیکه به نمایندگان دول سائره مبنی بر اساس حقوق بین الملل داده میشود در مملکت طرفین باساس بالمثل استفاده خواهند کرد. و همچنین طرفین عالیین متعاهدین حق خواهند داشت که در خاک یکدیگر جنرال قونسولها و قونسولها تعیین نمایند و ایشان از تمام حقوقی که مبنی بر اساس حقوق بین المللی بوده باشد استفاده خواهند کرد.

ماده سوم

طرفین عالیین متعاهدین متفقند براینکه هر قدر زودتر ممکن باشد برای عقد معاهده تجارتی به مذاکرات اقدام نمایند.

ماده چهارم

معاهده هذا تصدیق خواهد شد و تصدیق نامه ها حتی الامکان زودتر در مسکو مبادله خواهد شد و از تاریخ مبادله تصدیق نامه ها بعد از پانزده روز معاهده هذا مرعی الاجرا خواهد بود.

ماده پنجم

معاهده هذا بزبانهای استونی و فارسی و فرانسوی بردو نسخه نوشته شد و
متن استونی و فارسی از نقطه نظر حقوق حق مساوی دارند.
معاهده هذا را نمایندگان مختار طرفین امضا و مهر نمودند.
شهر تالین مورخه ۶ دسامبر سنه ۱۹۳۰

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3174. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE KINGDOM OF AFGHANISTAN AND THE ESTONIAN REPUBLIC. SIGNED AT TALLINN, DECEMBER 6, 1930.

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN, being equally desirous of strengthening the ties of sincere friendship existing between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Friendship, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs,

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

Sardar Mohammed AZIZ-KHAN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of Afghanistan at Moscow,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Estonian Republic and the Kingdom of Afghanistan, and between the citizens of the two States.

Article 2.

The High Contracting Parties shall each have the right to send duly accredited diplomatic agents to the other, which agents shall, subject to reciprocity, enjoy in the country in which they reside the rights, privileges, immunities and exemptions accorded to similar foreign agents in conformity with the principles of international law. Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint consuls-general and consuls, who shall enjoy in the territory of the other Party all the rights conferred by international law.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to enter into negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a commercial treaty.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Moscow as soon as possible. It shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

Article 5.

The present Treaty is done in duplicate in Estonian, Persian and French : the Estonian and Persian texts are equally authentic as regards their juridical meaning.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, December 6, 1930.

(L. S.) J. LATTIK.
(L. S.) Mohammed AZIZ-KHAN.

N° 3175.

ALLEMAGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant l'échange de renseignements relatifs à l'apparition de maladies contagieuses dans les régions frontières des deux pays, avec annexe. Signée à Praha, le 19 septembre 1932.

GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concerning the Exchange of Information of the Outbreak of Infectious Diseases in the Frontier Districts of the two Countries, with Annex. Signed at Prague, September 19, 1932.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 3175. — DOHODA[1] MEZI RÍŠÍ NĚMECKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O VÝMĚNĚ ZPRÁV PŘI VYPUKNUTÍ NAKAŽLIVÝCH NEMOCÍ V POHRANIČNÍM ÚZEMÍ OBOU STÁTŮ. PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 19. ZÁŘÍ 1932.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 avril 1933.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a ŘÍŠE NĚMECKÁ se rozhodly upraviti dohodou výměnu zpráv o vypuknutí nakažlivých nemocí v pohraničním území obou států.

Za tím účelem jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra pana Dra Pavla WELLNERA ;

PRESIDENT ŘÍŠE NĚMECKÉ :

Mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra v Praze pana Dra Waltera KOCHA,

Kteří, vyměnivše si navzájem své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Aby bylo lze učiniti včas příslušná opatření proti vypuknutí nakažlivých nemocí v pohraničních územích mezi republikou Československou a říší Německou, budou případy těchto nemocí oznamovány pravidelnou výměnou zpráv.

Článek 2.

Tyto zprávy budou vyměňovány mezi nižšími správními úřady československých a německých pohraničních okresů a mají se vztahovati na tyto nakažlivé nemoci : cholera asijská *(cholera asiatica)*, mor *(pestis)*, neštovice *(variola)*, skvrnitý tyfus *(typhus exanthematicus)*, malomocenství *(lepra)*, břišní tyfus *(typhus abdominalis)*, paratyfus *(paratyphus)*, nakažlivá úplavice *(dysenteria)*, záškrt *(diphtheria)*, spála *(scarlatina)*, nakažlivé strnutí šíje *(meningitis cerebrospinalis epidemica)*, zvratná horečka *(febris recurrens)*, trachom *(trachoma)*, vzteklina *(lyssa, rabies)*, jakož i pokousání lidí vzteklými nebo ze vztekliny podezřelými zvířaty, malarie *(malaria)*.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 25 mars 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3175. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DEN NACHRICHTENAUSTAUSCH BEIM AUFTRETEN ÜBERTRAGBARER KRANKHEITEN IN DEN BEIDERSEITIGEN GRENZGEBIETEN. GEZEICHNET IN PRAG, AM 19. SEPTEMBER 1932.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 26, 1933.

DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK und DAS DEUTSCHE REICH haben beschlossen, den Nachrichtenaustausch über das Auftreten übertragbarer Krankheiten in den beiderseitigen Grenzgebieten durch ein Abkommen zu regeln.

Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Dr. Pavel WELLNER ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Prag Herrn Dr. Walter KOCH,

Die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über folgende Bestimmungen geeinigt haben :

Artikel 1.

Um rechtzeitig entsprechende Massnahmen gegen das Auftreten von übertragbaren Krankheiten in den Grenzgebieten zwischen der Tschechoslowakischen Republik und dem Deutschen Reiche treffen zu können, werden die Fälle dieser Krankheiten gegenseitig durch regelmässigen Nachrichtenaustausch mitgeteilt werden.

Artikel 2.

Diese Nachrichten werden zwischen den unteren Verwaltungsbehörden der tschechoslowakischen und deutschen Grenzbezirke ausgetauscht und haben sich auf folgende übertragbare Krankheiten zu erstrecken : Asiatische Cholera *(Cholera) asiatica)*, Pest *(Pestis)*, Pocken *(Variola)*, Fleckfieber *(Typhus exanthematicus)*, Aussatz *(Lepra)*, Unterleibstyphus *(Typhus abdominalis)*, Paratyphus *(Paratyphus)*, übertragbare Ruhr *(Dysenteria)*, Diphtherie *(Diphtheria)*, Scharlach *(Scarlatina)*, übertragbare Genickstarre *(Meningitis cerebrospinalis epidemica)*, Rückfallfieber *(Febris recurrens)*, Körnerkrankheit *(Trachoma)*, Tollwut *(Lyssa, Rabies)*, sowie Bissverletzungen bei Menschen durch tolle oder der Tollwut verdächtige Tiere, Malaria *(Malaria)*.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, March 25, 1933.

Článek 3.

Výměna zpráv má se vztahovati pouze na ty obce, které leží uvnitř pohraničního okresu. Za okres pohraniční pokládá se na straně československé celní pohraniční pásmo a na druhé straně německé celní pohraniční okres.

Smluvní strany oznámí si neprodleně seznamy úřadů přicházejících v úvahu.

Článek 4.

Zprávy podávány budou československými pohraničními okresy vždy za půl měsíce, pokud snad nenastoupí u úřadů československých změna této lhůty v podávání zpráv. Úřady německé budou zasílati zprávy každý týden.

Oznámení mají se díti s urychlením tak, že se zašlou výkazy o zjištěných případech nemoci s údajem doby, postižených míst, zjištěných pramenů nákazy (podle přílohy). Ke zprávám jest připojiti ještě krátké oznámení důležitých opatření, která v postiženém okresu byla nařízena.

Článek 5.

Za týdenní po případě půlměsíční lhůtu podle čl. 4. jest počítati vždy celý týden od neděle do soboty, po případě dobu od 1. do 15. a od 16. až do konce každého měsíce.

Negativní oznámení nebudou zasílána.

Případy asijské cholery, moru, skvrnitého tyfu a neštovic budou hlášeny ihned při vypuknutí prvého případu telegraficky a to bez ohledu na další týdenní nebo půlměsíční zprávy. K tomuto prvnímu hlášení třeba přrpojiti přesné údaje o místě, době a prameni nákazy, anebo třeba tyto pokud možno nejdříve dodatečně zaslati.

Při oznámeních o asijské choleře třeba udati i zdravé nosiče bacilů a to odděleně od nemocných.

Případy malarie, zvratné horečky, trachomu a epidemické dětské obrny *(poliomyelitis epidemica)* třeba i tam, kde není povinného hlášení, oznamovati v tom rozsahu, jak se o nich správní úřady pohraničních okresů dovědí.

Článek 6.

Správní úřad pohraničního okresu, ohroženého nakažlivou nemocí, má oznámiti, jaká obranná opatření učinil ve svém okrsku proti nemocí postiženému okresu druhého státu.

Článek 7.

Vyskytnou-li se v pohraničním území případy cholery, moru, skvrnitého tyfu a neštovic nebo jiných akutních nakažlivých nemocí, může při nebezpečí zavlečení přes hranice býti vyslán lékařský zmocněnec nižšího správního úřadu druhého státu, je-li jeho okres v blízkosti postižené krajiny, aby se na místě přesvědčil o stavu nákazy. Tato vyšetření slouží výlučně pro služební informaci úřadu.

Příslušný úřad druhého státu má býti předem vyrozuměn o úmyslu vyslati lékařského zmocněnce. Úřad ten oznámí nejkratší cestou, kdy a kde bude tento očekáván.

Artikel 3.

Der Nachrichtenaustausch hat sich nur auf diejenigen Gemeinden zu erstrecken, die innerhalb des Grenzbezirkes liegen. Als Grenzbezirk gilt auf tschechoslowakischer Seite die Zollgrenzzone und auf deutscher Seite der Zollgrenzbezirk.

Die vertragschliessenden Teile werden einander die Verzeichnisse der in Betracht kommenden Behörden unverzüglich mitteilen.

Artikel 4.

Die Nachrichten werden von den tschechoslowakischen Grenzbezirken halbmonatlich erstattet, falls nicht etwa in der Berichterstattung bei den tschechoslowakischen Behörden eine Änderung dieses Termins erfolgt. Die deutschen Stellen werden die Berichte wöchentlich einsenden.

Die Benachrichtigungen haben beschleunigt durch Einsendung von Nachweisungen über die festgestellten Krankheitsfälle mit Angabe der Zeit, der befallenen Orte, der ermittelten Ansteckungsquellen (nach Beilage) zu erfolgen. Den Nachrichten ist noch eine kurze Mitteilung über die im befallenen Bezirke verfügten wichtigen Massnahmen beizufügen.

Artikel 5.

Als Wochen- bzw. Halbmonatsfrist nach Artikel 4 ist stets eine volle Woche von Sonntag bis Samstag, bzw. die Zeiträume vom 1. bis 15. und vom 16. bis Ende jeden Monats zu rechnen.

Fehlanzeigen werden nicht erstattet.

Fälle von asiatischer Cholera, Pest, Fleckfieber und Pocken werden — unbeschadet der weiteren wöchentlichen bzw. halbmonatlichen Nachrichten — sofort beim Ausbruch des ersten Falles auf telegraphischem Wege mitgeteilt. Dieser ersten Mitteilung sind genaue Angaben über Ort, die Zeit und die Ansteckungsquelle beizufügen oder sobald als möglich nachzusenden.

Bei Mitteilungen über asiatische Cholera sind auch die gesunden Bazillenträger, und zwar getrennt von den kranken, anzugeben.

Fälle von Malaria, Rückfallfieber, Körnerkrankheit *(Trachoma)* und spinaler Kinderlähmung *(Poliomyelitis epidemica)* sind auch dort, wo eine Anzeigepflicht nicht besteht, in demjenigen Umfange mitzuteilen, in welchem sie zur Kenntnis der Verwaltungsbehörden der Grenzkreise gelangen.

Artikel 6.

Die Verwaltungsbehörde des von einer übertragbaren Krankheit bedrohten Grenzbezirkes hat die Abwehrmassnahmen mitzuteilen, die sie in ihrem Bereiche gegen den von der Krankheit befallenen Bezirk des anderen Staates getroffen hat.

Artikel 7.

Treten im Grenzgebiete Fälle von Cholera, Pest, Fleckfieber und Pocken oder von anderen akuten übertragbaren Krankheiten auf, so kann, falls die Gefahr einer Verschleppung über die Grenze besteht, der ärztliche Beauftragte der unteren Verwaltungsbehörde des anderen Staates, falls sich ihr Bezirk in der Nähe einer befallenen Gegend befindet, entsandt werden, um sich an Ort und Stelle über den Stand der Seuche zu unterrichten. Diese Erkundigungen dienen ausschliesslich zur amtlichen Aufklärung der Behörde.

Die beabsichtigte Entsendung eines ärztlichen Beauftragten ist der zuständigen Behörde des anderen Staates vorher anzukündigen. Diese Behörde teilt auf kürzestem Wege mit, wann und wo dieser Beauftragte erwartet wird.

Vyslaný lékařský zmocněnec smí svá vyšetřování o rozšíření nakažlivé nemoci a opatřeních k jejímu potlačení učiněných konati jen za přítomnosti úředníka druhého státu a má při tom na své přání býti příslušným úřadem podle možnosti informován a podporován ve vykonávání svého úkolu.

Dobu svého úředního jednání má vyslaný znalecký zmocněnec omeziti na onu míru jaké jest nezbytně potřebí k vyšetření zdravotního stavu na území druhého státu. Po skončeném vyšetření stavu věcí musí ihned opustiti území druhého státu.

Znalecký zmocněnec má při přechodu hranice předložiti kromě pasu nebo jiné, pro pohraniční styk obecně připuštěné průkazky, pozvání k účasti při úředním jednání na území druhého státu.

Článek 8.

Ustanovení této dohody nedotýkají se souhlasných předpisů platných mezinárodních zdravotních ujednání.

Článek 9.

Tato dohoda bude ratifikována. Ratifikační listiny budou pokud možno nejdříve vyměněny v Berlíně. Dohoda nabude platnosti dnem výměny ratifikačních listin, sjednává se na neomezenou dobu, může však býti každým z obou států vypovězena s jednoroční lhůtou. Současně pozbývají platnosti ustanovení z roku 1897, která byla v poměru mezi republikou Československou a říší Německou opět v platnost uvedena vyhláškou z 29. října 1921 čís. 387 Sbírky zák. a nař. a ze dne 5. května 1921 (*Reichsgesetzblatt* str. 504 a násl.) a která se týkají výměny zpráv mezi německými a rakouskými úřady v pohraničních okresech o případech cholery a opatření proti choleře a vzájemného vyhrazení si práva vyslati komisaře do pohraničních míst cholerou postižených.

Článek 10.

Tato dohoda, jejíž československé a německé znění mají stejnou platnost, vyhotovuje se ve dvou prvopisech, z nichž jeden bude uložen v archivu vlády československé, druhý v archivu vlády německé.

Dáno v Praze dne 19. září 1932.

(L. S.) Dr WELLNER.

Der entsandte ärztliche Beauftragte darf seine Ermittlungen über die Ausbreitung einer übertragbaren Krankheit und die zu ihrer Bekämpfung getroffenen Massnahmen nur in Gegenwart eines Beamten des anderen Staates vornehmen und soll dabei auf Wunsch nach Möglichkeit von dem zuständigen Amte mit Auskunft versehen und bei der Durchführung seiner Aufgabe unterstützt werden.

Die Dauer der Amtshandlung des entsandten sachverständigen Beauftragten ist auf dasjenige Mass zu beschränken, welches zur Untersuchung über den Gesundheitsstand auf dem Gebiete des anderen Staates unbedingt nötig ist. Er hat nach beendigter Untersuchung des Sachverhalts das Gebiet des anderen Staates sogleich zu verlassen.

Der ärztliche Beauftragte hat beim Grenzübertritt neben einem Pass oder einem für den Grenzverkehr allgemein zugelassenen Grenzausweis die Einladung zur Teilnahme an der Amtshandlung auf dem Gebiete des anderen Staates vorzulegen.

Artikel 8.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens bleiben die einschlägigen Vorschriften der in Kraft befindlichen internationalen Sanitätsabkommen unberührt.

Artikel 9.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft, wird zeitlich unbegrenzt abgeschlossen, kann jedoch durch jeden der beiden Staaten mit einjähriger Frist gekündigt werden. Gleichzeitig werden die im Verhältnis der Tschechoslowakischen Republik zum Deutschen Reiche durch Bekanntmachung vom 29. Oktober 1921, Nr. 387 der Sammlung der Gesetze und Verordnungen und vom 5. Mai 1921 (*Reichsgesetzblatt* S. 504 ff.) und wieder in Kraft gesetzten Bestimmungen betreffend den Nachrichtenaustausch zwischen deutschen und österreichischen Behörden in den Grenzbezirken über Cholerafälle und Choleramassnahmen und die gegenseitige Einräumung der Befugnisse zur Entsendung von Kommissaren an die nahe an der Grenze gelegenen Choleraorte vom Jahre 1897 ausser Wirksamkeit gesetzt.

Artikel 10.

Dieses Abkommen, dessen tschechoslowakischer und dessen deutscher Wortlaut in gleicher Weise massgebend sind, wird in zwei Urschriften ausgefertigt, von denen die eine im Archiv der Tschechoslowakischen Regierung, die andere im Archiv der Deutschen Regierung niedergelegt wird.

Geschehen in Prag am neunzehnten September 1932.

(L. S.) Dr. Walter Koch.

PŘÍLOHA.

Půlměsíční } zpráva
Týdenní }

o nakažlivých nemocech za dobu od ..... do .....

Stát : .....

Země : .....

Okres : .....

Nemoc	Obec	Počet nemocných od minulého týdne	Počet nově onemocněných	Počet zemřelých	Údaje o pramenech nákazy a obranných opatřeních, jež zařízena
1	2	3	4	5	6

Poznámka :

1.) Do výkazu budou pojaty nakažlivé nemoci :

Cholera asijská *(cholera asiatica)*, mor *(pestis)*, neštovice *(variola)*, skvrnitý tyfus *(typhus exanthematicus)*, malomocenství *(lepra)*, břišní tyfus *(typhus abdominalis)*, paratyfus *(paratyphus)*, nakažlivá úplavice *(dysenteria)*, zášKrt *(diphtheria)*, spála (scarlatina), nakažlivé ztrnutí šíje *(meningitis cerebrospinalis epidemica)*, zvratná horečka *(febris recurrens)*, trachom *(trachoma)* vzteklina *(lyssa, rabies)*, jakož i pokousání lidí vzteklými nebo ze vztekliny podezřelými zvířaty, malarie *(malaria)*.

Při onemocněních asijskou cholerou jest udati též zdravé nosiče bacilů a to odděleně od nemocných.

Případy malarie, zvratné horečky, trachomu a epidemické dětské obrny *(poliomyelitis epidemica)* třeba oznámiti i tam, kde není povinného hlášení, a to v tom rozsahu, jak se o nich správní úřady pohraničních okresů dovědí.

2.) Rubrika 3 vyplňuje se jen při choleře a moru.

BEILAGE.

Halbmonatliche / Wöchentliche } Meldung

über übertragbare Krankheiten für die Zeit vom ..... bis .....

Staat : .....

Land : .....

Kreis (usw.) : .....

Bezeichnung der Krankheit	Gemeinde	Zahl der aus der Vorwoche verbliebenen Kranken	Zahl der Neuerkrankten	Zahl der Gestorbenen	Angaben über die Ansteckungsquelle und die getroffenen Abwehrmassnahmen.
1	2	3	4	5	6

Anmerkung :

1. In die Nachweisung werden folgende übertragbare Krankheiten aufgenommen :

Asiatische Cholera *(Cholera asiatica)*, Pest *(Pestis)*, Pocken *(Variola)*, Fleckfieber *(Typhus exanthematicus)*, Aussatz *(Lepra)*, Unterleibstyphus *(Typhus abdominalis)*, Paratyphus *(Paratyphus)*, übertragbare Ruhr *(Dysenteria)*, Diphtherie *(Diphtheria)*, Scharlach *(Scarlatina)*, übertragbare Genickstarre *(Meningitis cerebrospinalis epidemica)*, Rückfallfieber *(Febris recurrens)*, Körnerkrankheit *(Trachoma)*, Tollwut *(Lyssa, Rabies)*, sowie Bissverletzungen bei Menschen durch tolle oder der Tollwut verdächtige Tiere, Malaria *(Malaria)*.

Bei Mitteilungen über asiatische Cholera sind auch die gesunden Bazillenträger, und zwar getrennt von den kranken, anzugeben. Fälle von Malaria, Rückfallfieber, Körnerkrankheit *(Trachoma)* und spinaler Kinderlähmung *(Poliomyelitis epidemica)* sind auch dort, wo eine Anzeigepflicht nicht besteht, in demjenigen Umfange mitzuteilen, in welchem sie zur Kenntnis der Verwaltungsbehörden der Grenzbezirke gelangen.

2. Die Spalte 3 ist nur bei Cholera und Pest auszufüllen.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 mars 1933.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

[1] TRADUCTION.

N° 3175. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'APPARITION DE MALADIES CONTAGIEUSES DANS LES RÉGIONS FRONTIÈRES DES DEUX PAYS. SIGNÉE A PRAHA, LE 19 SEPTEMBRE 1932.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE REICH ALLEMAND ont décidé de réglementer par une convention l'échange de renseignements concernant l'apparition de maladies contagieuses dans les régions frontières des deux pays.

A cet effet, ils ont nommé pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Pavel WELLNER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Walter KOCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Prague ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Afin que des mesures appropriées puissent être prises en temps opportun contre l'apparition de maladies contagieuses dans les régions de la frontière entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand, les cas de maladies de ce genre seront signalés réciproquement au moyen d'échanges réguliers de renseignements.

Article 2.

Ces renseignements seront échangés entre les administrations subalternes des districts frontières tchécoslovaques et allemands et devront comprendre les maladies contagieuses ci-après : choléra asiatique *(cholera asiatica)*, peste *(pestis)*, variole *(variola)*, typhus exanthématique *(typhus exanthematicus)*, lèpre *(lepra)*, typhus abdominal *(typhus abdominalis)*, paratyphus *(paratyphus)*, dysenterie *(dysenteria)*, diphtérie *(diphteria)*, scarlatine *(scarlatina)*, méningite cérébro-spinale épidémique *(meningitis cerebrospinalis epidemica)*, fièvre récurrente *(febris recurrens)*, trachome *(trachoma)*, rage *(lyssa, rabies)* et blessures causées à des personnes par la morsure d'animaux enragés ou suspects de rage, paludisme *(malaria)*.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3175. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE EXCHANGE OF INFORMATION OF THE OUTBREAK OF INFECTIOUS DISEASES IN THE FRONTIER DISTRICTS OF THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT PRAGUE, SEPTEMBER 19, 1932.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GERMAN REICH have resolved to regulate by a Convention the exchange of information of the outbreak of infectious diseases in the frontier districts of their respective countries.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Pavel WELLNER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Walter KOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The outbreak of infectious diseases in the frontier districts of the Czechoslovak Republic and the German Reich shall be notified reciprocally by means of a regular exchange of information, to enable appropriate measures to be taken in time against such diseases.

Article 2.

The information shall be exchanged between the subordinate administrative authorities of the Czechoslovak and German frontier districts, and shall relate to the following infectious diseases : Asiatic cholera *(Cholera asiatica)*, plague *(Pestis)*, small-pox *(Variola)*, typhus *(Typhus exanthematicus)*, leprosy *(Lepra)*, typhoid fever *(Typhus abdominalis)*, paratyphoid *(Paratyphus)*, dysentery *(Dysenteria)*, diphtheria *(Diphtheria)*, scarlet fever *(Scarlatina)*, epidemic cerebro-spinal meningitis *(Meningitis cerebrospinalis epidemica)*, relapsing fever *(Febris recurrens)*, trachoma *(Trachoma)*, hydrophobia *(Lyssa, rabies)* and wounds from the bite of animals infected with, or suspected of, rabies, malaria *(Malaria)*.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

L'échange de renseignements ne portera que sur les communes du district frontière. Le district frontière est constitué, en Tchécoslovaquie par la zone frontière des douanes, et en Allemagne par le district frontière des douanes.

Les Parties contractantes se communiqueront sans retard la liste des autorités compétentes en la matière.

Article 4.

Les renseignements seront communiqués bi-mensuellement par les districts frontières tchécoslovaques, à moins que cette périodicité ne soit modifiée pour l'envoi des rapports dans l'administration tchécoslovaque. Les bureaux allemands enverront des rapports hebdomadaires.

La transmission des renseignements sera accélérée et comportera l'envoi d'indications concernant les cas de maladies constatés, l'époque, la localité contaminée, les sources de contagion constatées (conformément à l'annexe). Il devra également y être joint un bref compte rendu des principales mesures prises dans le district contaminé.

Article 5.

Les périodes hebdomadaires et bi-mensuelles prévues à l'article 4 seront toujours constituées, respectivement, par une semaine entière allant du dimanche au samedi, et par l'intervalle du 1er au 15, et du 16 à la fin de chaque mois.

Il ne sera pas fourni de bulletins « néant ».

Les cas de choléra asiatique, de peste, de typhus exanthématique et de variole seront signalés télégraphiquement dès l'apparition du premier cas, sans préjudice des renseignements complémentaires, hebdomadaires ou bi-mensuels. Cette première communication devra être accompagnée, ou suivie aussitôt que possible, d'indications concernant le lieu, la date et les sources de contagion.

Pour les communications relatives au choléra asiatique, on indiquera également les porteurs de bacilles non malades, en les séparant des malades.

Les cas de paludisme, de fièvre récurrente, de trachome *(trachoma)* et de paralysie infantile *(poliomyelitis epidemica)*, même dans les localités où la déclaration n'est pas obligatoire, devront être signalés, pour autant qu'ils parviendront à la connaissance des administrations des districts frontières.

Article 6.

L'administration d'un district frontière menacé par une maladie contagieuse devra signaler les mesures prophylactiques prises par elle dans sa circonscription contre le district contaminé de l'autre Etat.

Article 7.

S'il se déclare, dans la région frontière, des cas de choléra, de peste, de typhus exanthématique, de variole, ou d'autres maladies contagieuses aiguës, et s'il est à craindre que la contagion ne se propage au delà de la frontière, le commissaire médical de l'administration subalterne de l'autre Etat pourra, si sa circonscription se trouve à proximité d'une région contaminée, être délégué sur place pour se renseigner sur l'état de l'épidémie. Cette enquête servira uniquement à renseigner officiellement les autorités.

L'envoi projeté d'un commissaire médical devra être préalablement annoncé à l'autorité compétente de l'autre Etat. Cette autorité fera connaître alors par la voie la plus rapide, quand et où le commissaire sera attendu.

Article 3.

The exchange of information shall relate only to communes within the frontier districts. By " frontier district " is meant, in the case of Czechoslovakia, Customs frontier zone and, in the case of Germany, Customs frontier district.

The Contracting Parties shall at once communicate to each other lists of the authorities concerned.

Article 4.

The information from the Czechoslovak frontier districts shall be communicated fortnightly, unless this interval is modified by the Czechoslovak authorities. The German offices shall send in their reports weekly.

The information shall be communicated by express in the form of notices of cases of disease recorded, together with particulars of dates, localities affected and sources of infection ascertained (as in the Annex). A brief statement of the principal measures taken in the districts affected shall be appended.

Article 5.

The weekly and fortnightly intervals mentioned in Article 4 shall in all cases be taken to mean the full week from Sunday to Saturday, and the full period from the 1st to the 15th or 16th to the end of the month, respectively.

When there are no cases to report the report shall be omitted.

Cases of Asiatic cholera, plague, typhus and small-pox shall be notified immediately on their first appearance by telegraph, without prejudice to the subsequent weekly or fortnightly communications. Exact particulars with regard to the locality, date and source of infection shall be sent with such initial notifications, or as soon after as possible.

In the case of notifications of Asiatic cholera, the healthy carriers of the bacillus shall be indicated as well as (separately) the sick carriers.

Cases of malaria, relapsing fever, *trachoma*, and epidemic infantile paralysis *(Poliomyelitis epidemica)* shall be notified even in localities to which the obligation to notify does not apply, in so far as they come to the knowledge of the administrative authorities of the frontier districts.

Article 6.

The Administrative authority of a frontier district threatened by an infectious disease shall notify the preventive measures taken by it in its own district against the affected district of the other State.

Article 7.

Where cases of cholera, plague, typhus, small-pox or other acute infectious diseases occur in a frontier district, and there is danger of their being carried across the frontier, the authorised medical officer of the subordinate administrative authority of the other State may, if the district of the latter is in the neighbourhood of the affected area, be sent to make enquiries on the spot to ascertain the position as regards the infection. Such enquiries shall serve exclusively for the official information of the authority in question.

The intention to send a medical officer in such case shall be notified in advance to the competent authority of the other State. The latter shall thereupon indicate by the most rapid means available at what time and at what point the medical officer will be expected.

Le commissaire médical délégué ne devra procéder à ses enquêtes sur la propagation d'une maladie contagieuse et sur les mesures prophylactiques adoptées qu'en présence d'un fonctionnaire de l'autre Etat ; sur la demande de ce commissaire et dans la mesure du possible, le service compétent lui fournira des renseignements et l'aidera à remplir sa mission.

La durée de la mission officielle de l'expert ainsi délégué devra se limiter à la période absolument nécessaire pour l'enquête sur l'état sanitaire dans le territoire de l'autre Etat. Il devra quitter ce territoire dès qu'il aura achevé son enquête.

Le commissaire médical devra, en franchissant la frontière, être muni non seulement d'un passeport ou d'une carte frontalière ordinaire, mais aussi de l'invitation à participer à l'enquête officielle sur le territoire de l'autre Etat.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention ne dérogeront pas aux règles pertinentes des conventions sanitaires internationales en vigueur.

Article 9.

La présente convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin. La convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification ; elle est conclue pour une durée illimitée, mais chacun des deux Etats pourra la dénoncer moyennant préavis d'un an. A la même date cesseront d'être en vigueur les dispositions de 1897, relatives à l'échange entre les administrations allemandes et autrichiennes, dans les régions frontières, de renseignements concernant les cas de choléra et les mesures anticholériques, ainsi qu'à la concession réciproque de pouvoirs pour l'envoi de commissaires dans les localité contaminées de la région frontière, dispositions qui ont été remises en vigueur, entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand par l'Avis du 29 octobre 1921 (N° 387 du Bulletin des lois et décrets) et par es arrêtés du 5 mai 1921 (*Reichsgesetzblatt*, pp. 504 et suivantes).

Article 10.

La présente convention, dont les textes tchécoslovaque et allemand feront également foi, sera établie en deux exemplaires originaux, dont l'un sera déposé aux archives du Gouvernement tchécoslovaque et l'autre aux archives du Gouvernement allemand.

Fait à Prague, le 19 septembre 1932.

(L. S.) Dr WELLNER.
(L. S.) Dr Walter KOCH.

The medical officer so sent may make his investigations regarding the spread of the infectious disease or diseases concerned, and the measures taken to combat them, only in the presence of an official of the other State : he shall be given, on request, all possible information and assistance in the accomplisment of his task by the competent office.

The duration of the medical officer's official mission shall be limited to the period absolutely necessary for the purposes of the enquiry into the health conditions in the territory of the other State. On completion of his investigation of the facts he must immediately quit the territory of the other State

The medical officer on crossing the frontier must show the invitation to engage in investigations in the territory of the other State, in addition to a passport or ordinary current frontier traffic pass.

Article 8.

The provisions of this Convention shall in no way affect the relevant regulations of current international Conventions relating to Public Health.

Article 9.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. The Convention shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification ; it shall be concluded for an unlimited period, but either State may denounce it at one year's notice. The provisions of 1897 relating to the exchange of information between the German and Austrian authorities in frontier districts concerning cases of cholera and anti-cholera measures and to the mutual granting of powers for the despatch of commissioners to affected localities in the frontier area, introduced in the year 1927 and again brought into force as between the Czechoslovak Republic and the German Reich by the Notice of October 29, 1921 (No. 387 of *Sbírky zák. a nař.*) and May 5, 1921 (*Reichsgesetzblatt* pp. 504 ff.), are hereby abrogated as from the date of the entry into force of this Convention.

Article 10.

The present Convention, the Czechoslovak and German texts of which are equally authoritative, shall be drawn up in two originals, of which one shall be deposited in the archives of the Czechoslovak Government and the other in the archives of the German Government.

Done at Prague, September 19, 1932.

(L. S.) Dr. WELLNER.
(L. S.) Dr. Walter KOCH.

ANNEXE

Bulletin { bimensuel / hebdomadaire

concernant les maladies contagieuses du ..... au .....

Etat : .....

Pays : .....

District (etc.) : .....

Maladie	Commune	Nombre de malades reportés de la semaine précédente	Nombre de nouveaux malades	Nombre de décès	Indications sur les sources de contagion et les mesures prophylactiques adoptées
1	2	3	4	5	6

Observations :

1° Le bulletin comprendra les maladies suivantes :

Choléra asiatique *(cholera asiatica)*, peste *(pestis)*, variole *(variola)*, typhus exanthématique *(typhus eyanthematicus)*, lèpre *(lepra)*, typhus abdominal *(typhus abdominalis)*, paratyphus, dysenterie *(dysenteria)*, diphtérie *(diphteria)*, scarlatine *(scarlatina)*, méningite cérébrospinale épidémique *(meningitis cerebrospinalis epidemica)*, fièvre récurrente *(febris recurrens)*, trachome*(trachoma)*, rage *(lyssa, rabies)* et blessures causées à des personnes par la morsure d'animaux enragés ou suspects de rage, paludisme *(malaria)*.

Pour les communications relatives au choléra asiatique, on indiquera également les porteurs de bacilles non malades, en les séparant des malades.

Les cas de paludisme, de fièvre récurrente, de trachome *(trachoma)* et de paralysie infantile *(poliomyelitis epidemica)*, même dans les localités où la déclaration n'est pas obligatoire, devront être signalés, pour autant qu'ils parviendront à la connaissance des administrations des districts frontière.

2° La colonne 3 ne sera remplie que pour le choléra et la peste.

ANNEX.

Fortnightly / Weekly } Report

concerning Infectious Diseases for the period ..... to .....

State : .....

Province : .....

Division, District, etc. .....

Nature of the Disease	Commune	Number of diseased persons left over from the previous week	Number of new cases	Number of deaths	Particulars with regard to source of infection and preventive measures taken
1	2	3	4	5	6

Remarks :

(1) The Report covers the following infectious diseases :

Asiatic cholera *(Cholera asiatica)*, plague *(Pestis)*, small-pox *(Variola)*, typhus *(Typhus exanthematicus)*, leprosy *(Lepra)*, typhoid fever *(Typhus abdominalis)*, paratyphoid *(Paratyphus)*, dysentery *(Dysenteria)*, diphteria *(Diphteria)*, scarlet fever *(Scarlatina)*, epidemic cerebro-spinal meningitis *(Meningitis cerebro spinalis epidemica)*, relapsing fever *(Febris recurrens)*, trachoma *(Trachoma)*, hydrophobia *(Lyssa, rabies)* and wounds from the bite of animals infected with, or suspected of, rabies, malaria *(Malaria)*.

In the case of notifications of Asiatic cholera, the healthy carriers of the bacillus must be indicated as well as (separately) the sick.

Cases of malaria, relapsing fever, *trachoma*, and epidemic infantile paralysis *(Poliomyelitis epidemica)* must be notified, even in localities to which the obligation to notify does not apply, in so far as they come to the knowledge of the administrative authorities of the frontier districts.

(2) Column 3 is only to be filled in cases of cholera and plague.